



**HAL**  
open science

**Exister "à droite" dans une circonscription "rouge":  
militantisme UMP et écosystème partisan local. Étude  
ethnographique dans la 11e circonscription des  
Hauts-de-Seine**

Charles Lambrechts

► **To cite this version:**

Charles Lambrechts. Exister "à droite" dans une circonscription "rouge": militantisme UMP et écosystème partisan local. Étude ethnographique dans la 11e circonscription des Hauts-de-Seine. Science politique. 2012. dumas-00761302

**HAL Id: dumas-00761302**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00761302>**

Submitted on 5 Dec 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Exister « à droite » dans une  
circonscription « rouge » : Militantisme  
UMP et écosystème partisan local.

---

Etude ethnographique dans la 11eme  
circonscription des Hauts-de-Seine

Charles Lambrechts

01/06/2012

## Sommaire

Introduction.....	5
PREMIERE PARTIE : Chapitres liminaires .....	19
Chapitre 1 : Banlieue proche, banlieue « rouge » : la onzième circonscription des Hauts-de-Seine. Une monographie politique locale sommaire.....	20
1.1    Caractéristiques socio-urbaines et photographie socio-démographique.....	20
1.2    Histoire politico-électorale récente et actualité du vote dans « la onzième ». ....	24
1.3    Le contrôle des postes politiques locaux : état d'un rapport des forces. ....	28
Chapitre 2 : Observer les pratiques et les interactions partisans .....	30
2.1    Tentative d'autoanalyse .....	30
2.2    L'accès au terrain, entre méfiance et connivence des indigènes.....	33
2.3    « Etre avec » les militants sans « en être » : la déontologie ethnographique et la politique du terrain à l'épreuve des interactions quotidiennes.....	35
2.4    Questions de méthode .....	37
2.4.1    L'étude ethnographique comme cadre méthodologique plastique .....	37
2.4.2    L'observation .....	38
2.4.3    L'entretien .....	40
2.4.4    Matériaux partisans indigènes et autres ressources empiriques .....	41
DEUXIEME PARTIE : L'UMP <i>prise</i> dans les écosystèmes politiques locaux de la 11 <sup>eme</sup> circonscription	42
Chapitre 3 : Saisir le parti localement : tentative de cadrage théorique et bref retour historique..	43
3.1    La ville ou la circonscription ? Ambiguïtés organisationnelles à l'échelle locale .....	43
3.2    Annales récentes de l'UMP dans la 11 <sup>eme</sup> : entre renaissance et déliquescence des structures partisans municipales.....	44
3.2.1    Nouvelle équipe, nouvel élan à Montrouge.....	44
3.2.2    La décomposition des structures militantes balnéolaises.....	46
3.2.3    L'UMP à Malakoff : une présence résiduelle.....	48
3.3    La circonscription comme configuration et comme champ.....	49
3.3.1    L'écosystème politique local comme configuration partisane.....	49
3.3.2    Champ de force et champ de lutte : exister contre et avec les autres partis .....	50
Chapitre 4 : L'UMP <i>face</i> à la diversité des écosystèmes politiques locaux.....	52
4.1    L'UMP à Montrouge : militants « populaires » en terrain favorable .....	52
4.1.1    Montrouge, épicode et foyer de l'action partisane « à droite » dans la 11eme....	52
4.1.2    Paradoxes (apparents) de la relation UMP / Nouveau Centre.....	55
4.2    Bagneux et Malakoff : les difficultés du militantisme dans les « bastions » du PCF.....	57
4.2.1    Ancrage local et force « culturelle » du communisme municipal .....	57

4.2.2	Bagneux : Problèmes de leadership et d'effectifs .....	59
4.2.3	Malakoff : La « candidature » S. A. Tauthui, un « cas » révélateur .....	61
4.3	Transversalité de l'action et dissymétrie des relations partisans inter municipales .....	63
4.3.1	« Dépasser » Montrouge : la volonté de promotion d'une action militante « transversale » .....	63
4.3.2	Entre « centre » montrougien et « périphéries » communistes : des relations dissymétriques .....	65
4.3.3	Un rapport au « centre » différencié à Bagneux et à Malakoff.....	67
TROISIEME PARTIE : Structures partisans locales et collectif militant .....		69
Chapitre 5 : Les structures partisans locales de l'UMP .....		70
5.1	Le parti comme institution .....	70
5.1.1	La permanence comme objectivation physique locale du parti .....	71
5.1.2	L'institution d'un calendrier de l'action partisane différencié.....	73
5.1.3	« Des sous pour la permanence » : l'autonomie par le financement .....	74
5.2	Le parti comme organisation : management, marketing et vie partisane.....	76
5.2.1	Techniques managériales et division du travail partisan .....	77
5.2.2	L'action politique est un marketing ... politique : « visibilité » et « proximité » .....	78
5.2.3	« Effets limités » de l'organisation managériale .....	80
5.3	Au local et au-delà : Quelles relations avec les instances partisans supérieures ?.....	81
5.3.1	Les échanges avec la fédération UMP des Hauts-de-Seine au niveau de la circonscription .....	81
5.3.2	Les villes d'opposition et le département, entre conflictualité et désintérêt.....	82
5.3.3	Les relations au centre national.....	85
Chapitre 6 : Plasticité de la structure partisane, multi-positionnement des acteurs et labilité des frontières de l'organisation politique locale .....		86
6.1	Militants, élus : une dichotomie du parti au local ? .....	86
6.1.1	Montrouge, lieu d'une intégration réussie de la composante « élus » ?.....	86
6.1.2	Bagneux et Malakoff : deux effets divergents de la « cure d'opposition ».....	90
6.2	Derrière l'organigramme : plasticité des rôles et statuts officiels .....	92
6.2.1	Un parti formellement structuré et hiérarchisé au local .....	92
6.2.2	De l'organigramme théorique à l'organisation pratique de l'action partisane.....	95
6.3	Du politique au protopolitique : les réseaux sociétaux de l'UMP .....	98
6.3.1	Des adhérents multi-positionnés : l'exemple de T. Virol .....	99
6.3.2	Réseau de l'UMP locale ou réseaux de ses acteurs ?.....	101
6.3.3	Discrétion et cloisonnement dans l'engagement associatif.....	103

6.3.4	Le Racing Club de Montrouge : un projet pour la ville.....	105
6.3.5	Frontières troubles du militantisme politique à droite dans les municipalités communistes .....	107
Chapitre 7 : « Etre à l'UMP » dans la 11eme circonscription : identité(s), motivation(s), rétribution(s).....		
7.1	Militants locaux et adhérents de l'UMP : jeux d'échelles identitaires.....	110
7.1.1	Le cas particulier des jeunes de Montrouge .....	110
7.1.2	Des identités vécues sur le mode du cumul.....	114
7.2	Motivations militantes et diversité des rétributions du militantisme .....	116
7.2.1	Le combat idéologique contre le communisme .....	117
7.2.2	L'adhésion charismatique au leader .....	119
7.2.3	« Gagner sa place » : les motivations carriéristes .....	121
7.2.4	La valorisation en propre de l'entre soi et le militantisme comme rétribution.....	123
QUATRIEME PARTIE : Interactions militantes, activité partisane et dynamique de campagne.....		
124		
Chapitre 8 : Pratiques militantes « à droite » dans la 11 <sup>eme</sup> circonscription.....		
125		
8.1	Les modalités du « militantisme à droite » dans la 11 <sup>eme</sup> .....	125
8.1.1	Entre transposition directe et réinterprétation des techniques militantes « de gauche »	125
8.1.2	Ce que le « militantisme à droite » doit aux spécificités de la structure partisane et de la « culture d'organisation » UMP.....	127
8.2	La circonscription comme espace agonistique.....	130
8.2.1	Agir en réagissant : le militantisme des adversaires comme déterminant de l'action	131
8.2.2	Stratégies militantes pour l'hégémonie .....	134
8.3	L'activité militante, expérience communautaire ; militantisme et dynamique de groupe	137
8.3.1	Des liens interpersonnels qui débordent l'action politique .....	137
8.3.2	Le « vécu » militant partagé, catalyseur des relations.....	138
Chapitre 9 : Recontextualiser l'action militante : les spécificités de la campagne « locale » pour les présidentielles de 2012 .....		
140		
9.1	La valorisation « par le haut » de l'activité militante, terreau de la mobilisation .....	140
9.2	Une mobilisation qui va crescendo ?.....	143
9.3	Le rôle mobilisateur des « jalons » événementiels nationaux .....	145
9.4	Un scrutin aux enjeux multiples .....	147
Conclusion .....		
151		
Bibliographie.....		
157		



# Introduction

La mobilisation partisane à droite demeure à l'heure actuelle, en grande partie, un « impensé théorique<sup>1</sup> » de la sociologie politique. De manière plus générale, l'étude de la droite, l'investigation sur les partis de droite<sup>2</sup> représentent une part minime de la production de littérature consacrée aux partis politiques et aux écosystèmes partisans ; tout se passe comme si seule l'étude des partis de gauche – PCF dans un premier temps, puis PS, voire parti écologiste sous ses diverses appellations – présentait un intérêt heuristique, et comme si seuls ces partis, de par leur proximité plus ou moins grande avec le modèle d'organisation et de fonctionnement du « parti de masse<sup>3</sup> », offraient à leurs adhérents la possibilité d'un activisme militant – dont la figure polaire était celle de l'engagement total du militant au Parti Communiste<sup>4</sup> des heures glorieuses. Les partis situés à la droite du Parti socialiste sur le spectre politique sont quant à eux relégués du côté du modèle théorique et idéal-typique du « parti de cadres<sup>5</sup> » ; considérés comme des conglomerats d'élus, ne s'appuyant pas sur une base militante véritablement active, ils ne semblent pour ainsi dire pas mériter une étude en termes d'investissement militant, d'engagement, de mobilisation pratique et matérielle des adhérents et des sympathisants. Julien Fretel dénonce cet état de fait : « On a trop facilement considéré que non seulement les partis conservateurs étaient exclusivement portés par leurs élus, mais aussi que, compte tenu des ressources multiples dont ces derniers pouvaient se prévaloir, la militance n'était ni nécessaire, ni souhaitable, ni pensable.<sup>6</sup> »

A ces présupposés théoriques formés à l'encontre des partis de droite – du MODEM à l'UMP en passant par le Nouveau Centre et l'ancienne UDF – s'ajoutent un certain nombre de réticences et de résistances vis-à-vis d'un objet pour ainsi dire « déviant » au regard des critères habituels de la sociologie. Sabrina Weymiens, dans son étude portant sur les militants UMP dans le XVI<sup>ème</sup>

---

<sup>1</sup> Pour reprendre les mots de Julien FRETTEL dans son article : « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une illusion paradoxale et du passage à l'acte chez les « militants » de l'UDF. », *ARSS*, n° 155, 2004, pp. 76 à 89.

<sup>2</sup> Si l'on laisse de côté le cas bien particulier des partis d'extrême droite – Front National en tête – relativement bien couvert par l'investigation sociologique.

<sup>3</sup> M. DUVERGER, *Les partis politiques*, Armand Colin, 1977 (1<sup>ère</sup> édition 1951)

<sup>4</sup> B. PUDAL, *Prendre parti*

<sup>5</sup> M. DUVERGER, *op. cit.*

<sup>6</sup> J. FRETTEL, « Quand les catholiques vont au parti ... », *op. cit.*, p. 77

arrondissement<sup>7</sup>, se fait l'écho de ce phénomène, décrivant les suspicions de connivence à l'égard de son objet<sup>8</sup>, et le désintérêt affiché de certains chercheurs – de la plupart des chercheurs – vis-à-vis de « ce qui ne fait pas problème ». Elle compare cette situation au procès en légitimité de la « sociologie de la bourgeoisie » de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, et se fait chantre, aux côtés de ces derniers, d'un regard « vers le haut » de la société, pour échapper aux tentations du « sociocentrisme »<sup>9</sup>.

Si l'on fait l'effort d'une étude véritablement approfondie des partis politiques de droite, des modalités du rapport à l'institution et de l'investissement militant de leurs adhérents – sous réserve d'une adaptation *a minima* du « cadre notionnel » de l'engagement militant, forgé *dans* et *pour* l'étude des partis et des mobilisations « de gauche » – « on peut remarquer qu'il existe des phénomènes d'engagement militant, voire des manières de faire au sein de ces institutions partisans [de droite] qui expriment un désir de se dévouer pour la cause du " parti " »<sup>10</sup>. Ceci est vrai des études consacrées à l'UDF<sup>11</sup> et à ses « militants » par Julien Fretel<sup>12</sup>, mais aussi du travail de Sabrina Weymiens évoqué plus haut, ou bien des travaux de Lucie Bargel et d'Anne-Sophie Petitfils<sup>13</sup> portant aussi bien sur les Jeunes Populaires<sup>14</sup> que sur l'UMP en général. Les recherches dédiées à l'étude des partis « de droite », en France et ailleurs en Europe, « posent ainsi la question de la spécificité des modes et voies d'engagement dans ces institutions. Ce faisant, [elles] invite[nt] à souligner la pluralité des formes légitimes de participation partisane et, notamment, à prendre pour objet le qualificatif 'militant' plutôt que d'en faire une catégorie routinière d'analyse. [...] L'étude empirique des membres de partis classés à droite est propice à la remise en cause d'un ensemble d'idées préconçues sur ces organisations, au raffinement des concepts et des modèles d'analyse

---

<sup>7</sup> S. WEYMIENS, *Les militants UMP du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris*, l'Harmattan, coll. Logiques sociales, 2010

<sup>8</sup> Tout se passe comme si l'intérêt sociologique, scientifique pour le parti de droite valait affirmation de convictions politiques conservatrices.

<sup>9</sup> S. WEYMIENS, *Les militants UMP du XVI<sup>e</sup> arrondissement ...*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>10</sup> J. FRETTEL, *ibid.*

<sup>11</sup> Quand bien même l'UDF est bien souvent considérée comme la formation politique s'approchant le plus, dans son mode de fonctionnement, de l'idéal-type du « parti de cadres » décrit par M. DUVERGER, voire du modèle relativement proche du « parti de notables »

<sup>12</sup> J. FRETTEL, « Quand les catholiques vont au parti ... », *op. cit.*, et, dans une moindre mesure, « Le parti comme fabrique de notables. Réflexion sur les pratiques notabilliaires des élus de l'UDF », *Politix*, n°65, 2004, pp.45-62.

<sup>13</sup> L. BARGEL, A-S. PETITFILS, « "Militants et populaires !" Une organisation de Jeunesse sarkozyste en campagne. L'activation périodique d'une offre organisationnelle de militantisme et ses appropriations pratiques et symboliques », *RFSP*, 2009, vol 59, pp. 51 à 75 ;

A-S. PETITFILS, « Mobilisations et luttes internes autour des questions homosexuelles à l'UMP : l' "affaire Vanneste" », *Politix*, 2010, n° 92, pp. 99-124 ;

A-S PETITFILS, « L'institution partisane à l'épreuve du management. Rhétorique et pratiques managériales dans le recrutement des "nouveaux adhérents" au sein de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) », *Politix*, 2007, n°79, pp. 53-76

<sup>14</sup> Organisation politique de jeunesse issue de l'UMP, au rôle assimilable à celui du Mouvement des jeunes socialistes aux côtés du PS, à quelques détails près, concernant notamment l'autonomie relative vis-à-vis du parti.

désormais classiques de la sociologie de l'engagement, ainsi qu'à l'enrichissement de la sociologie des partis politiques.<sup>15</sup> » Nous pourrions ajouter que l'étude spécifique de l'UMP pousse à la déconstruction de l'identité établie entre parti de cadres et parti « de droite ». En effet, ce parti représente, conformément à son héritage RPR en quelque sorte réactivé par Nicolas Sarkozy lors de son accession à la présidence<sup>16</sup>, par un certain nombre de ses traits, un type spécifique de « parti de masse ».

A la suite de Sabrina Weymiens, de Lucie Bargel et d'Anne-Sophie Petitfils, nous nous proposons donc de prendre au sérieux l'idée d'un militantisme de droite, et d'en étudier les modalités d'expression sur le plan local, à travers un travail de terrain effectué dans une circonscription électorale de la banlieue parisienne.

L'approche « localisée » en sciences politiques<sup>17</sup>, en renversant – relativement aux travaux classiques d'étude des partis politiques – le point de vue, la posture théorique et le rapport au terrain, permet tout à la fois de mettre en évidence les impasses et les impensés des approches « organisationnelles<sup>18</sup> », et de proposer, à tout le moins, des pistes de solution, un projet d'étude visant à prendre en compte de nouvelles dimensions de la réalité politique. Elle est souvent mobilisée dans l'étude de l'organisation partisane à gauche<sup>19</sup>; il est tout à fait possible – et même souhaitable – de l'appliquer à l'étude des partis dits « de droite », dont il serait périlleux de postuler qu'ils sont géographiquement plus homogènes que les formations politiques de gauche. Cette posture théorique, qui fait du postulat de la « diversité locale » des partis politiques le point de départ de la recherche, permet de subsumer le militantisme à l'UMP sous un écosystème politique local considéré dans sa globalité, et d'étudier les réseaux d'interrelations qui irriguent l'action partisane. Etudier le parti politique « au local », c'est l'étudier « avec son environnement », et se placer dans une perspective d'imbrication du jeu politique et du jeu social qui paraît pertinente au vu des premiers éléments empiriques recueillis lors du travail de terrain préparatoire. C'est aussi étudier

---

<sup>15</sup> L. BARGEL, S. DECHEZELLES, « L'engagement dans des partis politiques de droite », *RFSP*, 2009, vol 59, pp. 5-6

<sup>16</sup> Comme le montre A-S PETITFILS dans « La "seconde" fondation de l'UMP : techniques de recrutement et sociologie des nouveaux adhérents », *Mouvements*, 2007, n°52, pp. 57-63.

<sup>17</sup> Présentée notamment dans deux articles, SAWICKI F., « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques. » *Politix*, n° 2, 1988, pp. 13-28, et BRIQUET J.-L., SAWICKI F., « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, n°7-8, 1989.

<sup>18</sup> Pour reprendre l'opposition entre analyse sociétale et approche organisationnelle mise en exergue par F. SAWICKI dans « Les partis politiques comme entreprises culturelles », in D. CEFAL (dir.), *Les cultures politiques*, Paris, PUF, « Politique d'aujourd'hui », 2001, p. 191-212.

<sup>19</sup> SAWICKI F., *Les réseaux du Parti Socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997

MISCHI J., « Les militants ouvriers de la chasse. Éléments sur le rapport à la politique des classes populaires », *Politix* 2008/3, n° 83, pp. 133-153

MISCHI J., « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste. », *Politix*. Vol.16, N°63. Troisième trimestre 2003. pp. 91-119

l'action militante comme rapport à un territoire<sup>20</sup> circonscrit<sup>21</sup>. C'est, enfin, l'étudier dans une perspective comparative<sup>22</sup>, toujours précieuse dans les sciences sociales, et bien souvent féconde sur le plan heuristique.

L'ensemble de ces considérations nous a conduit à nous placer dans le droit fil de cette perspective d'analyse « locale » des partis politiques, pour en appliquer les préceptes à un objet nouveau<sup>23</sup>. Ce sont tout particulièrement les militants du comité de circonscription UMP qui constituent l'objet de notre recherche. Celle-ci, par contraste avec les thèses défendues par Jacques Ion<sup>24</sup>, s'appuie sur le postulat d'un engagement réel et assidu des militants de l'UMP dans l'action partisane, quand bien même ce parti promeut dans son idéologie et son discours politique l'initiative et la liberté individuelle, ainsi que le modèle entrepreneurial-libéral de gestion organisationnelle. C'est ce postulat d'un « militantisme impliqué » qui sera confronté aux données empiriques recueillies sur le terrain. Par ailleurs, les idées avancées par Daniel Gaxie dans son premier article portant sur la notion de « rétributions du militantisme »<sup>25</sup> seront mobilisées dans l'étude de l'engagement partisan à l'UMP au sein des configurations politiques locales spécifiques de notre terrain.

Ce projet de recherche sur l'engagement partisan à l'UMP est l'aboutissement d'une réflexion au cheminement quelque peu accidenté. Cette réflexion, partant d'un désir assez vague et imprécis d'étudier un parti politique français « de droite », nous a mené, de précisions conceptuelles en bifurcations thématiques, à la formulation du programme d'étude ethnographique qui a servi de trame à ce travail. C'est à la lecture du livre de Sabrina Weymiens sur les militants UMP du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris que nous devons en grande partie l'idée d'une étude du parti de la majorité présidentielle. Le désir de nous démarquer, de prendre le contrepied de cette étude préexistante, ainsi que la curiosité de voir ce qui se passe ailleurs, dans un contexte sociopolitique

---

<sup>20</sup> C'est ce rapport militant au territoire qui nourrit le travail de Sabrina WEYMIENS (*op. cit.*), mais la situation et le territoire qu'elle étudie sont trop spécifiques pour que les résultats de son étude soient facilement transposables à d'autres espaces, à d'autres circonscriptions.

<sup>21</sup> Au double sens de : géographiquement borné et administrativement défini comme « circonscription » politique.

<sup>22</sup> Que la comparaison soit développée ou implicite, organisée au sein même du travail ou par le biais de la confrontation à des études préexistantes.

<sup>23</sup> Si le travail de Sabrina WEYMIENS s'approche par certains aspects de la perspective d'analyse locale des partis politiques, elle ne s'en revendique à aucun moment ; de plus, la perspective comparative est totalement absente de son étude (même si elle ne prétend à aucun moment pouvoir généraliser les résultats de sa recherche en dehors de l'espace restreint des « beaux quartiers » parisiens).

<sup>24</sup> Dont le livre *La Fin des militants ?* (L'Atelier, 1997), étudiant les transformations de l'engagement dans une société où l'individuation est toujours plus poussée, veut mettre en évidence l'apparition d'un « engagement distancié », caractérisé notamment par son aspect davantage ponctuel (un tel engagement est toujours révoquant), une méfiance envers les mécanismes de délégation et une mise en jeu de la personne singulière, de son identité.

<sup>25</sup> GAXIE D., « Economie des partis et rétributions du militantisme », *RFSP*, 27<sup>e</sup> année, n°1, 1977, pp. 123-154.

radicalement différent, et de pouvoir ainsi contribuer à repérer en quelque sorte les « invariants » de l'organisation partisane, par-delà la diversité de ses territoires d'implantation, sont depuis les premiers instants au cœur de notre projet de recherche. Dans ses premières esquisses, celui-ci intégrait l'étude de deux circonscriptions adjacentes, l'une contrôlée par la droite, l'autre par la gauche communiste, afin de comparer l'agir militant à droite au sein des deux territoires, les données recueillies dans la première pouvant servir en quelque sorte de « témoin » pour l'investigation sociologique menée dans la seconde, et réciproquement. Malheureusement, les contraintes temporelles imposées par le calendrier universitaire (et électoral), ainsi que les difficultés de l'accès au terrain<sup>26</sup>, ont eu raison de ce programme d'investigation comparative. Ce mémoire vient donc s'appuyer sur une enquête ethnographique menée dans une seule circonscription – la circonscription la plus « hostile » des deux pour l'UMP. Nous avons cependant souhaité garder une forme de *sensibilité comparatiste* dans notre travail ; à tout le moins, nous avons tenté de le faire. Il nous faut par ailleurs préciser que ce mémoire se donne avant tout pour objectif d'étudier les structures partisans, les pratiques militantes et les représentations de l'UMP dans un contexte local spécifique, sans présumer de la valeur de ladite étude hors de son cadre spatio-temporel de référence. Cette préoccupation est la conséquence de l'état – embryonnaire – de la recherche sur « l'UMP en banlieue parisienne », et irrigue en arrière fond l'ensemble de notre travail de recherche, au-delà de l'« énigme » qui a pu émerger au contact du terrain dans les premiers temps de l'enquête.

Selon Max Weber<sup>27</sup>, « On doit entendre par partis des sociations reposant sur un engagement (formellement) libre *ayant pour but de procurer à leurs chefs le pouvoir au sein d'un groupement*<sup>28</sup> et à leurs militants actifs des chances – idéales ou matérielles – de poursuivre des buts objectifs, d'obtenir des avantages personnels, ou de réaliser les deux ensemble ». De nombreux courants de recherche français et étrangers, par ailleurs fort différents dans leurs principales orientations théoriques, et parfois même frontalement incompatibles, se trouvent un point d'accord avec Weber sur cette caractéristique consubstantielle à l'idée de parti politique : la conquête de positions de pouvoir comme fin ultime de l'action, et ce, au profit de leurs chefs. A titre d'exemple, le parti politique moderne a été défini par La Palombara et Weiner<sup>29</sup> « suivant quatre critères qu'il doit réunir : une organisation durable, c'est à dire une organisation dont l'espérance de vie politique

---

<sup>26</sup> Certainement dues en partie à un certain nombre de perturbations internes au champ politique local, voire au collectif partisan, et impliquant les principaux responsables locaux de l'UMP – ces remous ayant vraisemblablement entraîné une élévation du seuil de méfiance des indigènes vis-à-vis de tout regard extérieur.

<sup>27</sup> Weber M., *Economie et Société*, Plon, 1971, Chap III., 9, §18 : « Concept et essence des partis. »

<sup>28</sup> Souligné par nous.

<sup>29</sup> Cités notamment in OFFERLE M., *Les partis politiques*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1987.

soit supérieure à celle de ses dirigeants en place ; une organisation locale bien établie et apparement durable, entretenant des rapports réguliers et variés avec l'échelon national ; *la volonté délibérée des dirigeants nationaux et locaux de l'organisation de prendre et d'exercer le pouvoir, seuls ou avec d'autres, et non pas simplement d'influencer le pouvoir*<sup>30</sup> et le souci de rechercher un soutien populaire à travers les élections ou de toute autre manière ». Cette définition est assez éloignée de celle de Max Weber, et les présupposés théoriques sur lesquels elle prend appui sont tout autres ; cependant, force est de constater que les deux définitions s'accordent au moins sur l'importance de la prise de pouvoir par les dirigeants du parti comme objectif structurant de l'organisation partisane. Il convient par ailleurs de remarquer que ces différentes définitions savantes rencontrent sur ce point précis l'assentiment quasi immédiat du sens commun<sup>31</sup>.

Pourtant, les premiers contacts avec la réalité empirique de la compétition politique dans la onzième circonscription des Hauts-de-Seine imposent le constat d'une domination sans partage de la gauche – Parti Communiste en tête – à l'ensemble des scrutins locaux sur une période longue (sauf à Montrouge, aux échelons municipal et cantonal). Quelques semaines de présence sur le terrain suffisent amplement pour prendre conscience du sentiment partagé<sup>32</sup> d'une action politique qui se vit au quotidien comme « extrêmement difficile », et du caractère inenvisageable d'un succès électoral à court ou à moyen terme, quel que soit le scrutin considéré. De manière paradoxale vis-à-vis de ce premier constat, l'activité de l'UMP dans la circonscription frappe également par le volontarisme et l'ampleur relative de son action partisane et militante.

D'où cette question, cette « énigme empirique » que nous pourrions, en première approximation, formuler ainsi : *Comment expliquer la volonté de structuration locale à long terme – et l'activité militante locale effective – du parti dans la onzième circonscription, alors même que ladite circonscription peut sembler, à l'heure actuelle, dénuée d'enjeux politiques*<sup>33</sup> locaux véritables ?

A l'échelon de la circonscription, cette interrogation est particulièrement justifiée ; la onzième circonscription des Hauts-de-Seine est en effet toujours restée à gauche depuis 1988 et la mise en place du découpage territorial actuellement en vigueur ; il convient de noter par exemple qu'en 1993, lors de la « vague Bleue » RPR à l'Assemblée Nationale, la « onzième » est restée à gauche, avec un député issu des rangs du Parti Communiste Français ; elle fut l'une des deux seules

---

<sup>30</sup> Souligné par nous.

<sup>31</sup> L'existence de « petits partis » et de « candidature de témoignages » ne vient pas fondamentalement contredire cette logique – mais ce n'est pas notre sujet, d'autant moins que l'UMP est tout sauf un « petit parti » qui présente des « candidatures de témoignage » (les guillemets sont présents pour signifier qu'en l'espèce, les catégorisations indigènes nous semblent à prendre avec des pincettes).

<sup>32</sup> Parmi les simples adhérents passifs comme parmi les militants « actifs » de la circonscription.

<sup>33</sup> Politique est ici pris dans le sens wébérien de lutte pour la conquête du pouvoir.

du département dans ce cas, avec la première circonscription<sup>34</sup>. Les élections législatives dans la onzième ne peuvent donc pas véritablement être considérées comme un enjeu politique moteur, les « jeux » y étant pour ainsi dire « faits par avance<sup>35</sup> ».

Si nous nous situons maintenant au niveau des communes de la circonscription, la pertinence d'un tel questionnement s'impose pour ainsi dire d'elle-même au sujet des villes de Bagneux et de Malakoff. Mairies communistes de manière continue depuis respectivement 1935 pour la première et 1925 pour la seconde, ces deux municipalités sont autant de bastions, d'îlots de résilience de la « banlieue rouge » dans les Hauts-de-Seine – au même titre que Villejuif dans le Val-de-Marne, ou Saint-Ouen en Seine-Saint-Denis. Le militantisme « à droite », plus encore qu'un combat, y est une forme de sacerdoce<sup>36</sup> ; si la situation politique n'y est pas complètement figée, ses évolutions sont lentes, et la conjoncture actuelle (depuis les dernières élections municipales) est particulièrement défavorable<sup>37</sup>. La question des motivations du militantisme et des moteurs de l'action partisane trouve ainsi dans ces villes une résonance particulièrement aiguë.

Le cas de Montrouge est un peu particulier ; en effet, la commune élit une majorité de droite, et même plus précisément de centre-droit, depuis au moins 1958 ; mais c'est une ville « tenue » par le Nouveau Centre, et où la prédominance de ce parti « satellite » n'est pour l'heure pas remise en cause par l'UMP<sup>38</sup>. L'UMP ne présente donc pas de liste autonome aux consultations locales, et les places sur les listes d'union successives – Nouveau Centre, UMP, divers droites – sont chères. L'investissement militant n'est donc pas *a priori* très rentable, et l'effort partisan sur le terrain est, aux dires des militants UMP, assez inéquitablement réparti entre les membres des deux partis, au regard de leur importance sur les listes d'union évoquées ci-dessus. Ainsi, pour des raisons différentes de celles que nous avons mises en avant dans les cas de Malakoff et de Bagneux, l'investissement militant sous les couleurs de l'UMP au plan municipal à Montrouge ne va pas non plus de soi, si l'on s'en tient aux définitions canoniques de l'organisation partisane. Il nous faut

---

<sup>34</sup> Qui englobe Colombes, Gennevilliers, et Villeneuve-la-Garenne, à l'extrémité nord du département.

<sup>35</sup> Tel est, en tout cas, le sentiment de la majeure partie des acteurs politiques locaux concernés ; ce sentiment pouvant jouer le rôle d'une puissante *self-defeating prophecy* (au sens de DOBRY M., *Sociologie des crises politiques*, préface à la troisième édition).

<sup>36</sup> Si l'on en croit le discours des militants balnéolais et malakoffiots sur leurs pratiques partisans, qui relèvent d'un engagement de nature quasi religieux contre l' « idéologie communiste », davantage soutenu par une forme de foi militante que par des rétributions matérielles et politiques, et *de facto* en grande partie désintéressé.

<sup>37</sup> Pour prendre le cas de Bagneux, à titre d'illustration, il convient de noter qu'en 2008, la liste soutenue par l'UMP a fait un score historiquement faible pour une liste de droite présentée sur la commune, alors même qu'en 2002, la droite avait manqué de peu la « prise » de la mairie, avec un score avoisinant les 49% des suffrages exprimés.

<sup>38</sup> A l'image du mode de relation institué entre l'UMP et son allié dans les autres communes Nouveau Centre de la première couronne du Sud de Paris, à commencer par le « fief » d'André Santini, Issy-les-Moulineaux.

cependant reconnaître que le cas de Montrouge est plus complexe à analyser du point de vue de notre projet, et que les difficultés posées par les définitions classiques y sont moins transparentes.

C'est cette « énigme » de terrain qui nous a conduit à formuler – en des termes un peu plus théoriques – le questionnement suivant, qui nous servira de problématique et de fil directeur dans l'exposé de notre travail ethnographique :

*Comment le collectif UMP local construit-il pour lui-même des enjeux politico partisans, des raisons d'être et des raisons d'agir, et se construit-il lui-même autour de ces enjeux, de ces raisons d'être, en l'absence de chances de concourir équitablement et à court terme dans la compétition électorale locale (c'est-à-dire : en l'absence d'enjeu véritable du côté de la compétition politique locale, qui concerne les chances d'exercice du pouvoir local) ?*

Cet angle d'attaque prête le flan à la critique ; parmi les objections qui pourraient être formulées à son encontre, nous retiendrons celle-ci, qui nous paraît être la plus évidente : le travail d'observation de l'activité partisane s'est déroulé dans un contexte électoral particulier, celui des élections présidentielle et législative. Le caractère particulier de ce temps de la vie démocratique française biaise l'étude de l'action partisane – ledit contexte est propice à la mobilisation de court terme, et donne souvent lieu à des actions militantes spécifiques – et offre – voire : impose – aux militants un enjeu de mobilisation, une raison d'agir et de militer qui doivent peu aux configurations locales particulières des trois villes retenues pour l'enquête. Cette critique est bien entendue justifiée ; elle l'est, dans la mesure où il ne s'agit en aucune manière de prétendre pouvoir « faire comme si » cette conjoncture politique spécifique ne modifiait pas l'activité militante partisane et, par ricochet, les conditions de son étude. Le militantisme doit bel et bien être étudié *en relation* avec cette configuration politique particulière. Il ne doit pas être considéré comme un objet pur, qui saurait échapper, par quelque artifice, aux particularités du contexte au sein duquel il prend place. Cependant :

- Tout d'abord, cette critique suppose que la campagne pour le scrutin présidentiel relève d'une activité partisane univoque et centralisée, dont les enjeux sont exclusivement nationaux – en l'occurrence, dans le cas de l'UMP, la réélection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. Or la campagne emprunte divers canaux, et ses centres d'impulsion se situent à tous les échelons territoriaux significatifs de la vie politique

française<sup>39</sup>. Certains événements électoraux relèvent sans conteste de formes de militantisme centralisées, assez peu empreintes de significations politiques locales (même si, nous le verrons, elles peuvent faire l'objet d'un travail de mise en signification, qui, lui, est territorialisé) : nous pensons notamment aux *meetings*<sup>40</sup> du candidat. D'autres formes d'action, bien que participant de la campagne pour les élections présidentielles (et donc d'une action partisane nationale) sont profondément *ancrées* dans l'écosystème politique local des territoires concernés. Elles procèdent à la fois d'une impulsion politique « par le haut » (au travers des orientations stratégiques de campagne et du matériel militant<sup>41</sup>) et « par le bas » ; ses modalités sont décidées localement, et elles sont entièrement mises en œuvre à l'échelon local. Dès lors, il serait fort téméraire de vouloir en rabattre intégralement la signification – aussi bien que les enjeux – sur celle et ceux de la campagne nationale du candidat. Les finalités d'une action – ou d'une série d'actions – menée sur le marché d'une petite ville de banlieue relèvent bien souvent d'une intrication composite de considérations locales et nationales, prenant en ligne de compte une pluralité d'horizons temporels<sup>42</sup>, constitué d'une multiplicité d'enjeux différenciés, plus ou moins conscients, explicitement définis, hiérarchisés. Les problématiques « locales » de la campagne présidentielle ne sont pas les mêmes, selon que l'on considère les villes de Bagneux, de Montrouge, de Lyon ou le XVI<sup>ème</sup> arrondissement de Paris<sup>43</sup>. Les enjeux locaux sont donc nécessairement présents dans toute campagne présidentielle – ou législative –, et les configurations politiques locales pèsent sur les manières de faire campagne.

- Nous pouvons même aller plus loin. Si l'enjeu principal d'une élection présidentielle n'est pas lié à une quelconque situation locale, les électeurs appelés à participer à la consultation sont, eux, localement situés. Ce qui amène à poser deux éléments : premièrement, les résultats de l'élection présidentielle dans une circonscription donnée comptent pour certaines d'entre elles presque autant que le résultat global ; deuxièmement, et par voie de conséquence, ils sont souvent institués en enjeu local<sup>44</sup>, et constituent en quelque sorte une manière de recontextualiser, de ré-ancrer localement le jeu de la présidentielle. Dans certaines

---

<sup>39</sup> C'est-à-dire au niveau national, bien sûr, pris en charge par la direction du parti, mais aussi au niveau des régions, des départements, au sein desquels œuvrent les différentes fédérations de l'UMP, des communautés de communes, des circonscriptions et des municipalités.

<sup>40</sup> La « grand-messe » de Villepinte étant à cet égard un exemple pour ainsi dire canonique du genre.

<sup>41</sup> Le plus souvent fournis par les instances nationales du parti, comptes de campagne et limitations de dépenses imposées par le code électoral obligent.

<sup>42</sup> Dont certains dépassent largement le cadre temporel strict de l'élection

<sup>43</sup> Ces considérations sont d'autant plus valables pour les élections législatives, scrutin qui – par essence – articule fortement enjeux nationaux (l'obtention de la majorité à l'Assemblée nationale) et locaux (contrôle partisan de la circonscription).

<sup>44</sup> Par la presse d'information, nationale ou locale, mais aussi par les responsables locaux des partis politiques soutenant un candidat à l'élection.

circonscriptions, les résultats *locaux* de la présidentielle peuvent être anticipés négativement<sup>45</sup> par les acteurs politiques locaux, et, au premier rang d'entre eux, par les militants de telle ou telle force partisane en présence. Ces cas locaux doivent nous amener à intégrer la question suivante dans notre corps de questionnements problématiques : comment un collectif partisan local peut-il parvenir à construire une mobilisation, à trouver des raisons d'agir à ses militants, *malgré* la perspective d'un combat statistiquement « perdu d'avance »<sup>46</sup> sur le plan local ?

- Il convient enfin de remarquer – et ce sera le troisième point – l'existence de deux manières différentes de concevoir, de penser (pour le politiste), d'organiser (pour le politique) l'action militante : ou bien comme activité *continue* dans le temps, ou bien de manière *discrète*, comme l'« activation périodique d'un potentiel militant<sup>47</sup> ». Si l'activité politique du collectif étudié localement est *discontinue* ou *discrète*, et que chaque scrutin électoral donne lieu à une activation différenciée du potentiel militant<sup>48</sup>, alors le contexte de l'élection présidentielle pèse de manière pour ainsi dire trop forte pour pouvoir donner lieu à une étude des formes de l'engagement et des modalités de l'action militante dont la valeur puisse déborder son cadre spécifique. Si, au contraire, nous pouvons formuler une « hypothèse de continuité<sup>49</sup> » de l'action militante, c'est-à-dire si les données du terrain nous y autorisent, alors la campagne présidentielle, loin de différer véritablement *en nature* de l'activité militante ordinaire, ne diffère *qu'en intensité*, et sert de révélateur des pratiques militantes quotidiennes<sup>50</sup>. Qu'est-ce qui sur le terrain pourrait nous autoriser à formuler une telle « hypothèse de continuité » ? Tous les éléments qui sont les indices d'une *déconnexion relative* de l'agenda partisan par rapport au calendrier électoral, tous les objectifs formulés, toutes les formes organisationnelles qui inscrivent l'action militante dans une perspective à long terme, indiquant par là-même que l'action partisane déborde le cadre spécifique de ce scrutin.

---

<sup>45</sup> Indépendamment de la situation *nationale*, des sondages, sur la base des scrutins précédents, à cette élection ou à une autre.

<sup>46</sup> A titre d'exemple, la consultation des données électorales récentes concernant la ville de Bagneux ne peut guère laisser espérer aux militants de l'UMP locale un score plus ou moins conforme à la puissance électorale de leur parti sur le plan national. Nous aurons l'occasion de revenir sur les conséquences de cette anticipation négative sur le militantisme UMP à Bagneux.

<sup>47</sup> Expression reprise de Lucie Bargel et Anne-Sophie Petitfils, « "Militants et populaires !" Une organisation de Jeunesse sarkozyste en campagne. L'activation périodique d'une offre organisationnelle de militantisme et ses appropriations pratiques et symboliques », *Revue française de science politique*, vol 59, 2009, pp. 51-75

<sup>48</sup> Par le biais d'une « offre organisationnelle de militantisme » elle-même différenciée.

<sup>49</sup> Librement inspiré par la théorisation des crises politiques et de leur étude, développée par Michel Dobry, dans *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 3ème édition, 2009

<sup>50</sup> En nous en offrant une variante hypertrophiée.

Ce mémoire s'attache donc à l'étude des structures partisans locales, et du militantisme sous quatre aspects : sa nature, son intensité, ses modalités, et les motivations qui le sous-tendent. Il n'a pas prétention à émettre des propositions valides et falsifiables sur l'UMP, « en tout temps et en tout lieu », mais seulement dans le contexte du terrain étudié dans le cadre de l'enquête empirique spécifique et limité.<sup>51</sup> Il repose sur une hypothèse simple : celle d'une influence de l'écosystème politique local sur les structures partisans, les pratiques militantes et les représentations.

La problématique retenue sous-tend trois questionnements d'ordre plus général, auxquels ce mémoire sera nécessairement amené à apporter une forme de réponse – aussi imparfaite et partielle soit-elle – dans le cours de ses développements :

- Qu'est-ce qu'un militant, ou : qu'est-ce que militer dans un parti politique ? Nous l'avons vu plus haut<sup>52</sup>, la réponse à cette question dépend fortement du parti étudié ; la transposition de la « boîte à outils » théorique de la sociologie de l'engagement – forgée pour l'étude<sup>53</sup> des partis et des mouvements sociaux « de gauche » – au cadre spécifique du militantisme « à droite » doit nous amener à interroger les présupposés et les pré-constructions véhiculées par ce cadre notionnel et, ce faisant, à retravailler les définitions de certains de ses concepts.
- Quel est le principe moteur d'un parti politique ? Doit-on nécessairement admettre le postulat d'unicité de ce principe moteur, et de son uniformité géographique ? L'étude des motivations du militantisme doit conduire<sup>54</sup> à s'interroger sur cette question du but visé, de la *cause finale*<sup>55</sup> qui est au principe de l'association<sup>56</sup> des individus au sein de l'entité organisationnelle *parti politique* ; il n'est pas sûr que l'unicité de « l'étiquette politique », tout autant revendiquée qu'imposée aux membres d'un même parti, ne masque pas une diversité de buts visés dans le temps et dans l'espace, à l'échelle locale – certains travaillant à la conquête du pouvoir, d'autres à sa conservation, et d'autres encore à la défense de causes qu'ils estiment eux-mêmes « perdues d'avance ». Cette diversité supposée des principes moteurs de l'organisation politique doit conduire à postuler, corrélativement, une

---

<sup>51</sup> L'étude de la campagne pour les élections législatives serait tout aussi heuristique – voire même davantage – pour la compréhension du militantisme sur le plan local, mais elle pose un certain nombre de problèmes de calendrier par rapport à la fenêtre de temps disponible pour le travail de terrain. L'élection législative est néanmoins présente, en filigrane, au moment de la campagne du parti pour les présidentielles.

<sup>52</sup> Voir p. 3, citation de l'article : L. BARGEL, S. DECHEZELLES, « L'engagement dans des partis politiques de droite », *op. cit.*

<sup>53</sup> Et dans l'étude

<sup>54</sup> L'article de D. GAXIE (« Economie des partis ... », *op. cit.*) le montre très clairement

<sup>55</sup> Au sens aristotélicien

<sup>56</sup> Et même : de la *sociation*, au sens de Weber

diversité des motivations militantes, des « raisons d’agir en politique » entre les individus, adhérents d’un même parti.

- Qu’est-ce qu’une campagne « nationale », « prise » localement ? Comment s’articulent les deux niveaux de l’organisation politique et de l’action militante ? L’intérêt des deux scrutins – présidentiel et législatif – de l’année 2012, par rapport à d’autres types de convocations électorales<sup>57</sup>, réside dans ce jeu qu’ils imposent – plus qu’ils ne permettent – entre les deux échelles d’action et d’analyse du jeu politique, locale et nationale ; en effet, les campagnes électorales nationales s’appuient toujours – au moins en partie – sur une action militante quotidienne fortement ancrée dans l’espace politique local, qui vient en quelque sorte doubler le jeu des *meetings*, interventions télévisées et autres discours à résonance nationale auquel se prêtent les candidats. La déconnexion fréquemment significative – et statistiquement renseignée – entre le vote à l’échelle locale et à l’échelle nationale doit être interrogée : elle vient en effet complexifier les stratégies locales de campagne militante.

Le cadre de la circonscription a été retenu parce qu’il constitue le plus petit échelon d’organisation de l’UMP, équivalent à celui de la section au Parti socialiste, par exemple. C’est donc l’échelle qui permet à notre avis de saisir au mieux et au plus près l’action politique locale de l’UMP. Par ailleurs, la circonscription choisie l’a été pour la spécificité de sa configuration politique, ainsi que son écart – sa « distance » politique et sociologique – par rapport au terrain adopté par S. Weymiens pour son étude du militantisme UMP<sup>58</sup>, afin d’apporter un éclairage différent sur les pratiques militantes au sein du parti. A Neuilly ou à Levallois, l’UMP reste le parti de la grande bourgeoisie et des « dominants parmi les dominants<sup>59</sup> » ; il est raisonnable de faire l’hypothèse (qui demeure néanmoins à tester) qu’il est autre chose à Bagneux, Montrouge ou Malakoff.

Il nous reste maintenant, pour parachever cette introduction, à opérer un court travail de « définition préliminaire<sup>60</sup> », concernant les notions de « parti au local » et d’ « écosystème politique local ». Ces définitions constituent un outil théorique bien utile pour éviter l’égarement dans la complexité et la porosité des objets politiques « réels » rencontrés durant le travail de terrain ; mais, si elles ont pour fonction de faciliter la réflexion sur lesdits objets politiques, elles n’ont pas vocation

---

<sup>57</sup> Municipales ou cantonales, par exemple

<sup>58</sup> S. WEYMIENS, *Les militants UMP du XVI<sup>e</sup> arrondissement ...*, op. cit.

<sup>59</sup> Selon les termes mêmes de S. WEYMIENS

<sup>60</sup> Suivant en cela les recommandations méthodologiques d’E. DURKHEIM, formulées dans le chapitre second de son ouvrage canonique *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, Payot, coll. "Petite Bibliothèque Payot", 2009 (1<sup>ère</sup> éd. 1894).

à s'y substituer, et se verront bien entendu contrôlées, amendées, transformées si nécessaire dans le cours de l'exposé, au contact des données empiriques qui y seront présentées.

Ainsi, par *parti au local*, nous entendons l'organisation politique qui bénéficie du monopole d'usage de la marque partisane<sup>61</sup> – et des ressources y afférant – sur un territoire circonscrit et défini comme unité politique par les instances nationales du parti.

La notion *d'écosystème politique local* renvoie quant à elle à l'idée de configuration relativement stable de partis politiques engagés dans la compétition pour le contrôle d'un territoire donné, en ce qu'elle impose de considérer lesdits partis politiques comme *dépendants* les uns des autres, du point de vue de la stratégie au local, et comme tous *imbriqués* dans des jeux sociaux qui débordent le simple cadre de cette compétition politique.

Après quelques considérations générales sur notre terrain d'enquête et notre méthodologie (I), nous organiserons notre analyse autour de trois axes principaux : les développements touchant à l'insertion de l'UMP dans les écosystèmes politiques locaux (II) précéderont et étayeront tout à la fois l'analyse – conjointe – des structures partisans locales et du collectif militant (III) ; en dernier lieu, ces trois éléments – structures partisans, collectif militant et écosystèmes politiques –, pris ensemble, nous permettront de rendre compte de l'activité partisane à proprement parler, depuis les interactions microsociologiques, jusqu'à la dynamique globale de la campagne (IV). Ces quatre parties seront suivies d'une brève conclusion.

---

<sup>61</sup> Il est à noter que ce monopole d'usage de la marque partisane est autant une contrainte qui pèse sur les stratégies des individus et du collectif qu'une ressource positivement revendiquée par ces derniers.



## **PREMIERE PARTIE : Chapitres liminaires**

Précédant la présentation des données empiriques recueillies et leur analyse organisée, cette courte partie liminaire doit nous permettre de présenter en quelques pages notre terrain d'enquête et les outils méthodologiques que nous avons mis à profit dans l'étude de celui-ci. Elle doit également être le lieu de la justification indissociable de ce double choix de cadre – empirique et méthodologique – au regard des partis pris théoriques de l'enquête et du questionnement sociologique qui lui tient lieu de fil directeur. Elle n'a pas vocation à épuiser ces deux sujets, ni à clore prématurément les discussions concernant le cadre empirique de l'étude et sa méthodologie ; bien au contraire, à mesure que progresseront les développements de notre étude, les éléments de cadrage exposés ici se verront apporter des compléments ou des précisions, dont la présentation fera sens *de par* leur relation à une thématique ou à une sous-thématique particulière de l'enquête.

Le premier chapitre dessine à grands traits les caractéristiques socio-urbaines et démographiques des trois villes constituant la onzième circonscription des Hauts-de-Seine, cadre de notre enquête. Sans entrer dans le détail d'une étude monographique de sociologie urbaine ou de géographie, cette présentation sommaire autorisera une forme de comparaison de la démographie des trois villes et des caractéristiques sociologiques de leur population. A cette présentation d'ordre général viennent s'ajouter des éléments plus politiques, concernant l'histoire locale du vote et l'actualité des rapports de force politiques locaux, fondées sur les résultats des principales consultations électorales de ces dernières années.

Le second chapitre traite des questions relatives à la méthodologie, depuis le choix du terrain jusqu'aux questions de déontologie ethnographique, en passant par l'analyse de notre rapport aux « indigènes » et par une réflexion sur notre positionnement vis-à-vis de notre objet d'étude. Nous y introduisons également les différentes techniques d'enquête tour à tour convoquées dans notre travail, en précisant pour chacune d'elles leurs modalités d'application concrètes et le détail des données dont elles ont permis le recueil.

# Chapitre 1 : Banlieue proche, banlieue « rouge » : la onzième circonscription des Hauts-de-Seine. Une monographie politique locale sommaire

Nous avons choisi de faire de la onzième circonscription des Hauts-de-Seine notre terrain d'enquête ; ce choix répondait à un double impératif : le territoire retenu se devait d'être tout à la fois *accessible* pour l'enquêteur et *heuristiquement fécond* au regard de notre questionnement problématique<sup>62</sup>. La onzième circonscription des Hauts-de-Seine revêt en effet le double avantage d'être située en première couronne, facilement accessible par les transports depuis Paris, et d'élire – avec une régularité qui ne connaît pas de faille depuis les années 1920 – un député et deux maires communistes. Elle nous a donc offert un cadre idoine pour l'étude ethnographique d'une structure locale de l'UMP confrontée aux difficultés et aux défis du militantisme dans un bastion « rouge » de la banlieue parisienne.

## 1.1 Caractéristiques socio-urbaines et photographie socio-démographique.

La onzième circonscription des Hauts-de-Seine est située à l'extrémité sud-est du département. Elle compte environ 116 000 habitants<sup>63</sup>, ce qui représente près de 7,5% du total de la population du département. Regroupant les trois communes de Montrouge, Bagneux, et Malakoff, elle fait face au XIV<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, dont elle est séparée par le boulevard périphérique. De par l'histoire de ses communes<sup>64</sup> et sa position géographique – deux des trois municipalités qui la composent se trouvent en « première couronne » – elle est étroitement liée à la ville de Paris, sur les plans économique, urbain et démographique<sup>65</sup> ; elle se trouve également complètement intégrée à l'ensemble des réseaux de transports de la capitale, *via* deux lignes de métro, plusieurs bus et deux

---

<sup>62</sup> Par ailleurs, au moment où est intervenu le choix de notre terrain, le projet qui devait guider la recherche s'appuyait sur la comparaison de *deux* circonscriptions adjacentes et géographiquement homologues. Si nous avons dû, en chemin, abandonner la perspective comparative, le territoire d'enquête, lui, garde la fécondité comparative potentielle qui nous avait amené à le choisir.

<sup>63</sup> Les données chiffrées de ces quelques pages de présentation de notre terrain sont tirées, sauf mention du contraire, de l'enquête INSEE 2008 de recensement de la population.

<sup>64</sup> Si nous considérons par exemple le cas de Montrouge, il convient de noter que la majeure partie du territoire communal tel qu'il existait au début du XIX<sup>ème</sup> siècle a été phagocyté par les extensions successives du territoire administratif de la capitale. En 1860, la création administrative du « grand » Paris ampute Montrouge du « Petit Montrouge » qui forme une fraction de l'actuel XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Seul le « Grand Montrouge » reste. La commune perd les deux tiers de sa surface avec sa mairie, devenue la mairie dudit XIV<sup>e</sup> arrondissement.

<sup>65</sup> Le taux des « actifs travaillant dans un autre département de la région de résidence » des trois villes se situe respectivement à 54.1% pour Malakoff, 59.8% pour Montrouge et 54.9% pour Bagneux. C'est principalement à Paris que ces individus se trouvent employés ; au vu de ce chiffre, le poids économique de Paris, via le lieu de travail des actifs de la circonscription, paraît donc indubitable.

stations de RER. L'ensemble de ces éléments font de la proximité avec Paris et de l'étroitesse des liens qui l'y rattachent une des caractéristiques saillantes de la géographie de cette circonscription. Si nous changeons de focale d'observation, nous retrouvons également cette caractéristique au niveau communal, dans chacune des trois municipalités qui la composent.

La ville de Montrouge compte environ 46 500 habitants ; son territoire communal de 2 km<sup>2</sup> en fait la deuxième ville la plus dense des Hauts-de-Seine<sup>66</sup>, et l'une des plus denses du territoire français dans son ensemble. Cette concentration n'est pas sans influencer les modalités de la compétition partisane et surtout militante que se livrent les organisations politiques locales montrougiennes. Les recensements successifs de l'INSEE nous apprennent que la population de Montrouge, après une longue période de stagnation, voire de contraction, entre les enquêtes de 1982 et 1999, est actuellement en forte expansion<sup>67</sup> ; entre 1999 et 2008, Montrouge a gagné près de 9 000 habitants. Une grande partie de cette évolution semble imputable à l'arrivée de ménages parisiens, jetés hors des limites administratives de la capitale par l'augmentation des prix du logement, à la location comme à l'achat. C'est en tout cas de cette manière que les responsables de l'UMP analysent ladite évolution. L'arrivée de ménages parisiens, pour la plupart en provenance du XIV<sup>e</sup>, voire du XIII<sup>e</sup> arrondissement, tend à modifier la composition du tissu sociodémographique municipal<sup>68</sup> ; cette évolution du tissu sociodémographique représente un enjeu majeur pour l'UMP montrougiennne, dans la mesure où elle correspond à une potentielle dégradation de son socle électoral. En effet, tout semble indiquer que les « nouveaux arrivants » en provenance d'arrondissements parisiens votant massivement « à gauche » gardent leurs habitudes de vote en arrivant à Montrouge, à tout le moins en ce qui concerne les scrutins nationaux<sup>69</sup>. La déconnexion significative observée entre le vote à droite aux scrutins de type local et aux scrutins de type national, que nous évoquerons plus en détail dans le paragraphe suivant (1.2), semble donner du corps à cette hypothèse. Le maire de Montrouge, M<sup>r</sup> Metton, jouit d'une réputation de bon gestionnaire<sup>70</sup>, réputation qui lui permet de maintenir ses scores électoraux aux scrutins locaux,

---

<sup>66</sup> Derrière Levallois-Perret, et avec 22 551,7 hab/km<sup>2</sup> en moyenne en 2008.

<sup>67</sup> Avec une variation annuelle moyenne de + 2,4 % par an.

<sup>68</sup> Les statistiques de l'INSEE montrent par exemple un progrès très net de la portion des ménages dont la personne de référence ressort de la CSP « cadre et professions intellectuelles supérieures » - laquelle passe de 20% environ en 1999 à près de 30% du nombre total des ménages en 2008.

<sup>69</sup> « A Montrouge, [...] on se rend compte qu'on a une démographie qui peut jouer en notre défaveur dans la mesure où c'est des gens qui viennent du 14<sup>ème</sup> arrondissement, qui sont plutôt des bobos, donc capables de voter d'un prisme allant des Verts jusqu'à ... jusqu'à l'UMP. »

*Entretien avec Antoine B., responsable jeunes UMP de la circonscription, 13/04/2012.*

<sup>70</sup> « On a un maire extraordinaire. On a augmenté de 15... non 35 euros par an les impôts locaux... depuis que je suis là, depuis 2003. Sinon c'était 5... non, même pas d'augmentation pendant quatre ans. Avec quelqu'un qui nous fait le métro dans un an, un nouveau centre des congrès, qui nous fait venir... parce que c'est sa profession, aménageur de centres commerciaux et autres, qui nous fait venir le Crédit Agricole, il a

malgré les apports démographiques globalement défavorables. De fait, Montrouge, ancienne ville industrielle, a perdu un grand nombre d'usines au cours des dernières décennies, dans des domaines aussi divers que l'aéronautique (Messier), l'électronique (Alstom, Schlumberger) ou l'imprimerie de labeur (Draeger, Ginoux). Ces départs d'entreprises représentaient un défi certain pour les équipes municipales en place, qui ont réorienté la politique entrepreneuriale de la ville vers une spécialisation dans les secteurs des services, du High-Tech, de la recherche médicale et de l'édition<sup>71</sup>. A ce titre, l'installation sur les anciens terrains de l'entreprise Schlumberger du siège national du Crédit Agricole, revendiquée comme un titre de gloire par la majorité municipale<sup>72</sup>, revêt une valeur éminemment symbolique.

Avec une population légèrement supérieure à 38 500 habitants en 2008, Bagneux est moins peuplée que Montrouge. La composition de son tissu sociodémographique est très différente : alors que la population montrougeenne est dominée par les ménages de cadres et de professions intellectuelles supérieures (29.6% du nombre total de ménages), à Bagneux ce sont, outre les retraités (25,5%), les employés (20.4%) et les professions intermédiaires (19.1%) qui tiennent une place prépondérante dans le paysage sociodémographique. Par ailleurs, le taux de chômage y est sensiblement plus élevé<sup>73</sup>. Au-delà de ces éléments, c'est peut-être du point de vue de la politique du logement – et de ses conséquences visibles – que les deux villes diffèrent le plus. La ville de Bagneux ne compte en effet que très peu de propriétaires – 22% des ménages possèdent le logement qu'ils occupent, contre 39.8% à Montrouge, et le taux de HLM – 56,8% des résidences principales situées sur la commune –, bien qu'en forte diminution<sup>74</sup>, reste bien au-dessus de la moyenne des municipalités du département<sup>75</sup>. Sur le plan économique, la municipalité profite de l'implantation sur son territoire de la majeure partie des effectifs parisiens de la Direction Générale de l'Armement<sup>76</sup>. Le départ prévu dans les prochaines années de la DGA pour le « pentagone à la française » de Balard

---

parfaitement compris que... une ville gérée avec pas de sociétés, c'est très cher. Parce qu'elles participent à la fois financièrement, mais elles participent aussi à la gestion, au dynamisme, etcetera. »

*Paul R., responsable de l'action militante, entretien du 8/02/2012*

<sup>71</sup> Se sont notamment installés à Montrouge l'institut de sondage Sofres, l'entreprise de télémarketing Victoria line, Orange, les laboratoires pharmaceutiques Sanofi-Aventis et Pfizer.

<sup>72</sup> L'autre « point fort » du bilan de l'équipe municipale régulièrement mis en avant par les militants, les élus et même la presse locale (*Le parisien – édition du 92*) est le prolongement jusqu'à Montrouge de la ligne 4 du métro.

<sup>73</sup> Au sens du recensement, il s'élevait à 13.6% à Bagneux en 2008, contre 8.8% à Montrouge – ces données ne donnent qu'une idée de l'écart qui sépare les situations des deux municipalités, les chiffres sur le chômage tirés du recensement de 2008 ne pouvant être considérés comme une source d'information valable sur le niveau du chômage en 2012, après quatre années de crise économique.

<sup>74</sup> Selon l'INSEE, ce même taux était de 62.6% en 1999.

<sup>75</sup> 24,6% selon l'INSEE.

<sup>76</sup> Voir l'article : « regroupement de la DGA en Ile-de-France : ouverture du site de Bagneux », daté du 17/07/2012, sur le site des achats du ministère de la défense : [www.achats.defense.gouv.fr](http://www.achats.defense.gouv.fr)

est l'un des principaux défis de politique entrepreneuriale qui s'impose à l'heure actuelle à l'équipe municipale en place à Bagneux.

La ville de Malakoff, troisième et plus petite commune de la circonscription (30 900 habitants), partage avec Montrouge sa proximité à Paris (aux bordures des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> arrondissements), et avec Bagneux, son statut de municipalité communiste. Il ressort cependant des entretiens avec les responsables UMP de ces deux villes que les différences socio urbaines entre ces deux « banlieues rouges<sup>77</sup> » sont nombreuses et marquées :

« On a toujours eu une grosse différence de fond de population. C'est-à-dire qu'à Malakoff, on a une ville qui est une bourgeoisie communiste. Il y a beaucoup plus de « bobos » à Malakoff qu'à Bagneux. C'est-à-dire qu'on a souvent dit que Bagneux était une ville – et c'est vrai, d'ailleurs, pour partie – beaucoup plus pauvre, et sociologiquement, là aussi, beaucoup plus défavorisée. Sauf que... sauf que, ces dernières années, ça a changé. C'est-à-dire que... la ville de Malakoff fait en sorte de faire venir par exemple beaucoup, beaucoup d'artistes. De cinéma, de théâtre, que ce soit des peintres, voilà, des gens qui soient entre guillemets un peu dans le « milieu artistique », et euh... on a... je crois qu'on a une concentration d'ailleurs d'artistes qui est absolument prodigieuse à Malakoff. [...] Et donc en fait... il y a une sorte d'intellectualisme qui existe dans notre commune. Beaucoup plus qu'à Bagneux au départ. Mais la population a changé avec le changement de Maire, dans les années... dans les années 98, 99. Donc oui, la sociologie a changé parce qu'on est vraiment en train d'assister à une paupérisation de la ville de Malakoff. Euh... donc on va de plus en plus ressembler à Bagneux.<sup>78</sup> »

Sa situation géographique vis-à-vis de la capitale et son passé industriel rapprochent Malakoff de Montrouge ; on y compte un taux de ménages de cadre et profession intellectuelles supérieures bien supérieur à celui de Bagneux<sup>79</sup>, en augmentation rapide depuis le recensement de 1999 – ce qui laisse à penser que la hausse des loyers parisiens et l'exode des classes moyennes et moyennes supérieures hors de la capitale alimentent également la commune. Mais le tissu sociodémographique malakoffiot compte également un taux relativement élevé d'employés – 19.1% des ménages – proche du taux balnéolais. C'est peut-être sur le plan de la politique du logement que les deux communes communistes convergent le plus fortement : avec 42.5% de HLM parmi les résidences principales en 2008, Malakoff se situe également bien au-dessus des moyennes départementales – bien qu'à un niveau inférieur à celui de sa voisine balnéolaise. Il convient par ailleurs de noter que le territoire communal de Malakoff abrite deux centres universitaires « parisiens » importants : l'unité de formation et de recherche de droit de l'Université Paris Descartes et l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique (ENSAE). La présence de ces deux structures engendre un activisme étudiant « à droite » relativement important<sup>80</sup>. Nous nous sommes posé la question de la pertinence de l'intégration de son étude au présent travail, et nous avons décidé de ne pas traiter de ce militantisme étudiant, et ce pour deux raisons : d'une part, cet activisme concerne

<sup>77</sup> Pour reprendre les termes d'A. FOURCAUT.

<sup>78</sup> Entretien avec Rémy V., responsable de ville UMP pour Malakoff, 31/03/2012.

<sup>79</sup> 19.0% de l'ensemble des ménages en 2008, contre 12.6% à Bagneux.

<sup>80</sup> Notamment *via* l'organisation étudiante UNI et la sous-structure partisane UMP fac.

principalement des étudiants qui, hors de leur cours, n'entretiennent pas de rapports avec la circonscription ; d'autre part, il est en lui-même complètement indépendant de l'activité partisane de l'UMP à Malakoff et sur la circonscription. Son étude n'aurait donc pas de sens vis-à-vis de notre projet de recherche principal.

Il convient enfin de signaler pour clore cette courte présentation que les trois communes constituant la onzième circonscription des Hauts-de-Seine sont intégrées au sein de deux intercommunalités ; Bagneux et Malakoff forment avec Clamart et Fontenay-aux-Roses la communauté d'agglomération Sud de Seine<sup>81</sup>, tandis que Montrouge est associé à la ville de Châtillon<sup>82</sup>. Nous ne nous attarderons pas sur ces deux intercommunalités, dont le rôle est tout à fait primordial au regard des politiques publiques locales, mais beaucoup moins essentiel, dans le cas qui nous concerne, à la compréhension des structures partisanes et du militantisme. Cette compréhension doit s'appuyer sur la connaissance du tissu socio démographique, mais aussi sur l'analyse succincte de l'histoire électorale récente de la circonscription.

## 1.2 Histoire politico-électorale récente et actualité du vote dans « la onzième ».

Sur le temps long, à l'échelle d'un demi-siècle, l'histoire des joutes municipales dans la circonscription frappe par sa simplicité et son univocité : chacune des trois villes qui la composent a toujours élu, sur les cinquante dernières années, des maires issus à chaque fois de la même famille politique. Montrouge, tout d'abord, fait figure de bastion de la « démocratie chrétienne française<sup>83</sup> » ; dès 1958, Henri Ginoux est élu maire de Montrouge sous l'étiquette des « réformateurs démocrates sociaux » ; puis il est réélu en tant que candidat RDS puis UDF sans discontinuer jusqu'aux élections municipales de 1989 ; il meurt en 1994 dans l'exercice de ses fonctions ; M<sup>r</sup> Metton, premier maire adjoint UDF, lui succède, puis se trouve confirmé dans son mandat par les élections municipales de 1995. Il est réélu depuis sans rupture ni discontinuité. Montrouge fait donc figure de fief de centre-droit depuis 1958.

A l'inverse, les deux villes de Bagneux et de Malakoff élisent, quant à elles, des maires communistes à toutes les mandatures depuis l'entre-deux-guerres. Léon Pigninier, premier maire communiste de Malakoff, fut élu en 1925 ; depuis son dernier mandat, trois autres édiles, tous

---

<sup>81</sup> Créée en janvier 2005, elle regroupe quatre mairies de gauche, à parité entre mairies communistes (Bagneux et Malakoff) et mairies socialistes (Clamart et Fontenay-aux-Roses).

<sup>82</sup> La communauté de commune de Châtillon-Montrouge fonctionne depuis 2004.

<sup>83</sup> Si tant est qu'à cette « étiquette politique » corresponde bien un mouvement politique français à la fois pérenne et consistant. Voir la discussion de cette question dans R. REMOND, *Les droites aujourd'hui*, Louis Audibert, 2005.

communistes, se sont succédé à la fonction. Dix ans après Malakoff, en 1935, Bagneux élit son premier maire issu des rangs de la SFIC de l'époque. Le Parti communiste prend la ville pour ne plus la perdre, et demeure, au vu des résultats des élections municipales de 2008, solidement implanté. Si Montrouge est un fief de centre-droit, les villes de Bagneux et Malakoff, elles, semblent *a contrario* correspondre trait pour trait au modèle du « bastion rouge » de la proche banlieue parisienne<sup>84</sup>.

Cette grande stabilité des équilibres municipaux, ainsi que la prédominance numérique du PCF (qui contrôle deux des trois villes), expliquent en grande partie le statut indigène de « circonscription sacrifiée<sup>85</sup> » dont est affublé « la onzième » :

« AB : Il faut savoir que ... dans les négociations qui ont été faites, il y a des années, entre le RPR et le Parti Communiste, la négociation a été faite de telle manière que ... chaque courant politique avait ses bastions ... et que le parti socialiste ne devait pas être présent.

*CL : Du temps de Charles Pasqua ?*

AB : Ouais. Et effectivement, quand tu prends la carte des Hauts-de-Seine, t'as des bastions de droite, t'as des bastions communistes, mais pendant très longtemps, tu n'as eu presque aucune ville euh ... socialiste. Donc, la politique a fonctionné. La problématique, c'est qu'au fur-et-à-mesure, on a fait tomber un certain nombre de bastions communistes. On a fait tomber ... le Plessis, on a fait tomber Châtillon, on a fait tomber Antony ... voilà, il y a des bastions communistes qui sont tombés. Sauf que. Qu'ont fait les communistes ? Au fur-et-à-mesure, ils se regroupent. Donc ... ça donne des villes ... entre guillemets « ghettos », type ... Gennevilliers, type ... Nanterre, et type Bagneux, je mets Malakoff à part, parce que la politique est encore différente, mais ... mais ... sur ces trois communes que je viens de citer, le mode de fonctionnement communiste leur permet d'assurer leur récurrence.<sup>86</sup> »

D'après certains militants, dont Antoine B., la 11<sup>ème</sup> circonscription a sciemment été abandonnée à l'influence du Parti Communiste à la suite des accords passés entre le RPR et le PCF dans le département, sous le haut patronage de Charles Pasqua. Le découpage de la circonscription, compte tenu des « couleurs » des municipalités, ne place pas la droite en position de force. Cet état de fait s'est cristallisé au moment de la chute de certains bastions communistes du département, dans la mesure où ladite chute a entraîné un renforcement des positions politiques du PCF dans les fiefs restants<sup>87</sup>. Quoiqu'il en soit, au regard des résultats des scrutins présidentiels, législatifs ou régionaux qui s'y sont déroulés depuis 1995, la 11<sup>ème</sup> circonscription est globalement très favorable à la gauche. Aux élections législatives, le candidat du PCF profite de l'accord de désistement mutuel existant entre son parti et le PS pour être élu avec un score confortable au second tour<sup>88</sup> ; aux élections

---

<sup>84</sup> Modèle à l'étude duquel s'est attachée l'historienne A. FOURCAUT dans sa monographie tirée de son travail de thèse *Bobigny, Banlieue rouge*, Paris, Les Editions Ouvrières – Presses de la FNSP, 1986

<sup>85</sup> Selon les termes employés par un enquêté au cours d'une conversation informelle à la permanence de circonscription de l'UMP.

<sup>86</sup> Entretien avec Antoine B., responsable jeunes UMP de la circonscription, 13/04/12.

<sup>87</sup> Toujours selon Antoine B.

<sup>88</sup> 57,43% pour la sortante Jeanine Jambu en 1997, 54.35% en 2002, toujours pour M<sup>me</sup> Jambu et 58.57% pour Marie-Hélène Amiable, son successeur, en 2002, malgré une deuxième place au premier tour, derrière le

présidentielles, cependant, le score du candidat du PCF est relativement faible, et tend à s'amenuiser à mesure que se succèdent les scrutins<sup>89</sup> ; le communisme dans la circonscription est une force politique municipale ; plus le scrutin se joue sur une base locale, plus son poids électoral est élevé<sup>90</sup>. Cette faiblesse relative du PCF aux consultations électorales nationales – et, au premier rang d'entre elles, aux élections présidentielles –, profite au Parti Socialiste. A Bagneux comme à Malakoff, le PS réalise de façon systématique un résultat supérieur à son score national, l'améliorant même parfois de plus de dix points<sup>91</sup>.

Si l'on considère la série complète des scrutins locaux et nationaux survenus depuis 1995, la ville de Montrouge vote globalement plus « à droite » que ses deux voisines. Aux scrutins locaux, qu'ils soient municipaux ou cantonaux, le candidat présenté par la majorité municipale, sous l'étiquette UDF ou Nouveau Centre, avec ou sans concurrence à droite<sup>92</sup>, est le plus souvent élu sans grande difficulté<sup>93</sup>. Cependant, il convient de noter que les scores aux consultations municipales de la liste conduite par Monsieur le maire, J-L. Metton, s'ils demeurent sans équivoque, connaissent une lente érosion depuis le scrutin de 1995<sup>94</sup> ; cette érosion correspond, là encore, à une montée en puissance relative des listes socialistes successives. Si nous considérons maintenant les résultats des votes de la ville aux élections présidentielles, force est de constater la prédominance du vote en faveur du candidat PS<sup>95</sup>. Il y a donc une forme de « déconnexion » ou de « déphasage » – selon les termes employés par les militants – observable à Montrouge entre vote local et vote national<sup>96</sup>. La

---

candidat de l'union de la droite Jean-Loup Metton – tous les chiffres électoraux sont issus des données du ministère de l'intérieur et des archives électroniques du journal *Le Monde*.

<sup>89</sup> A Malakoff, ville qui vote le plus majoritairement communiste aux élections municipales successives, le score du candidat présenté par le PCF à la présidentielle décline depuis 1995 ; cette année-là, R. Hue recueillait presque 24% des suffrages exprimés sur la commune ; en 2002, il tombait à 14,5% ; M-G. Buffet atteignait 7.8% en 2007. Le score de Mélenchon, 23%, en 2012, ne nous semble pas contredire cette tendance, étant donné la spécificité de sa candidature (peut-il vraiment être considéré comme un candidat communiste ?)

<sup>90</sup> A titre d'exemple, signalons qu'à Bagneux, la candidate du PCF Marie-Georges Buffet avait recueilli aux élections présidentielles de 2007 5.93% des voix ; l'année suivante, aux élections municipales, la liste d'union de gauche conduite par le maire communiste sortant Marie-Hélène Amiable totalisait 56.8% des suffrages dès le premier tour. Le candidat communiste aux élections cantonales se voyait, toujours en 2008, accorder 67% des voix au second tour face au candidat de la droite.

<sup>91</sup> A Bagneux, S. Royal a réalisé en 2007 au premier tour de l'élection présidentielle un score de 37%, contre 25.9% au plan national. Au scrutin de 2012, F. Hollande a recueilli sur sa candidature 39.6% des suffrages exprimés, contre 28.6% au national.

<sup>92</sup> C'est-à-dire : en la présence comme en l'absence d'un candidat investi par le RPR ou l'UMP.

<sup>93</sup> A l'exception notable du scrutin cantonal de 1998, qui a porté au conseil général le socialiste M<sup>r</sup> Vincent, élu face à un candidat du RPR avec 51.3% des voix au second tour.

<sup>94</sup> Le score de la liste de M<sup>r</sup> Metton aux élections municipales était de 57.1% en 1995, au second tour, 55% dès le premier tour 2001, en présence d'une offre politique resserrée, et 53.5% en 2008, à nouveau au second tour.

<sup>95</sup> Toujours en tête entre 1995 et 2012, sauf dans le cas de Lionel Jospin, quelques dixièmes de points derrière Jacques Chirac en 2002. Si l'écart avec le candidat de la droite est faible au premier tour en 1995 et 2007, il se fait, en 2012, tout à fait conséquent, avec un différentiel de plus de 8 points, de 35.6% à 27.3%.

<sup>96</sup> Ceci est particulièrement visible sur la période 2007-2008. Dans un premier temps, en 2007, S. Royal devance N. Sarkozy aux deux tours de l'élection présidentielle sur Montrouge, avec une avance très nette, à 52,5% des

« boboïsation<sup>97</sup> » de la ville et les transferts démographiques en provenance du sud de Paris, évoqués *supra*, constituent très probablement l'un des principaux facteurs explicatifs de ce phénomène.

Au tournant des années 2000, les instances locales et départementales de l'UMP fondaient beaucoup d'espoir sur un changement de majorité municipale à Bagneux. Cet intérêt pour la ville, considérée comme le point de bascule potentiel de la circonscription<sup>98</sup>, se traduisait par un investissement financier conséquent de la part de la structure nationale de l'UMP, qui « maintenait Bagneux sous perfusion financière<sup>99</sup> » et en faisait le centre politique de la « onzième » pour la droite. Le candidat investi sur la ville, Olivier Sueur, réussissait à rassembler sur sa personne un nombre considérable de suffrages<sup>100</sup>, et parvint même, à l'issue des élections municipales de 2001, à faire annuler le résultat du scrutin par le conseil d'Etat pour fraudes<sup>101</sup>. A l'issue du nouveau scrutin, organisé en septembre-octobre 2002, Olivier Sueur améliore même son score de l'année précédente<sup>102</sup>, et échoue pour une centaine de voix à « prendre la mairie ». Il décide cependant de quitter Bagneux et d'arrêter la politique suite à l'échec sur la circonscription de la liste d'union NC-UMP aux législatives de 2007. Au départ de Sueur correspond un « retour aux scores minimaux de la droite » pour l'UMP balnéolaise ; la liste d'union de gauche est ainsi majoritaire dès le premier tour en 2008, avec un score de l'UMP presque vingt points inférieur à ce qu'il était en 2002<sup>103</sup>.

Malakoff est peut-être à la fois la ville de la circonscription la plus constante dans ses votes, et la plus défavorable aux candidats de droite. Aux élections présidentielles, nous l'avons vu, le vote PCF y cède de plus en plus le pas au vote socialiste. Mais les consultations municipales successives consacrent avec une constance sans faille la liste communiste présentée, laquelle se trouve créditée de la majorité absolue des suffrages dès le premier tour en 1995 et en 2001 comme en 2008<sup>104</sup>. L'UMP, *a contrario*, réalise des scores relativement modestes<sup>105</sup>. A cette modestie des scores correspond, nous le verrons, une forme d'atrophie des structures partisanes malakoffiotes, et une atonie de l'activité militante dans la circonscription.

---

suffrages, au second tour. Moins d'un an après, le maire sortant Nouveau Centre de la ville, Jean-Loup Metton, est reconduit dans ses fonctions, avec l'appui au second tour de la liste investie par l'UMP.

<sup>97</sup> Entretien avec Richard D., militant UMP à Montrouge, 07/04/2012.

<sup>98</sup> La section PCF de Malakoff étant considérée comme trop solidement implantée pour que la mairie soit « gagnable » – et puisse représenter à ce titre un investissement militant rentable.

<sup>99</sup> Selon les termes de Thomas C., ancien responsable jeune UMP pour Bagneux, entretien du 23/04/2012.

<sup>100</sup> Il totalise 44,2% des suffrages exprimés au second tour des municipales de 2001, face aux deux listes de gauche.

<sup>101</sup> Conseil d'Etat, 2 / 1 ssr, du 29 juillet 2002, 239593.

<sup>102</sup> Il porte en effet son total de voix au second tour à 47.8% des suffrages.

<sup>103</sup> Le candidat investi par l'UMP, Frédéric Napoléone, ne rassemblant sur son nom que 24,9% des suffrages.

<sup>104</sup> Le PCF totalise entre 63.3% (en 1995) et 71.4% (en 2001) des suffrages exprimés.

<sup>105</sup> 17,9% des suffrages se sont portés sur la candidature de T. Guilmart lors des dernières élections municipales en 2008.

### 1.3 Le contrôle des postes politiques locaux : état d'un rapport des forces.

Pour compléter ce bref historique politique de la circonscription, il nous reste maintenant à évoquer la répartition actuelle des postes politiques locaux, qui nous tiendra lieu de photographie des rapports de forces qui traversent la circonscription. Cet instantané, mis en regard de la série courte<sup>106</sup> des statistiques électorales dans la circonscription, nous permettra de comprendre l'état actuel des écosystèmes politiques locaux, et leur influence sur les partis locaux, de la même façon que trajectoires et positions occupées permettent, dans la théorie bourdieusienne, de saisir de manière dynamique les principales propriétés des acteurs d'un champ donné<sup>107</sup>.

A l'échelon de la circonscription, en ce qui concerne la députation, la mainmise du PCF sur le poste est évidente. Elle découle directement des rapports de forces intercommunaux. Les élections législatives sont l'objet d'une forme de « jeu à trois » entre le PCF, le PS et l'union UMP-NC. Si le PS tente de prendre le pas sur le PCF<sup>108</sup>, les responsables locaux de l'UMP, eux, ne croient pas en leur possibilité de victoire dans la configuration actuelle des forces politiques<sup>109</sup>. Tout l'enjeu réside alors dans la compétition pour la seconde place, de préférence derrière le PCF, seconde place qui permettrait une forme de maintien du *statu quo* dans les deux villes communistes et n'hypothéquerait pas par avance les chances de la majorité montrougeenne aux municipales de 2014.

Les trois villes de la circonscription sont des villes-cantons ; en toute logique, chaque ville envoie donc un membre de sa majorité municipale au conseil général<sup>110</sup>.

---

<sup>106</sup> Une quinzaine d'années environ.

<sup>107</sup> « C'est dire qu'on ne peut comprendre une trajectoire (c'est-à-dire le vieillissement social qui, bien qu'il l'accompagne inévitablement, est indépendant du vieillissement biologique) qu'à condition d'avoir préalablement construit les états successifs du champ dans lequel elle s'est déroulée, donc l'ensemble des relations objectives qui ont uni l'agent considéré — au moins, dans un certain nombre d'états pertinents du champ — à l'ensemble des autres agents engagés dans le même champ et affrontés au même espace des possibles » (P. BOURDIEU, « L'illusion biographique » in *Raisons pratiques, Sur la théorie de l'action*. Paris, Éd. du Seuil, 1994).

<sup>108</sup> « Le parti communiste seul... boh... il est puissant. Mais seul... je pense que si demain, aux élections municipales en 2014 le Parti Socialiste présente une liste autonome, ils prennent la ville... ils prennent la ville. Je pense qu'aux prochaines législatives au mois de Juin, euh... la députée sortante va avoir de gros soucis. Si par malheur François Hollande est élu, euh... la circonscription passe au Parti Socialiste. J'en suis convaincu. »  
*Entretien avec Michel D., responsable de ville UMP pour Bagneux, 17/03/12*

<sup>109</sup> « Tout ça tient d'une stratégie qui tend à un : réussir son premier tour pour être présent au second et deux : éventuellement, remporter la victoire. Sur certaines élections, c'est tout à fait à portée, sur d'autres, ça l'est beaucoup moins. C'est le cas par exemple des législatives qui vont être dans la foulée des présidentielles où on sait que a priori, il y a quand même très peu de chances qu'on puisse remporter cette circonscription de par le fait qu'il y a trois villes, sur les trois villes, t'en a deux qui sont communistes depuis mathusalem, voilà. Donc euh... c'est pas... il n'y a pas de fatalité à ce que ça demeure comme ça, mais ça passe aussi par un gros travail sur Bagneux et Malakoff [...] »  
*Entretien avec Guillaume E., militant de la 11<sup>ème</sup> circonscription, 10/03/12*

<sup>110</sup> A l'exception notable de Montrouge aux élections cantonales de 1998.

Le conseil municipal de Montrouge est dominé par l'union de la droite, dont les élus se répartissent, de manière presque paritaire, entre UMP, NC et conseillers sans étiquette, issus de la société civile. L'opposition, socialiste, écologiste et communiste, compte dix conseillers municipaux sur les trente-neuf sièges que compte la municipalité.

Malakoff consacre par la répartition des postes municipaux la prédominance électorale du PCF. Ce parti compte en effet – avec ses alliés – trente-et-un élus au conseil. Les quatre sièges restant se répartissent entre l'UMP (trois) et le MoDem (un seul siège).

Les élections de 2008 avaient porté cinq membres de la liste UMP au conseil municipal de Bagneux, pour un nombre total de sept élus d'opposition, en comptant les deux sièges du MoDem. Mais près de quatre ans après le scrutin, seuls deux élus UMP siègent encore aux réunions du conseil. Le groupe UMP est donc victime de fortes dissensions internes – dont la présentation interviendra plus loin dans l'exposé<sup>111</sup> – qui l'affaiblissent et le handicapent grandement dans son rôle de moteur de l'opposition balnéolaïse.

---

<sup>111</sup> Au chapitre 6, paragraphe 6.1.2

## Chapitre 2 : Observer les pratiques et les interactions partisans

Mener une recherche sur une ou plusieurs organisation(s) partisane(s) suppose de la part du politiste un travail de définition préliminaire de l'objet « parti politique », à même de provoquer la rupture avec les prénotions véhiculées par le langage ordinaire : c'est la « construction de l'objet<sup>112</sup> ». Elle conditionne le choix des modalités d'accès au terrain, et par là-même, celui de la méthodologie mise en œuvre dans son étude. Nous avons fait le choix d'une étude localisée de l'UMP, et d'un accès « par le bas » à la réalité des structures et des interactions partisans. De ce fait, c'est la méthode ethnographique, qualitative, qui s'est imposée d'elle-même pour la réalisation *pratique* de notre enquête de terrain. L'étude « au local » des réalités partisans suppose en effet une présence physique quasi continue, pendant plusieurs mois, sur les lieux de l'enquête. Cette présence amène nécessairement à nouer des liens avec les sujets mêmes de l'observation, lesquels liens appellent un effort d'autoanalyse de l'enquêteur ; c'est en effet l'implication *physique* du chercheur sur son terrain d'enquête et le contrôle – presque dialectique – de son rapport intellectuel et émotionnel à son objet d'étude qui, conjointement, autorisent une enquête empirique féconde du point de vue de la connaissance scientifique et un respect du principe de « neutralité axiologique » cher à Max Weber<sup>113</sup>.

### 2.1 Tentative d'autoanalyse

L'effort d'autoanalyse relève d'une démarche de réflexivité scientifique nécessaire en sciences sociales. Pour le dire simplement, avec les mots justes de Sabrina Weymiens : Il s'agit de « savoir d'où l'on parle pour bien parler.<sup>114</sup> » Si l'idée même d'un rapport parfaitement neutre à l'objet de sa propre enquête relève de la chimère, la « sociologisation du sociologue<sup>115</sup> » doit permettre à ce dernier d'identifier ce qu'il projette – ou pourrait projeter – de sa propre subjectivité sur son objet enquête. En ce sens, elle participe de la nécessaire « rupture avec les prénotions » préconisée par Emile Durkheim.

La relation à son objet d'étude du chercheur spécialisé dans l'étude des partis politiques peut s'articuler de différentes manières ; schématiquement, nous pouvons dégager trois formes de

---

<sup>112</sup> R. LENOIR, « Objet sociologique et problème social », in P. CHAMPAGNE, R. LENOIR, D. MERLLIE L. PINTO, *Initiation à la pratique sociologique*, Paris, Dunod, 1996.

<sup>113</sup> M. WEBER, *Le Savant et le Politique*, Plon, 1959.

<sup>114</sup> S. WEYMIENS, *Les militants UMP du XVI<sup>e</sup> arrondissement ...*, op. cit., p. 25.

<sup>115</sup> P. BOURDIEU, *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.

relations « idéal-typiques » : Le politiste peut tout d'abord n'avoir, sur le plan personnel, aucune forme d'implication, d'engagement dans une quelconque organisation partisane. Il peut également travailler sur un parti dont il est – ou a été – sympathisant, adhérent, ou même militant, à un degré quelconque : c'est le cas de nombreux spécialistes du PCF, comme Bernard Pudal, Annie Kriegel ou Marie-Claire Lavabre. C'est également le cas de Rémi Lefebvre, adhérent socialiste et spécialiste du PS, qui a travaillé la question des « effets de l'engagement politique du chercheur au sein du parti qu'il étudie et des logiques de réception de ses travaux à partir de l'exemple de ses recherches.<sup>116</sup> » Si ce deuxième cas est très répandu, plus rare est celui des chercheurs engagés politiquement, travaillant sur des organisations dont l'idéologie, la « couleur » politique diverge de leur système de valeurs politique personnel. Comme chacun des deux autres cas évoqués, sur lesquels nous ne nous attarderons pas, cette relation chercheur/objet de recherche présente certains avantages et certains inconvénients. Le politiste, sur un terrain de recherche étranger à son système de valeurs et de pratiques, est moins enclin à tomber dans le piège de l'évidence ethnocentrique. Son défaut de socialisation préalable au monde qui l'entoure est une forme d'atout, dans la mesure où il facilite – doit faciliter – le questionnement des « allant de soi », l'analyse des pratiques les plus routinisées, les plus insignes aux yeux des acteurs eux-mêmes. A ces avantages correspond un handicap, qui, s'il n'est pas correctement identifié, représente un risque pour l'enquête : celui de la méconnaissance de l'objet. Se rendre en étranger sur son terrain d'enquête, c'est inévitablement courir le risque de ne rien voir, de manquer l'essentiel, de ne pas saisir des occasions demeurées invisibles, et de commettre des faux pas. Travailler sur un terrain étranger exige, à ce titre, un effort de documentation supplémentaire, l'acquisition d'une forme de « bagage politico-partisan » à même de préserver l'enquêteur des erreurs les plus grossières.

« A aucun moment je n'ai eu envie de m'attacher à l'un des partis de gauche ou d'extrême gauche. Ils me semblaient trop dépourvus d'étrangeté, et en cela d'attrait, pour en faire des objets d'étude, sans doute parce qu'ils composaient mon paysage usuel ». Cette phrase de Daniel Bizeul, tirée du chapitre introductif d'*Avec ceux du FN*, où il relate sa longue enquête au sein d'une association caritative satellite du Front national, nous pourrions la faire nôtre. Certes, dans le cas de Bizeul, l'effet de distanciation liée à son choix d'objet était d'une autre ampleur ; cependant, nous nous reconnaissons dans son refus de travailler sur des partis de gauche trop « proches », de nos milieux amicaux et familiaux comme de nous-même. Ephémère militant du Mouvement de la Jeunesse socialiste (MJS), adhérent du Parti socialiste depuis quelques années, nous n'avons à aucun moment éprouvé le désir de travailler sur ces deux organisations. A ces critères de curiosité

---

<sup>116</sup> M. AÏT-AOUDIA et al., « Enquêter dans les partis politiques. Perspectives comparées », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 17, 2010.

personnelle se sont également ajoutées dès le départ des raisons purement académiques : les travaux sur les partis de gauche, PCF et PS en tête, sont de très loin plus abondants que les études sur la droite partisane. Mais notre choix d'enquêter sur l'UMP découle avant tout d'une forme de curiosité pour les organisations partisans de droite. Il s'est imposé comme une conséquence évidente de notre volonté d'observer, d'étudier et d'interagir au sein d'un univers de sens complètement étranger à notre monde social.

Notre famille est, depuis nombre de générations, politiquement marquée à gauche. Si nos parents n'ont jamais véritablement milité dans une quelconque organisation politique que ce soit, leurs affinités et leurs votes allaient au Parti Socialiste, et les discussions politiques n'étaient pas absentes du quotidien familial. Notre grand-père maternel fut un temps militant du Parti Communiste Français, avant de rendre sa carte au moment de « mai 68 », pour cause de désaccord avec l'interprétation des événements défendue par le parti. Nos grands-parents et nos parents ont tous, à un moment donné de leur existence, exercé des fonctions professorales, dans le secondaire ou à l'université. Cette grande homogénéité des positions sociales occupées et cette prédominance des capitaux culturel et scolaire<sup>117</sup> expliquent certainement en partie la relative homogénéité des préférences politiques au sein de notre famille. Notre engagement à gauche nous semble à ce titre relever autant – si ce n'est davantage – de l'« allant de soi » des positions politiques familiales transmises et intériorisées que de la libre adhésion au projet politique incarné par le Parti Socialiste.

Notre premier rapport à notre objet, une « section » locale de l'UMP, s'établit donc sur le double mode de l'étrangeté et de la curiosité. Le contact du terrain nous a permis de nous délester assez rapidement de quelques prénotions tenaces, concernant par exemple, entre autres choses, le « rapport au chef » à l'UMP. Quelques conversations ont suffi à nous faire comprendre que la prise de distance par rapport au discours de l'institution, et notamment à celui de son candidat et « chef naturel » Nicolas Sarkozy, était non seulement tacitement acceptée, mais plus encore parfaitement banalisée. L'idée d'un « culte du chef » à l'UMP véhiculée par les médias, notamment au sein des groupes jeunes, est une simplification presque caricaturale de la réalité des liens complexes d'allégeance – ou de référence – des militants à des courants ou des figures politiques de la droite républicaine. Nos quelques mois de présence intensive auprès des militants de l'UMP de la 11<sup>ème</sup> circonscription nous ont ainsi permis de nous départir d'un certain nombre d'idées préconstruites sur l'activité partisane à droite et les militants de l'UMP.

---

<sup>117</sup> Au sens de BOURDIEU.

## 2.2 L'accès au terrain, entre méfiance et connivence des indigènes

L'une des principales difficultés que nous avons rencontrées au début de notre enquête découle directement de notre distance sociologique et politique par rapport à notre objet d'étude : nous ne possédions aucun contact naturel préexistant au sein de l'organisation partisane, ni au plan national, ni dans la circonscription. Nous avons donc été amené à chercher des adjuvants pour « franchir le seuil du parti<sup>118</sup> », négocier dans un premier temps un accès au terrain, pour ensuite gagner progressivement la confiance des militants, de manière à être en mesure de maintenir, le temps de l'enquête, une présence durable sur le terrain.

La première prise de contact fut difficile ; le milieu partisan UMP est à la fois plus fermé que le milieu partisan socialiste, et surtout plus méfiant que ce dernier vis-à-vis de l'institution universitaire en général et des sciences humaines en particulier, comme a pu le constater notamment Anne-Sophie Petitfils à l'occasion de son travail sur la fédération UMP du Nord<sup>119</sup>. Après plusieurs tentatives infructueuses d'entrer en contact direct avec les militants, nous nous sommes résolu à passer par l'intermédiaire d'un autre étudiant, situé à la frontière des deux univers : doctorant en sciences politiques à l'université Panthéon Sorbonne, militant du parti radical et ami de longue date du responsable des jeunes UMP de la 11<sup>ème</sup> circonscription.

Une fois passé le premier contact téléphonique, et après avoir pris rendez-vous avec un responsable de l'équipe militante de l'UMP à Montrouge, nous nous sommes trouvé confronté à une question déontologique épineuse, qui rejoint – toutes proportions gardées – le problème évoqué par le sociologue de l'Ecole de Chicago dans son étude ethnographique des pratiques homosexuelles furtives dans les toilettes publiques<sup>120</sup> : celle de la sincérité de l'enquêteur vis-à-vis de « ses » enquêtés. Contrairement à Humphreys, dont les conditions d'enquête étaient autrement délicates, la question de la transparence de notre activité d'observation sur le terrain ne s'est jamais posée : il ne s'est agi à aucun moment de nous faire passer pour autre chose que ce que nous étions, un étudiant effectuant une enquête dans le cadre d'un mémoire de master. Mais nous ne pouvions pas plus révéler sur notre terrain d'enquête nos sympathies politiques à gauche ; cette modalité de présentation de soi nous avait été formellement déconseillée par notre « intermédiaire » étudiantin. Nous avons donc choisi de nous présenter de la manière la plus neutre possible. Ce choix

---

<sup>118</sup> Pour reprendre le titre de l'article de M. AÏT-AOUDIA et al., « Franchir les seuils des partis. Accès au terrain et dynamiques d'enquête », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 17, 2010.

<sup>119</sup> « Dans les milieux militants de droite, les sciences sociales sont souvent – non sans raison – perçues comme un univers de gauche et plutôt hostile. Lors de son enquête sur les militants de l'UMP dans le Nord, Anne-Sophie Petitfils a d'autant plus à gérer ce type de représentation que bon nombre d'enquêtés n'ignorent pas que certains membres de son laboratoire (le Ceraps à Lille 2) ont des engagements syndicaux ou partisans dans des organisations de gauche. » in : M. AÏT-AOUDIA et al., « Franchir les seuils des partis ... », art. cit.

<sup>120</sup> L. HUMPHREYS, *Le Commerce des pissotières : Pratiques homosexuelles anonymes dans l'Amérique des années 1960*, Paris, La Découverte, 2007

s'avère très vite intenable dans la pratique ; d'emblée, à chacun de nos premiers rendez-vous, la question de nos préférences politiques, ou même bien souvent de notre appartenance à l'UMP, nous est posée. Face à l'insistance des questions, à la nécessité de produire des réponses et un discours sur nous-même cohérents d'une rencontre à l'autre, nous avons finalement choisi d'en dire le moins possible, et de laisser nos interlocuteurs définir notre identité politique et sociale de la manière qui leur convenait<sup>121</sup>, sans chercher pour autant, à l'inverse, à « jouer un rôle » (en nous présentant par exemple comme militant ou en prenant la carte du parti<sup>122</sup>). En définitive, la place que l'on nous a progressivement attribuée dans le « système des classifications indigènes<sup>123</sup> » est celle d'étudiant-sympathisant. Nous avons donc fait au mieux pour nous conformer à ce rôle, en particulier pour ce qui concerne certains codes physiques, vestimentaires ou langagiers, en bref : l'*hexis* corporelle<sup>124</sup> des militants.

Les débuts de l'enquête nous mettent aux prises avec quelques manifestations de la méfiance de nos enquêtés. Lors de notre premier entretien, le militant avec qui nous avons rendez-vous, Paul R., est soudainement pris d'un accès de suspicion, au moment où nous lui demandons son accord pour l'enregistrement de l'entretien. Il accepte finalement la présence du dictaphone, mais exige de notre part la signature d'une attestation sur l'honneur stipulant que « l'enquête enregistrée [ne l'est pas] au profit direct ou indirect d'un parti politique de l'opposition ». Cependant, le bon déroulement de nos premières « sorties » sur le terrain nous permet de nouer un certain nombre de relations de sympathie, puis de confiance avec des militants, notamment parmi les jeunes.

Ainsi, les difficultés vont en diminuant à mesure que l'enquête progresse. Très vite, la question de la légitimité de notre présence ne se pose plus aux militants. Dès le début du mois de mars, nous commençons à être systématiquement convié aux réunions formelles et informelles du groupe militant, puis aux meetings et même à certaines activités extra partisanes (déjeuners et diners au restaurant avec le responsable de la circonscription ; soirée organisée dans l'appartement de deux jeunes militants autour de la prestation du candidat N. Sarkozy à l'émission « des paroles et des actes »). Notre maintien sur le terrain semble définitivement acquis à partir de cette période.

---

<sup>121</sup> « En effet, si les chercheurs sont souvent sommés, plus ou moins explicitement, d'annoncer la couleur politique », certains événements et contextes favorisent le fait qu'en l'absence de réponse claire de leur part à ce sujet, on leur en attribue une d'office. » in : M. AÏT-AOUDIA et al., « Franchir les seuils des partis ... », art. cit.

<sup>122</sup> Qui nous a été proposée à plusieurs reprises au cours des quelque quatre mois de notre présence sur la 11<sup>ème</sup> circonscription.

<sup>123</sup> F. WEBER, *Le travail à-côté. Etude d'ethnographie ouvrière*, Paris, Editions de l'EHESS, 1989, p. 29 : « Il n'y a pas d'extériorité absolue du chercheur : ce dernier devient un indigène, c'est-à-dire un sujet à observer, dans la mesure même où on lui a assigné une place dans l'espace social. Cette place n'est pas de pure invention, elle existe d'avance, au moins comme potentialité ; elle est le produit des ajustements qui se font autour de l'ethnologue, progressivement inséré dans le système des classifications indigènes. »

<sup>124</sup> Au sens de P. BOURDIEU.

Nous avons cependant appris rétrospectivement, peu de temps avant la clôture de notre terrain, de la bouche même de l'un des « jeunes » de la circonscription, que l'acceptation de notre présence s'était décidée lors d'un vote interne, début mars. Thierry Virol, le responsable de la circonscription, avait donné aux jeunes la responsabilité de choisir s'ils nous acceptaient au sein de leur groupe et auprès d'eux à l'occasion de leurs activités partisanes. Le vote des jeunes nous étant favorable, nous avons été en mesure d'assister à l'ensemble des activités militantes organisées sur la circonscription pendant la campagne présidentielle. Ce dénouement heureux montre cependant en négatif la précarité de la position de l'ethnographe engagé dans l'étude d'un groupe militant<sup>125</sup>. Nous ne pouvons donc qu'acquiescer au constat formulé par Richard D., l'un de nos enquêtés, au cours d'un entretien : « Et d'ailleurs... enfin, comment te dire... le fait qu'on t'ait accueilli comme ça, sans vraiment savoir d'où tu venais, en fait, euh... enfin, voilà, je veux dire, je ne veux pas nous faire mousser, mais je pense que... t'aurais pas été accueilli pareil partout. Voilà<sup>126</sup> ».

### 2.3 « Etre avec » les militants sans « en être » : la déontologie ethnographique et la politique du terrain à l'épreuve des interactions quotidiennes

Notre présence « sur le terrain » une fois acquise, nous nous sommes trouvé confronté au délicat problème de l'adoption de la « bonne » distance aux enquêtés et aux observés. Le principe wébérien de la « neutralité axiologique » suppose en effet de la part du chercheur une forme de recul critique, difficile à mettre en pratique lorsque le sociologue est partie prenante de son objet d'étude. Ainsi nous sommes-nous efforcé, pendant toute la durée de notre enquête, d'« être avec » les militants, afin d'observer leurs pratiques et de partager leur univers de sens, sans « en être », c'est-à-dire sans nous départir de notre rôle d'observateur et sans nous impliquer dans les activités militantes observées.

« Etre avec », comme l'écrit Florence Weber<sup>127</sup>, c'est refuser l'utopie de l'altérité radicale du sociologue comme celle de l'observation surplombante. C'est prendre acte, également, de la nécessité d'analyser les effets de la présence du chercheur sur le terrain. C'est comprendre que l'observation d'un réseau d'interrelations ne peut se faire sans pénétrer en son sein<sup>128</sup>. L'injonction de ne pas « en être » découle, elle, de deux impératifs, l'un déontologique, l'autre méthodologique. Le premier rejoint la question de la présentation de soi évoquée plus haut ; c'est le refus de singer,

---

<sup>125</sup> Egalement souligné par les contributeurs de l'article « Franchir les seuils des partis ... » précédemment cité.

<sup>126</sup> Entretien avec Richard D., militant de la 11<sup>ème</sup> circonscription, 07/04/12.

<sup>127</sup> F. WEBER, *Le travail à-côté ...*, op. cit.

<sup>128</sup> « C'est alors que j'ai compris à quel point la non-participation était une fiction ; ma présence devant signifier une appréciation, positive ou négative ; j'étais une alliée ou une adversaire. » F. WEBER, *Le travail à-côté ...*, op. cit., p. 28.

de jouer le rôle du militant. C'est un principe d'honnêteté intellectuelle vis-à-vis de nos enquêtés. Le second peut être rattaché au concept de « *unobstrusive observation* » proposé par L. Humphreys<sup>129</sup>. C'est la prudence qui dicte de se méfier d'un artefact, celui de l'auto-observation de l'enquêteur fait indigène, et de ses interactions perturbatrices avec le véritable objet de l'enquête : l'activité des enquêtés<sup>130</sup>.

Nous avons donc choisi de poser fermement une limite à notre implication sur le terrain : celle du refus de toute tâche militante, c'est-à-dire chargée de sens politique à nos yeux (coller une affiche, ou tracter, par exemple) – limite acceptée sans discussion et sans difficulté apparente par les enquêtés. Nous nous sommes cependant trouvé confronté à de nombreuses reprises au cours de l'enquête à des tentatives plus ou moins directes et plus ou moins explicites de renégociation par les enquêtés de notre statut au sein du groupe. Il nous fut par exemple demandé à plusieurs reprises au cours d'un collage effectué en sous-effectif de participer à l'activité. Ces tentatives de renégociation relevaient selon les cas de deux logiques distinctes ; certaines étaient destinées à tenter de nous faire « sauter le pas », et adhérer au parti, immédiatement, ou à la fin de mon enquête : à tenter de nous convertir, en quelque sorte. D'autres étaient simplement la conséquence de notre bonne intégration dans le groupe militant : certains « oubliaient » momentanément les raisons de notre présence et nous confondaient avec les autres jeunes. Nous nous sommes résolu à accepter certaines tâches subalternes de logistique ou d'intendance<sup>131</sup>, dans la mesure où elle ne revêtait pas de véritable signification politique. Un cas limite s'est présenté lors du meeting de Nicolas Sarkozy à Rueil-Malmaison ; il fut le lieu de la seule véritable « observation participante » de notre terrain. Après avoir passé la sécurité de la salle où se tenait le meeting, nous nous sommes retrouvé face à un dilemme imprévu : les responsables de l'accueil du public nous enjoignaient de revêtir un T-shirt de l'organisation étudiante UNI pour aller intégrer la « haie d'honneur » faite au président à son entrée dans la salle. Refuser le T-shirt, c'était se priver d'un point d'observation privilégié. C'était également se couper du groupe des jeunes de la circonscription, qui l'avaient tous accepté, pour se trouver relégué à l'arrière de la salle avec les « séniors ». Nous avons donc pris le T-shirt et la place « sur le trajet du président », pour vivre de l'intérieur un meeting de la campagne UMP au sein d'un groupe de jeunes. Cet épisode limite est demeuré la seule exception véritable à notre politique de terrain.

---

<sup>129</sup> L. HUMPHREYS, *Le Commerce des pissotières ...*, *op. cit.*

<sup>130</sup> Il nous faut préciser ici que cette *option* méthodologique ne vaut pas pour tous les terrains. Selon le contexte propre à l'enquête, la volonté de perturber le moins possible les interactions observées conduit parfois à des choix méthodologiques – et déontologiques – diamétralement opposés. Par exemple, dans l'enquête de L. Humphreys, l'implication du chercheur, sa « prise de rôle » tacite dans l'interaction observée permet l'observation non perturbante de cette dernière : il est généralement impossible d'observer une interaction furtive et délictuelle sans « donner des gages » en s'y impliquant.

<sup>131</sup> Parmi lesquelles le port du seau de colle durant certains collages.

## 2.4 Questions de méthode

### 2.4.1 *L'étude ethnographique comme cadre méthodologique plastique*

Notre construction –localisée – de l'objet partisan ne nous laissait pas grande latitude dans le choix de notre technique d'enquête : la méthode ethnographique, définie comme celle de l'enquête « sur un milieu d'interconnaissance », où les enquêtés sont tous « en relation les uns avec les autres et non pas choisis sur des critères abstraits<sup>132</sup> », s'impose d'elle-même. L'objet empirique de notre enquête pourrait ainsi être défini comme *l'ensemble des personnes – apparentées formellement ou non à l'UMP – intégrées au sein d'un réseau local d'acteurs qui se structure de manière principale ou secondaire autour des instances locales de l'UMP ou de ses cadres militants dans la circonscription*. Par construction, cet ensemble d'acteurs constitue bel et bien un milieu d'interconnaissance au sens de Stéphane Beaud et Florence Weber.

La technique ethnographique valorise la primauté du terrain par rapport à celle de la méthode ; les problèmes empiriques concrets rencontrés par l'ethnographe se doivent d'être la source de réorientations dans ses questionnements théoriques et d'ajustement de ses méthodes d'enquête, à l'exclusion de toute forme de dogmatisme méthodologique. Nous avons ainsi tenté de nous inspirer des techniques de la *grounded theory* (ou « méthode ancrée ») préconisée par B. G. Glaser, A. L. Strauss et J. Corbin<sup>133</sup>, en ce qu'elle propose de ne pas chercher à définir au préalable et de manière rigide le sujet de la recherche, mais bien au contraire de préciser *sur* le terrain et *par* le terrain la construction d'objet et les hypothèses de recherche. Toujours du côté de l'ethnographie américaine et de l'école de Chicago, nous avons également essayé de nous conformer à la méthode d'*induction analytique* proposée par H. S. Becker dans *Outsiders*<sup>134</sup>.

La primauté du terrain exige l'adaptation des techniques d'enquête aux imprévus du terrain et, par là-même, l'adoption de ce que nous pouvons appeler un cadre méthodologique plastique. Nous avons donc cherché à croiser nos sources et nos méthodes d'investigation pour tirer le meilleur parti des ressources du terrain, comme le recommande Olivier de Sardan : « L'enquête de terrain fait feu de tout bois. Son empirisme est résolument éclectique, et s'appuie sur tous les modes de recueil de données possibles [...]. L'éclectisme des sources a un grand avantage sur les enquêtes fondées sur

---

<sup>132</sup> S. BEAUD, F. WEBER, *Guide de l'enquête de terrain*, coll. Guides repères, Paris, La Découverte, 2010, p. 12.

<sup>133</sup> B. G. GLASER, A. L. STRAUSS, *The Discovery of Grounded Theory. Strategies for Qualitative Research*, 1967 ; J. CORBIN, A. L. STRAUSS, *Grounded Theory in Practice*, SAGE publications, inc., 1997

<sup>134</sup> Becker H. S., *Outsiders. Etude de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985, chapitre 3 (« Comment devient-on fumeur de marijuana ? »), p. 67 : « J'ai employé, dans cette étude, la méthode de l'induction analytique. J'ai cherché à élaborer une formulation générale qui rende compte de la série des changements dans l'attitude et l'expérience de l'individu [...]. Cette méthode exige que *chaque cas* [c'est l'auteur qui souligne] recueilli dans l'enquête confirme l'hypothèse. Si le chercheur rencontre un cas qui ne la confirme pas, il doit reformuler l'hypothèse pour qu'elle concorde avec le cas qui a infirmé l'idée initiale. »

un seul type de données. Il permet de mieux tenir compte des multiples registres et stratifications du réel social que le chercheur étudie. On comprend mal de ce fait les affirmations péremptoires de supériorité essentielle de tel type de données sur tel autre [...]. Tout plaide au contraire pour prendre en compte des données qui sont de référence, de pertinence et de fiabilité variables, dont chacune permet d'appréhender des morceaux de réel de nature différente, et dont l'entrecroisement, la convergence et le recoupement valent garantie de plausibilité accrue<sup>135</sup> ». Si nous avons fondé notre enquête sur des observations non participantes de réunions et d'actions militantes, ainsi que sur des entretiens plus ou moins approfondis, et privilégié le contrôle croisé de ces deux sources, l'une par l'autre, nous avons donc également tenté de tirer profit d'un certain nombre d'autres ressources, comme la correspondance électronique échangée au sein du groupe militant, qui éclaire certains aspects de la vie partisane et de l'organisation de la campagne.

Mais notre volonté de départ de croiser méthodes quantitatives et qualitatives, en organisant la passation d'un questionnaire auprès des adhérents<sup>136</sup>, s'est heurtée à d'insolubles problèmes logistiques ; alors que nous avons réussi à négocier ladite passation auprès des responsables du parti, auprès de la *mailing list* de leurs adhérents, sous leur contrôle et par leur intermédiaire, et que nous avons préparé une grille de questionnaire (voir annexe) qui nous aurait fourni de précieux renseignements sur les caractéristiques sociologiques des adhérents de la circonscription, nous nous sommes trouvés dans l'obligation de renoncer, le responsable chargé de l'organisation de la passation ayant en quelque sorte rompu le contact avec nous.

#### 2.4.2 L'observation

Nous nous sommes appuyé sur un grand nombre d'observations recueillies au cours des quatre mois de notre présence sur le terrain, et transcrites par écrit soit immédiatement, dans le feu de l'action, soit quelques heures après, de mémoire, quand la prise de notes *in situ* s'avérait gênante ou impossible. Après un premier rendez-vous de prise de contact à la permanence jeunes de Montrouge en décembre 2011, nous nous sommes rendu de manière quasi systématique, entre le 19 janvier et le 10 mai 2012, à l'ensemble des réunions partisans auxquelles nous étions autorisé à assister, ainsi qu'à un grand nombre d'actions militantes de tous types, et à certaines activités de groupes très indirectement liées au militantisme politique. Nous avons ainsi pu observer trois permanences par semaine, tenues dans le local de la 11<sup>ème</sup> circonscription, à Montrouge, le jeudi soir

---

<sup>135</sup> J.-P. OLIVIER DE SARDAN, « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, n° 1, 1995, pp. 71-109.

<sup>136</sup> Un peu à la manière de Lucie BARGEL, et Anne Sophie PETITFILS, qui, dans leur enquête commune auprès des Jeunes populaires participant à une université d'été de l'UMP (« Militants et populaires ... », art., cit.), croisent données statistiques recueillies par questionnaire et entretiens qualitatifs pour dégager les différentes modalités d'appropriation symbolique par les Jeunes Populaires de l'offre de militantisme du mouvement de jeunes de l'UMP.

par les jeunes, le samedi et le dimanche matin, jour de marché, par les « séniors ». Ces plages d'ouverture du local de la circonscription étaient également bien souvent l'occasion de réunions plus ou moins informelles des militants. Outre les distributions de tracts sur le marché de Montrouge ou de Bagneux tous les dimanches, nous avons été convié à un certain nombre d'activités de collage nocturne, à Montrouge, à Bagneux ou sur les deux villes à la fois, concernant les panneaux « officiels » d'affichage libre ou des emplacements « sauvages » selon les cas. Nous avons pu accompagner le groupe militant à deux meetings du candidat Nicolas Sarkozy, à Villepinte le 11 mars et à Rueil-Malmaison, le 24 mars. Nous étions présent au diner-débat organisé par l'équipe militante de la circonscription le 6 mars au Cercle Athlétique de Montrouge, en présence de Boris Ravignon, conseiller du président de la République. Nous avons assisté à deux conseils municipaux, à Montrouge, le 12 avril et à Bagneux, le 27 mars, en compagnie de certains jeunes militants de la circonscription. Nous avons participé, enfin, à certaines soirées organisées au sein du groupe des jeunes, en marge des actions militantes et hors du cadre partisan à proprement parler.

La fécondité heuristique du matériau recueilli est allée en augmentant avec la progression de l'enquête de terrain, en raison des liens de confiance qui nous ont rapproché de certains militants, et tout particulièrement de certains jeunes, et de la chute des barrières qui nous empêchaient l'accès à certains lieux comme à certaines personnes. Nous pouvons grossièrement diviser les observations effectuées en deux types. Les premières, que nous pourrions appeler « observations de familiarisation », nous ont permis de recueillir des informations primaires et pratiques sur le fonctionnement des instances partisans locales, et de nous approprier par imprégnation l'univers de sens propre aux militants<sup>137</sup>. Les secondes, que nous qualifierons d'« observations productives », ont autorisé de véritables avancées dans l'analyse, et la confirmation – ou l'infirmité – de certaines de nos hypothèses de recherches. Notre présence relativement continue sur le terrain avait également un autre rôle, une autre vertu : celle de faire oublier aux observés, en les y accoutumant, la présence de l'observateur.

---

<sup>137</sup> « Le chercheur de terrain observe et interagit aussi sans y prêter autrement attention, sans avoir l'impression de travailler, et donc sans prendre de notes, ni pendant, ni après. Il ne se sent pas toujours en service commandé, heureusement pour lui. Il mange, bavarde, papote, plaisante, drague, joue, regarde, écoute, aime, déteste. En vivant il observe, malgré lui en quelque sorte, et ces observations-là sont "enregistrées" dans son inconscient, son subconscient, sa subjectivité, son "je", ou ce que vous voudrez. Elles ne se transforment pas en corpus et ne s'inscrivent pas sur le carnet de terrain. Elles n'en jouent pas moins un rôle, indirect mais important, dans cette « familiarisation » de l'anthropologue avec la culture locale, dans sa capacité à décoder, sans à la fin y prêter même attention, les faits et gestes des autres, dans la façon dont il va quasi machinalement interpréter telle ou telle situation. » in J.-P. OLIVIER DE SARDAN, « La politique du terrain ... », art. cit.

### 2.4.3 L'entretien

Outre la technique de l'observation (non participante), nous nous sommes également appuyé sur la réalisation d'une dizaine d'entretiens avec des militants. La plupart se situent entre l'entretien purement informatif et le véritable entretien ethnographique approfondi. Nous n'avons pas réussi à nous décider ni à systématiser, ni à rejeter l'usage de la grille d'entretien. Nous y avons eu recours quand il nous est apparu nécessaire au moment de la préparation d'une rencontre, et nous y avons renoncé dans les autres cas<sup>138</sup>. Une contrainte particulière a pesé sur la quasi-totalité des entretiens effectués, celle du temps dont disposaient les enquêtés pour se raconter. Nous les voyions en effet généralement dans le cadre des activités militantes, des permanences, des réunions, où, campagne électorale oblige, ils étaient le plus souvent tenus par des contraintes horaires strictes. Ceci explique – entre autres choses – la relative brièveté de nos entretiens<sup>139</sup>. Nous nous sommes également trouvé confronté au problème relativement classique du « discours d'institution<sup>140</sup> », celui du cadre partisan à la parole sûre et calibrée, parfaitement décrit (à propos d'un militant d'un autre parti, en l'occurrence le PCF) par l'un de nos enquêtés : « il était déjà très... mais très politique professionnel, lui, tu vois, plus dans la maîtrise du discours, donc euh... je pense qu'il a essayé de m'entraîner avec lui, sauf que, comme je t'ai dit, moi j'avais déjà milité, c'est pour ça que je ne suis pas allé au fond du truc effectivement, donc j'ai très vite remarqué qu'il avait un discours... très pro, quoi, enfin très maîtrisé, très calibré [...]»<sup>141</sup>.

Nos dix entretiens couvrent, à peu de choses près, l'ensemble des positions occupées dans la structure partisane locale – depuis le bras droit du responsable de circonscription jusqu'aux simples militants, en passant par les responsables de ville, les élus du conseil municipal ou les responsables jeune –, à l'exception notable du responsable de circonscription. Concernant l'origine géographique des militants interrogés, le fort tropisme en faveur de Montrouge<sup>142</sup> s'explique par le poids relatif de cette ville dans les structures militantes de la circonscription ; ainsi, nous n'avons interrogé qu'un seul militant malakoffiot, le responsable de ville, pour la simple raison qu'il est peu ou prou le seul militant véritablement actif sur cette municipalité.

Nous n'avons pas mené à terme un certain nombre de pistes d'entretiens, diversement intéressantes au regard de notre questionnement. Dans certains cas, cela tenait à la fois aux

---

<sup>138</sup> Nous ne reviendrons pas ici sur les avantages et les inconvénients de la grille d'entretien, clairement exposés dans S. BEAUD, F. WEBER, *Guide de l'enquête de terrain....*, op. cit., p. 178-180.

<sup>139</sup> Nos entretiens les plus longs durent deux heures, le plus court trois quart d'heure, pour une durée moyenne d'une heure vingt-cinq minutes sur les dix entretiens.

<sup>140</sup> Notamment analysé dans H. CHAMBOREDON et alii, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, 16, 1994, not. pp. 128-132 (« Un discours professionnel ? »)

<sup>141</sup> Entretien avec Richard D., militant de la 11<sup>ème</sup> circonscription, 07/04/12.

<sup>142</sup> Sept des dix militants interrogés vivent et militent à Montrouge.

contraintes propres à notre calendrier d'enquête et à l'agenda chargé de nos enquêtés. Ainsi en est-il allé d'une rencontre avec Thierry Virol, responsable de la circonscription, deux fois repoussée et finalement annulée par manque de temps, ou d'un rendez-vous avec Christian G., maire-adjoint UMP de Montrouge en charge des associations. Pour ce qui concerne les autres pistes abandonnées, nous avons fait jouer le principe de la cohérence dans l'enquête ethnographique, qui suppose de s'attacher à un milieu d'interconnaissance, sans rechercher à tout prix à rendre compte avec exhaustivité des points de vue de tous les acteurs. Ainsi, nous avons renoncé à interroger S. A. Tauthui, responsable autoproclamé des jeunes de Malakoff et véritable *outsider* au sein de l'UMP locale, ou F. Napoléone, chef de file de l'opposition balnéolaïse entré en conflit avec le parti et ses colistiers, qui pratique au conseil municipal la « politique de la chaise vide » chère au général de Gaulle – sans accepter toutefois de présenter sa démission. La prise de contact avec ces deux personnes – et quelques autres entretenant également des relations compliquées ou distendues avec le parti – aurait de toute manière été assez malaisée.

#### 2.4.4 *Matériaux partisans indigènes et autres ressources empiriques*

Un certain nombre d'autres matériaux et ressources viennent compléter dans l'analyse les données recueillies par l'observation et l'entretien. Nous pouvons dégager quatre catégories :

- Les données statistiques de l'INSEE : nous les avons utilisées pour la présentation générale du terrain ; nous n'y revenons pas ici.
- Les mails : nous sommes parvenu à obtenir d'être intégré à la *mailing list* des jeunes de la circonscription ; ceci nous a permis de recenser et d'analyser soixante-quatre mails internes reçus entre le 12 mars et le 12 mai, utiles d'un point de vue purement informatif pour nous tenir au fait du calendrier des actions et des réunions, mais également très enrichissants pour la compréhension du « vivre ensemble » dans le groupe des jeunes, et, au-delà, dans le groupe militant tout entier.
- Les tracts, les journaux, les sites internet, les blogs, les comptes-rendus de conseil municipal : Ils permettent de recouper certaines déclarations recueillies en entretien, et d'en amender certaines, en offrant des sources d'information non altérées par le miroir déformant du discours des acteurs sur leurs pratiques. Ils ont également leur importance durant la phase d'imprégnation, qui doit passer par la lecture de la presse partisane (*Le magazine de l'union*) et non-partisane (*Le Parisien, Le Figaro, Le Point*), ainsi que celle des tracts et des blogs.
- Internet a été notre principale source d'information sur l'institution partisane centrale – c'est-à-dire l'UMP national – *via* le site officiel et le *mailing* national, accessible par simple abonnement à une « lettre d'information » sur le site de campagne de N. Sarkozy.

## DEUXIEME PARTIE : L'UMP *prise* dans les écosystèmes politiques locaux de la 11<sup>eme</sup> circonscription

Nous allons maintenant, avec cette deuxième partie, entrer dans ce qui constitue le cœur du sujet de notre travail : Les structures locales de l'UMP dans la 11<sup>eme</sup> circonscription des Hauts-de-Seine. Avant d'aborder le détail de la structure partisane elle-même ainsi que du collectif militant, nous considérerons provisoirement, dans cette partie, les différents groupes municipaux de l'UMP comme des entités simples et homogènes, ou, si l'on veut, des « boîtes noires<sup>143</sup> », afin de concentrer l'effort d'analyse sur *la relation* desdits groupes municipaux à leur environnement, et leur *insertion* au sein des différents *écosystèmes politiques locaux*<sup>144</sup>, propres à chaque municipalité – puisqu' « observer un parti au niveau local conduit à être confronté directement à ce type de réalité qu'une représentation globale et figée séparant le "parti" et son "environnement" empêche d'appréhender.<sup>145</sup> » Cette simplification théorique provisoire doit nous permettre, dans un second temps – troisième et quatrième parties de ce mémoire –, de mieux saisir l'influence de l'écosystème politique local sur le parti à l'échelle municipale, de l'environnement politique et protopolitique sur la structure locale précise de l'organisation partisane.

Nous consacrerons un chapitre au cadrage historique et théorique nécessaire à la bonne « saisie » de l'objet partisan au niveau local, chapitre qui s'ouvrira par une brève discussion de l'échelon d'analyse pertinent retenu dans notre travail.

Nous étudierons ensuite, dans un second moment, la manière dont la diversité des écosystèmes politiques municipaux affecte la présence locale de l'UMP dans chacune des trois villes ainsi que les relations partisans intermunicipales, au-delà de l'idéal proclamé de transversalité de l'action partisane à l'échelle de la circonscription.

---

<sup>143</sup> S'il nous est permis de reprendre librement ce terme dans une acception bien éloignée de celle qu'il peut acquérir en analyse systémique, dans les travaux de D. EASTON par exemple.

<sup>144</sup> Voir introduction, p. 17.

<sup>145</sup> F. SAWICKI, « Questions de recherche. Pour une analyse locale des partis politiques », *Politix. Travaux de science politique*, n°2, printemps 1988, p. 18.

## Chapitre 3 : Saisir le parti localement : tentative de cadrage théorique et bref retour historique

### 3.1 La ville ou la circonscription ? Ambiguïtés organisationnelles à l'échelle locale

L'ambition de ce mémoire est de proposer une étude localisée de l'UMP en banlieue parisienne. La réalisation d'une telle étude exige en préalable que le chercheur tranche une question théorique : comment définir l'échelon « local » en sciences politiques ? S'il existe plusieurs définitions du « local » également acceptables – plusieurs niveaux de focale pertinents –, laquelle semble la mieux adaptée pour le sujet qui nous occupe ?

Un article de J-L. Briquet et F. Sawicki paru en 1989 dans le numéro de *Politix* consacré aux problématiques locales, fait de « l'espace politique local » un « objet à construire » : « Spontanément la dimension locale renvoie à l'idée d'un espace géographiquement délimité. Or, les géographes nous apprennent qu'il existe en fait de multiples manières de construire les espaces. [...] Les géographes nous incitent, par conséquent, à nous méfier des frontières institutionnelles et à reconstruire les espaces-objets en fonction des problématiques adoptées.<sup>146</sup> » C'est donc l'objet étudié et l'angle d'attaque – théorique et empirique – retenu qui doivent dicter la définition de l'espace-objet pertinent pour l'étude.

Au regard de ces arguments, le choix de la circonscription semble au premier abord s'imposer comme cadre empirique – comme « espace-objet » – pour l'étude localisée de l'UMP en banlieue parisienne. En effet, c'est bien à l'échelle de la circonscription – selon les statuts du parti<sup>147</sup> – que s'organise l'unité territoriale de base de l'UMP. De manière plus générale, l'étude de l'organisation des partis politiques au local peut légitimement s'appuyer sur ce cadre administratif, dans la mesure où son évidence s'impose autant au chercheur qu'aux acteurs politiques locaux<sup>148</sup>. La circonscription est à la fois lieu et enjeu d'un certain nombre de luttes politiques inter et intrapartisanes ; le jeu électoral l'impose aux acteurs en lutte comme espace structurant de la compétition politique et, par là-même, les contraint à aligner leurs structures internes sur ses frontières propres.

---

<sup>146</sup> J-L. BRIQUET, F. SAWICKI, « L'analyse localisée du politique : lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix. Travaux de science politique*, n°7/8, 1989, p 8.

<sup>147</sup> Et plus précisément l'article 6 : « L'unité territoriale de base de l'Union est la circonscription législative » et l'article 7 : « Les comités de circonscription sont composés des membres de droit (membres du gouvernement, parlementaires, conseillers régionaux, conseillers généraux, maires et maires d'arrondissement de Paris, Lyon, Marseille, des conseillers d'arrondissement de Paris, ainsi que les adjoints des villes de plus de 30000 habitants) et de membres élus. Le nombre de membres à élire dans chaque circonscription est proportionnel au nombre de ses adhérents dans la fédération. [...] Les Comités Départementaux sont composés de l'addition des comités de circonscription du département à raison de deux membres élus pour un membre de droit. »

<sup>148</sup> J-L. BRIQUET, F. SAWICKI, « L'analyse localisée du politique ... », art. cit., p. 9.

Cependant, les choses se révèlent plus complexes dans la pratique. L'unité partisane de la circonscription (couplée à l'instance locale du comité de circonscription) paraît « fonctionner » dans les territoires relativement homogènes sur le plan politique. Ainsi, les structures partisans de l'UMP dans la 6<sup>ème</sup> circonscription des Hauts-de-Seine<sup>149</sup> semblent pouvoir être aisément appréhendées par le chercheur à cet échelon. Mais dans les cas de grande diversité des situations politiques municipales, l'unité territoriale de la circonscription perd de sa pertinence. Les textes de l'UMP prévoient d'ailleurs la possibilité d'organiser l'action partisane locale à d'autres niveaux, au cas par cas<sup>150</sup>. Pour ce qui est de la 11<sup>ème</sup> circonscription des Hauts-de-Seine, le contraste entre les situations politiques des trois villes (cf. *supra*) entraîne une structuration par ville qui, dans bien des aspects de la vie partisane, semble prendre le pas sur le comité de circonscription. Ceci doit nous conduire à tenir ensemble les deux échelles d'analyse, et à passer de l'une à l'autre, en fonction des sous-objets de notre étude, pour prendre en compte la complexité de l'organisation concrète du parti.

### 3.2 Annales récentes de l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> : entre renaissance et déliquescence des structures partisans municipales

Intégrer dans l'analyse la complexité d'organisation de l'UMP au niveau local, c'est tout d'abord prendre en compte l'histoire politique récente des structures partisans dans chaque ville, et faire de la dynamique des trajectoires municipales un élément essentiel pour l'appréhension de la situation globale de l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> circonscription.

#### *3.2.1 Nouvelle équipe, nouvel élan à Montrouge*

Les structures de l'UMP montrougeenne ont connu, ces dernières années, des évolutions significatives. Schématiquement, *a posteriori*, 2008 s'impose comme une année charnière, en ce qu'elle a porté aux responsabilités partisans, à la faveur d'élections au comité de circonscription<sup>151</sup>, l'équipe militante actuelle, emmenée par T. Virol.

Avant l'élection de ce dernier à la tête du comité de circonscription, le parti n'était pas entièrement absent de la ville de Montrouge ; certains adhérents actifs, certaines personnalités clés

---

<sup>149</sup> Cantons de Neuilly-sur-Seine-Nord, Neuilly-sur-Seine-Sud, Puteaux.

<sup>150</sup> Toujours dans l'article 6 des statuts de l'UMP : « D'autres sections de l'Union peuvent également se constituer sur la base territoriale des circonscriptions électorales ou administratives territoriales (régions, arrondissements, cantons, communes, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale...), après accord du comité départemental concerné. Le comité départemental veille à la cohérence de l'organisation départementale de l'Union dans le département et en informe le Bureau politique. »

<sup>151</sup> Ces élections internes partielles faisaient suite à la démission du responsable de circonscription et chef de file de l'opposition balnéolaie, Olivier Sueur, et avaient donc pour enjeu la reconduction de la responsable intérimaire, Muriel Gibert, responsable de ville UMP à Montrouge, ou le remplacement de son équipe par la liste conduite par Thierry Virol, maire adjoint UMP montrougien jusque-là en retrait de la vie partisane locale.

du parti au local étaient déjà « encartées », à l'image du responsable des jeunes de circonscription Antoine B. Mais les structures, les incitations à l'action et le leadership politique semblaient faire défaut :

« Si j'ai bien compris, du fait qu'il y avait un maire UDF depuis 1995, en gros entre 1995 et 2007 il n'y a pas eu... de RPR et d'UMP à Montrouge. Il y a eu des alliances plus ou moins foireuses entre l'UDF et... ceux qui se revendiquaient RPR et ensuite UMP<sup>152</sup> »

S'il convient, sur ce type de sujet, de ne pas se départir d'une certaine forme de méfiance vis-à-vis du discours / « témoignage » des acteurs – la tentation, en effet, peut être grande de « noircir le tableau » du passé de l'organisation, inconsciemment ou consciemment, pour mieux faire ressortir, par effet de contraste, le succès de l'équipe actuelle, succès dont ils peuvent revendiquer leur part –, force est de constater qu'une forme de consensus prévaut dans l'évocation de l'immobilisme partisan et l'atonie de l'équipe militante précédente<sup>153</sup>.

Ce sont ainsi les élections internes de 2008 au comité de circonscription qui ont permis, par le renouvellement d'équipe relativement imprévu<sup>154</sup> qu'elles ont engendré, de relancer l'action militante dans la ville de Montrouge :

« Euh... pour être simple, on a récupéré cette circonscription qui était en déshérence totale il y a... trois, quatre ans maintenant, Thierry [Virol] a été élu délégué de circonscription par les militants, une première fois puis une seconde l'année dernière, il a été réélu, et très bien réélu, , il a été bien élu et très bien réélu, et cette circonscription avait été laissée en jachère un certain nombre d'années. Il n'y avait plus d'action militante au sens littéral du terme, pas de permanence, il n'y avait pas de vision, il n'y avait pas de stratégie, c'était vraiment sclérosé. Donc on est repartis avec une partie d'une équipe qui existait mais qui était un peu en sommeil, des gens qui sont soit élus depuis très longtemps, soit qui ont un parcours militant, un parcours politique déjà ancien, qui sont revenus dans le jeu, et à côté de ça, on a fait monter des jeunes pousses, pas au sens « âge » du terme, mais au sens où ils ont découvert l'action politique à travers l'équipe qui s'est mise en place.<sup>155</sup> »

La nouvelle équipe, sous l'égide de Thierry Virol, instaure un nouveau rapport au militantisme de terrain (en favorisant la mise en place de structures d'encadrement qui seront évoquées dans les chapitres qui viennent et en restaurant la légitimité de l'action militante) et crée les conditions d'une évolution progressive des relations entre le Nouveau Centre et l'UMP à Montrouge, laissant la place

---

<sup>152</sup> Entretien avec Richard D., militant de la 11<sup>ème</sup> circonscription, 07/04/12.

<sup>153</sup> Pour ne citer qu'un deuxième exemple de propos relevés en entretien :

« Ce qui n'était pas du tout le cas, hein ! Il n'y avait pas un mec qui collait, à Montrouge ! Ça n'existait pas ! Il n'y avait pas un mec qui distribuait des tracts ! Et les mecs de Montrouge ... ne bougeaient pas. Maintenant ils bougent. Et c'est les mêmes. Mais on leur a donné envie de bouger. »

*Entretien avec Thomas C., ancien responsable jeunes, conseiller national, 23/04/12*

<sup>154</sup> « On monte une équipe, on fait une campagne qui était remarquable ... franchement, on a bossé comme des fous, mais ... c'était extraordinaire, enfin c'était ... personne ne pouvait penser qu'on renverserait à ce point l'équipe [en place]. »

*Entretien avec Thomas C., 23/04/12*

<sup>155</sup> Entretien avec Guillaume E., militant de la 11<sup>ème</sup> circonscription, 10/03/12

à une rupture du *statu quo* qui permettrait la présentation de candidats issus des rangs de l'UMP aux élections législatives ou municipales.

Le renouvellement d'équipe aux élections de 2008 (confirmé en 2010 par de nouvelles élections internes) a donc donné un nouvel élan à l'UMP à Montrouge. Il a également entériné, de façon concomitante, la perte de leadership de l'UMP balnéolaise au niveau de la circonscription.

### 3.2.2 *La décomposition des structures militantes balnéolaises*

Michel D., responsable de l'UMP pour la ville de Bagneux, résumait lors de notre entretien avec lui l'évolution de la section balnéolaise depuis les années 1990 :

« CL : Voilà. Alors pour commencer... Est-ce que vous pouvez me dire comment s'organise aujourd'hui l'action de l'UMP à Bagneux ?

MD : Alors c'est très difficile. Nous avons eu il y a quelques années une grosse section : 220 adhérents. C'était au temps... c'était en 95 exactement, c'était au temps d'Alain Robert, je ne sais pas si vous en avez entendu parler, Alain Robert, qui était le candidat... RPR à l'époque, à Bagneux, il a réussi à faire 48,50, au deuxième tour contre la liste de gauche, 48,50, et bon, après, il est parti, sur ordre de Charles Pasqua, plus ou moins, il est parti dans le Nord à Gennevilliers, Colombes et tout ça, puis après bon il a quitté la politique, après on a eu l'arrivée d'Olivier Sueur, jeune candidat, dynamique... très bon candidat, on a aussi fait 48%, et lui aussi il est parti. Là, je ne sais pas pourquoi, vie familiale, enfin, problèmes familiaux, il est parti. Après, Patrick Devedjian a désigné, autoritairement, un candidat, Frédéric Napoléone, et on a fait 23%. Donc après, bon les adhérents UMP de l'époque sont partis parce qu'ils ont dit : « bon ben Bagneux c'est mort, il n'y a plus rien à faire », puis au jour d'aujourd'hui on essaye de relever la section, on est un noyau d'une vingtaine de personnes, on distribue, on va voir les gens, on fait du porte-à-porte, mais je ne vous cacherai pas que c'est très difficile. Une vingtaine de personnes pour couvrir une ville de 38 000 habitants... c'est pas facile. Voilà. La situation de l'UMP à Bagneux.<sup>156</sup> »

Son récit met en relief une décomposition brutale des structures militantes, parallèle à l'écroulement des scores de la droite sur la ville de Bagneux. A la fin des années 90, « au temps d'Alain Robert », et, plus encore, dans la première moitié de la décennie 2000, la droite balnéolaise – RPR puis UMP – tenait une place importante dans l'écosystème politique municipal. Avant 2002, le RPR à Bagneux profitait de l'adhésion d'une partie des catégories populaires à la personnalité de J. Chirac, ainsi que de l'image très interclassiste du parti gaulliste<sup>157</sup>. Avec la formation de l'UMP et l'émergence de Nicolas Sarkozy, ces deux vecteurs de mobilisation ont fait long feu. Cependant, après le remplacement d'Alain Robert par Olivier Sueur, jeune homme d'affaires venu du socialisme, l'UMP

---

<sup>156</sup> Entretien avec Michel D., responsable de ville UMP pour Bagneux, 17/03/2012

<sup>157</sup> : « MD : Mmm. Le RPR était plus... était beaucoup plus « populaire » entre guillemets, avec plus de monde. [...]Oui, tout à fait, oui. Il y avait vraiment un... une attache envers Chirac, envers Pasqua pour les Hauts-de-Seine. Là, à Bagneux, ça marchait fort. On avait une grosse section RPR.

CL : Donc « populaire » aussi au sens des classes sociales...

MD : Oui oui oui, oui oui, les deux, oui ! Il y avait du monde, il y avait de... de toutes les classes sociales, oui. Vraiment, on a été... une grosse section. On avait une permanence à l'époque, sur Bagneux, puis après, petit à petit... »

Entretien avec Michel D., 17/03/12.

parvient à maintenir globalement ses scores à Bagnaux. Le profil politique particulier de ce candidat – couplé à l'absence de liste autonome du PS à Bagnaux – et sa popularité auprès de l'ensemble de la population balnéolaïse semblent y avoir été pour beaucoup<sup>158</sup>. En atteignant des scores supérieurs à 48% aux scrutins municipaux de 2001 et 2002 (après l'annulation du scrutin de 2001 par le Conseil d'Etat, voir chapitre 1), Olivier Sueur parvenait à entretenir l'espoir (au sein du parti) d'un basculement de la commune de Bagnaux, qui aurait entraîné un bouleversement des équilibres politiques à même de faire basculer la circonscription toute entière (Bagnaux passé à droite, la « onzième » aurait compté deux villes de droite pour une seule ville communiste). C'est cet espoir de basculement qui permettait le maintien des effectifs militants à un niveau très élevé pour une municipalité-bastion communiste, et qui justifiait le leadership de Bagnaux sur la circonscription et l'aide financière octroyée par les instances départementales et nationales du parti<sup>159</sup> (puisque la ville concentrait toutes les attentes de conquête de l'UMP dans la circonscription). Ce sont les élections législatives de 2007 qui marquent véritablement un tournant pour Bagnaux ; selon l'un de nos enquêtés, Thomas C., très proche de M<sup>f</sup> Sueur à cette époque, la défaite sévère de la candidature portée par le maire de Montrouge M<sup>f</sup> Metton et par M<sup>f</sup> Sueur a convaincu ce dernier d'arrêter son investissement politique à Bagnaux. Son départ, moins d'un an avant les élections municipales de 2008, désorganise largement la section, et donne lieu à des luttes intestines pour le leadership<sup>160</sup>. Il correspond également à un regain de combativité militante des communistes, porté par une conjoncture nationale – les débuts du quinquennat de N. Sarkozy – plutôt défavorable localement à la droite. Les instances départementales et nationales de l'UMP se désengagent financièrement. Ayant cessé de croire en la possibilité d'un basculement de la municipalité, elles condamnent donc la droite balnéolaïse – par une forme de *self-defeating prophecy* – en coupant la « perfusion

---

<sup>158</sup> « Et Olivier Sueur, qui, de par ses origines libanaises notamment, et puis ... c'est un ancien socialiste, Olivier, c'est quelqu'un qui ... alors, paradoxalement, il avait pour doctrine de faire campagne très à droite, parce qu'il connaissait la physionomie de Bagnaux, mais c'était quelqu'un qui passait très bien pour ça. Euh ... et il y a une adhésion à sa personnalité, parce qu'il a fait quelque chose d'historique en 2001 et en 2002, euh ... la ville s'est retrouvée sous les feux des projecteurs à cette époque-là, par le prisme d'Olivier, et du coup ... voilà. Ça avait créé un élan de dynamique ... »

« Et les élus ... les militants adoraient Olivier Sueur. Parce qu'il les a fait gagner. Parce qu'il leur a donné un espoir incroyable. »

*Entretien avec Thomas C., 23/04/12*

<sup>159</sup> « En fait, Bagnaux vivait sous perfusion du national et du départemental. Du départemental surtout. Pendant sa grande époque. Donc ... c'est cet appui-là, cet appui logistique, hein, qui a permis à Bagnaux d'émerger. »

*Entretien avec Thomas C., 23/04/12*

<sup>160</sup> « Quand je vois aujourd'hui le résultat des municipales à Bagnaux, je vois que Marine Le Pen fait 10%. Euh ... et Sarkozy en fait 16. Ça fait 26. 26 ... on est au score national. Il y a une droite à Bagnaux. Et Olivier Sueur avait réussi à unir cette droite. Avait réussi à unir ... tout ça. Et les autres ont réussi à tout détruire. Donc ... il n'y a plus d'action militante, il n'y a pas de présence militante, euh ... la représentation est lamentable. [...] Ils sont la risée des communistes. Et de toute la population. Voilà. »

*Entretien avec Thomas C., 23/04/12*

financière » qui la maintenait à flot<sup>161</sup>. Privés de ressources, de leader naturel et, bientôt, de militants, Bagneux retombe à partir de 2008 au niveau des « scores minimaux de la droite dans une ville de ce type<sup>162</sup> ».

### 3.2.3 L'UMP à Malakoff : une présence résiduelle

Nous pouvons évoquer, par comparaison avec Bagneux, une forme de constance dans la position de la droite à Malakoff : la ville n'a en effet jamais été en position d'être gagnée, la liste soutenue par le PCF étant même très régulièrement élue dès le premier tour, aux élections municipales comme cantonales (voir chapitre 1). Ceci explique en partie le manque d'attention et de soutien dont pâtit l'UMP locale, tant de la part des instances départementales, que du comité de circonscription lui-même.

Cependant, l'étude diachronique des structures partisanes malakoffiotes et des effectifs militants mobilisés montre une forme de délitement depuis la fin des années 1990 ; c'est à tout le moins ce qui ressort du récit de Rémi V., responsable de ville de l'UMP à Malakoff depuis le début des années 2000 :

« Quand on lâche une ville, si on prépare pas la suite, ça part très très vite dans tous les sens, donc il n'y a plus rien eu, on n'avait plus de permanence, on n'avait plus de journal, on n'avait plus rien, enfin bref, il n'y avait même plus d'articles parfois dans le journal municipal, donc ce qui s'est passé, c'est que... les élus qui étaient avec moi, et les militants qui restaient m'ont demandé de reprendre la suite. [...] J'ai mis un peu de temps à me dire : « ouais, bon, pourquoi pas », mais bon... j'étais pas tout à fait... enclin à le faire, même si, franchement, je trouvais ça particulièrement dommage d'avoir laissé tomber toute... toute cette équipe, si je puis dire, mais bon, c'est... c'est souvent ce qui arrive, malheureusement, et donc euh... 2001 est arrivé. 2001 c'était les élections municipales, donc... en 2000, six mois avant, je me suis dit : « va quand même falloir qu'on fasse quelque chose, parce qu'il y a personne », il n'y avait pas de candidat, sur Malakoff, donc euh... bah, j'ai repris le flambeau et on a constitué une liste.<sup>163</sup> »

La disparition évoquée de la permanence, du journal de section, la difficulté à trouver un candidat pour les élections municipales sont autant d'indices du déclin de l'UMP à Malakoff. Cette évolution, dont Rémi V. date l'amorce aux années 1997-98, est toujours d'actualité, comme le prouve la comparaison de la mobilisation de la droite malakoffiote en 2007 et en 2012, pour le scrutin présidentiel, sur le plan de l'investissement des militants, et plus particulièrement des jeunes, et sur celui des actions menées. En 2012, les jeunes semblent avoir quasiment disparu de la campagne

---

<sup>161</sup> « La fédération, l'UMP... même national, ne... n'espérait pas reprendre Bagneux, quoi. A une époque, oui, dans les années quatre-vingt-quinze, oui, même au temps d'Olivier Sueur en... deux mille un, là, ils avaient mis le paquet ! Aux dernières municipales, on nous avait laissé tomber ! »  
*Entretien avec Michel D., 17/03/12*

<sup>162</sup> Pour reprendre l'expression employée par Guillaume E. en entretien, au sujet de Bagneux comme de Malakoff.

<sup>163</sup> Entretien avec Rémi V., responsable de ville UMP pour Malakoff, 31/03/12

locale à Malakoff<sup>164</sup>, et les actions militantes sont rares<sup>165</sup>, se limitant à des tractages aux bouches des métros, souvent en synergie avec la section UMP de la ville limitrophe de Châtillon. Au moment de notre enquête, il apparaît donc justifié de qualifier la présence de l'UMP – et, au-delà, de la droite en général – à Malakoff de « résiduelle ».

### 3.3 La circonscription comme configuration et comme champ

Nous avons énoncé, dès l'introduction, notre volonté de faire l'étude de l'UMP locale dans son environnement, c'est-à-dire d'étudier l'insertion de l'UMP dans les divers *écosystèmes politiques locaux* qui composent la circonscription. Nous avons, dans ce but, proposé une définition opératoire de ce que nous voulons entendre par « écosystème politique local<sup>166</sup> » ; il est temps maintenant de préciser quelque peu l'usage que nous faisons de cette notion, en la rapportant, en la rapprochant de deux concepts « classiques » de la sociologie : le concept bourdieusien de « champ », et plus précisément de « champ politique », et l'idée éliásienne de « configuration ». Ces deux outils théoriques, issus de deux pensées sociologiques distinctes, et appliqués par leurs auteurs à des objets de recherches très différents, nous semblent pouvoir contribuer, chacun de son côté, à la compréhension de cette réalité empirique que nous voulons appeler *écosystème politique local*.

#### 3.3.1 *L'écosystème politique local comme configuration partisane*

Selon Norbert Elias<sup>167</sup>, il est impossible de comprendre les interactions sociales entre plusieurs individus si l'on conçoit chacun d'eux comme un *homo clausus* – comme un isolat indépendant du monde social et des contraintes spécifiques qu'il exerce. De la même manière, la nature et l'activité des groupes d'individus constitutifs des *partis politiques locaux* demeurent en grande partie incompréhensibles si l'on ne tient pas compte de leur intégration au sein d'une *configuration* de groupes d'acteurs de forme similaire, dont les stratégies et les comportements sont marqués par une forte interdépendance. D'une telle *configuration*, N. Elias écrit qu'elle « peut être structurée comme un jeu à l'intérieur duquel il existe une hiérarchie de plusieurs relations du type "moi et lui" ou "nous et eux", pensons par exemple au football. Cet exemple montre

---

<sup>164</sup> « Rares, très rares sont les « jeunes » entre guillemets qui font un travail entre guillemets « militant » sur le terrain. J'avais réussi à en trouver quelques uns et quelques unes avant les élections municipales de 2008, ils ont très très bien bossé, et en 2007 aussi pour les présidentielles, mais ce qui est vrai c'est que souvent, on ne les revoit pas ensuite. Donc c'est surtout les gens qui sont à la retraite qui nous donnent un coup de main, et un coup de main régulier si je puis dire. »  
*Entretien avec Rémi V., 31/03/12*

<sup>165</sup> Une fois par semaine au plus fort de la campagne.

<sup>166</sup> Voir introduction, p. 21

<sup>167</sup> N. ELIAS, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Pocket, 1993

particulièrement bien comment deux groupes antagonistes mais interdépendants, s'affrontant dans une relation de "nous" à "eux", forment une seule et même configuration. Le groupe mobile des joueurs d'une équipe ne peut se comprendre que par rapport à celui d'une autre équipe. Si le spectateur veut comprendre le jeu et en tirer du plaisir, il doit être en mesure de suivre les positions changeantes des joueurs des deux équipes, ainsi que la configuration d'ensemble changeante que forment les deux camps.<sup>168</sup> » Appliquée aux luttes politiques locales, la métaphore footballistique proposée par N. Elias est tout à fait parlante<sup>169</sup> : il serait vain de chercher à comprendre la position des partis dans le « jeu », c'est-à-dire dans la compétition politique locale, ainsi que leurs stratégies, sans les étudier *en relation* avec les positions et stratégies des autres « équipes », donc des autres partis. Ainsi, les sections de ville locales de l'UMP sont dans la même situation d'interdépendance vis-à-vis des autres partis politiques locaux que les équipes de football évoquées par N. Elias, et l'étude de leur insertion dans les écosystèmes politiques locaux définis par chaque situation municipale singulière est pareillement indispensable à la compréhension de leur activité, c'est-à-dire de leur contribution au « jeu ».

### 3.3.2 *Champ de force et champ de lutte : exister contre et avec les autres partis*

La sociologie de Pierre Bourdieu, et plus singulièrement la théorie des champs, offre également un certain nombre de « points d'appui » théoriques susceptibles d'éclairer la relation des sections locales des partis politiques à leur environnement immédiat, et plus particulièrement aux autres structures partisans. Dans son article intitulé « La représentation politique », Bourdieu traite du champ politique « à la fois comme champ de forces et comme champ des luttes visant à transformer le rapport de forces qui confère à ce champ sa structure à un moment donné<sup>170</sup> ». Si l'objet de ce texte est « le champ politique » national, entendu comme compétition pour les positions du pouvoir politique central, néanmoins les outils conceptuels qu'il propose et met en œuvre sont transposables à d'autres échelles. Ainsi sommes-nous autorisés à employer le concept de sous-champ politique local dans la mesure où il demeure possible d'identifier quelque chose comme une clôture tendancielle, une autonomie relative dudit sous-champ par rapport au champ politique central – ainsi qu'au reste du monde social. Or la compétition politique locale, centrée autour d'un certain nombre d'enjeux qui lui sont propres, valorisant certains types de capitaux et de comportements spécifiques, présente bel et bien une telle autonomie. L'intérêt propre à la notion de

---

<sup>168</sup> N. ELIAS, *Idem*, p. 158.

<sup>169</sup> Nous laissons de côté la question de la pertinence du couple conceptuel éliasiens « configuration »/« interdépendance » pour l'analyse des relations interindividuelles internes à l'organisation partisane locale elle-même – tel n'est pas ici notre sujet.

<sup>170</sup> P. BOURDIEU, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 36-37, 1981, p. 3.

*champ* réside pour nous dans l'articulation proposée par Bourdieu entre *champ de force* et *champ de lutte*.

Considérer l'UMP locale dans la 11<sup>ème</sup> circonscription – ou dans n'importe laquelle des trois villes qui la composent – comme une entité prise dans un champ de force, c'est mettre l'accent sur la prégnance des interdépendances, des contraintes qui pèsent sur les acteurs de la compétition politique locale ; c'est également insister sur le fait que chaque acteur, bien que pris dans lesdites contraintes, exerce une influence non nulle sur l'équilibre global des forces du champ. Chaque section locale de parti est à la fois déterminée par l'ensemble de l'écosystème partisan – et contrainte, par là-même, dans ses choix stratégiques, ses actions militantes, sa communication, etc. – et déterminante pour chacun de ses adversaires – et de ses partenaires politiques. Ou, comme l'écrit Bourdieu lui-même : « la production des prises de position dépend du système des prises de position concurrentement proposées par l'ensemble des partis antagonistes, c'est-à-dire de la *problématique politique* comme champ de possibilités stratégiques objectivement offertes au choix des agents sous la forme de positions effectivement occupées et des prises de positions effectivement proposées dans le champ.<sup>171</sup> »

Les partis politiques locaux existent ainsi *avec* leurs concurrents, au sein d'un champ de contraintes ; ils existent aussi *contre* ces mêmes concurrents, puisque le champ de forces est également – simultanément – un champ de luttes, luttes perpétuelles pour la redéfinition des positions, de la valeur des capitaux, luttes des dominants pour préserver leur position, luttes des dominés pour destituer les précédents. C'est peut-être à propos du champ politique que la notion de *champ de luttes* est la plus intuitive et immédiate. Au sein des écosystèmes politiques locaux, ces luttes concernent la conquête des mandats électoraux et des exécutifs locaux, mais également la prééminence numérique (en termes de nombre de cartes d'adhérents revendiquées) ou la domination militante pure (nombre de militants présents sur les marchés, capacité d'organisation de collage d'affiches, temps de « tenue » des affiches collées ...). Elles contribuent à faire évoluer la structure du sous-champ politique local, et la place que chaque parti politique occupe en son sein. En ce sens, elles sont essentielles pour la compréhension de la relation d'une structure partisane quelconque à son environnement.

---

<sup>171</sup> P. BOURDIEU, *Idem*, p. 9.

## Chapitre 4 : L'UMP *face* à la diversité des écosystèmes politiques locaux

Muni du cadre historique et des outils théoriques posés dans le chapitre 3, nous allons maintenant nous attacher à l'étude de la relation dans la 11<sup>ème</sup> circonscription entre l'UMP locale et son environnement – ou plus précisément de la relation des différentes sections municipales de l'UMP aux divers écosystèmes politiques locaux –, ainsi qu'à celle des rapports et des échanges partisans entre lesdites sections. Nous tenterons de comprendre comment la diversité des écosystèmes locaux et des configurations municipales affecte en pratique le fonctionnement du parti et son économie interne.

### 4.1 L'UMP à Montrouge : militants « populaires » en terrain favorable

#### 4.1.1 *Montrouge, épiceutre et foyer de l'action partisane « à droite » dans la 11ème*

Montrouge, qui élit son maire au centre droit depuis de nombreuses années, est avant toute chose – aux yeux des acteurs politiques locaux – la seule ville « de droite » de la circonscription – et ce, malgré le progrès presque constant du vote socialiste, notamment aux élections nationales. A ce titre, son rôle central pour l'implantation partisane locale de l'UMP relève presque de l'évidence, ne serait-ce qu'en raison du foyer de sympathisants potentiels qu'elle représente :

« Montrouge est une ville qui est gérée par la droite, Bagneux et Malakoff sont des villes qui sont gérées par la gauche, donc on peut supposer que... les sympathisants sont moins nombreux à Bagneux et à Malakoff. Maintenant, souvent, dans des villes très marquées à gauche, puisqu'on est de droite, nous, les gens souhaitent moins s'afficher... en tout cas, on le retrouve assez souvent.<sup>172</sup> »

A ces caractéristiques sociopolitiques favorables s'ajoutent les effets du redéploiement de l'effort partisan consécutif aux élections de 2008 déjà évoquées. Avant cette date, nous l'avons vu, Bagneux était au centre de l'action politique de l'UMP dans la circonscription<sup>173</sup>. Avec la défection d'Olivier Sueur, et, surtout, l'arrivée aux responsabilités de Thierry Virol, l'équilibre des relations entre les

---

<sup>172</sup> Entretien avec Guillaume E, 19/03/12

<sup>173</sup> « Mais ce qu'il faut comprendre, c'est qu'à l'époque, le cœur de la circonscription, c'était Bagneux. Parce que c'était une ville communiste prenable. Et donc ... tous les efforts de la circonscription étaient tournés vers Bagneux. Olivier Sueur, de Bagneux, était délégué de circonscription, c'était la tête politique de la circonscription, euh ... donc voilà. »

*Entretien avec Thomas C., 23/04/12*

équipes municipales a évolué au profit de Montrouge, comme Thomas C., ancien responsable des jeunes puis de la ville de Bagneux, en fait l'analyse au cours d'un entretien :

« Que serait Montrouge sans la descente aux enfers de Bagneux ? Pas la même chose. Pas la même chose. Parce que, en fait, Bagneux vivait sous perfusion du national et du départemental. Du départemental surtout. Pendant sa grande époque. Donc ... c'est cet appui-là, cet appui logistique, hein, qui a permis à Bagneux d'émerger. Euh ... et du coup, Montrouge était un peu délaissé de cet appui-là, n'avait pas conscience de sa force. Euh ... ce qui s'est passé, en fait, par la coupure de la perfusion de Bagneux, c'est que Montrouge a pris conscience de sa force et de son caractère central. Dans la circonscription. Quand le national, le départemental ont abandonné Bagneux, il s'est avéré nécessaire ... et en fait, c'est Bagneux qui a donné cette impulsion-là, parce que nous, à Bagneux, on a dit : « voilà ! On nous a coupé la perf ... on a plus rien ! » Et donc ... on est allés chercher d'où pouvait venir le soutien ! Et on est allés naturellement vers Montrouge. On est allés voir les élus de Montrouge, en leur disant : « les gars, vous êtes nombreux, vous avez la logistique, vous avez la majorité, c'est à vous de nous aider ». Et en fait, en faisant ça, on a fait prendre conscience à Montrouge qu'il y avait un rôle hyper important à jouer. C'est pour ça que Montrouge est devenu ... est redevenu le centre politique de la circonscription.<sup>174</sup> »

Depuis 2008, Thierry Virol est responsable de circonscription de l'UMP. Or c'est avant tout un élu montrougien, et un personnage important de la société civile de la ville – il est en effet directeur de l'office HLM de Montrouge. S'il est relativement présent à Montrouge auprès des militants, il ne se déplace quasiment pas dans les deux autres villes<sup>175</sup> ; son attitude, reléguant Bagneux et Malakoff à un statut périphérique, contribue à faire de Montrouge l'épicentre politique de la circonscription.

Ceci est accentué – et comme objectivé – par la présence à Montrouge de la permanence de circonscription de l'UMP, unique local ouvert au public du parti dans la circonscription, qui se révèle être en pratique une permanence municipale, fréquentée par les seuls Montrougiens, et délaissée par les militants des deux autres villes. Le fait que les deux co-responsables des jeunes de la circonscription, Antoine B. et Thomas C., soient des Montrougiens participe également de la prédominance de Montrouge sur les deux autres municipalités. L'UMP y dispose enfin de moyens dont les sections balnéolaise et malakoffiotes sont dépourvues. L'organisation, le soir du 6 mars, d'un dîner-débat au Cercle Athlétique de Montrouge, regroupant environ 90 personnes autour d'une intervention de Boris Ravignon<sup>176</sup>, illustre les capacités de l'UMP montrougienne en termes d'organisation événementielle et de mobilisation des forces militantes et sympathisantes. Une telle organisation semble hors de portée des forces partisans de Bagneux et de Malakoff, selon les dires des principaux concernés :

---

<sup>174</sup> Entretien avec Thomas C., 23/04/12.

<sup>175</sup> « Bah c'est vrai que Thierry se montre pas forcément trop sur Bagneux et Malakoff, et que donc, même si tu sais qu'il est à la circo, tu sais que la plus grande ville de la circo c'est quand même Montrouge, au niveau population, et donc au niveau électeurs, euh... c'est vrai que... voilà, moi je me mets à la place des gens de droite à Bagneux et à Malakoff... Voter pour quelqu'un que t'as jamais vu, c'est pas forcément évident, quoi. » Entretien avec Richard D., 7/04/12.

<sup>176</sup> Jeune énarque et conseiller du président de la République à l'aménagement du territoire.

« CL : Est-ce que vous organisez des événements militants type le dîner-débat qu'il y a eu au CAM ? Sur Bagneux ?

MD : Nous, la dernière fois, c'était le 18 juin. Non ! Si, le 18 juin. Ça remonte à loin, déjà. On avait fait la cérémonie de... sur l'appel du général de Gaulle, et après, on avait fait un petit buffet. On avait réuni les militants, les adhérents et les sympathisants. On avait profité de...

CL : Au-delà de Bagneux ?

MD : Non non, que Bagneux, que Bagneux, que Bagneux. On était une trentaine de personnes.

CL : Avec un invité ?

MD : Non, même pas, même pas. Une trentaine de personnes sans invité. Félicitations ! (Il rit).<sup>177</sup> »

Le rôle central de Montrouge concernant l'implantation locale de l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> circonscription découle également d'une forme de stratégie consciente des responsables politiques locaux, mise en œuvre depuis le changement d'équipe de 2008 :

« Euh ... le raisonnement de Thierry est simple, mais il te le réexpliquera, c'est : « voilà, notre force, et notre base solide, c'est Montrouge », [...]. Euh ... et en comparaison, Malakoff et Bagneux ... Bagneux, on n'a plus personne. Les municipales de 2008 ont été apocalyptiques. On doit faire 19% des voix, ce qui était scandaleux. Donc ... donc clairement, Bagneux, ça n'est pas ce sur quoi on peut jouer. De même, à Malakoff, on fait 14% des voix, donc ... c'est pas tellement là qu'on a envie de poser les bases pour se reconstruire. On choisit donc Montrouge, et notre but, c'est de multiplier le nombre d'adhésions, de créer une véritable structure, quelque chose d'efficace, euh ... pour pouvoir ensuite ... essaimer, et de nouveau nous réimpliquer dans les deux autres communes.<sup>178</sup> »

Tous les responsables interrogés en entretien nous le disent<sup>179</sup>, la stratégie de l'UMP locale vise à privilégier le maintien des positions à Montrouge, lieu d'implantation le plus « naturel », pour ensuite « se réimpliquer », « essaimer », « rayonner » sur le reste de la circonscription. Cette stratégie renforce ainsi la ville dans son rôle de foyer naturel et d'épicentre de l'action militante de l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> circonscription.

---

<sup>177</sup> Entretien avec Richard D., 07/04/12.

<sup>178</sup> Entretien avec Antoine B., 13/04/12.

<sup>179</sup> « Nous on a des contraintes aussi liées au fait que... de toute façon, si on veut pouvoir un jour gagner Malakoff et Bagneux, faut qu'on conserve Montrouge, qu'on renforce Montrouge et qu'on le conserve. Et qu'il faut faire vivre les différents... mouvements, ou courants, appelle ça comme tu veux, de la droite en général, de la droite et du centre, sur la circonscription et sur Bagneux... euh ! Montrouge en particulier, parce que c'est aussi l'élément moteur. Montrouge est l'élément moteur. Clairement. »

Entretien avec Guillaume E., 19/03/12.

« Comment dire ça ... finalement, le mot d'ordre, quand on a créé l'équipe, avant même d'être élus ... quand on a créé l'équipe, notre stratégie ... pour revenir sur les termes qui, selon moi, sont importants ... notre stratégie était claire : c'est priorité absolue à Montrouge, et une fois qu'on a Montrouge ... en ordre de marche, on rayonne sur le reste de la circonscription. »

Entretien avec Thomas C., 23/04/12.

#### 4.1.2 Paradoxes (apparents) de la relation UMP / Nouveau Centre

La 11<sup>ème</sup> circonscription a ceci de particulier qu'elle est le lieu – et l'objet – d'un accord renouvelé de candidatures communes entre l'UMP et le Nouveau Centre. Pour les élections législatives, l'investiture est, depuis plusieurs scrutins, réservée à un candidat issu des rangs du Nouveau Centre<sup>180</sup>, la place de suppléant revenant de droit à un membre de l'UMP<sup>181</sup>. La ville de Montrouge est contrôlée par une majorité municipale composite, comptant des maires adjoints UMP, Nouveau Centre et non-inscrits, dans des proportions plus ou moins équivalentes, et même quelques élus MoDem. Cependant le maire, Jean-Loup Metton, est membre du Nouveau Centre. Montrouge est donc une ville de centre-droit, à l'image de ses presque voisines, Vanves et Issy-les-Moulineaux. Mais la section Montrougiennne du Nouveau Centre, elle, compte très peu de militants, ne possède pas de permanence – hormis celle des élus de la mairie – et n'organise pratiquement aucune action de terrain. A contrario, l'UMP accorde son soutien aux listes présentées par le Nouveau Centre, et place sur lesdites listes un certain nombre de ses affidés en position éligible. Mais le parti présidentiel reste en retrait par rapport au Nouveau Centre<sup>182</sup>, se contentant pour ainsi dire de servir de puissance militante, malgré des effectifs – aussi bien en termes de nombre de cartes que de militants actifs – bien supérieurs à ceux de ses alliés. Cette situation apparaît à première vue comme paradoxale : pourquoi l'UMP, bien que beaucoup plus puissante sur le plan des forces partisans mobilisables, reste-t-elle inféodée au Nouveau Centre à Montrouge ?

Deux séries d'arguments permettent de répondre à cet apparent paradoxe. Les premiers tiennent à la personnalité politique du maire de Montrouge. J-L. Metton, en effet, fonde son capital électoral sur des réseaux locaux notabiliaires typiques du centre droit<sup>183</sup> ; son implantation de long terme et sa très bonne connaissance de la société civile locale en font un notable au capital très personnalisé,

---

<sup>180</sup> Et de l'UDF avant 2007.

<sup>181</sup> « Il n'y aura pas de problème quant au choix du candidat [aux législatives], puisque, il s'avère que... théoriquement, cette circonscription est une circonscription qui est Nouveau Centre, euh... enfin le candidat est traditionnellement issu du Nouveau Centre. Aujourd'hui, euh... c'est... au choix ; si l'UMP décide que le candidat est UMP, le Nouveau Centre n'y verra pas forcément d'inconvénient, euh... et l'UMP peut très bien décider que... on garde la structure telle qu'elle est, à savoir qu'on garde un candidat euh... aux législatives qui sera issu du Nouveau Centre et un suppléant qui sera vraisemblablement... enfin qui sera de l'UMP, ou l'inverse. »

*Entretien avec Guillaume E., 19/03/12.*

<sup>182</sup> « Pour l'instant, l'UMP n'est dans aucun processus électoral, l'UMP ne s'est présenté ni à des élections régionales, ni à des élections municipales, ni à des élections législatives... l'UMP a jamais été présent vraiment à Montrouge, donc je ne vois pas pourquoi je me présenterai comme étant d'abord de Montrouge. Puisque l'UMP n'est pas implanté à Montrouge. »

*Entretien avec Anne-Sophie T., 28/02/12.*

<sup>183</sup> Tels que les étudie J. FRETTEL dans « Le parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notabiliaires des élus de l'UDF. » *Politix. Travaux de science politique*, n°65, 2004, pp. 45-72.

dont les succès électoraux semblent assez peu tributaires de son appartenance à une organisation partisane :

« CL : Est-ce que vous avez une idée de... comment on pourrait expliquer qu'a contrario, Ségolène Royal ayant eu une majorité de voix en 2007, en 2008, aux municipales donc, les Montrougiens ont refait le choix de M<sup>r</sup> Metton ?

MD : On dit que c'est une question de personnalité, les municipales. C'est vraiment la personnalité du maire qui est importante. Et comme il est très connu, très présent, mais ça... « on dit », j'en sais rien. Le maire est très implanté localement, partout, il est là depuis longtemps.<sup>184</sup> »

Son électorat est également sensible (selon les enquêtés) à sa « bonne gestion » des affaires municipales et à son apolitisme affiché – « C'est un maire qui je dirais est de droite mais n'assume pas d'être de droite », nous dit Anne-Sophie T. lors d'un entretien. Le profil sociopolitique de la population de Montrouge semble favorable à un édile gestionnaire, qui refuse de s'impliquer dans les grands sujets de politique nationale et cultive l'apolitisme comme vertu locale.

La seconde série d'arguments tient à la réalité profonde de l'équilibre des forces politiques municipales ; les militants UMP interrogés soulignent tous l'existence d'une double dépendance électorale – du Nouveau Centre envers l'UMP et réciproquement. La présentation de deux listes séparées aux élections municipales entraînerait le basculement à gauche de la mairie – du moins les acteurs politiques locaux en sont persuadés. Cette double dépendance explique la permanence de ce qui constitue davantage un *statu quo* provisoire qu'une véritable alliance pérenne. Le discours d'institution de l'UMP locale, tel qu'il est relayé par les militants interrogés, insiste sur les « bonnes relations » cultivées localement par les deux partis, et sur la solidité des relations qui les unit<sup>185</sup> ; ce discours est cependant contredit par la réalité des ambitions de Thierry Virol :

« Après, on a tous conscience des choses, hein, c'est-à-dire que... on a conscience que... je pense que Thierry... vise un jour la mairie de Montrouge. Tu t'en es peut-être rendu compte, on te l'a peut-être

---

<sup>184</sup> Entretien avec Martine D., conseillère municipale UMP de Montrouge, 22/03/12.

<sup>185</sup> « CL : Comment s'articulent la présence du Nouveau Centre à Montrouge et les relations entre l'UMP et le Nouveau Centre ?

GE: Alors... Il faut savoir que... les relations sont excellentes... le travail se fait en bonne intelligence... [...] nos relations avec le Nouveau Centre ne se limitent pas aux périodes électorales. Euh... on les invite systématiquement, ou en délégation... ou plus largement, lorsqu'on fait, qui des réunions publiques, qui des... dîners-débats, alors là on est sur des aspects très politiques, le maire, vice-président du conseil général, le maire de Montrouge et vice-président du conseil Général, Jean-Loup Metton, est systématiquement invité dès qu'on fait un évènement. [...] Et puis en dehors de ça, on se voit régulièrement dans un contexte qui n'est pas du tout politique, euh... depuis par exemple... c'est une tradition qu'on a mise en place récemment, mais... depuis l'année dernière à chaque été, on organise un barbecue où les responsables et les élus, ceux qui font vraiment tourner la machine UMP se retrouvent. On fait des points très régulièrement avec les représentants locaux du Nouveau Centre, pas forcément pour des raisons spécifiques, mais euh... on peut... on organise régulièrement des petits-déjeuners ou des déjeuners, pour faire un tour d'horizon, politique... ou pas d'ailleurs, euh... c'est-à-dire... simplement pour des raisons amicales... voilà. »

Entretien avec Guillaume E., 19/03/12.

dit, ou... on te l'a peut-être sous-entendu, mais... voilà, euh... voilà, il y a malheureusement eu... il y a eu une réunion à laquelle je n'ai pas pu assister jeudi, je ne sais pas si tu y étais, à la permanence, qui devait avoir lieu... à laquelle j'aurais beaucoup aimé assister, malheureusement je n'ai vraiment pas pu, où effectivement... bon, voilà, ça a permis peut-être de connaître les ambitions de chacun...<sup>186</sup> »

L'ambition de Thierry Virol vis-à-vis de la mairie de Montrouge fait apparaître le caractère provisoire et circonstanciel du *statu quo* montrougien. Ainsi, le paradoxe n'est effectivement qu'apparent : l'alliance entre l'UMP et le Nouveau Centre permet provisoirement à chacun de trouver son compte, dans la mesure où les conditions d'une prise de la mairie par l'UMP ne sont pas réunies.

Malgré l'accord partisan qui laisse – provisoirement – au Nouveau Centre le contrôle de sa mairie, la ville de Montrouge présente le territoire le plus favorable à l'action partisane de l'UMP au sein de la circonscription. Les villes de Bagneux et de Malakoff, elles, cumulent à l'inverse toutes les caractéristiques objectives des « terrains hostiles ».

## 4.2 Bagneux et Malakoff : les difficultés du militantisme dans les « bastions » du PCF

### 4.2.1 *Ancrage local et force « culturelle » du communisme municipal*

Les villes de Bagneux et de Malakoff, par-delà leurs divergences sociodémographiques, présentent deux caractéristiques communes : la force de l'implantation locale du PCF et la prégnance « culturelle » du communisme municipal. En analysant – à travers l'exemple de Bobigny – les traits caractéristiques de la « banlieue rouge », Annie Fourcaut a fait ressortir l'importance de la conversion, portée par les communistes, de la conscience de classe des défavorisés en « conscience locale » de banlieusards délaissés par la société et les pouvoirs publics, puis en « patriotisme de clocher à base de classe » – selon la formule de l'auteur<sup>187</sup>. Portée par le PCF dans les années 1920-1930, cette forme de « retournement du stigmat<sup>188</sup> » des habitants des banlieues ouvrières a permis au parti de s'implanter durablement dans un certain nombre de communes, et semble toujours, d'une certaine façon, produire ses effets à Bagneux et à Malakoff. Au-delà même des clivages partisans, la présence politique des communistes est un allant de soi pour les habitants, qu'ils y soient favorables ou défavorables. Le PCF est lié à l'identité même des deux villes :

« CL : *Mais qu'est-ce qui manque [pour que Bagneux bascule]? Aujourd'hui ?*

MD : Le... le... comment dirais-je... la volonté. La volonté de vouloir changer la ville. De foncer. Il y en a qui se disent... moi, je rencontre beaucoup de gens qui ne votent pas. Parce que je leur dis : « mais pourquoi vous ne votez pas ? » « Bah parce que Bagneux, c'est communiste depuis soixante-dix ans, ça bougera jamais ! » Et c'est la... la fatalité, bon, « ça ne bougera jamais », donc « pourquoi voter ? », sur

<sup>186</sup> Entretien avec Richard D., 07/04/12.

<sup>187</sup> A. FOURCAUT, *Bobigny, Banlieue rouge*, Paris, Les Editions Ouvrières – Presses de la FNSP, 1986

<sup>188</sup> Au sens d'E. GOFFMAN.

le plan... élections locales, j'entends. Ils votent pas. Toujours près de 50% d'abstention. Et c'est des gens de chez nous.

*CL : Donc il y a une forme de prophétie auto-défaitiste...*

MD : Oui, voilà, tout à fait. Oui oui, c'est comme ça, c'est pas... puis « le maire, bah, elle est pas méchante », « oui, mais elle est communiste », « oui, mais bon... ça ne bougera pas, donc on va pas voter, pas la peine... » Fatalité. Ouais. Mais je vous dis... il manque quelque chose. La volonté, une bonne équipe, un bon projet... moi, je suis convaincu que ça peut bouger. J'en suis convaincu.<sup>189</sup> »

Les tentatives d'organisation d'une opposition efficace se heurtent avant toute autre chose au poids historique et symbolique du communisme, dont la présence presque séculaire à la tête des exécutifs locaux rend le départ proprement impensable pour les citoyens de tout bord.

Cet effet d'« inertie » de l'histoire politique des deux communes est pour ainsi dire renforcé par la stratégie d'implantation locale menée par le PCF auprès de la population. Plusieurs enquêtés mettent en avant le rôle de la politique urbaine dans lesdites stratégies. De ce point de vue, il est délicat de faire la part des choses entre ce qui relève de la mythologie et du phantasme de militant, et les faits objectivement avérés : les preuves empiriques manquent, et ce n'est pas véritablement notre sujet. Quoi qu'il en soit, à Bagneux comme à Malakoff, les militants UMP se font l'écho d'une forme de « politique de la carte<sup>190</sup> » de la municipalité, qui utiliserait certains services municipaux – comme le placement en crèche, les subventions aux associations ou l'allocation de logement HLM – à des fins politiques :

« RV : Aujourd'hui, on a affaire à une population qui est de plus en plus dépendante. Des allocations, et des... des aides, et... et donc, ce qui est vrai, c'est que... même s'il y a des gens que je connais bien qui sont dans cette situation-là, et qui le déplorent, ils sont... ils sont toujours redevables, parce que... quand vous habitez un logement, et que vous dites : « j'aimerais bien une place en crèche », ou : « j'aimerais bien travailler », etcetera, etcetera, et qu'on vous fait remarquer que c'est la mairie qui vous le donne, ouais, on vous fait remarquer aussi que ce serait bien de tenir un bureau de vote.

*CL : C'est du clientélisme soft...*

RV : C'est même pas... ouais, c'est du clientélisme soft et pas soft, moi, je pourrais vous citer des anecdotes amusantes de tenue de bureau de vote, où... des gens de mon équipe m'ont dit : « mais attends, j'ai tenu un bureau de vote avec un type qui était là, ou une fille, ou deux personnes qui étaient là, et ils m'ont fait remarquer que... 'ah, vous êtes UMP ? Et vous habitez le quartier ? Moi, j'habite pas le quartier, mais on m'a demandé de venir là, puis bon, bah voilà, quoi ! Oui, oui, je suis nouvel arrivant, puis bah, j'habite les HLM, mais... on m'a demandé de venir là.' » C'est amusant, quoi ! Parce qu'on ne leur laisse même pas le choix, à certains, on leur fait comprendre que... c'est bien de le faire. Voilà. Mais bon, voilà, quoi. C'est une philosophie, si je puis dire, alors bon, nous, on essaie de convaincre les gens de venir tenir des bureaux de vote, ce qui n'est pas simple, mais... eux, ils ont toujours... il y a des gens qui sont parfois totalement étrangers à la chose, hein ! Et qui n'ont pas

---

<sup>189</sup> Entretien avec Michel D., 17/03/12.

<sup>190</sup> Expression relevée à plusieurs reprises dans les propos des enquêtés ; elle désigne l'encouragement systématique des personnes aidées par la mairie à prendre la carte du PCF, comme une forme de remerciement ou de reconnaissance pour le service rendu.

forcément d'ailleurs d'opinion politique. Mais qui, par... entre guillemets « reconnaissance », font ça. Voilà.<sup>191</sup> »

Selon les militants UMP, les équipes municipales communistes tirent profit – condamnable<sup>192</sup> – des services municipaux pour s'assurer de certaines clientèles politiques et affermir le maillage partisan des municipalités qu'elles contrôlent. L'importance – évoquée dans le chapitre 1 – du nombre des logements sociaux et des effectifs des populations dépendantes de l'aide publique joue ainsi, d'après les enquêtés, en faveur du maintien du communisme municipal à Bagneux comme à Malakoff<sup>193</sup>. Ces deux villes représentent des territoires profondément ancrés à gauche, où l'identité municipale communiste revêt la même force d'évidence que l'identité bourgeoise-conservatrice du XVI<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Partant, au même titre que le Parti Socialiste dans ledit XVI<sup>ème</sup> arrondissement<sup>194</sup>, l'UMP, à Bagneux comme à Malakoff, est « un parti de gouvernement dans un milieu hostile ».

#### 4.2.2 Bagneux : Problèmes de leadership et d'effectifs

Depuis le départ d'Olivier Sueur, l'UMP balnéolaise souffre d'un problème de *leadership*. Ce problème, que la section malakoffiote connaît également à un degré moindre, handicape grandement le fonctionnement du parti au niveau local. Michel D., le responsable de ville de Bagneux, n'a pas été élu par les militants, ni investi par le parti pour participer à la compétition politique municipale. Il a été désigné, presque par défaut, par le responsable de circonscription. Il souffre donc d'une forme de déficit de légitimité, qui contraste fortement avec l'autorité partisane dont était investi son prédécesseur Olivier Sueur. Il n'est donc pas en position de mobiliser autour de sa personne, ni au sein de sa ville, ni au sein des instances départementales et nationales de son

---

<sup>191</sup> Entretien avec Rémi V., 31/03/12.

<sup>192</sup> Il convient toutefois de noter que les mêmes militants UMP, évoquant des pratiques similaires de la part du maire UMP du Plessis-Robinson, ne semblent plus y voir quoi que ce soit de condamnable :

« RJ : Il y a des gens ... on avait des gros militants, deux-trois couples, comme ça, qui ont déménagé chez Pemezec, au Plessis-Robinson, parce que Pemezec a dit : « bah ... si vous tenez un peu la permanence, tout ça, allez hop ! Je vais vous trouver un appartement, vous allez venir, » et finalement, les gens partent de plus en plus, de plus en plus »

*Entretien avec Roger J. et Yvette A., militants de l'UMP à Bagneux, 17/04/12.*

<sup>193</sup> « MD : On a 65% de logements sociaux, hein ! Puis c'est des tours, c'est des barres, donc elle a encore sa population, son électorat. [...] »

*CL : Vous pensez qu'il y a un électorat entre guillemets « captif » du PC dans ces quartiers ?*

MD : Ah oui, oui oui oui, oui. Ah bah ils quadrillent la ville, hein ! C'est leur méthode ! C'est leur méthode. »

*Entretien avec Michel D., 17/03/12.*

<sup>194</sup> Crépon S., Mosbah-Natanson S., « Militer en milieu hostile. La campagne des socialistes dans le XVI<sup>ème</sup> arrondissement », in Agrikoliansky E., Heurtaux J., Le Grignou B., *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Paris, Editions du Croquant, 2011.

parti. Il ne dispose ainsi pas des capitaux partisans nécessaires à la mise en place d'un projet militant municipal.

« MD : c'est vrai que ce qui manque à Bagneux, c'est un... bon, un candidat. Candidat ou une candidate, moi j'ai pas de... C'est vrai que si on avait un *leader*, quelqu'un qui est désigné... qu'on puisse dire : « voilà, cette personne est désignée pour les municipales de 2014 », on aurait un chef, on suivrait ce chef. Là, pour l'instant, on a un délégué de ville, c'est moi, c'est pas la même chose. C'est pas la même chose.

*CL : ça donne un leadership supplémentaire d'être désigné...*

MD : Tout à fait, oui. Oui oui, c'est important, oui. Bah, à Montrouge, ils ont Thierry Virol, je sais pas s'il serait tête de liste... je sais pas s'il a la prétention de reprendre la ville. Mais bon, il est le chef, quoi, on le sent bien, c'est le chef de l'UMP. A Bagneux, il n'y a pas ça, bon, les gens me reconnaissent comme délégué de ville, responsable des militants, mais bon, il y a pas le... le *leader*. Ça, ça manque, c'est sûr, ça manque.<sup>195</sup> »

Le fonctionnement des équipes partisans municipales du parti semble – dans les trois villes que nous avons étudiées – devoir beaucoup à l'adhésion personnelle des militants à un projet porté par un leader plus ou moins charismatique – nous aurons l'occasion d'y revenir, notamment dans le chapitre 7. L'absence de *leader*, ou, ce qui revient au même dans le cas qui nous concerne, le déficit de légitimité du *leader*, influe directement ou indirectement sur la capacité de mobilisation des militants autour d'un projet partisan à plus ou moins long terme, et même, en dernier ressort, sur la capacité du parti à étoffer, ou même à maintenir localement ses effectifs. Les problèmes de démotivation militante, de sous-effectif de la section ou de difficulté d'organisation matérielle de la vie partisane, classiques de l'existence partisane « en milieu hostile<sup>196</sup> », sont renforcés par ce défaut de *leadership* local. Ainsi, à Bagneux, de nombreux sympathisants de l'UMP ayant mis en sommeil leur participation aux actions partisans conditionnent leur retour à une ré-implication d'Olivier Sueur dans la vie politique municipale. Du fait de cette absence de projet et de tête politique, le parti manque d'effectifs et ne peut maintenir une présence militante à même de « tenir la comparaison » – numérique – avec le PCF<sup>197</sup>. L'absence de *leader* stable engendre enfin l'explosion récurrente de conflits à la tête de l'UMP municipale. Ces conflits rendent impossible la mise en place d'une

---

<sup>195</sup> Entretien avec Michel D., 17/03/12.

<sup>196</sup> Ces difficultés sont mises en évidence et analysées à propos du PS dans S. CREPON, S. MOSBAH-NATANSON, « Militer en milieu hostile ... », *op. cit.*, notamment pp. 209-216.

<sup>197</sup> « Notre problème aujourd'hui, c'est... le niveau qualitatif d'une équipe qui du point de vue purement militant UMP est de qualité, parce que Michel D., mais elle reste quand même une petite équipe, et euh... à part Michel D., t'en as pas beaucoup qui peuvent être potentiellement euh... conseillers municipaux... enfin... sur liste aux élections municipales, et potentiellement élus. Euh donc là, on a un vrai problème de... de recrutement par rapport à ce profil recherché. C'est aussi pour ça qu'on travaille aussi au fait de faire revenir Olivier Sueur [candidat aux élections municipales à Bagneux en 2001], sur... sur Bagneux. »

*Entretien avec Guillaume E., 19/03/12.*

hiérarchie partisane efficace<sup>198</sup>, et handicapent le parti au moment de la constitution des listes présentées aux différents scrutins électoraux<sup>199</sup>.

#### 4.2.3 Malakoff: La « candidature » S. A. Tauthui, un « cas » révélateur

A Malakoff, l'UMP connaît également de fortes déconvenues électorales et des problèmes d'effectif récurrents. Privée de ressources financières solides, la section peine à s'organiser et à « occuper le terrain » militant, aussi bien pendant les périodes de scrutin local – ou national – qu'en dehors. Guillaume E. analyse ainsi la situation actuelle de Malakoff :

« Malakoff, aujourd'hui, en tout cas avec les éléments dont on dispose, qu'ils soient humains ou autres, me paraît difficilement gagnable. [...] C'est aussi lié... au fait que... c'est pas lui faire injure de le dire, hein ! Mais que... Rémi V. est à la fin d'un cycle. Même à titre personnel. Moi je pense que... ça fait deux ou trois mandats qu'il est dans l'opposition... euh... il a le mérite de faire vivre les idées qui sont les nôtres à Malakoff... de faire un travail propre... mais qui ne permet pas... d'envisager la possibilité même d'une victoire éventuelle. Euh... je pense même qu'aujourd'hui, Rémi V., il veut passer la main. Connaissant Rémi V., il le fera le plus proprement possible. C'est-à-dire que... euh... la personne qui éventuellement prendra sa succession en tant que chef de l'opposition... aura un... récupèrera une structure qui... malgré tout fonctionne, etcetera.<sup>200</sup> »

Si les situations des sections de l'UMP à Bagneux et à Malakoff se ressemblent à bien des égards, nous pouvons néanmoins établir un certain nombre de différences entre les structures partisanes

---

<sup>198</sup> « PR : Bagneux, c'est pire ! ça fait deux groupes que je monte, l'année dernière j'ai passé six mois à remonter un groupe à Bagneux. [...] en fait ça a été un fiasco, c'est des gens qui sont incapables de s'organiser. Et j'ai dit à Thierry : « J'arrête ». J'ai relancé un autre truc, et j'ai pas pu le faire, c'est des gens qui sont incapables de... ils veulent toujours être le calife à la place du calife, quoi. Tout le monde veut être le chef. Alors que je leur avais dit, tu vois, « toi, tu es capable de faire ça, tu es d'accord ou pas ? Est-ce que vous êtes d'accord ? C'est une bonne organisatrice ! Toi, tu es capable, tu es le meilleur pour tracter... » Ils étaient tous d'accord ! Mais le dernier jour ils se sont crépé le chignon... alors je suis parti comme ça : démerdez vous ! Et ça a explosé. [...] On m'a dit, c'est la malédiction de Bagneux. »  
*Entretien avec Paul R., 8/02/2012.*

<sup>199</sup> Le récit par Thomas C. des conflits occasionnés par l'attribution de l'investiture UMP aux élections municipales de 2008 illustre bien ce phénomène :  
« Napoléone commence doucement à faire un peu de lobbying à droite, à gauche, essayer de recruter des gens, euh ... mais le truc, c'est que tout le conseil municipal refuse de travailler avec Napoléone. Stéphane J... , qui est ... quelqu'un d'extrêmement bien, qui milite à Vincennes maintenant, décide de ne pas y aller, Michel D. décide de ne pas y aller, Yvonne M..., militante historique, décide de ne pas y aller ... euh ... bon, voilà. Moi, je dis : « Napoléone me plaît bien, il est en train de monter une équipe, pourquoi pas ? » Voilà. Et Michel D. dit : « plutôt mourir que Napoléone. Moi, j'y vais. » Et donc s'installe une guerre ... une guerre des chefs, disons. Des petits chefs, hein ... entre eux deux, pour savoir qui sera le candidat étiquette UMP ... donc il y a un arbitrage ... pour faire rapide, hein ! Il y a un arbitrage par la commission d'investiture de l'UMP. [...] Euh ... et puis ... la commission d'investiture tranche, en faveur de Frédéric Napoléone. Avec pour obligation de prendre Michel D. en troisième de liste. Puisque les listes sont composées d'un homme et d'une femme, en alternance à chaque fois, donc la deuxième place étant réservée à une femme, il a l'obligation de prendre Michel D. en troisième de liste. Michel D. décide de ... il refuse, dans le bureau de Devedjian, hein, euh ... en estimant qu'il ne veut pas être sur la liste avec Napoléone. Mais qu'il se réserve le droit de monter une liste dissidente. Ce qu'il tentera de faire, mais ... étant donné qu'à Bagneux, la liste doit comporter ... doit être composée de 39 personnes, nous-mêmes avons eu beaucoup de mal à trouver 39 personnes, donc évidemment, il ne les trouvera pas, et ne montera pas de liste, mais appellera à voter ... pour la candidate de l'étiquette MODEM. »

<sup>200</sup> Entretien avec Guillaume E., 19/03/12.

des deux municipalités. Tout d'abord, la section de Malakoff n'a pas, contrairement à sa voisine balnéolaïse, connu de descente aux enfers véritable, car l'UMP n'a jamais été en position d'envisager – ou même : d'espérer – la victoire aux municipales. Ensuite, l'UMP malakoffiote fait preuve – *via* son responsable de ville Rémi V. – d'une autonomie beaucoup plus importante vis-à-vis de Montrouge (nous y reviendrons plus loin dans ce chapitre). Cette autonomie fait de Malakoff une section à part dans la circonscription, une forme de « zone franche » où l'autorité partisane supérieure (représentée notamment par le comité de circonscription et le responsable porté à sa tête) ne porte pas. Il en résulte une forme d'anomie, dont la « candidature » spontanée de S-A Tauthui aux élections législatives paraît révélatrice.

S-A Tauthui est un militant à part dans le paysage partisan local. Son site de campagne<sup>201</sup> le décrit comme militant RPR, consultant et auto entrepreneur. S'il se réclame du soutien de nombreuses personnalités de l'UMP locale, départementale (Roger Karoutchi, Isabelle Debré) et nationale (Jean Sarkozy, Camille Bedin), il n'est, à l'heure actuelle, titulaire d'aucune des responsabilités partisans qu'il revendique. Il est décrit par les militants de la circonscription comme « truqueur » – puisqu'il triche sur ses titres – et « mégalomane » :

« RD : Il a des connaissances. Après, des vrais soutiens... je ne pense pas. Je pense que, effectivement, il serait soutenu s'il arrivait un jour à avoir un poste à responsabilités au sein des Jeunes Pop' de la onzième, mais qu'il n'a pour l'instant que des connaissances. Euh... parce que pour te donner une idée, apparemment la dernière fois, d'après ce que m'a dit Romain F., la dernière fois qu'ils ont parlé, en réunion du bureau départemental, de Tauthui, apparemment Romain F. a donc soulevé le fait que sur Bagneux, Malakoff et Montrouge, on avait un problème avec lui... alors après, c'est Nicolas qui me l'a dit, mais apparemment, Karoutchi aurait dit à propos de Tauthui : « il me fait chier », quoi. Et en plus, c'est pas la première fois qu'on lui dit. Et d'ailleurs, pas plus tard que la semaine dernière... on en parlait à la permanence après le tractage avec Antoine, Thomas, etcetera, et Antoine B. me disait : « Mais Tauthui n'a aucune responsabilité ! » Et c'est vrai : il n'a aucun titre, il n'a aucune responsabilité au sein de l'UMP, de l'UMP du 92 ou des Jeunes Pop du 92.

*CL : Il est responsable jeunes de Malakoff... autoproclamé...*

RD : Oui ! Oui, voilà, mais enfin, bon, il est responsable de lui-même, parce que je pense que ça doit être le seul jeune à Malakoff, à l'UMP... Non, mais voilà, je veux dire... c'est pour ça que je disais à Antoine : « Il faudrait le virer », parce que très clairement, c'est ce que je pense, mais Antoine me disait : « pour le virer, faudrait qu'il ait déjà une responsabilité, quoi ! De quelque part ! » Après, je lui ai dit, mais ça c'est une vision personnelle, hein, « pour moi, quelqu'un qui essaye de s'auto investir tout seul, et qui en plus utilise le sigle UMP sur des affiches alors qu'il n'est pas du tout investi par l'UMP, c'est grave ! Voilà !<sup>202</sup> »

Pourtant, malgré des entorses répétées aux règles de fonctionnement du parti, il n'a jamais été suspendu à titre provisoire ou définitif, ni même menacé d'une telle suspension ; bien au contraire, les autorités partisans de l'UMP le laissent (jusqu'à un certain point) annoncer et préparer sa candidature aux élections législatives sous l'étiquette du parti – au mépris de toutes les règles de

---

<sup>201</sup> <http://www.tauthui-idf.fr>

<sup>202</sup> Entretien avec Richard D., 07/04/12.

fonctionnement interne au parti, et alors même que l'investiture est réservée au candidat du Nouveau Centre Jean-Loup Metton. A plusieurs reprises dans nos entretiens, nous avons été amenés à évoquer S.-A. Tauthui et ses projet électoraux ; chaque fois, nos enquêtés ont confirmé notre hypothèse concernant cette « affaire » interne. Ainsi, par exemple, cet échange avec Antoine B :

« CL : [...] J'ai l'impression que ce cas [Stephane-Ange Tauthui], qui est quand même assez particulier, et qui tient beaucoup à sa personnalité à lui ... comment dire ... ça n'est pas anodin que ça se soit produit à Malakoff. Et pas à Montrouge.

AB : Ah bah ... forcément, à Montrouge, il n'aurait jamais eu la place de le faire. Ça s'est produit à Malakoff, parce que Malakoff ... c'est effectivement un no man's land.<sup>203</sup> »

Bien plus que de la capacité de S. A. Tauthui à faire valoir ses atouts et à donner corps à ses ambitions<sup>204</sup>, cette candidature – certes anecdotique – nous semble révélatrice du peu de prégnance des règles partisans internes sur la section de Malakoff.

L'UMP se trouve ainsi confronté à trois situations locales radicalement différentes ; à Montrouge, sa participation à la majorité municipale est à la fois un atout et une source de complexification des rapports avec ses alliés du nouveau centre. A Bagneux ou à Malakoff, le caractère « hostile » de l'écosystème politique pèse sur la structuration de la section locale, mais de manière différente : les deux sections sont marquées par un déficit d'effectif et de ressources partisans ; mais ce sont les problèmes de *leadership* – liés au caractère « difficile » de la circonscription – qui entravent au plus haut point l'action de l'UMP balnéolaise. A Malakoff, les difficultés principales de l'UMP découlent directement du manque de régulation partisane – lié à l'autonomie relative de la section et au désintérêt affiché des instances supérieures à son égard.

#### 4.3 Transversalité de l'action et dissymétrie des relations partisans inter municipales

##### 4.3.1 « Dépasser » Montrouge : la volonté de promotion d'une action militante « transversale »

Cette diversité des situations municipales rend problématique l'action – théoriquement homogène sur l'ensemble du territoire – du responsable de circonscription et du comité élu pour le secondar. Nous l'avons vu, le rôle moteur de l'UMP montrougienne au sein de la circonscription s'impose comme une évidence aux yeux des acteurs. Les responsables comme les militants sont conscients du risque que représente la réduction de l'action du parti dans la circonscription à sa

---

<sup>203</sup> Entretien avec Antoine B., 13/04/12.

<sup>204</sup> Sa candidature est *in fine* vouée à l'échec, et son comportement finira inévitablement, selon les dires du responsable de circonscription, Thierry Virol, par être sanctionné.

présence à Montrouge.<sup>205</sup> Mais ce risque correspond à une forme de tendance « naturelle » de l'UMP locale : les cadres militants sont montrougiens, les ressources partisanses sont à Montrouge et le territoire municipal montrougien est, de loin, le plus favorable à l'action du parti. Un problème *pratique* se pose donc aux responsables de la 11<sup>ème</sup> circonscription : celui de « dépasser » Montrouge, par l'intégration des trois sections communales dans une stratégie d'action commune, ou, pour reprendre un terme souvent mis en avant par les indigènes, « transversale ». La transversalité est un leitmotiv du discours des acteurs. Parée de toutes les vertus, elle est présentée comme à la fois « indispensable » pour les villes de Malakoff et Bagneux et « enrichissante » pour les militants montrougiens :

« Mais moi je trouve que... c'est plutôt bien, parce que... une fois qu'on en sera plus en période d'élections présidentielles, le militantisme local, pour moi, ça doit être aussi : aller vers ces villes-là [Bagneux et Malakoff] ; il y a des militants chez nous qui sont dans ces villes-là, qui clairement n'y arriveront pas à trois, si on veut renverser la tendance, surtout dans une ville où le communisme est ancré, c'est pas une poignée de personnes qui va réussir, mais plutôt un mouvement de toute une circonscription. Et euh... et je pense que c'est plutôt une bonne chose, parce que ça nous encourage à pousser plus loin notre militantisme et à l'étendre à toute la circonscription, si à chaque fois les gens se disaient : « oui, mais ça ne correspond pas à une véritable réalité, donc je vais pas aller plus loin et je vais rester tranquillement dans ma petite ville, et faire comme si les deux autres villes de la circonscription n'existaient pas et ne faisaient pas partie de la circonscription », on irait pas très loin, donc euh... moi je considère que c'est une bonne chose. C'est une forme de défi !<sup>206</sup> »

La transversalité telle que la conçoivent les responsables de l'UMP locale ne consiste cependant pas en une véritable mise en commun des ressources militantes, ou en l'organisation d'actions militantes centralisées à l'échelle de la circonscription. Elle relève davantage de l'aide ponctuelle, apportée par une section bien dotée en ressources militantes – en l'occurrence, dans la 11<sup>ème</sup> circonscription, Montrouge – à une autre section pour l'organisation d'un évènement ou d'une action militante spécifique :

« Donc la transversalité pour nous, elle est simple. Ça veut dire que quand on a la possibilité... d'avoir des actions militantes pures, ou des événements, qui se déroulent à Bagneux, ou à Malakoff ou à Montrouge, on renforce l'équipe locale avec celle des deux autres villes. Basiquement. Euh... si on organise un dîner-débat à Montrouge, on invite les Balnéolais et les Malakoffiots. Si... ils organisent... un apéro, ou une réunion publique à Bagneux, les Montrougiens vont, et les Malakoffiots vont aller à

---

<sup>205</sup> Lors de notre première rencontre, en entretien, Paul R., qui porte le titre de « responsable de l'action militante » de la circonscription, évoque son arrivée dans l'équipe de Thierry Virol. Il nous raconte lui avoir proposé un « plan quinquennal » pour l'action militante :

« Alors je lui ai fait un plan à cinq ans, le plan à cinq ans c'est un plan qui constatait où on en était et ce qu'il fallait qu'on fasse quoi ! (il cite son plan) « Le statut de l'UMP est disparate sur les trois communes ». Donc c'était une justification de notre politique d'action en synergie ; faire travailler les autres aussi et les aider à recréer de véritables équipes. »

Cet extrait d'entretien nous montre que les responsables locaux UMP sont bien conscients des problèmes posés par l'hétérogénéité politique de la circonscription et la prédominance de Montrouge.

<sup>206</sup> Entretien avec Anne-Sophie T., 28/02/12.

Bagneux. Euh... si il y a besoin de... d'un coup de main pour rédiger un tract, etcetera, etcetera... disons que ceux qui savent faire ce genre de choses sont plus présents sur Montrouge, donc forcément travaillent main dans la main avec Michel D. Moi, c'est mon cas avec Michel D., en particulier.<sup>207</sup> »

Nous avons pu observer une application pratique de cette volonté de « transversalité » à Bagneux, le 25 mars. Le responsable de ville balnéolais avait organisé un tractage sur le marché, unanimement considéré comme « difficile », et avait sollicité l'aide de la section de Montrouge, pour renforcer les effectifs de la section locale et être en mesure de rivaliser, sur le plan numérique, avec les militants du Front de Gauche. Lors de notre arrivée à Bagneux, vers 10 heures, trois groupes de militants UMP « tractent » un document (concernant le droit de vote des étrangers) à des emplacements différents sur la vaste place du marché. Parmi la dizaine de militants qui composent lesdits groupes, seuls trois sont rattachés à la section de Bagneux. Nous apprendrons par la suite qu'ils sont les trois seuls militants véritablement actifs de la ville. Les autres sont tous de jeunes<sup>208</sup> montrougiens. Face à eux, une vingtaine de militants du Front de Gauche, avec lesquels les échanges verbaux évoluent rapidement vers les insultes, voire l'intimidation physique. Si le ton monte, les militants UMP « tiennent bon » ; les trois balnéolais se félicitent cependant de la présence des jeunes ; sans eux le rapport des forces militantes aurait été par trop inégal. Ce tractage « difficile » illustre la dépendance de l'UMP balnéolaise envers la circonscription. Michel D., le responsable de ville, nous confie en entretien que seul le renfort de Montrouge lui permet d'envisager des actions de ce type.

#### *4.3.2 Entre « centre » montrougien et « périphéries » communistes : des relations dissymétriques*

Dans le discours des responsables, la transversalité des actions militantes a vocation à se fonder sur des rapports équilibrés entre les différentes sections, et à encourager une forme de réciprocité dans les échanges. Dans la pratique, cette réciprocité est loin d'être atteinte ; Montrouge, d'un côté, et les deux villes communistes, de l'autre, se trouvent davantage dans un rapport de type « centre/périphérie », où les ressources militantes et les consignes d'action circulent toujours dans le même sens.

Cette situation découle avant tout de la prédominance objective de Montrouge. La section UMP montrougienne peut assumer seule des actions sur son territoire municipal. Au point de vue de l'« entraide » entre les différentes sections, elle est davantage sollicitée que sollicitante. De ce fait, elle joue spontanément un rôle moteur pour l'UMP de la 11<sup>ème</sup> circonscription.

« Maintenant clairement, ce qui donne le la, c'est plutôt à Montrouge. Et le fait que... si Montrouge est dynamique, les autres le sont aussi par mimétisme et par... parce que ça entraîne une dynamique, point barre. C'est clair que Montrouge tire les trois autres... les deux autres villes. Et plus Montrouge

---

<sup>207</sup> Entretien avec Guillaume E., 19/03/12.

<sup>208</sup> Agés de moins de trente ans, selon la définition partisane de la jeunesse.

sera renforcé localement, plus ce sera simple pour eux pour... bah pour atteindre les objectifs, qu'ils soient purement militants ou qu'ils soient dans le cadre d'élections à venir.<sup>209</sup> »

La puissance de la section montrougiennne est à la fois un atout et un handicap pour ses deux voisines ; elle leur fournit un appui matériel et humain considérable, quand les échanges de ressources fonctionnent correctement. Mais elle a pour contrepartie une dissymétrie dans les relations inter municipales qui relègue les sections des deux villes communistes à un rôle subalterne. La stratégie est mise en place à Montrouge, au profit du renforcement de sa propre section (cf *supra*, chapitre 3). Les responsables de Bagneux et Malakoff appliquent, eux, les consignes<sup>210</sup>.

Cette dissymétrie des rôles est objectivée par le fonctionnement des instances partisanes. En effet, dans la 11<sup>ème</sup> circonscription, le comité de circonscription, dont le rôle est défini par les statuts du parti, coexiste avec une autre instance, plus officieuse et informelle, spécifique à l'UMP locale, appelée « comité exécutif ». Interpellé par cette direction politique bicéphale, nous avons posé la question du rôle précis de chacune des deux instances à Guillaume E ; voici sa réponse :

« Le comité de circonscription, c'est statutaire. Ce sont des gens qui sont élus. Ou qui sont membres de droit. Et que tu dois réunir de manière régulière. Pour prendre un certain nombre de décisions, euh... pour faire le point, etcetera. Le comité exécutif dont tu parles est quelque chose qui veut bien dire ce qu'il veut dire, c'est-à-dire : exécutif. Euh... c'est-à-dire qu'il prend des décisions... si tu veux, comment te dire : un comité de circonscription, c'est un peu un conseil d'administration. Et un comité exécutif, c'est un peu un CODIR. Un comité de direction. Le comité de direction, il décide des actions au quotidien. Il se réunit pas forcément en même temps que le comité... que le conseil d'administration. Le conseil d'administration, on lui rend compte de ce qui est fait, de l'action qui est menée au quotidien, et éventuellement, il décide des grands axes vers lesquels on va tendre... pour... pour les villes et la circonscription. Après, c'est au comité exécutif de mettre ça en musique. Voilà. Euh... Je pense que le parallèle est bon ».

Le comité exécutif est donc une instance de décision supposée relayer le comité de circonscription dans l'organisation concrète des opérations militantes. Or Guillaume E. précise qu'à l'heure actuelle, la structure « comité exécutif » ne concerne que la ville de Montrouge. Tous ses membres sont montrougiens et ses décisions ne concernent en théorie que Montrouge, l'idée étant – toujours selon Guillaume E. – d'exporter ce modèle d'organisation aux deux autres communes quand les conditions favorables seront réunies. Dans la pratique, alors que l'activité du comité de

---

<sup>209</sup> Entretien avec Guillaume E., 19/03/12.

<sup>210</sup> « Non, on n'est pas indépendants. On reçoit... enfin... on « reçoit les ordres », entre guillemets, de Thierry Virol, de la fédération des Hauts-de-Seine, bien entendu, et puis bon on travaille comme ça, nous, on n'a pas... si ! Bah moi, parfois, je viens sur le marché de Montrouge, là je vais leur demander de venir nous donner un coup de main un de ces quatre, c'est vrai que sur le marché... on va faire un marché... bon, on en a fait un il y a une quinzaine de jours, comme je vous dit l'accueil n'est pas... c'est pas qu'il est défavorable, il est... ils ignorent, quoi, les gens. Mais bon, non, on ne reçoit pas... pff, c'est pas... c'est... c'est non, c'est pas des ordres... comment dirais-je... des... des consignes, quoi, il y a telle organisation à faire, bon bah on le fait. Soit Paul R., ou Thierry Virol. »

Entretien avec Michel D., 17/03/12.

circonscription est très faible<sup>211</sup>, seuls les militants montrougiens sont intégrés à cette structure décisionnelle qui est amenée, par la force des choses, à prendre des décisions qui concernent l'ensemble de la circonscription. Cette organisation, qui fait d'une instance exécutive exclusivement montrougienne la véritable direction politique locale du parti, objective donc la dissymétrie des relations entre le « centre » montrougien et les deux villes communistes.

#### 4.3.3 *Un rapport au « centre » différencié à Bagneux et à Malakoff*

S'ils ont en commun ce caractère dissymétrique et déséquilibré, les rapports avec le « centre » montrougien des deux villes communistes divergent fortement : là où le responsable balnéolais travaille « en bonne intelligence » avec Montrouge, et organise ses actions de manière à profiter d'une forme de synergie entre les sections des deux villes, le responsable de ville de Malakoff, Rémi V., a une vision différente de ce que doivent être les rapports entre les trois structures militantes :

« RV : [...] Moi j'ai toujours été... et ça a toujours été le cas, d'ailleurs, j'ai souvent été... Bon, il y a des villes, OK, il y a les informations qu'on peut échanger au niveau politique, lorsque évidemment il y a des informations à faire remonter ou à faire redescendre, du département *via* Thierry Virol... vers les communes, mais au niveau de la politique qui est menée dans chaque commune, chacun reste entre guillemets « maître chez lui », donc euh... ça, c'est quelque chose auquel je tiens parce qu'à partir du moment où on n'est pas dans une commune, on ne peut pas y faire grand-chose, et y connaître grand-chose. Donc après il faut simplement... avoir suffisamment je dirais de clairvoyance pour savoir quoi en retirer et quelles sont les informations qu'il faut faire remonter. Ou faire redescendre. Mais ce qui est vrai, c'est que... bon, ça c'est indispensable. Et en fait, c'est comme ça qu'on gère au mieux les actions qu'on peut mener sur nos villes. [...]

CL : *Et donc du coup... vous ne croyez pas tellement aux actions transversales... à l'échelle de la circonscription...*

RV : Non... c'est sympathique, c'est bien, ça permet de se voir, de discuter, de pouvoir échanger, de temps en temps, mais ... ça, se sont ... vous savez, je vais vous dire une chose. C'est pas compliqué ... il y a une permanence dans une circonscription, vous avez 90% des gens qui sont de la ville en question. Voilà. C'est un fait, c'est comme ça. Les gens ne se déplacent pas. C'est vérifié à Montrouge, c'est vérifié partout ! Et ça changera pas. Parce que ce qui compte avant tout, c'est la proximité. Et ce qui compte, c'est les gens qui sont... dans votre ville. Donc... si vous voyez quelqu'un d'autre, qui est dans une autre commune, qui ne peut rien faire et qui ne connaît pas la problématique, je vois pas... il y a un gros souci, vous voyez ? Là, il y a un déphasage. Après, bon... il y a toujours des exceptions, mais c'est très rare. Donc ce qu'il faut faire, effectivement, c'est échanger, sur... par exemple un meeting,

---

<sup>211</sup> « CL : *Vous n'avez pas vraiment de relations avec les élus des autres villes de la circonscription ?*

MD : Alors... il y a un... normalement, un comité de circonscription. Qui devrait se réunir régulièrement. Euh... moi j'en ai fait partie... un mandat et demi, ou deux mandats, je ne sais plus. Et cette fois-ci, j'ai laissé ma place... pour qu'il y ait du renouvellement... et parce que je trouve qu'il ne s'y passe pas grand-chose (rire). Voilà. Donc c'est aussi ce que je voudrais qu'on discute, mais c'est peut-être moins dans l'urgence... c'est, je voudrais qu'il y ait une articulation, ou qu'on réfléchisse à l'articulation, entre groupe exécutif, qui n'est fait que de Montrougiens, et le comité de circonscription, qui est fait aussi de Malakoffiots et de... Bagno... Balnéolais, c'est ça ? Voilà. Je ne sais pas. Enfin... ils se sont peut-être rencontrés, mais je ne sais pas quand, ce qui s'est dit, ce qui s'est passé, j'en sais rien. De toute façon, en termes de communication, ça ne passe pas. »  
*Entretien avec Martine D., 22/03/12.*

où on se dit : « tiens, voilà, on en fait un ici, et après on en fera un autre... », et où on essaie de faire en sorte que ce soit au niveau de la circonscription. Ça, c'est forcément jouable, et c'est forcément intéressant. Mais... en dehors de ça, on est tellement différents ! On a plus de liens entre Bagneux et Malakoff qu'entre Montrouge et... nos deux autres communes. Les problématiques à Bagneux et à Malakoff sont pratiquement les mêmes ».

Alors que le responsable balnéolais Michel D. tente de profiter de l'aide de Montrouge, Rémi V., lui, pour des raisons qui semblent en partie tenir à des relations plus conflictuelles avec le *leader* de la circonscription, recherche davantage à valoriser son autonomie et à organiser dans sa commune un travail de proximité mené « en autarcie ». Cette différence d'attitude explique en grande partie l'isolement de Malakoff au sein de la circonscription – et la situation anémique (cf chapitre précédent) qui en résulte.

## TROISIEME PARTIE : Structures partisanes locales et collectif militant

Les éléments apportés dans la seconde partie vont maintenant nous permettre d'appréhender de manière plus précise la structuration partisane au niveau local, sans substantialiser l'objet « section UMP locale » – c'est-à-dire : en tenant compte des *relations* mises en évidence entre le parti et son environnement immédiat.

Le cinquième chapitre sera consacré à l'étude de la structure partisane proprement dite ; nous tenterons à cette fin d'appliquer tour à tour différentes grilles d'analyse, empruntées à différents courants théoriques – sociologie de l'institution et analyse organisationnelle. Nous envisagerons également ses rapports aux instances partisanes « supralocales » – l'« UMP locale » ne pouvant être considérée comme un isolat, mais seulement comme une « structure emboîtée<sup>212</sup> » intégrée au parti national.

Dans la continuité du précédent, le sixième chapitre s'attachera à montrer la plasticité de la structure partisane locale, et les jeux internes d'intégration des élus (à la fois au-dedans et en-dehors de la structure partisane) ; il y sera également traité de la labilité des frontières qui sépare le parti « au local » de certaines sphères sociales – politiques ou protopolitiques – qui lui sont connexes.

Le septième chapitre présentera certaines caractéristiques du groupe militant ; nous chercherons à nous focaliser sur les traits les plus spécifiques à la circonscription – pour ce qui regarde l'identité partisane, les rétributions du militantisme ou l'origine des engagements.

---

<sup>212</sup> F. G. BAILEY, *Les règles du jeu politique*, Paris, PUF, 1971

## Chapitre 5 : Les structures partisanes locales de l'UMP

### 5.1 Le parti comme institution

Dans sa contribution à l'ouvrage collectif *Sociologie des institutions*, Julien Fretel écrit : « A la question "Qu'est-ce qu'un parti politique ?", la science politique, qu'elle soit française ou étrangère, a proposé moult cadres théoriques et tableaux de pensées. [...] Il apparaît, *a posteriori*, qu'aussi heuristiques qu'elles soient, l'immense majorité de ces méthodes achoppe presque systématiquement sur la difficulté de saisir l'ensemble des logiques sociales qui font exister les partis politiques. [...] Les étudier comme des institutions, conduit à analyser chacune des scènes et coulisses, chaque région ou zone d'implantation qui les composent, de manière relationnelle, c'est-à-dire corroborée à l'ensemble des éléments constitutifs de la forme partisane avec lesquelles elles ont partie liée<sup>213</sup> ». Nous n'avons pas choisi ici mettre les outils théoriques de la sociologie politique des institutions au cœur de notre méthode. Cependant, nous croyons que leur convocation – ponctuelle – peut nous permettre d'enrichir l'analyse de la structure partisane au niveau local, en éclairant certains aspects spécifiques de cette structure. Il ne s'agit pas ici de décider si l'UMP, prise au niveau local, *est* ou *n'est pas* une institution, au sens où elle correspondrait – ou ne correspondrait pas – à telle définition normative et figée de l'« Institution » en majuscule ; il s'agit davantage, conformément au projet formulé par Jacques Lagroye et Michel Offerlé dans l'ouvrage collectif précédemment cité, d'appliquer à notre terrain des outils théoriques empruntés à la sociologie des institutions, pour voir ce que l'on gagne à considérer les structures partisanes locales *comme* des institutions. Nous ferons donc nôtre la définition – souple – de l'institution proposée par Lagroye et Offerlé : « Théoriquement et méthodologiquement, l'institution peut être considérée comme une forme de "rencontre" dynamique entre ce qui est institué, sous forme de règles, de modalités d'organisation, de savoirs, etc., et les investissements (ou engagements) *dans* une institution, qui seuls la font exister concrètement<sup>214</sup> ». Nous nous concentrerons plus spécifiquement ici sur l'étude de *l'institué*, du « patrimoine » matériel et symbolique objectif du parti – sans jamais oublier qu'il ne s'incarne et ne prend sens que dans sa "rencontre" avec les investissements individuels des membres de l'institution – c'est-à-dire sans oublier que *l'histoire faite chose* ne peut être isolée de *l'histoire faite corps*<sup>215</sup>.

---

<sup>213</sup> J. FRETTEL, « Habiter l'institution » in J. LAGROYE, M. OFFERLE, *Sociologie de l'institution*, Belin, 2011, pp. 214-216.

<sup>214</sup> J. LAGROYE, M. OFFERLE, « Introduction générale : pour une sociologie des institutions », in J. LAGROYE, M. OFFERLE, *Sociologie de l'institution*, Belin, 2011, p. 12.

Notons que cette définition nous est confortable, en ce qu'elle se conjugue bien avec notre volonté d'étudier dans cette troisième partie la relation « dialectique » existant entre la structure partisane et le groupe militant.

<sup>215</sup> P. BOURDIEU, « Le mort saisit le vif. Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée. », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 32-33, 1980

Nous mettrons donc à profit certains outils de la sociologie des institutions pour étudier ce qui contribue à donner *consistance* et *autonomie* à notre objet – la section partisane locale de l’UMP – par rapport à son environnement politique et protopolitique immédiat (au sens d’une proximité spatiale) mais aussi par rapport à l’institution partisane nationale.

### 5.1.1 *La permanence comme objectivation physique locale du parti*

L’UMP de la 11<sup>ème</sup> circonscription dispose d’une permanence, située en plein cœur de Montrouge, dans un local commercial doté d’une vitrine sur l’Avenue Henri Ginoux (une des artères principales de la ville). Ce local, stratégiquement situé sur le chemin du marché, remplit tout d’abord un certain nombre de fonctions pratiques, au-delà de l’accueil des réunions militantes de la section. Il permet par exemple, pendant la campagne, de centraliser au niveau local des demandes de procurations émanant d’électeurs de l’UMP non encartés. A chaque session de permanence à laquelle nous avons assisté pendant la durée de la campagne pour les élections présidentielles, nous avons vu une personne (au moins) franchir la porte du local pour établir une procuration au profit d’un militant. L’importance de la permanence comme « point-relais » pour l’établissement des procurations fut spontanément évoquée en entretien par Guillaume E :

« Le fait d’avoir une permanence ouverte... régulièrement, et où on reçoit du monde, c’est le cas, hein... depuis l’entrée en campagne de Nicolas Sarkozy, on va dire que... *in and out*, on est à une trentaine de visites par week-end, ce qui est... beaucoup, à... à physiquement rentrer dans la permanence. [...] Ça, plus le fait aussi que... sur un truc qui est moins euh... comment dirais-je... lié à la campagne en tant que tel mais qui est hyper important, c’est le fait qu’on soit un point-relais pour établir des procurations. [...] Il y en a beaucoup là, ce qui fait qu’on va très certainement être amenés à augmenter la voilure par rapport à ça, parce que si on continue à ce rythme, euh... avant le premier tour, on va vraiment avoir tous nos mecs qui vont avoir des procurations si ça continue, quoi. C’est plutôt bon... signe dans le sens où le fait d’avoir une permanence sert au moins à ça, pas que, puisqu’elle sert à beaucoup de choses, mais ça, c’est un des points sur lesquels on aurait pas pu avoir la même qualité d’action si on avait pas eu un... une présence physique pérenne euh... et euh... voilà ».

Le local UMP joue également un rôle important pour le recrutement de nouveaux militants par « candidature spontanée » ; il offre l’opportunité aux sympathisants de franchir le pas (de la porte) pour entamer une discussion avec le ou les permanents, discussion qui constitue parfois la première étape du processus de l’adhésion. Parmi l’échantillon de militants avec lesquels nous avons eu un entretien, deux (sur dix) ont adhéré à l’UMP de cette manière : Anne-Sophie T. et Richard D. Ce dernier racontait ainsi son adhésion<sup>216</sup> :

« J’ai pris ma carte en mai 2010, alors en fait tout simplement et tout bêtement parce que... c’est vers cette époque-là qu’il y a eu la permanence sur Henri Ginoux [nom de l’avenue sur laquelle se trouve l’actuelle permanence de circonscription de l’UMP], parce qu’avant ils étaient deux fois ou trois fois par semaine dans la salle des fêtes, qui est donc beaucoup moins visible, parce que... enfin, je ne sais pas si tu sais où elle est, mais... en gros, elle est vers Bagneux. Donc moi, c’est vrai que c’est une partie de Montrouge où je ne mets pas très souvent les pieds. Euh... donc quand il y a eu cette permanence-

---

<sup>216</sup> Ou, plutôt, sa ré-adhésion consécutive à une période de mise en sommeil de son engagement militant.

là sur Ginoux, qui est quand même une des artères principales de Montrouge, j'ai... bah je suis rentré un soir, hein, de permanence [...] j'ai toqué, et je suis rentré<sup>217</sup> ».

C'est peut-être les difficultés auxquelles se heurtent les sections balnéolaises et malakoffiotes – privées de permanence par manque de ressources financières – dans leur fonctionnement quotidien qui montrent le mieux, en négatif, l'importance *pratique* de la possession de locaux pour la vie partisane. L'absence de permanence à Bagneux oblige le responsable de ville Michel D. à « bricoler » pour l'organisation de ses rendez-vous militants et de ses réunions :

« Moi, c'est par téléphone, parce qu'on n'a pas de permanence, à Bagneux, bien entendu, il y a une permanence des élus... mais bon, on ne peut pas y aller, on n'a pas le droit, c'est vraiment la permanence des élus. On n'a pas le droit de faire de politique euh... militante. Donc c'est par coup de téléphone, on se rassemble sur le marché de Bagneux, ou dans le centre-ville, puis on se dispache, et puis... voilà, hein ! »

Mais au-delà de ces fonctions pratiques, la permanence partisane joue un rôle majeur au point de vue de l'institutionnalisation de l'UMP locale – c'est-à-dire du processus continu d'objectivation du parti. Julien Meimon, qui a travaillé sur la naissance des institutions, en s'attachant à l'étude de la création de certains ministères<sup>218</sup>, insiste sur l'importance de la matérialisation de l'existence des institutions nouvellement créées. « Dans le cas des créations ministérielles, écrit-il, la naissance d'une institution s'objective bien moins dans un poste de ministre que dans des bâtiments, décrets d'attributions, transferts de corps et de crédits.<sup>219</sup> » Julien Meimon insiste sur l'importance du « bénéfice d'un lieu géographiquement identifié » et de « bâtiments spécifiques » dans « l'objectivation de la fonction de l'institution<sup>220</sup> ». Ainsi, la permanence, local et symbole de l'UMP dans la circonscription, portant sur sa façade le sigle du mouvement, ainsi que ses couleurs, donne au parti une présence physique, et matérialise son existence dans la ville :

« En fait, ce qu'on fait pour prendre un peu de recul, zoom arrière, c'est de dire, de faire que les gens aient un lieu où ils ont identifié physiquement l'UMP aujourd'hui, les autres, l'opposition, en passant, par exemple, l'opposition socialiste a un local, les communistes aussi... c'est toujours fermé. Nous, la première chose que je fais quand j'arrive, c'est : j'ouvre la lumière. C'est une présence. C'est comme un bon commerçant. Puis... donc on est ouvert : mardi, bientôt mercredi, jeudi les jeunes, on a que le vendredi. On a le samedi et le dimanche, donc on est cinq jours sur sept ouverts. Autrement dit, on a vraiment une visibilité. Pour que les gens de l'extérieur rentrent... voient – visibilité toujours – les responsables militants, comme moi, ou les responsables municipalité.<sup>221</sup> »

La permanence tient donc un double rôle, vis-à-vis de « l'extérieur », c'est-à-dire du monde profane, et vis-à-vis de « l'intérieur », du groupe militant. Elle est à la fois interface entre ces deux univers,

---

<sup>217</sup> Entretien avec Richard D., 07/04/12.

<sup>218</sup> J. MEIMON, « Sur le fil. La naissance d'une institution », in J. LAGROYE, M. OFFERLE, *Sociologie de l'institution*, Belin, 2011.

<sup>219</sup> *Idem*, p. 124.

<sup>220</sup> *Idem*, p. 125.

<sup>221</sup> Entretien avec Paul R., 08/02/12.

vitrine offerte au monde profane<sup>222</sup> et point d’ancrage physique de la structure partisane. Le local de la rue Henri Ginoux objective physiquement la présence de l’UMP à Montrouge ; il l’objective, et nous pourrions même dire : il l’impose, aux Montrougiens comme à l’ensemble des institutions partisans concurrentes. Sa valeur symbolique est donc au moins aussi importante que ses fonctions pratiques.

### 5.1.2 *L’institution d’un calendrier de l’action partisane différencié*

En facilitant la tenue des réunions, la permanence favorise l’instauration de routines partisans fondées sur la récurrence et la régularité – hebdomadaire ou mensuelle – des rendez-vous militants ; ainsi, le responsable de section Malakofiot évoque le temps où il disposait en propre d’un local dans sa ville :

« Donc moi, tous les jeudis soirs j’allais à ma permanence. C’est-à-dire que tous les jeudis soirs, je prenais entre guillemets « rendez-vous » avec les gens qui voulaient bien venir me voir et j’étais fidèle au poste, c’était très important pour les militants. Et c’est pour ça qu’on a eu autant de militants si je puis dire. Et autant de sympathisants. Parce qu’ils savaient qu’ils pouvaient venir me voir. Donc, bien sûr, ça structure.<sup>223</sup> »

Les « rendez-vous du jeudi » soir évoqués par l’enquêté participent de l’institution d’un temps partisan différencié, contribuant – au même titre que la permanence – à l’objectivation et à l’autonomisation de la section locale du parti<sup>224</sup>. Cette autonomisation calendaire se joue sur deux plans, par rapport à deux temporalités à la fois proches et distinctes : le calendrier du parti central, et le calendrier électoral.

Le premier s’impose à l’UMP locale comme manifestation de la puissance de l’institution partisane centrale. Il se donne notamment à voir à l’occasion de la détermination des dates des élections internes ou des manifestations partisans « organisées par le siège » – conventions, *meetings*. L’UMP locale est, de ce point de vue, dépendante des décisions et de l’agenda (au double sens d’*ordre du jour* et d’*échancier calendaire*) de l’UMP nationale.

Le second, qui bénéficie de la force et de la légitimité de la loi – il est régi par le code électoral – contraint l’activité et l’organisation de toutes les institutions partisans, ainsi que d’un certain nombre d’administrations et d’entreprises impliquées à un titre quelconque dans le

---

<sup>222</sup> « Ah oui ! Oui oui, c’est une vitrine, hein, quand même ! Même pour les réunions de section, tout ça, là ! Mais là, bon, euh... les gens viennent chez moi, ou dans un café, non c’est une vitrine ! Très importante ! Là [désignant la permanence de Montrouge, dans laquelle nous nous trouvons pour l’entretien], c’est une vitrine ... c’est exceptionnel ! Hm. »

*Entretien avec Michel D., 17/03/12.*

<sup>223</sup> Entretien avec Rémi V., 31/03/12.

<sup>224</sup> M. OFFERLE compte le *calendrier propre* parmi les items du *répertoire de technologies partisans* contribuant à l’objectivation de l’organisation (*Les partis politiques*, PUF, « Que sais-je ? », 1987, p. 27).

processus électoral. L'UMP locale de la 11<sup>ème</sup> circonscription est ainsi tenue, comme n'importe quelle autre organisation partisane, par des interdits calendaires – par exemple : tout acte de militance passé le samedi soir minuit précédent un dimanche de scrutin est un délit. Elle est aussi contrainte, sous peine de s'auto-exclure de la compétition électorale, de « suivre » le calendrier électoral en organisant ses actions et ses mobilisations en fonction des dates des scrutins, dates de dépôt de candidatures, etc.

L'agenda de notre section locale de l'UMP est donc en grande partie contraint par des temporalités qui lui sont extérieures. De ce fait, l'institution d'un calendrier relativement autonome pour la vie partisane locale est un vecteur puissant d'objectivation et d'autonomisation de l'institution partisane locale :

« Moi ce que j'ai voulu aussi, c'est le troisième point, c'est qu'on ne se réunit pas parce que il y a une élection, un événement politique, bien sûr, bien sûr on se réunit aussi pour ça, mais on doit se réunir par rapport à notre logique interne. C'est pour ça que j'ai créé des rythmes. Des groupes et des rythmes. C'est-à-dire qu'en fait, les seniors se voient tous les quinze jours. Les femmes d'avenir se verront... deux fois, ou une fois par mois. Elles vont voir.<sup>225</sup> »

Nous souhaiterions souligner deux expressions dans ces quelques phrases extraites d'une conversation avec Paul R. La première, c'est celle de *logique interne* ; le cycle routinisé des réunions, qui garde sa régularité en période électorale comme en dehors, permet à la section locale d'organiser la vie partisane selon une logique *qui lui est propre*, et qui ne découle pas *en premier lieu* des échéances électorales – de tout autre événement extérieur au parti. La seconde, c'est celle de *rythme*. C'est la récurrence et la régularité qui permettent de conserver, de rappeler en permanence l'autonomie, l'existence propre du parti au local – qui n'est jamais ni totale ni définitivement acquise.

### 5.1.3 « Des sous pour la permanence » : l'autonomie par le financement

L'autonomisation de la structure partisane locale passe aussi par des finances en propre – une comptabilité –, et donc une capacité d'autofinancement. Cette capacité d'autofinancement est doublement importante : tout d'abord, elle dit quelque chose de la consistance du parti au niveau local, de la différenciation de l'échelon local par rapport à l'échelon national. « Nerf de la guerre », selon l'expression bien connue, elle constitue également la cheville ouvrière de la capacité de chaque équipe locale à agir (et à agir seule) : les actions militantes sont en effet coûteuses. Une partie des ressources allouées aux actions partisans et au fonctionnement quotidien de la section proviennent de « subventions » du centre national. Le solde doit être pris en charge par les équipes municipales elles-mêmes. Le 15 avril, durant la permanence de l'UMP au local de Montrouge, nous avons eu une conversation avec la première adjointe – UMP – au maire de Montrouge, concernant les finances de

---

<sup>225</sup> Entretien avec Paul R., 08/02/12.

l'UMP de la circonscription, et le manque chronique de ressources auquel elle doit faire face. Selon les calculs de notre interlocutrice, la permanence Montrouge coûte à l'UMP locale 2000 euros par mois. Le « centre national » de l'UMP, qui dispose de l'essentiel des ressources financières partisans, participe aux dépenses locales à hauteur de 600 euros. Pour la seule permanence, l'UMP locale doit donc prendre en charge 1400 euros de dépenses mensuelles. La différence d'organisation des structures partisans entre Montrouge d'une part, et Bagneux et Malakoff d'autre part, tient (pour partie) à la capacité de financement : au faible nombre d'élus et de militants UMP dans les deux municipalités communistes correspond mathématiquement un volume de dons au parti (et de transferts d'indemnités liées aux mandats électifs) insuffisant pour permettre la location et l'entretien d'un local de permanence, ou tout autre projet partisan forcément coûteux :

*« CL : Et il y a un journal... à Bagneux, un journal local ? Il n'y a pas d'autres journaux que celui de la municipalité ? »*

MD : Non, non non, non non, on a une tribune... enfin les élus, hein, les conseillers municipaux ont le droit à une tribune. Mais bon, je pense que c'est pas très lu, hein. Non non. Avant, on avait un journal, de l'UMP, enfin, du RPR, puis UMP, au temps d'Olivier Sueur, on avait un petit quatre pages qu'on distribuait tous les deux mois. Ça, c'est pareil, ça coûte très cher. L'impression, la distribution, tout ça, ça coûtait très cher. On a arrêté. Non, au jour d'aujourd'hui, non, il n'y a rien. Je vous dis, c'est le terrain, la rencontre avec les gens, quoi.<sup>226</sup> »

Seule la section Montrouge dispose, à l'heure actuelle, de moyens suffisants pour financer des projets sur sa comptabilité propre. Mais ses ressources tendent à se confondre avec celles de la circonscription toute entière. Ainsi, le local de Montrouge, qui remplit théoriquement le rôle de permanence de circonscription, est intégralement financé par l'UMP Montrouge. Celle-ci dispose d'une comptabilité autonome, adossée à une société, le MIP, créée dans le seul but de recevoir en son nom les dons à la section :

*« RD : Alors le MIP, c'est le Mouvement Indépendant et Populaire, parce qu'il faut savoir que... l'UMP est une association, et qu'une association n'a pas le droit de faire des bénéficiaires. Donc... pour pouvoir installer une comptabilité... voilà, il y a le MIP, qui est donc le Mouvement Indépendant Populaire, qui est... on va dire une société qu'a créée Thierry, justement pour pouvoir... obtenir des dons, faire des soirées comme on a fait le 6 mars, et dégager des bénéficiaires, à un moment. Donc André N., c'est le trésorier. Voilà. »*

*CL : Dans le cadre... d'une forme d'indépendance financière relative par rapport au national.*

RD : Voilà. Voilà, tout à fait. Mais bon, c'est vraiment que juridique, quoi. C'est vraiment que juridique, parce qu'en fait, je pense que... enfin, j'ai jamais trop su, mais je pense que c'est Thierry, de sa poche, qui entretient financièrement le truc, quoi ! Donc... enfin, je ne l'ai jamais su officiellement, mais je pense que... enfin... a priori... André passe son temps en réunion à nous faire des appels aux dons, parce que c'est vrai que... je dirais que... le noyau actif, il y a beaucoup de jeunes... on débute tous... donc c'est vrai qu'on a pas vraiment les moyens de donner des mille et des cents... à l'UMP, on a beaucoup d'adhérents qui apparemment ne font pas de dons, donc... je pense que pour que ça fonctionne et pour que toutes les factures soient payées à la fin du mois, c'est Thierry qui doit

---

<sup>226</sup> Entretien avec Michel D., 17/03/12.

rallonger. Personne ne t'en avait jamais parlé ? Ah... faut dire aussi que... enfin, je vais pas dire : c'est pas important, mais bon, c'est vraiment... un truc juridique, pour pouvoir dégager un jour des bénéfiques, quoi. Ce qui, je pense, n'est pas du tout le cas actuellement, mais... (rire). Voilà.<sup>227</sup> »

Le MIP, simple support comptable, objective juridiquement l'autonomie financière de la circonscription. Nous terminerons sur ce point par l'évocation d'une réunion liée à l'organisation du dîner-débat du 6 mars, qui nous semble résumer l'ensemble des problématiques liées au financement local du parti. Organisée le samedi 3 mars à la permanence de Montrouge, cette réunion du « comité exécutif » (cf *supra*) a pour objectif la mise au point finale de l'organisation du dîner. Nous sommes – tacitement – autorisé à y assister. Comme il apparaît assez rapidement dans la discussion, l'un des objectifs principaux de la soirée est de récolter des dons ; sa préparation intègre donc une réflexion sur des stratégies de *fund raising*. Ladite réflexion illustre bien l'importance des enjeux du financement localisé, mais aussi celui de la distinction entre les finances de « la fédé » (alimentées par les adhésions et ré-adhésions) et les finances locales (qui dépendent des dons au MIP). La discussion porte donc sur les moyens *pratiques* d'organiser la double collecte, et les moyens *didactiques* d'en expliquer les raisons aux sympathisants, en leur inculquant sous une forme plus feutrée et diplomate l'opinion générale des militants présents : « la fédé, on s'en fout ! » Ce dîner-débat au Cercle Athlétique de Montrouge est également exemplaire par son caractère entièrement autofinancé : participation exigée de 20 euros par convive couvre la majeure partie des dépenses engagées, le solde étant pris en charge par le parti *via* la structure du MIP.

## 5.2 Le parti comme organisation : management, marketing et vie partisane

La structure partisane locale gagne donc à être observée avec les lunettes de la sociologie des institutions : se révèlent ainsi certains des mécanismes de différenciation et d'objectivation par lesquelles elle acquiert consistance et autonomie. L'approche managériale ou entrepreneuriale, en l'éclairant différemment, en met en valeur d'autres caractéristiques de la structure partisane.

Dans un article consacré au recrutement des nouveaux adhérents à l'UMP, Anne-Sophie Petitfils, remarquant « combien l'entreprise semble apparaître aujourd'hui comme un modèle d'efficacité gestionnaire », souligne que « les partis politiques, [tendent] de plus en plus à s'aligner sur des normes de compétences, d'efficacité et de performance<sup>228</sup> ». Dès lors que les partis politiques, UMP en tête, se réfèrent explicitement au modèle managérial-entrepreneurial, il paraît

---

<sup>227</sup> Entretien avec Richard D., 07/04/12.

<sup>228</sup> A-S. PETITFILS, « L'institution partisane à l'épreuve du management. Rhétorique et pratiques managériales dans le recrutement des "nouveaux adhérents" au sein de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) », *Politix. Travaux de science politique*, n°79, 2007, p. 54

légitime de chercher à analyser les effets de la « managérialisation » sur les structures partisanes – locales comme nationales.

### 5.2.1 *Techniques managériales et division du travail partisan*

Anne-Sophie Petitfils – toujours dans son article sur le recrutement des nouveaux adhérents à l'UMP – a montré comment Nicolas Sarkozy, au moment de sa « conquête » de l'UMP en 2004, a su faire un « usage stratégique de la rhétorique et des pratiques managériales ». La référence au management entraine dans le cadre « d'une double stratégie de légitimation de la nouvelle équipe dirigeante, et de disqualification des anciens modes d'investissement et d'encadrement partisans.<sup>229</sup> » Nous avons retrouvé cet usage du management comme « rhétorique modernisatrice » dans les récits de la « succession » d'Olivier Sueur, et plus précisément de l'élection de Thierry Virol face à Muriel Gibert : la nouvelle équipe militante, emmenée par Thierry Virol, un « professionnel brillant », « responsable de la fédération professionnelle [UMP] des métiers de l'audit et du conseil<sup>230</sup> », ainsi que par Paul R., ancien publicitaire très familier du monde de l'entreprise, s'oppose aux proches de Muriel Gibert, qui semblent pour leur part incarner véritablement le « monde ancien » :

« TC : Antoine et moi, on était un peu les deux agitateurs de cette circo, [...] [du fait de] notre volonté de dépoussiérer tout ça.

*CL : Et a contrario, Michel [D., responsable de ville de Bagneux] et Muriel avaient un peu le même profil vieux militant RPR.*

TC : Exactement. Exactement. Conservateurs, sur une politique ... d'un point de vue ... et même en termes de militantisme, conservateurs, voilà. Un peu hostiles aux nouvelles méthodes, aux nouvelles campagnes, etcetera. A raison, hein, d'un certain point de vue, parce que les nouvelles méthodes ne font pas tout, mais ... il faut savoir les utiliser. Je pense qu'elles sont nécessaires aujourd'hui.<sup>231</sup> »

L'équipe militante en place depuis le scrutin interne de 2008 a construit – en partie – sa victoire, puis sa légitimité, sur son appropriation des « nouvelles méthodes » issues du monde de la communication et de l'entreprise. Cette référence au monde de l'entreprise et aux techniques managériales a des conséquences réelles, au-delà de ses seuls effets rhétoriques de légitimation, sur l'organisation du travail partisan au niveau local :

« Et après, évidemment, tout ça, c'est la partie émergée de l'iceberg, parce que derrière, c'est beaucoup d'organisation. C'est comme pour tout d'ailleurs, si tu veux que ça fonctionne, si tu veux que les gens soient contents, de l'action qu'ils mènent, du rôle qu'ils ont sur le terrain, ça se prépare en amont. Ça ne s'improvise pas quoi, basiquement. Euh... et l'idée, c'est aussi ça, c'est-à-dire que, au-delà des idées... c'est de faire en sorte que chaque membre de l'UMP qui le souhaite, qui souhaite s'investir, consacrer du temps, élu ou pas élu d'ailleurs, puisse aussi être prescripteur et organisateur. Au-delà du fond. Parce que c'est ce qui permet d'arriver à donner du sens à tout ça, et à avoir

---

<sup>229</sup> *Idem*, p. 60.

<sup>230</sup> Entretien avec Thomas C., 23/04/12

<sup>231</sup> *Idem*.

conscience du fait que tout ça tient d'une logique plus générale... voilà. Chaque moment pris individuellement ne s'inscrit que dans une suite qui permet d'atteindre un objectif. Euh... un objectif qui, en France, par définition, débouche forcément sur l'élection de quelqu'un ou... enfin, une élection. Ce qui permet l'arrivée au moment des scrutins en étant déjà présents, donc visibles, et donc d'avoir une démarche plus efficace, plus intelligente, plus en profondeur que ce qu'on pourrait attendre si on n'avait pas cette présence-là tout au long de l'année. Voilà.<sup>232</sup> »

L'action militante est ainsi rationnellement organisée par groupes de militants, dans le but d'optimiser la gestion des effectifs. Cette organisation en groupes de réflexion et d'action<sup>233</sup> met en place une véritable division du travail, qui se laisse percevoir dans la pratique des actions militantes de terrain (voir quatrième partie), mais aussi dans la préparation des événements partisans du type du dîner-débat du 6 mars précédemment évoqué :

« Donc il a fallu les former, euh... pour qu'ils puissent acquérir une autonomie suffisante pour pouvoir eux-mêmes monter des opérations, même si avec Thierry on est en backup, ça a été le cas par exemple pour le dîner-débat, c'est la première fois que... qu'on s'en mêle finalement d'assez loin. Une équipe-projet s'est mise en place, et qui a tenu l'événement... de l'idée de départ jusqu'à la soirée d'arrivée. C'était... c'est la première fois que ça arrive.<sup>234</sup> »

L'influence du management passe aussi par la planification stratégique de l'action partisane et la définition d'objectifs. Sur ce point, nous devons signaler une forme de déconnexion dans la 11<sup>ème</sup> circonscription par rapport à la logique des objectifs fédéraux et à la « politique du chiffre » impulsée par le « centre national » qui prévaut depuis l'arrivée de Sarkozy<sup>235</sup> : les objectifs sont des objectifs locaux fixés *par* les militants (ou plutôt par les *leaders* politiques locaux) pour eux-mêmes. Le « plan quinquennal » de Paul R. (évoqué plus haut, au chapitre 4) constitue un exemple éloquent de cette logique de définition au niveau local des objectifs ... locaux.

### 5.2.2 *L'action politique est un marketing ... politique : « visibilité » et « proximité »*

Dans la 11<sup>ème</sup> circonscription, ces emprunts à la rhétorique et aux techniques managériales se doublent de références aux méthodes du marketing<sup>236</sup> commercial. De même que l'importation des logiques entrepreneuriales à l'UMP doit beaucoup à la proximité sociologique et idéologique qui lie

---

<sup>232</sup> Entretien avec Guillaume E., 19/03/12.

<sup>233</sup> « Quatrièmement : « gagner en crédibilité en travaillant par groupe, projet et action ». Donc là je... j'ai commencé à faire un groupe... donc il y a un groupe jeune, que j'ai fait avec quelqu'un qui était à l'UNI, donc qui avait bien travaillé avec les jeunes, On va faire un groupe : « femmes d'action ». J'ai fait un groupe sénior. » Entretien avec Paul R., 08/02/12.

<sup>234</sup> Entretien avec Guillaume E., 19/03/12.

<sup>235</sup> Voir A-S. PETITFILS, « L'institution partisane ... », art. cit., et « La "seconde" fondation de l'UMP : techniques de recrutement et sociologie des nouveaux adhérents », *Mouvements*, n°52, 2007, p. 58.

<sup>236</sup> Le *marketing* (ou *mercatique* selon les recommandations de la francophonie) est « l'ensemble des actions ayant pour objectif de prévoir ou de constater, et le cas échéant, de stimuler, susciter ou renouveler les besoins du consommateur, en telle catégorie de produits et de services, et de réaliser l'adaptation continue de l'appareil productif et de l'appareil commercial d'une entreprise aux besoins ainsi déterminés. » (définition du Journal Officiel – 2/04/1987).

certaines figures du parti (et, au-delà, une majorité d'adhérents<sup>237</sup>) au monde professionnel de l'entreprise privée, la prégnance de la pensée mercatique à l'UMP de Montrouge tient en grande partie à la trajectoire professionnelle de Paul R. Ce militant tardivement venu à la politique, jeune retraité, a effectué l'essentiel de sa carrière dans le monde publicitaire :

« J'ai fait de la communication, j'ai préparé un doctorat, mon doctorat, que j'ai jamais fait d'ailleurs, c'était : « presse, publicité : même combat ? » J'avais fait des journaux, *France soir* et *Le Figaro*, et j'avais de la pub, dans des stages de pub, en fait, d'un côté il y a un lectorat, de l'autre côté il y a une cible, des consommateurs, mais le message qui part, forcément il est en fonction de la cible ; ça va de soi. [...] Après j'ai fait de la rédaction publicitaire, et puis je suis rentré dans une agence de com'.<sup>238</sup> »

Il porte au sein de l'équipe UMP montrougienne le titre de « responsable de l'action militante » ; c'est donc de manière à ses yeux parfaitement naturelle qu'il transpose ses compétences et savoir-faire professionnels à son investissement militant, en envisageant l'action militante comme une forme de « marketing politique », visant à promouvoir une marque (la marque partisane) auprès d'une population-cible (l'électorat de la ville, ou de la circonscription). Le plan quinquennal rédigé en 2008 par Paul R. s'appuyait ainsi sur une technique d'audit publicitaire professionnelle, destinée à identifier les « points faibles » de l'organisation militante pour hiérarchiser les priorités d'action de la nouvelle équipe<sup>239</sup>. Dans ce plan à cinq ans, qui se présente comme un véritable plan marketing<sup>240</sup>, deux objectifs se dégagent : la proximité et la visibilité. Ils reviennent comme un *leitmotiv* dans le discours de Paul R. :

« Il faut gagner des militants. Parce que je suis sûr qu'on peut gagner des militants. Il y en a quarante là, qui attendent d'avoir rencontré notre chef et ils ne veulent pas signer sans l'avoir vu. Voilà. Donc je sais qu'il y en a d'autres aussi comme ça. C'est parce qu'on n'était pas visibles. Et lui il n'était pas visible. Donc il a fallu que j'argumente sur tous les niveaux, pour obtenir cette visibilité. Et ça me fait plaisir parce que maintenant, j'entends le mot : « visibilité » dans les bouches, etcetera, donc le message est passé. Ça a été long à passer, parce que c'était pas forcément un langage qui avait été utilisé là, c'est pas un mot... visibilité c'est un truc de marque, hein, parce que c'était mon boulot, donc j'ai rien inventé, mais je l'ai appliqué à notre action et à nos handicaps quoi, après les avoir diagnostiqués. [...] Deuxièmement, des hommes qui vont être connus et identifiés, puis être à l'écoute dans les dialogues et les rencontres de proximité. On commence à faire des rencontres par quartier, ou des rencontres qu'on appelle d' « appartement », etcetera, pour faire un petit noyau de gens pour dire : « tiens, ça serait bien », puis après il y en a trois, quatre, cinq, six, sept.<sup>241</sup> »

Paul R. a donc reconverti en ressources militantes les compétences marketing acquises au cours de sa carrière professionnelle. En s'appuyant sur un discours, mais aussi sur des techniques

---

<sup>237</sup> Voir les statistiques données par F. HAEGEL, « La mobilisation partisane de droite. Les logiques organisationnelles et sociales d'adhésion à l'UMP », *Revue française de science politique*, n°59, 2009, pp. 7-29.

<sup>238</sup> Entretien avec Paul R., 08/02/12.

<sup>239</sup> La rédaction par Paul R. du « plan à cinq ans » intervient en effet tout juste au moment de la première élection de T. Virol au comité de circonscription.

<sup>240</sup> Jusque dans la formulation de ses lignes directrices : « mener des actions là où se concentrent nos cibles », « savoir-faire et faire savoir »...

<sup>241</sup> Entretien avec Paul R.

d'analyse stratégique issues du monde de la publicité, il se fait le promoteur, au sein de la structure militante, de manières de faire et de penser constitutives d'un véritable « marketing politique ».

### 5.2.3 « Effets limités » de l'organisation managériale

Observant les effets sur « le parti au local » de la « politique de modernisation du parti jouée à l'UMP », Anne-Sophie Petitfils remarque « la force d'inertie de cet espace spécifique et la capacité d'adaptation des acteurs en place. Aussi, conclut-elle, pour l'heure, il semblerait que ce qui change réellement avec l'introduction de discours et de pratiques managériales à l'UMP, ce soit moins l'ordre des positions institutionnelles que les représentations et les modes de légitimation des acteurs pris dans le jeu<sup>242</sup> ». Les effets de l'importation des logiques managériale, gestionnaire et mercatique se font ressentir avant tout dans l'ordre du discours. Les acteurs locaux se réclamant de l'ordre ancien, représentants du chiraquisme, voire du gaullisme, défenseurs de l'orthodoxie RPR au sein du parti, adversaires désignés de la modernisation, n'ont pas disparu, ni dans la fédération du Nord (étudiée par Anne-Sophie Petitfils), ni dans la 11<sup>ème</sup> circonscription des Hauts-de-Seine ; ils se sont adaptés. La « force d'inertie » de l'espace partisan local vis-à-vis de ces pratiques importées – voire sa résistance – tient en grande partie – d'après ce que nous avons pu observer sur notre terrain – à l'incompatibilité relative desdites pratiques avec le mode de fonctionnement des structures politiques locales. Au regard des principes du management, les organisations politiques constituent un cas limite : elles ne sont pas des entreprises, leurs militants ne sont pas des salariés, et leur population-cible n'est pas constituée de clients-consommateurs :

« Il y en a plein qui veulent avoir des trucs... vous savez, « faut faire ci, faut faire ça », et puis quand on les appelle ... je les connais, hein, les déclaratifs etcetera, c'est les derniers à... Faut savoir que, l'action militante, on s'adresse à qui ? On n'a pas des consommateurs. On a des sympathisants, d'abord, et puis on a des adhérents. Mais... le reste, passer de l'adhérent au militant, celui qui agit pour, au niveau local, régional, etcetera. Et en fait, le militant, ben, il est bénévole. C'est facile dans une société de dire : (tapant sur la table) « le machin, le planning, etcetera », bon ça se fait, on le fait maintenant, ça y est, mais faut pas le faire individuellement, parce que c'était une espèce de relation individuelle, je veux le forcer à être comme ça, quoi. Donc je me suis aperçu que j'allais pas y arriver. Donc fallait refaire une espèce de groupe, d'organisation qui va entraîner en quelque sorte.<sup>243</sup> »

Certaines techniques issues du marketing stratégique sont convertibles avec profit dans l'univers partisan. Il en va de même de certaines pratiques managériales. Mais c'est avant tout dans l'ordre de la « conscience discursive<sup>244</sup> » et de la légitimité institutionnelle que se joue le succès de ces importations, lequel succès doit beaucoup à la forme d'« affinité élective » (M. Weber) existant entre l'UMP et les milieux entrepreneuriaux. L'influence des techniques managériales sur le

---

<sup>242</sup> Toujours dans ce même article sur l'application des pratiques managériales au recrutement des « nouveaux adhérents » (A-S. PETITFILS, « L'institution partisane ... », art. cit.).

<sup>243</sup> Entretien avec Paul R.

<sup>244</sup> Au sens où l'entend Anthony Giddens dans sa « théorie de la structuration ».

fonctionnement pratique de la structure militante reste limitée, du fait de la trop grande distance entre les deux mondes, de l'entreprise d'une part, et de l'organisation partisane locale d'autre part.

### 5.3 Au local et au-delà : Quelles relations avec les instances partisans supérieures ?

#### 5.3.1 *Les échanges avec la fédération UMP des Hauts-de-Seine au niveau de la circonscription*

L'étude des relations entre « la 11<sup>ème</sup> circonscription » et les instances partisans supralocales<sup>245</sup> permet de restituer la place et le rôle de la structure locale au sein de l'organisation partisane nationale – organisation dont elle constitue l'une des unités de base. Cette étude nous conduit à considérer la structure partisane locale comme une « structure emboîtée<sup>246</sup> », inséparablement intégrée et inféodée à la « structure emboîtante » – les instances fédérales ou le « centre national » du parti.

Les relations entre l'équipe militante actuelle et la fédération des Hauts-de-Seine furent marquées dès les origines par le soutien apporté par les instances fédérales à la liste rivale (menée par Muriel Gibert) au scrutin interne de 2008 :

« On peut pas dire si tu veux que les instances ont pris fait et cause contre lui, puisqu'au niveau national il n'y avait pas de problème particulier, en revanche... ils ont facilité la candidature de l'autre candidat, on va dire, et... euh... et pas facilité la nôtre. Voilà. Mais ils n'ont pas pris position de manière claire. Voilà. C'est plus de l'antijeu que du... tu vois ce que je veux dire ? Pour prendre une terminologie sportive. [...]c 'était plus effectivement de l'antijeu, ils ne nous ont pas favorisé la tâche, ça c'est sûr, euh... y compris le jour du scrutin, puisque il y avait quand même... (baissant un peu la voix) on a mandaté un huissier pour être présent ! Pour que les choses se passent bien ! Et le fait de montrer un peu qu'on prenait les choses au sérieux a contribué au fait que le scrutin se passe bien. Maintenant, il s'est bien passé. Je ne prétends pas qu'il se serait mal passé. Je t'ai dit qu'on a fait en sorte qu'il se passe bien.<sup>247</sup> »

Les conditions très particulières de ce scrutin interne, marquées par un degré de conflictualité inhabituel, ont fonctionné comme moment fondateur d'une « relation au départemental » globalement marquée par une forme de distance, et une volonté d'indépendance :

« CL : Est-ce que tu peux me parler un petit peu de ton point de vue sur les rapports avec la fédé, à l'heure actuelle ?

TC : Alors ... euh ... assez peu existants, mais c'est ... encore une fois, ça découle de ce que je disais précédemment, c'est-à-dire que ... la fédé nous ... s'est opposée à nous, lors de notre élection, mais ... c'est-à-dire que ça s'est matérialisé, hein, c'est-à-dire que Adeline Voisine, qui est la secrétaire en chef

---

<sup>245</sup> Le cas très particulier de la relation entre Jeunes de Montrouge et Jeunes Populaires du 92 sera traité à part, dans le chapitre 7.

<sup>246</sup> Bailey F. G., *Les règles du jeu politique*, Paris, PUF, 1971, pp. 161-174

<sup>247</sup> Entretien avec Guillaume E., 19/03/12.

de la fédé des Hauts-de-Seine ... est venue à Montrouge ... en tant qu'assesseur de Muriel Gibert. Donc on avait clairement l'intelligentsia autour de nous, et quand je te dis que c'était à couteaux tirés, c'est que ... on a fait venir un huissier. Pour ... assister au dépouillement. Voilà. [...] Donc les rapports avec la fédé ... bah sont ... en amélioration globale, sur le long terme, mais toujours un peu difficiles. Encore une fois, hein, tant qu'une génération ne sera pas passée, euh ... les choses resteront un peu conflictuelles. Pas conflictuelles, mais un peu délicates, voilà. C'est ... mais c'est la vie d'un parti, hein ! Mais en attendant, la fédé ne nous met pas de bâtons dans les roues, on a tous nos documents militants en temps et en heure, on est récompensés pour notre travail, et voilà ! Mais si tu veux, la fédé a bloqué un certain nombre d'évolutions, notamment des jeunes, un certain nombre de choses comme ça ... ils essaient de limiter l'influence de Thierry, au maximum ... parce qu'ils savent qu'elle est grande, et que c'est une personnalité montante. C'est la vie d'un parti majoritaire, dans le département de son président. C'est ... c'est très particulier, les Hauts-de-Seine, mais ... c'est un exemple assez parlant, je pense, du fonctionnement d'un parti en interne, et ... il faut bousculer pour se faire sa place. Il faut bousculer ... dans ... dans la mesure. Ne pas trop bousculer, mais ne pas non plus trop se laisser faire, parce que sinon, rien ... ne nous est donné, et d'autant moins dans ce département.<sup>248</sup> »

Les relations entre la 11<sup>ème</sup> circonscription et la fédération tendent à se confondre avec les relations entre la section montrougeenne et les instances départementales : de ce point de vue aussi, Montrouge joue un rôle central dans la circonscription, en raison notamment de l'importance des réseaux de Thierry Virol. Si les souvenirs du conflit entre les proches de Thierry Virol et les instances fédérales perdent peu à peu de leur vivacité, les rapports avec la fédération des Hauts-de-Seine demeurent assez distants : si Antoine B. insiste sur l'absence de véritable conflit (corrigeant lui-même son emploi du mot « conflictuel » en « délicat »), il met également en avant l'absence de véritable coopération entre les deux échelons organisationnels et la méfiance des instances fédérales vis-à-vis de Thierry Virol.

### *5.3.2 Les villes d'opposition et le département, entre conflictualité et désintérêt*

Du fait de la centralité de Montrouge, mais aussi du fonctionnement du comité de circonscription, les relations entre les instances départementales et les sections UMP des deux villes communistes passent principalement par l'intermédiaire de Thierry Virol<sup>249</sup>. Les deux délégués de ville ne nous ont pas fait part en entretien de relations particulièrement conflictuelles avec « la fédé du 92 ». Néanmoins, de manière générale, c'est un sentiment de désintérêt de la part du département (et au-delà, du national) qui semble prévaloir dans les villes minoritaires. Ainsi, le responsable de l'UMP pour Bagneux, Richard D., pointe le manque de soutien, notamment logistique, accordé par la fédération à « sa » section :

*« CL : D'accord. Donc en fait, si je résume, plus c'est difficile, moins... vous êtes soutenus, encadrés, par les instances ...*

---

<sup>248</sup> Entretien avec Thomas C., 23/04/12.

<sup>249</sup> « Mais bon, la fédé, moi, c'est surtout par l'entremise de Thierry Virol. Non, le département, bon, j'y vais, il n'y a aucun problème, à... à la fédération à Neuilly, il n'y a aucun problème ! Bon. Non, tout va bien avec la fédé. »

*Entretien avec Richard D, 10/03/12.*

MD : Bah... ils nous disent souvent : « Aidez-vous, on vous aidera ! Faites preuve ! » Mais bon, dans une ville minoritaire, c'est pas facile, hein ! C'est pas facile tous les jours ! On n'a pas de permanence, on n'a pas... on n'a pas les moyens financiers, hein !<sup>250</sup> »

Rémi V. ne dit pas autre chose quand il évoque la « place particulière » de Malakoff et des autres « sections d'opposition » au sein du département :

« Je crois que c'est toujours un peu compliqué... les rapports entre fédération départementale et ville minoritaire. Parce que... on se rend compte que finalement... le département des Hauts-de-Seine est une banane. Avec une fédé qui est en haut, à Neuilly, euh... bon. On aurait préféré qu'elle soit ailleurs. Parce que Neuilly, c'est pas l'ensemble du département. J'adore les gens de Neuilly, hein, j'en connais, pas de souci, mais... ce qui est vrai, c'est que... entre Neuilly et Malakoff, il y a... il y a un gouffre (sourire). Et donc... quand on est minoritaire, c'est vrai que... on a tendance à... être un peu plus esseulé. A se sentir un peu plus éloigné peut-être des préoccupations qui peuvent être véhiculées ici et là, et en même temps, je comprends, hein, parce que c'est vrai que le département est majoritaire, donc forcément, il y a sans doute d'autres choses à... à prendre en considération, et... Bon, je pense que je... très honnêtement, sur Malakoff, je n'ai pas toujours eu le soutien attendu de la fédération, euh... par le passé, et je pense que c'était un peu la même chose pour... pour Bagneux.<sup>251</sup> »

Les responsables de sections minoritaires vont même plus loin ; au-delà du constat de leur isolement au plan départemental, ils formulent ou corroborent l'hypothèse d'une stratégie volontairement perdante, d'un abandon des villes minoritaires par certains membres des instances départementales des Hauts-de-Seine, qui tireraient – ou penseraient tirer – un profit politique du maintien à gauche de Bagneux et de Malakoff :

« MD : Moi je pense... j'ai du mal à pardonner à Patrick Devedjian. J'ai l'impression qu'il l'a fait exprès. Il voulait garder Bagneux en... une petite réserve, à côté de chez lui... mais bon. C'est du passé ! Pas si lointain, mais bon.

*CL : Vous pensez qu'il trouvait la municipalité communiste, peut-être moins menaçante quelque part qu'une municipalité UMP...*

MD : Voilà ! Qui lui ferait de l'ombre peut-être ! Et puis bon, ça fait aussi un peu de réserve... ça, je ne devrais pas trop le dire, mais bon, ça fait une réserve de... de logements sociaux. Alors... voilà, ceux qui ne peuvent plus se loger à Antony, ceux qui ne peuvent plus se loger à Chatenay ou le Plessis-Robinson, boum ! On les met à Bagneux ! Comme dans le nord, il y a Nanterre. (pause) C'est dommage. Très dommage, mais ça je pense que c'est la politique de Patrick Devedjian. On... on met les... les « pauvres » entre guillemets dans ces réserves-là.<sup>252</sup> »

Ces hypothèses entrent en résonance avec certaines rumeurs circulant parmi les militants des villes minoritaires<sup>253</sup>. Leur plausibilité est confirmée aux yeux des responsables par certains éléments

---

<sup>250</sup> Entretien avec Richard D., 10/03/12.

<sup>251</sup> Entretien avec Rémi V., 31/03/12.

<sup>252</sup> Entretien avec Richard D., 10/03/12.

<sup>253</sup> « Le problème, c'est que peut-être que l'UMP aussi ... bon, il y a eu des bruits qui couraient ... que l'UMP s'affole pas sur Bagneux ... ils jettent un peu de la subvention, mais en dehors de ça, ça s'affole pas ... et il y avait même des bruits qui couraient que ... peu de temps après que Sueur ait lâché, que Napoléone a repris ... bah qu'éventuellement, les chiffonniers, les pauvres, et les sans-papiers, il fallait les parquer à Malakoff et à Bagneux. Alors ça, je crois que ça a fait le tour de Bagneux, et que les gens en sont un peu convaincus de plus en plus. »

*Entretien avec Roger J., 17/04/12.*

factuels, certains aspects de leurs relations avec les instances fédérales. Par exemple, Richard D. rencontre à Bagneux des difficultés avec son fichier d'adhérents : celui-ci n'est plus mis à jour depuis 2009, et ne comporte donc aucun des nouveaux adhérents arrivés après cette date. Seule la fédération dispose d'un fichier à jour des adhérents balnéolais, et Richard D. ne parvient pas à obtenir que celui-ci lui soit transmis. Interrogé sur les raisons de ces difficultés, Richard D. rapproche spontanément ce « mystère du fichier » de l'intérêt qu'aurait Patrick Devedjian – et derrière lui, la fédération toute entière – à garder Bagneux à gauche :

*« CL : Vous savez quel intérêt pourraient avoir les gens de la fédé à ne pas vous transmettre ce fichier ?*

MD : Non, non, absolument pas, non non. Je peux pas vous dire. Non non. Hm. [...] Il y a un mystère. Hm. Bizarre (il rit). De tout temps, enfin... de tout temps... ça fait depuis quelques années que c'est comme ça. Je sais pas pourquoi. Il y a une crainte... pas trop divulguer... etcetera, etcetera. Hm. Bon, bah... moi, je continue à travailler dans mon petit coin. J'ai un... J'ai un petit réseau quand même, mais... mais bon, j'aimerais bien avoir ce fichier pour... vraiment travailler, les gens qui ont adhéré en 2010, en 2011, bah ils sont adhérents mais ils n'ont aucune nouvelle de la section de Bagneux. Donc ils se disent : « Bah y a rien à Bagneux ! On reçoit rien ! » Donc ils reçoivent le courrier du centre national, mais de Bagneux, rien.

*CL : Vous pensez que ça peut... participer de la stratégie... supposée [par lui-même] de Patrick Devedjian sur... « garder Bagneux à gauche » entre guillemets ?*

MD : Ah moi je... ouais, je le pense ! Je pense que Patrick Devedjian personnellement souhaite que Bagneux reste à gauche. Mais bon... j'ai des partis pris envers ce monsieur. Oui. Hm.<sup>254</sup> »

La question n'est pas vraiment de déterminer si les problèmes de fichiers d'adhérents de Richard D. sont ou ne sont pas *réellement* liés à une stratégie pour entraver l'action militante balnéolaise de la part des instances départementales ; une telle question est évidemment indécidable sans enquête approfondie auprès de la fédération. L'intérêt de cet exemple réside davantage pour nous dans la *croissance* exprimée par les acteurs en une forme de complot des instances départementales, croissance qui se transforme en principe explicatif de toutes les difficultés rencontrées dans les relations avec le département<sup>255</sup>.

---

<sup>254</sup> Entretien avec Richard D., 10/03/12.

<sup>255</sup> Le responsable malakoffiot, Rémi V., interrogé en entretien sur ses rapports avec la fédération, abonde dans le sens de son homologue balnéolais :

*« CL : juste une question, par rapport à ce qu'ont pu me dire certaines personnes pour Bagneux. Vous me dites qu'il y a une forme de passivité parfois de la fédération vis-à-vis de Malakoff, et des villes minoritaires en général... vous ne pensez pas qu'il y a une stratégie délibérée de garder Malakoff à gauche, pour des raisons X, Y ou Z... ?*

RV : Alors... une volonté délibérée, je n'en sais rien, mais... que la volonté soit « implicite » entre guillemets, ou tacite, c'est bien possible, euh... je pense que, compte tenu de certaines remarques qui ont pu être faites, on peut le penser légitimement. »

*Entretien avec Rémi V., 31/03/12.*

Cependant, dans le même temps, les responsables militants des deux « villes minoritaires » éprouvent et expriment avec force la nécessité d'un investissement du départemental pour compenser leurs déficiences en ressources partisans, notamment financières :

« CL : Et vous pensez que... l'impulsion, qui pourrait être donnée, elle viendra de Bagneux, des militants de Bagneux, ou de l'extérieur, du parti, de la fédération ?

MD: Les deux, les deux. Que les militants de Bagneux se bougent, et puis avec une aide... et puis une... de l'extérieur. A l'UMP national, départemental, qu'ils nous disent : « A Bagneux, il faut foncer, il faut y aller, on va mettre le paquet, on vous aide ». Au jour d'aujourd'hui, c'est plus le cas, quoi.<sup>256</sup> »

La relation entre les sections des deux villes communistes de la circonscription et les instances départementales paraît donc paradoxale : elle se caractérise à la fois par la dépendance des deux structures emboîtées et par le désintérêt, voire l'abandon volontaire des deux villes par la structure emboîtante départementale.

### 5.3.3 *Les relations au centre national*

Julien Fretel a montré, dans le cas de l'UDF, l'importance d'une étude à double détente des partis politiques, qui doit amener le politiste à s'intéresser au niveau local comme au niveau national, pour mettre en évidence « l'interstructuration de ces deux sites d'interaction que sont d'une part les espaces fédéraux, d'autre part le sommet hiérarchique, plus communément appelé le siège national du parti.<sup>257</sup> » L'étude conjointe de la base et du sommet de l'institution partisane prémunit le chercheur contre un certain nombre d'erreurs et de contresens. Il paraît donc légitime, dans le cadre d'une étude locale, de faire place à l'analyse des relations de la structure partisane observé au centre national.

Malheureusement, notre enquête ne nous a pas permis de recueillir des données significatives sur les relations entretenues par l'UMP de la 11<sup>ème</sup> circonscription avec le « centre national » du parti. Les liens structurels directs entre la base et le sommet sont ou bien ténus, ou bien peu visibles. Tout se passe comme si le rapport de la structure locale aux sphères de décision nationales de l'UMP passait uniquement par le truchement des relations interpersonnelles et du « carnet d'adresses » des têtes politiques de la circonscription, Thierry Virol en tête. Nous reviendrons donc – indirectement – à ce sujet dans le chapitre 6, par le biais de la question des réseaux personnels et partisans.

---

<sup>256</sup> Entretien avec Richard D., 10/03/12.

<sup>257</sup> J. FRETTEL, « L'UDF au prisme du jeu d'échelle », in Haegel F., *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 187.

## Chapitre 6 : Plasticité de la structure partisane, multi-positionnement des acteurs et labilité des frontières de l'organisation politique locale

### 6.1 Militants, élus : une dichotomie du parti au local ?

Les élus locaux jouissent, au sein de la structure partisane locale, d'un statut particulier : ils se positionnent à la fois au-dedans et en dehors, quelque part à la frontière de l'univers partisan et de la sphère politico-administrative du pouvoir local<sup>258</sup>. Ce statut particulier leur confère une place à part au sein de la structure : ils ne sont pas des adhérents « comme les autres ». Leur rôle au sein du « parti au local » semble principalement dépendre de leur position dans la sphère du pouvoir local. Selon qu'ils sont majoritaires ou d'opposition, les élus locaux exercent une activité très différente au sein de la sphère politico administrative locale (qu'elle soit municipale, départementale ou régionale), rôle qui les conduit à adopter un mode de relation à la structure partisane locale également différent. Dans le cas de l'UMP de la 11<sup>ème</sup> circonscription, les « élus locaux » sont pour la grande majorité des conseillers municipaux des trois villes<sup>259</sup>. A Montrouge, ils sont intégrés au sein d'une équipe de « gestion municipale », aux côtés de leurs partenaires du Modem, du Nouveau Centre et de personnalités « divers droites » issues de la société civile ; à Malakoff et à Bagneux, ils se trouvent au contraire dans l'opposition municipale, et même plus précisément à la tête de l'opposition municipale. Si les conseillers municipaux UMP montrougiens sont en charge d'un certain nombre de dossiers de l'action municipale, avec ce que ceci suppose de prise de distance avec l'action politico-militante de terrain, les élus malakoffiots et balnéolais, en tant que force de contre-proposition du conseil municipal de leur ville respective, ont un rôle plus immédiatement militant et politique. Ainsi, le rapport des élus à l'action militante pure et leur relation aux structures partisanes locales de l'UMP varie fortement d'une situation municipale à l'autre. La présence dans la majorité municipale ou dans l'opposition constitue un premier élément d'explication de ladite relation ; nous allons voir qu'il se combine avec d'autres caractéristiques des trois groupes municipaux pour rendre raison de la diversité des situations municipales.

#### 6.1.1 *Montrouge, lieu d'une intégration réussie de la composante « élus » ?*

Montrouge concentre la majeure partie des élus municipaux UMP de la circonscription. C'est également dans cette ville que leur intégration au sein de la structure partisane locale semble le moins faire problème. Dans leur discours, les membres de la section UMP montrougienne – responsables aussi bien que simples militants – revendiquent la participation des élus à la vie

---

<sup>258</sup> G. LE BEGUEC, « L' élu local », in J.-P. RIOUX, J.-F. SIRINELLI (dir.), *La France d'un siècle à l'autre*, Paris, Hachette, 1999, pp.544 à 552

<sup>259</sup> Il faut y ajouter le tiers environ des adjoints au maire de Montrouge.

partisane et la qualité des rapports entre militants et élus comme une réussite à mettre à l'actif de l'ensemble de la communauté partisane :

*« CL : Et sinon, les relations entre les élus de la circonscription... au conseil municipal, et les militants... parce que j'avais l'impression que certains militants trouvaient que les élus n'étaient pas très présents... »*

AST : Ça, c'est vrai à Bagneux, c'est pas vrai à Montrouge. Parce qu'à Montrouge, on s'entend bien avec nos élus. [...]

*CL : Donc à Montrouge, il n'y a pas de problème de ce point de vue-là.*

AST : Non, de ce point de vue là, pas à ma connaissance. Moi je m'entends bien avec les personnes qui sont au conseil municipal, et je les vois militer, et ils sont là aux réunions, et... non, vraiment, je trouve qu'il n'y a pas du tout de soucis<sup>260</sup>. »

Mais les choses ne sont pas aussi simples. Si le « discours d'institution » concernant la réussite de l'intégration des élus s'appuie sur un certain nombre d'éléments factuels, et trouve des relais – plus ou moins intéressés – au sein de la communauté partisane, certains militants parmi les plus « actifs » au sein de la section critiquent le manque d'implication « sur le terrain » des autres membres de la section. C'est le cas, par exemple, de Richard D., présent à plusieurs reprises sur le marché, durant les premiers temps de la campagne électorale concernant les élections présidentielles, pour des sessions de distribution de tracts en sous-effectifs. Il arrivait fréquemment, en février-mars, que les militants UMP se trouvent à deux sur le marché de Montrouge – « là, même le FN ils sont plus nombreux que nous, il faut arrêter les conneries », nous confiait Richard à l'une de ces occasions, le 27 mars 2012. Dans les périodes de faible mobilisation, c'est avant tout le manque d'implication des élus qui est critiqué par les militants présents, qui ne comprennent pas que des « bénévoles » – eux-mêmes – soient plus actifs que des acteurs politiques rémunérés (même faiblement).

Les déclarations de Richard D. ou d'autres militants sur la faible implication des élus « sur le terrain » sont corroborées par notre propre travail d'observation du marché de Montrouge. Notre constat empirique est clair : seuls trois élus furent présents de manière régulière lors des activités de tractages au marché de Montrouge tout au long de la campagne. Cette observation est également conforme aux prévisions de l'une de ces trois élus, émise en entretien au début de ladite campagne :

*« CL : Et vous pensez que, au-delà de vous, des élus vont s'impliquer dans la... campagne militante, sur le terrain ? »*

MD : Bah j'espère (rire) ! André N., oui, je sais, parce que... les autres, franchement, j'en sais rien du tout, oui ! si, Christian G. est aussi présent sur le terrain... enfin, là, je parle du tractage, quand vous dites terrain, c'est ça ? Les autres, je ne sais pas. C'est vrai qu'il y en a qu'on ne voit pas, ou qu'on voit très peu.<sup>261</sup> »

---

<sup>260</sup> Entretien avec Anne-Sophie T., 28/02/12.

<sup>261</sup> Entretien avec Martine D., conseillère municipale UMP de Montrouge, 22/03/12.

Les deux noms cités – André N. et Christian G. – auxquels s’ajoute le nom de notre interlocutrice, Martine D., correspondent très exactement au nombre des élus municipaux (deux simples conseillers et un maire-adjoint) présents sur le terrain militant. Les autres formes d’activités partisanes considérées comme « militantes » à l’UMP n’attirent pas davantage les élus. Ainsi, un seul conseiller municipal, André N., déjà investi dans les activités de « tractage », nous a paru s’astreindre à une présence régulière à la permanence de Montrouge. Il existe donc une forme de partition du groupe des élus, entre un petit nombre qui s’implique aux côtés des militants dans le travail de terrain, et un grand nombre d’autres qui restent absents ou quasiment absents de rendez-vous proprement militants. Le manque de lien avec le terrain semble être considéré comme un handicap par les élus eux-mêmes :

« MD : Moi, je trouve qu’il n’y a pas assez de contacts, hein, donc, je pense qu’on pourrait bien mieux structurer, donner des informations, faire remonter des informations, qui pourraient être utiles... d’une part par exemple... quand quelqu’un nous dit : « oui, mais c’est votre perception », quand par exemple le maire dit : « c’est votre perception », euh... si on avait des remontées de terrain en disant (je dis n’importe quoi, hein !) : « Ah oui, mais nous, on a cent personnes qui pensent ça. » On aurait plus de poids. Pour défendre nos idées, au conseil municipal par exemple.

*CL : Au sein de la majorité municipale ?*

MD : Voilà. Et ça permettrait... ça c’est une chose... et aussi, si on était plus structurés, si on avait voilà, peut-être ces fameuses réunions de majorité, ou qu’on se réunissait de temps en temps pour s’échanger des informations, on pourrait les transmettre... aux militants.

*CL : Pour avoir des données factuelles... à diffuser... sur le terrain ?*

MD : Oui ! Oui, par exemple ! Je ne sais pas... dire l’enthousiasme de ce futur centre culturel et des congrès, que... je viens juste, là, de visiter. Parce qu’on me l’a permis. Bah oui, transmettre ces choses-là, ça fait partie je trouve de... de notre rôle, à un conseil municipal, c’est d’écouter ce qui se passe pour éventuellement... rapporter les choses et faire en sorte que ça se passe mieux mais c’est aussi... d’aller donner l’information. Voilà voilà.

*CL : Donc ces choses-là ne se font pas, ou se font de manière insuffisante...*

MD : A mon... de ma propre perception, ne se font presque pas. [...] Il est temps qu’on se structure ici, quoi, parce que... il y a de la matière à travailler.<sup>262</sup> »

Martine D. considère que le manque de participation des élus aux activités de terrain et, à tout le moins, le manque de relations entre le groupe militant et les élus est dommageable pour les deux groupes. Un échange d’informations entre les deux permettrait selon elle aux élus de mieux faire leur travail auprès du maire et du conseil municipal, et autoriserait les militants à se prévaloir des réalisations municipales portées par des conseillers de leur couleur politique. L’absence d’échanges pointée par Martine D. dans ses propos semble symptomatique des limites de la participation des

---

<sup>262</sup> Entretien avec Martine D., 22/03/12.

élus municipaux aux activités du groupe partisan, limites qui viennent contredire en partie le « discours enchanté » de l'intégration réussie, que nous avons présenté en premier lieu<sup>263</sup>.

Le détachement des élus par rapport à l'action militante de terrain est en grande partie dû à leur participation à la gestion municipale :

*« CL : Sinon, sur la question des rapports entre les militants et les élus... j'entends beaucoup de choses, assez contradictoires d'ailleurs, et en tout cas, j'ai cru comprendre que la situation était très différente sur les trois villes... »*

GE : Basiquement, ici, à Montrouge, les relations sont permanentes et pérennes. Après, euh... les militants parfois trouvent que les élus ne s'impliquent pas assez sur le terrain. Euh... enfin, sur le terrain militant. C'est aussi parce que, par définition, ils sont aux commandes, donc ils sont ou adjoints, ou conseillers, enfin... oui, donc ils ont des dossiers à gérer au niveau municipal qui ne sont pas des dossiers de type politique au sens idéologique du terme.<sup>264</sup> »

Les difficultés rencontrées dans l'intégration des élus à la structure partisane viennent en partie des exigences du maire Nouveau Centre de Montrouge, J.-L. Metton, vis-à-vis de son équipe municipale. M<sup>r</sup> Metton demande à ses maires adjoints de se consacrer à leurs dossiers en délaissant le travail de terrain. C'est à tout le moins le sens des informations qui circulent au sein du groupe des militants UMP :

*« Metton a ce qui est à mon sens un défaut, ou en tout cas un défaut de vision des choses, c'est qu'il considère que les adjoints doivent être des techniciens, qui connaissent à fond leurs dossiers, etcetera. Sauf que... les adjoints sont souvent plus proches du terrain que le maire, si ça fonctionne comme dans beaucoup de mairies, et que c'est très bien de bien connaître ses dossiers, sauf que quand tu te fais élire, que tu connais bien tes dossiers pour une élection municipale, les gens s'en foutent. Tu vois ? Parce qu'il faut savoir que les rares du conseil municipal qui viennent aux réunions UMP, ou qui viennent tracter avec nous sur les marchés, ce ne sont pas des adjoints. Martine elle n'est pas adjointe, Christian G., bon, il est adjoint, mais il est... oui, bon, c'est pas un bon exemple. T'as André N., le trésorier, qui n'est pas adjoint. [...] Mais je pense que... Guillaume d'ailleurs me l'a plus ou moins dit explicitement une ou deux fois, c'est une consigne de Metton que ses adjoints n'aillent pas sur le terrain. Après, bon, jusqu'à présent ça a marché, puisqu'ils se sont fait réélire trois fois, hein, mais euh... compte tenu de la configuration que prend sociologiquement la population de Montrouge, je suis pas persuadé que ce soit vraiment la bonne tactique pour les prochaines en 2014, de pas faire de terrain, de rester dans ses bureaux et de connaître à fond ses dossiers. »<sup>265</sup>*

La volonté de M<sup>r</sup> Metton de s'entourer de collaborateurs qui sont davantage des technocrates que des politiques militants, au-delà de la question de sa pertinence politique – soulevée par Richard D. – va à l'encontre du processus d'intégration des élus UMP à la structure militante. Mais ladite intégration est néanmoins globalement réussie, à tout le moins pour une partie d'entre eux, notamment *via* des structures comme le comité exécutif.

---

<sup>263</sup> Signalons toutefois, par prudence méthodologique, que l'entretien sur lequel nous appuyons notre propos fut réalisé avec une conseillère municipale impliquée dans les activités « de terrain ». Le point de vue de Martine D. sur les apports de l'intégration des élus à l'action militante n'est certainement ni neutre, ni représentatif de l'opinion de l'ensemble des élus municipaux.

<sup>264</sup> Entretien avec Guillaume E., 19/03/12.

<sup>265</sup> Entretien avec Richard D., 07/04/12.

### 6.1.2 Bagneux et Malakoff : deux effets divergents de la « cure d'opposition »

Depuis les élections municipales de 2008, les conseillers municipaux UMP de Bagneux ont pris la décision de fonctionner de manière indépendante de la section UMP balnéolaise, et de ne pas s'investir dans le travail militant de terrain. Cette décision a entraîné une dégradation très rapide des relations entre les élus, d'une part, et les militants, voire les sympathisants de l'UMP, d'autre part. Alors que les conseillers municipaux élus du temps d'Olivier Sueur travaillaient en synergie avec les militants, et participaient aux activités de terrain, les élus de la liste conduite par F. Napoléone se cantonnent à leur rôle d'opposition au conseil municipal, sans participer à la vie partisane :

« CL : Et... sinon, qu'en est-il des relations entre les élus du conseil municipal et les militants ?

MD : A Bagneux ? Comme je vous le disais tout à l'heure, c'est très compliqué, parce qu'on a les élus UMP au conseil municipal... moi, je n'y suis pas, hein, j'ai été élu douze ans, mais là, j'ai arrêté... c'est des contacts... conflictuels, je dirais même. Ce sont des élus qui ont... comment dirais-je... c'est pas des gens de terrain. Pour eux, le terrain c'est réservé aux militants. Donc on ne les voit jamais. Ils font... ils font leur job de conseiller municipal... mais pas plus. On les voit pas. Là, pendant la campagne présidentielle, on les voit pas, ils nous ont dit : « Non nous, ça nous intéresse pas, nous c'est la vie municipale », donc, ben, comme je vous dis, nous on travaille de notre côté, ce qui est dommage, moi je le regrette, profondément, parce que bon, c'est en se rassemblant qu'on gagnera cette ville, hein ! Mais bon ! On travaille comme ça ! Compliqué ! (sourire entendu).<sup>266</sup> »

Cette situation résulte en partie des conflits survenus à l'occasion des élections municipales de 2008. La rupture entre les deux groupes – les élus et les militants – suit et redouble la rupture entre F. Napoléone, tête de liste UMP aux élections municipales, et Michel D., candidat malheureux à la candidature pour ces mêmes élections, et actuel délégué de ville de l'UMP à Bagneux :

« Ah, ça n'a pas été une campagne... très très jolie, hein ! Les dernières municipales... Hm. Moi, j'étais pas sur la liste, hein, pour... mais bon. Oui, j'avais refusé, moi, catégoriquement, je ne voulais pas me mettre derrière ce monsieur.<sup>267</sup> »

Le conflit entre élus et militants à Bagneux est ainsi symptomatique des effets de la « cure d'opposition » de l'UMP balnéolaise<sup>268</sup>. La période d'espoir de victoire à court terme a pris fin à Bagneux avec le départ d'Olivier Sueur, qui a laissé le groupe UMP balnéolais en mal de leader (cf. chapitre 4) et de prétendant crédible à l'investiture du parti pour les élections municipales. Les relations « à la fois inexistantes et exécrables<sup>269</sup> » entre élus et militants sont – pour partie au moins – dues à la division qui règne au sein de la droite balnéolaise, et aux luttes pour le leadership au sein de la section.

---

<sup>266</sup> Entretien avec Michel D., 17/03/12.

<sup>267</sup> *Idem.*

<sup>268</sup> Les difficultés posées par ce conflit à l'action militante de droite et à la bonne représentation politique de la droite à Bagneux sont aggravées par les tensions internes au groupe des élus lui-même. Les 5 conseillers municipaux UMP élus en 2008 se sont ainsi distingués en faisant exploser leur groupe au conseil municipal après deux mois d'existence seulement. En 2012, nous avons pu constater aux séances du conseil municipal que seuls 2 élus d'opposition continuent à siéger. Les 3 autres sont absents, mais refusent de céder leur place.

<sup>269</sup> Selon les mots de Thomas C.

A Malakoff, la « cure d'opposition » à laquelle se trouve soumise l'UMP locale produit des effets très différents. La faiblesse des perspectives de victoire a entraîné, au fil des années, une raréfaction des ressources militantes. De ce fait, ce sont les élus qui prennent directement en charge les prérogatives militantes ; il y a quasi fusion entre équipe militante et équipe municipale, et le *leader* de l'opposition au conseil municipal de Malakoff, Rémi V., est aussi délégué UMP pour la ville et premier des militants du parti. Rémi V. prend ainsi lui-même en charge l'organisation pratique des actions militantes dans sa ville, avec l'aide de ses colistiers et de « bonnes volontés indépendantes ». Cette implication des élus dans la vie militante du parti découle directement de la conception du « travail d'opposition » défendue par Rémi V :

« L'opposition, elle doit être constructive, c'est-à-dire qu'on doit forcément faire des propositions. Moi j'ai fait... à chaque fois, j'ai fait des programmes où il y avait au minimum on va dire entre 70 et 90 propositions. Parce qu'il y a beaucoup, beaucoup de choses à faire dans nos villes, beaucoup de choses à changer, et... et donc, ce qu'il faut faire, c'est évidemment s'opposer... et s'opposer en connaissance de cause, c'est-à-dire qu'il faut aller chercher des fois l'information, c'est-à-dire qu'il faut vraiment aller piocher l'information, parce que parfois on ne vous donne pas toutes les infos, d'accord ? On vous donne toutes celles qui sont légales, mais pas forcément les arrière-pensées politiques, etcetera. Et euh... après, s'opposer, et proposer quelque chose. Donc moi, je fais toujours dans mes articles, euh... il y a toujours une base... c'est-à-dire que je fais un article dans le journal municipal à chaque fois, où il y a... c'est décomposé, c'est-à-dire qu'il y a toujours un paragraphe de fond sur les dossiers, et je fais toujours des propositions qui pourraient... enfin... qui me semblent justes, c'est-à-dire que j'essaie de faire réfléchir les gens même si c'est difficile, et en tout cas j'apporte un éclairage différent. Donc... ça, je pense que c'est ce qu'il faut faire parce que de toute façon, euh... autant la gauche est souvent critique et n'apporte pas de solutions, autant nous, on nous demande d'apporter des solutions. C'est assez paradoxal, mais... c'est comme si on était là pour apporter des solutions. Parfois d'ailleurs ils les reprennent, ils les appellent autrement, d'accord ? Et ils les reprennent à leur compte. Donc il faut faire attention à ça, et il faut bien saisir le bon moment pour les faire.<sup>270</sup> »

Si l'opposition municipale doit jouer un rôle de critique et de contre-proposition par rapport à l'action municipale, comme se le propose Rémi V., alors son action n'est pas très éloignée du militantisme de terrain, qui, dans une ville comme Malakoff, consiste aussi à porter un contre-projet. Ainsi, les actions de terrain comme la distribution de tracts ou le « boîtage » se présentent comme la continuité logique du travail d'opposition au conseil municipal, et leur prise en charge par les élus s'impose d'elle-même. Les élus malakoffiots sont donc de véritables « élus-militants », contrairement à ceux de Bagneux. Ils partagent avec leurs homologues balnéolais leur statut de membre de l'opposition municipale, mais l'incarnent de manière très différente :

« A Bagneux, euh... les élus d'opposition sont clairement inexistantes. Et les militants locaux... s'en passent. Et le fait est que, comme les élus de l'opposition foutent rien, ni du point de vue de l'opposition, ni d'un point de vue militantisme, ça arrange plus ou moins tout le monde de ne pas les avoir dans les pattes. Malakoff, c'est différent, parce que les élus... sont aussi des militants. Parce que par définition, ils sont dans l'opposition, donc ils ne sont pas aux commandes, quoi.<sup>271</sup> »

---

<sup>270</sup> Entretien avec Rémi V., 31/03/12.

<sup>271</sup> Entretien avec Guillaume E., 31/03/12.

## 6.2 Derrière l'organigramme : plasticité des rôles et statuts officieux

### 6.2.1 *Un parti formellement structuré et hiérarchisé au local*

La grande majorité des travaux de science politique consacrés à la structuration interne de l'UMP étudient l'organisation du point de vue national, s'attachant à l'analyse de l'« organisation centrale » du parti. C'est le cas notamment des travaux de Florence Haegel consacrés à l'expression institutionnelle du pluralisme à l'UMP<sup>272</sup>, ou aux particularités organisationnelles de la droite française par rapport à ses homologues européennes<sup>273</sup>. Nous manquons donc de points de comparaison extérieurs à notre terrain concernant la structuration du parti au niveau local.

Les statuts de l'UMP – définis par les instances nationales – régissent la structuration théorique de l'organisation au niveau local. Cependant, si le fonctionnement des instances départementales (ou fédérations) est très précisément réglementé par les articles 6 à 13 desdits statuts – tant au point de vue de leur direction, qu'à celui de leur mode de financement, ou de leurs compétences – l'organisation des comités de circonscription (constituant selon les statuts l'« unité territoriale de base de l'Union », cf. chapitre 3) y demeure, elle, quelque peu imprécise. Quelques lignes de l'article 7 précisent simplement le mode d'élection des membres du comité, la qualité des membres de droit, non élus, et établissent un rapport entre le nombre de sièges au comité de circonscription et l'importance relative de la circonscription au sein de la fédération<sup>274</sup>. Les statuts du parti accordent donc grande latitude aux délégués désignés par les militants pour organiser la structure partisane au sein de leur circonscription (dans la limite du respect des quelques consignes concernant la composition du comité de circonscription lui-même).

A plusieurs reprises, en entretien, les militants se sont livrés pour nous au jeu de la comparaison entre le PS, l'UMP et l'« ancêtre » RPR, pour ce qui regarde le degré de structuration locale. De leurs analyses, il ressort tout d'abord que l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> circonscription semble beaucoup moins précisément structurée et surtout hiérarchisée que ses voisins du PS :

« Qu'à l'époque entre l'UNI et l'UNEF tu retrouvais à peu près les mêmes différences d'organisation qu'il y avait entre le RPR et le PS ou le PC, c'est-à-dire qu'ils étaient super organisés, ils avaient limite une sous-secrétaire aux petits pois, euh... et ils étaient très très hiérarchisés, c'est-à-dire que dès que

---

<sup>272</sup> F. HAEGEL, « Le pluralisme à l'UMP. Structuration idéologique et compétition interne », in Haegel F., dir., *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de sciences-po, 2007, pp. 219-254

<sup>273</sup> F. HAEGEL, « Les droites en France et en Europe », in Perrineau P., Rouban L., dir., *La politique en France et en Europe*, Paris, Presses de sciences-po, 2007, pp. 363-390

<sup>274</sup> « Les comités de circonscription sont composés des membres de droit (membres du gouvernement, parlementaires, conseillers régionaux, conseillers généraux, maires et maires d'arrondissement de Paris, Lyon, Marseille, des conseillers d'arrondissement de Paris, ainsi que les adjoints des villes de plus de 30000 habitants) et de membres élus. Le nombre de membres à élire dans chaque circonscription est proportionnel au nombre de ses adhérents dans la fédération. [...] Un comité de circonscription ne peut pas compter moins de vingt membres. » (Extrait des « nouveaux statuts de l'UMP », déjà cités au chapitre 3)

le chef disait quelque chose, ils étaient tous le doigt sur la couture du pantalon, « voilà, on fait ce que tu nous dis, » tandis qu'à l'UNI, c'était beaucoup plus individualiste. Enfin... à Aix-Marseille en tout cas, je ne généralise pas, il y avait moins cette... cette hiérarchisation des choses, ce que j'ai retrouvé d'ailleurs après quand j'ai recommencé à militer dans les partis politiques, puisque... ne fût-ce qu'à Montrouge, enfin, je ne sais pas si tu connais l'organisation du PS à Montrouge, mais ils sont super hiérarchisés, effectivement. Ils ont des secrétaires, des sous-secrétaires, des colleurs d'affiches permanents qui sont payés pour faire ça...<sup>275</sup> »

La différence de structuration et de culture d'organisation est constamment rappelée par les militants UMP de la 11<sup>ème</sup>, pour s'en enorgueillir (les militants semblent tirer une grande satisfaction de leur capacité à « tenir tête » au PS malgré leur moindre capacité d'organisation) ou s'en désoler (Richard D., par exemple, se plaint à plusieurs reprises devant nous du manque de lisibilité de l'organisation dans son parti, en le comparant au PS, où il est beaucoup plus aisé, selon lui, de « déterminer qui est responsable de quoi, surtout quand quelqu'un a fait une connerie.<sup>276</sup> »). Cette différence tient peut-être en partie, comme l'avance Richard, à une culture partisane plus « individualiste » à droite. Elle semble en tout cas relever d'une forme de « fait stylisé » qui distingue les organisations de gauche des organisations de droite, et qui vaut également pour les organisations étudiantes (UNEF et UNI). Richard D. la présente de plus comme un héritage des temps passés, puisque cette opposition culturelle différenciait déjà le PS du RPR dans les années de sa jeunesse.

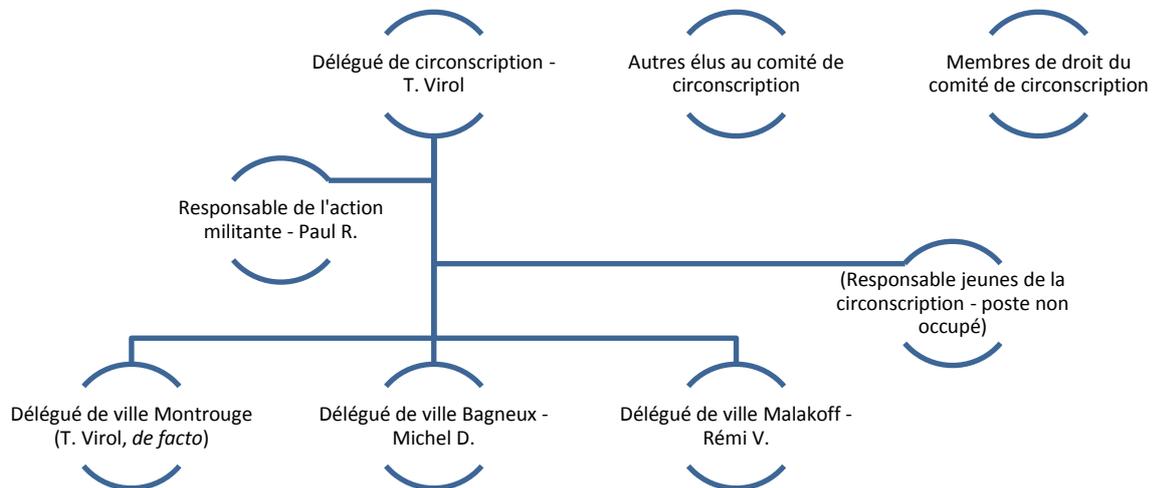
Néanmoins, il est possible de dégager, à partir de la présentation faite par les acteurs eux-mêmes de leur rôle propre au sein de l'organisation, une forme d'organigramme théorique des responsabilités partisans au sein de l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> circonscription. Hormis le statut du délégué de circonscription, Thierry Virol, aucun de ces rôles n'est à proprement parler « officiel », reconnu par les instances nationales et les règlements internes de l'organisation. Les délégués de ville disposent d'un statut quasi-officiel : si leur rôle n'est pas prévu par les statuts du parti, ils existent partout, et leur existence sur le terrain s'impose à l'organisation partisane centrale (ils apparaissent ainsi notamment sur le site internet des différentes fédérations). Nous pouvons donc considérer comme presque officielles les prérogatives de Rémi V. à Malakoff, et de Michel D. à Bagneux. Le « poste » de responsable des jeunes, lui, est régit par les textes de fonctionnement du mouvement des Jeunes populaires, mais il est délibérément présenté comme « vacant » dans la 11<sup>ème</sup> circonscription (cf. chapitre 7, sur le fonctionnement des jeunes de Montrouge). Paul R. se présente lui-même comme le bras droit de Thierry Virol, et comme l'instigateur de la plupart des initiatives

---

<sup>275</sup> Entretien avec Richard D., 07/04/12.

<sup>276</sup> Propos informels tenus à la permanence, Montrouge, 17/03/12. Ce jour-là, le responsable du Parti Socialiste à Montrouge, passant devant la permanence de l'UMP, avait violemment apostrophé Richard au sujet d'une affiche UMP qui avait été collée sur la porte de la permanence PS. Richard s'était défendu en tentant d'expliquer qu'il n'était au courant de rien. Il nous confia ensuite : « Au PS, tu vois, ils sont super structurés. Chacun sait qui a fait quoi. Là, moi, j'ai dit la vérité : je ne sais pas du tout qui a pu coller une affiche UMP sur la permanence du PS ».

organisationnelles et militantes dans la 11<sup>ème</sup> ; il porte le titre – formellement reconnu dans la 11<sup>ème</sup>, mais dénué de valeur auprès des instances partisans supérieures – de « responsable de l'action militante ». Nous pouvons résumer cet « organigramme théorique » par un schéma simple :



L'organisation théorique de l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> circonscription est plus souple que celle de la section PS locale ; mais elle définit néanmoins un certain nombre de rôles autour desquels s'organise une structure militante « plastique » ; elle ressortit à une volonté de trouver une forme d'équilibre subtil entre souplesse et rigidité, comme le formule Thomas C. :

« La mise en place d'une structure militante, c'est quelque chose qui fait appel à ... à un sens de l'équilibre extrêmement aigu. Parce que ... avoir une structure militante ... avoir des militants, ce n'est pas avoir une structure militante. Avoir des militants sans structure, c'est les laisser s'éparpiller, et les perdre. Avoir des militants avec une structure trop rigide, c'est créer des combats de chefs, et les perdre. Donc ... toute la difficulté dans la création de la structure militante, c'est d'avoir une structure qui soit suffisamment organisée pour que tout le monde s'y retrouve, et ... pour pouvoir être efficace, et suffisamment souple pour ... que personne ne s'y sente vexé. C'est ... c'est une difficulté, et effectivement, la différence se fait, à difficulté de terrain égale, sur ... effectivement, sur la capacité des ... des décideurs à mettre en place une structure ... la plus adaptée possible. Je pense que la nôtre ... elle est certes perfectible, hein, on en voit les limites tous les jours ... mais néanmoins, elle n'a jamais perdu de militants. Elle en a toujours gagné. Depuis qu'elle est arrivée.<sup>277</sup> »

Cependant, cet organigramme théorique, fondé sur les titres et la présentation de soi des militants et des responsables, ne correspond pas exactement à la réalité concrète des relations de domination<sup>278</sup> au sein de la structure. Seule l'observation quotidienne des interactions militantes peut donner une idée de la répartition réelle de l'autorité partisane et des prérogatives militantes.

<sup>277</sup> Entretien avec Thomas C., 23/04/12.

<sup>278</sup> Au sens webérien : « *Domination* signifie la chance de trouver des personnes déterminables prêtes à obéir à un ordre de contenu déterminé » (M. WEBER, *Economie et Société*, op. cit., p. 95).

### 6.2.2 De l'organigramme théorique à l'organisation pratique de l'action partisane

La fréquentation assidue de la permanence de circonscription montrougiennaise, l'observation du déroulement des activités militantes, la répétition des entretiens et des conversations informelles, le dépouillement systématique des mails internes – en passant au révélateur de l'expérience quotidienne le discours des acteurs – révèlent aux yeux de l'observateur de façon plus précise qui incarne *en pratique* l'autorité partisane, et de quelle manière. Cette connaissance par imprégnation des relations de pouvoir au sein de la structure fait ressortir une forme de décalage, ou de déformation, entre l'« organigramme théorique » – qui découle des « titres » partisans et *pedigree* de chacun – et la pratique quotidienne de la domination au sein de l'organisation. L'action partisane ressortit à des centres d'impulsion *pratiques* différents des centres *théoriques*. Nous allons tenter, à partir des données que nous avons recueillies, d'échafauder un organigramme « réel », fondé sur les rapports de pouvoir concrètement observés, afin de le comparer à l'organigramme « théorique » présenté plus haut.

Commençons par les « points fixes » : certains postes théoriques semblent correspondre à un pouvoir effectif équivalent aux prérogatives qui leur sont théoriquement attachées. C'est notamment le cas de la position de délégué de circonscription de Thierry Virol, et des postes de délégué de ville occupés par Michel D. et Rémi V. Ces positions de pouvoir semblent en quelque sorte garanties (en pratique) par la légitimité de type légale-rationnelle qui les habite, du fait de leur statut, officiellement ou quasi-officiellement reconnu par les instances nationales de l'UMP. La légitimité du centre partisan semble compter dans les relations de pouvoir locales.

En revanche, les pratiques militantes des jeunes se montrent à l'observation en décalage par rapport au refus théorique de confier à un jeune en particulier la responsabilité de « délégué jeunes dans la 11<sup>ème</sup> circonscription ». Si T. Virol supervise de fait plus ou moins directement les actions partisans des jeunes, confirmant par là l'absence d'un centre de pouvoir réellement autonome au sein du groupe, deux jeunes, Thomas C. et Antoine B., ont un rôle particulier, qui les détache du collectif. Tous deux furent « officiellement » responsables des jeunes de la circonscription par le passé, quand cette « fonction » existait encore. Si aucun des deux n'en porte aujourd'hui le titre, ils semblent s'en partager les prérogatives :

« Les « chefs » entre guillemets, dans la pratique, c'est quand même Antoine B. et Thomas C. Enfin pour moi. Après, voilà. Donc... voilà, c'est eux qui organisent les trucs, c'est eux qui écrivent les mails pour nous dire... « on se réunit là, on fait ci, on fait ça, » enfin... tu vois ? Et je pense qu'on est justement un groupe... enfin, un groupe au sens propre du terme, que chacun peut prendre des initiatives... voilà, chacun peut... après, effectivement, les gros trucs, c'est Thierry qui décide, relayé

par Antoine, au niveau des jeunes, enfin... c'est logique, parce que je pense qu'il faut quand même qu'il y en ait un... qui oriente les autres.<sup>279</sup> »

Antoine et Thomas sont les « relais » (selon le terme consacré) de Thierry Virol auprès des jeunes, et cette situation leur procure une autorité incontestable et incontestée auprès de leurs pairs ; ainsi, Richard D. utilise en entretien le terme – révélateur – de « place morale » pour qualifier leur position de pouvoir officieuse. S'ils ne sont pas les seuls à proposer et à prendre des initiatives au sein du groupe des jeunes, ils décident des orientations à donner à l'action militante, des ordres du jour, président informellement les réunions informelles, etc. C'est à eux que les responsables « séniors » s'adressent. L'un d'eux – Antoine B. – siège au comité exécutif. L'autre est conseiller national UMP. C'est cet ensemble de « preuves empiriques » de leur autorité qui nous a amené à les désigner par raccourci comme les « responsables des jeunes » dans ce mémoire : s'ils n'en portent théoriquement pas le titre, ils en occupent bien la place dans l'organigramme pratique de la circonscription.

Le cas de Guillaume E. est relativement similaire, et également riche en enseignements sur le fonctionnement réel de la structure partisane locale. Guillaume E. ne porte aucun titre, n'est investi d'aucune responsabilité officielle au sein de la circonscription ; il a beaucoup de peine à définir lui-même son rôle :

*« CL : Alors d'abord pour commencer, ce qui m'intéresserait, ce serait que tu me dises exactement un peu quel est ton rôle au sein de la circonscription, en fait.*

GE : Mouais. Okay. Moi... moi, j'ai un rôle un peu particulier dans le sens où euh... où je ne suis pas élu, ni local, ni du comité de circonscription, en revanche, euh... je travaille essentiellement avec... avec toute l'équipe, mais... en particulier avec Thierry Virol, le délégué de circonscription, parce que... avec... je pense que... on doit être de ceux qui ont le plus vieux passé militant dans l'équipe. Voilà. Euh... donc mon rôle, c'est de donner avec Thierry une orientation au travail qui est fait, au travail militant mais au sens large du terme, au sein de l'UMP et de la circonscription, euh... de faire en sorte que des idées surgissent et qu'on puisse les mener à bien. Alors bon là, pour l'instant, ce que je te dis là, c'est très vague, enfin c'est pas très précis. [...] Donc euh... moi... te donner... pour répondre à ta question... c'est vrai que c'est un peu compliqué de te répondre, parce que, au fond moi j'ai un rôle qui est assez... pas nébuleux, mais qui n'est pas officiel. Voilà.<sup>280</sup> »

Les premières fois que son nom fut mentionné en notre présence, il nous fut présenté comme un « relais entre Thierry et les jeunes ». S'il joue effectivement ce rôle, certains indices nous ont progressivement conduit à douter du fait qu'il s'y cantonne : le volume de ses prises de parole dans les réunions, l'autorité qui lui est conférée auprès des jeunes comme des séniors, le contenu des mails internes qu'il envoie, sa proximité avec Thierry Virol ... Il nous apparaît progressivement qu'il est le véritable bras droit de Thierry Virol, et le « véritable responsable de l'action militante, » au sens où il se charge des décisions stratégiques et des grandes orientations.

---

<sup>279</sup> Entretien avec Richard D., 07/04/12.

<sup>280</sup> Entretien avec Guillaume E., 10/03/12.

Si Guillaume E. est le véritable bras droit de Thierry Virol, Paul R. se trouve nécessairement investi d'un rôle subalterne, plus modeste que son titre et son discours ne le laissent supposer. Il se charge de l'organisation pratique des actions militantes et de la logistique :

*« CL : J'avais une question ... par rapport à Paul, en fait. J'ai un peu de mal... à trouver où est la vérité, entre la vision qu'il a, lui, de son rôle, et son rôle effectif... »*

RD : Alors Paul en fait est implanté depuis... pff... je ne sais pas exactement combien, mais depuis très, très, très longtemps sur Montrouge, donc Paul a un réseau encore une fois... personnel. Après, au niveau de l'action militante... euh... je pense que Paul, ça doit être un des seuls qui a fait tous les tractages organisés sur le marché de Montrouge depuis... des mois, qui était là tout le temps, euh... après, si le sens de ta question, c'est : « est-ce que c'est vraiment lui qui dirige l'action militante, » non, enfin... pour moi, non. [...] C'est vrai que son rôle est difficilement définissable. En fait, je pense que... que Paul... pff, comment je pourrais définir son rôle ? Euh... il organise effectivement l'action militante, dans le sens où au niveau des tractages, au niveau de... mais bon, si tu veux, pour moi en tout cas, c'est Guillaume et Antoine qui déterminent ce qu'on fait et à quel moment... avec Thomas au niveau des jeunes... et Paul, qui, après, pas au niveau des jeunes mais au niveau de l'UMP, de la circo, tout court, organise pratiquement.

*CL : La logistique.*

RD : Voilà. Mais je ne pense pas... enfin, moi de ce que j'en ai vu, je ne pense pas que Paul ait vraiment un pouvoir de décision sur les actions à mener à proprement parler<sup>281</sup>. »

Il s'est ainsi chargé pour ainsi dire seul de la planification des déplacements aux *meetings*, notamment à Villepinte ou à Rueil Malmaison. Il a également pris en charge le lourd dossier des procurations, en organisant le recrutement des mandataires et leur mise en correspondance avec les mandants. Toujours présent sur le terrain, Paul bénéficie d'une haute estime auprès de beaucoup de militants. Mais son autorité, sa capacité à s'imposer lors des prises de décisions est à peu près nulle<sup>282</sup>. Nous avons eu, à plusieurs reprises, l'occasion d'assister à des débats arbitrés par Thierry Virol entre Guillaume et Paul sur des points de stratégie militante. A chaque fois que l'occasion s'est présentée, l'arbitrage de Thierry Virol s'est fait en faveur de Guillaume. Selon les militants qui le connaissent, Paul ne se fait d'ailleurs pas d'illusion sur sa véritable influence au sein de la structure

---

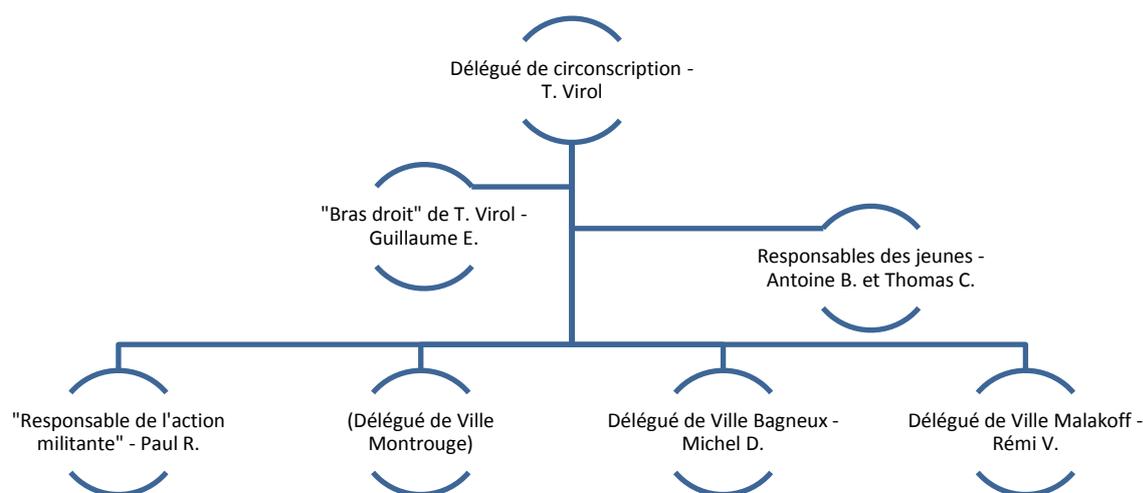
<sup>281</sup> Entretien avec Richard D., 07/04 /12.

<sup>282</sup> « Voilà, je te dis, Paul, pour moi, c'est la logistique. Ce qui est quand même une pierre angulaire, parce que si tu n'as pas la logistique... en général c'est Paul qui va chercher les affiches au siège, qui va chercher les tracts, euh... tu l'as vu, il s'occupe des bus quand il y a les déplacements aux meetings, il s'occupe... il organise aussi des tractages en essayant de rameuter un peu tout le monde, pour savoir qui vient et qui ne vient pas... donc c'est quand même utile ! Enfin... ce qu'il fait est très, très utile. Je dirais même que s'il ne le faisait pas, on ne pourrait pas être aussi efficaces. Mais après, si t'envisages le titre de « responsable de l'action militante » comme... comme quelqu'un qui décide qui fait quoi, quand est organisé un tractage, un collage, etcetera, Paul, il ne fait pas ça. Très clairement. Ça, c'est Guillaume qui le fait. D'ailleurs, t'as qu'à voir, il y a eu un mail de Guillaume disant qu'il fallait en remettre un petit coup sur les collages, et on l'a fait. Tu vois ? C'est pas Paul qui aurait écrit ce mail. Voilà. »

*Entretien avec Richard D., 07/04 /12.*

militante ; il joue de son titre, notamment vis-à-vis des étrangers à l'institution – en l'occurrence, nous-même – mais ne semble pas être dupe de son propre jeu<sup>283</sup>.

Munis de ces quelques correctifs tirés de l'observation régulière des pratiques partisans, nous pouvons redessiner l'organigramme de la circonscription, de manière qu'il corresponde davantage à l'équilibre *réel* des pouvoirs et des prérogatives. La hiérarchie des positions s'en trouve quelque peu modifiée :



Les « décalages » existants entre le schéma « théorique » exposé page 96 et l'organigramme « pratique » ou « réel » présenté ci-dessus tiennent en grande partie à la souplesse des structures locales de l'UMP, à l'ambivalence de certains rôles, de certaines responsabilités partisans et donc, en définitive, à la culture d'organisation spécifique de ce parti (ou tout du moins à l'interprétation qui en est faite localement par les responsables UMP de la 11<sup>ème</sup> circonscription).

### 6.3 Du politique au protopolitique : les réseaux sociétaux de l'UMP

Après nous être attaché à l'étude de la structure partisane locale, nous allons, au cours des pages qui suivent, nous efforcer de comprendre comment elle interagit avec son environnement, à travers les activités et identités sociales multiples des militants qui l'incarnent. Une telle tentative

<sup>283</sup> « Après, je pense qu'il en a conscience, Paul. Bon, je ne sais pas ce qu'il t'a dit, mais je pense qu'il n'est pas dupe. Enfin... moi, quand je l'entends parler, je pense qu'il en a conscience. Des fois il regrette d'ailleurs qu'on ne lui donne pas vraiment ce rôle d'organisateur, enfin de planificateur, pour être précis... mais bon, voilà, après... »

Entretien avec Richard D., 07/04 /12.

suppose d'étudier l'organisation à ses frontières, et de se situer, en observateur, sur la ligne trouble qui sépare le politique du protopolitique dans l'écosystème local. Elle demande également de s'appuyer sur l'étude du positionnement de certains acteurs, ceux dont la position privilégiée au sein de différents univers – dont l'univers partisan – leur permet de jouer un rôle de passeur, « de courroie de transmission », et qui contribuent à enraciner le parti dans la société. Elle doit enfin conduire à s'attacher à l'étude des liens et des échanges entre l'univers partisan et les mondes associatifs au niveau local, dans le but de faire émerger certains contours du « milieu partisan<sup>284</sup> » UMP local. Nous verrons à l'occasion que la mise au jour des réseaux sociétaux de l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> circonscription se heurte aux réticences et aux dénégations de militants disposés à beaucoup d'efforts pour sauvegarder le mythe de l'autonomie absolue des engagements partisans : « ici, à l'UMP, on ne mélange pas les genres ! ».

### 6.3.1 *Des adhérents multi-positionnés : l'exemple de T. Virol*

Certains adhérents de l'UMP, dans la 11<sup>ème</sup> circonscription, évoluent simultanément dans différentes sphères sociales locales, voire même dans différents « sites d'interactions » (locaux et nationaux) du parti. De tels adhérents, nous disons qu'ils sont « multipositionnés ». Nous développerons un seul exemple, choisi pour son caractère particulièrement riche : celui de Thierry Virol.

Thierry Virol se présente sur son site internet « officiel » comme « Agé de 51 ans, Juriste, ancien auditeur de l'IHEDN, Chevalier de la Légion d'honneur et Chevalier dans l'Ordre National du Mérite. Père de trois enfants.<sup>285</sup> » Il est, depuis 2008, délégué de la circonscription. Il est l'un des associés fondateurs du cabinet de conseil Alixio, fondé par Raymond Soubie, ancien conseiller social du président de la République Nicolas Sarkozy. Il précise sur sa biographie internet avoir travaillé dix ans aux côtés de Raymond Soubie avant son départ pour l'Élysée. Présent depuis de nombreuses années dans les métiers de l'audit et du conseil, il en dirige la fédération professionnelle au sein de l'UMP. Actuellement, il se trouve à la tête de l'OPHLM<sup>286</sup> de Montrouge, « Montrouge Habitat ». Il bénéficie par là-même d'un lien privilégié avec le domaine du logement. Il fait usage de sa position à la tête de cette institution, en y employant notamment des collaborateurs politiques<sup>287</sup>. Sa position lui confère également une forme d'expertise : s'il ne s'occupe pas du logement à l'UMP, il y est

---

<sup>284</sup> Au sens de F. SAWICKI, *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 1997, p. 24 : « l'ensemble des relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément pour finalité principale de participer à la construction du parti politique, quoiqu'ils y contribuent en fait par leurs activités. »

<sup>285</sup> <http://www.thierryvirol.fr>

<sup>286</sup> Office public des HLM.

<sup>287</sup> Sans qu'il s'agisse pour autant d'emplois fictifs : Guillaume E., qui a pu compter sur l'entremise de T. Virol pour obtenir un emploi à l'OPHLM, travaille réellement pour Montrouge Habitat.

considéré comme un spécialiste des affaires sociales. En revanche, sa charge d'adjoint UMP au maire M<sup>r</sup> Metton concerne, elle, les questions de logement, primordiales dans une ville comme Montrouge. Sa position à la tête de Montrouge Habitat revêt une grande importance pour sa renommée politique locale : Thierry Virol est davantage connu – et identifié par les électeurs potentiels - en tant que directeur de l'OPHLM qu'en tant que maire-adjoint<sup>288</sup> (il n'apparaît d'ailleurs qu'en neuvième position sur la liste des maires-adjoints montrougiens).

Son amitié avec Raymond Soubie, régulièrement rappelée par les militants locaux, et son expertise sur les questions sociales lui ont permis d'intégrer l'équipe de campagne de Nicolas Sarkozy en qualité de conseiller aux affaires sociales. Cette fonction lui permet de tutoyer les cimes de la hiérarchie partisane de l'UMP – si l'on considère, avec Florence Haegel, que la véritable direction du parti s'incarne davantage dans l'« entourage », l'équipe des conseillers de son principal leader politique, que dans les instances nationales officielles de direction partisane<sup>289</sup> :

« Alors, il y a un truc... c'est pas dit comme ça, mais ce qui va sans le dire, va mieux en le disant, il faut savoir que notre délégué de circonscription Thierry Virol, euh... a une particularité majeure, qui fait une différence... par rapport à d'autres circonscriptions. En clair, dans beaucoup de cas, sauf quand t'as un député, ou un maire de grande ville, enfin tu vois, une figure, qui cumule les fonctions euh... des fonctions politiques... et une fonction militante, c'est-à-dire de patron local de l'UMP, euh... la plupart du temps, t'as affaire quand même à des illustres inconnus, euh... en tout cas en ce qui concerne le grand public, et qui ont un poids relatif euh... au niveau départemental et au niveau national. Nous, c'est pas notre cas. On a... Thierry Virol est quelqu'un d'extrêmement important au niveau de l'UMP national, et au-delà de ça, qui a des liens avec un certain nombre de ministres, et euh... à l'Élysée, particulièrement importants. Faut savoir qu'aujourd'hui Thierry Virol est un des artisans du programme social de Nicolas Sarkozy.<sup>290</sup> »

Thierry Virol est bel et bien un acteur politique multipositionné, qui jouit d'une insertion privilégiée au sein d'une multitude de sphères sociales. Multipositionné tout d'abord au niveau local, où il cumule des fonctions professionnelles, partisans, électives, dans des domaines connexes mais néanmoins différenciés. Multipositionné également du fait de son cumul de positions locales et nationales au sein du parti, qui enrichissent ses réseaux personnels. Ces différentes fonctions lui fournissent des ressources diversifiées en termes de capital politique, militant<sup>291</sup> mais aussi

---

<sup>288</sup> « Thierry Virol a... pas forcément une grande visibilité sur Montrouge non plus. Les gens savent qu'il est adjoint au logement, ils le connaissent beaucoup plus d'ailleurs en tant que responsable de l'OPHLM de Montrouge, Montrouge Habitat, qu'en tant que responsable de l'UMP de la circonscription... ce qui est logique, tu me diras, parce que forcément... Qui a apporté un jour son dossier de demande de logement à Montrouge Habitat, sait... enfin, a vu son nom, on va dire. [...] Surtout qu'il n'est pas dans les premiers adjoints, enfin... il n'est pas... je crois qu'il est cinquième ou sixième sur la liste... enfin il n'est pas dans les deux-trois premiers adjoints, qui en général sont ceux que connaissent les gens... de notoriété, on va dire. »  
*Entretien avec Richard D., 07/04/12.*

<sup>289</sup> F. HAEGEL, « Les droites en France et en Europe », in Perrineau P., Rouban L., dir., *La politique en France et en Europe*, Paris, Presses de sciences-po, 2007, p. 365.

<sup>290</sup> Entretien avec Guillaume E., 19/03/12.

<sup>291</sup> Au sens où F. MATONTI et F. POUPEAU l'entendent et le différencient du capital politique dans leur article « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, pp. 4-11

économique, dans la mesure où, comme l'écrit Annie Collovald, « la progression dans la hiérarchie politique ne s'accomplit pas de façon linéaire et cumulative à la manière d'une "carrière" ; elle procède plutôt d'une somme d'investissement multisectoriels conduisant à une "multipositionnalité"<sup>292</sup> ». Les bénéfices politiques que tire Thierry Virol de sa multipositionnalité nous semblent la rapprocher, par certains aspects, des formes de notabilité construites par les « têtes politiques locales » de la nouvelle UDF étudiée par Julien Fretel<sup>293</sup>.

### 6.3.2 Réseau de l'UMP locale ou réseaux de ses acteurs ?

S'interroger sur les « réseaux » de l'UMP locale (envisager le parti localement comme un « réseau de réseaux »), c'est nécessairement poser la question de la primauté des réseaux individuels ou des réseaux d'organisation. Dans le cas de l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> circonscription, cette question semble facile à trancher. Là où, dans certaines organisations, certains partis, les individus « profitent » des réseaux qui leur sont offerts par la structure partisane, dans le cas qui nous concerne, c'est au contraire le capital politique, les réseaux d'interconnaissance des leaders locaux qui semblent prévaloir, et donner de la consistance aux réseaux d'organisation.

Un constat s'impose en premier lieu : dans la 11<sup>ème</sup> circonscription, le rapport « au national », c'est-à-dire aux instances nationales du parti, passe entièrement par Thierry Virol :

« Quand on rencontre le premier samedi du mois notre leader Thierry Virol, je lui dis : « tu nous vaccines un petit peu », la moitié de ses réponses sont consacrées à nous redonner les enjeux, véritablement où on en est au niveau national, avec plein d'anecdotes, parce que comme il est reçu quasiment au plus haut de l'Etat, donc on a des informations qui nous revaccinent, autrement dit qui nous rechargent.<sup>294</sup> »

Ceci tient moins à son statut de délégué de circonscription (et donc de relais théorique entre la circonscription et les instances supérieures) qu'à son multipositionnement (dont son statut de délégué de circonscription participe bien évidemment). Les relations au centre national de la structure locale (et, partant, de la très grande majorité de ses adhérents) se réduisent aux relations personnelles de T. Virol au sein des instances nationales et des cercles « qui comptent », c'est-à-dire à son « carnet d'adresses ». Ainsi, les deux responsables de ville de Malakoff et de Bagneux nous confient tour à tour entretenir des rapports pour le moins limités avec les instances nationales, voire même avec la fédération : « La fédé, moi, c'est surtout par l'entremise de Thierry Virol », nous dit Michel D.

---

<sup>292</sup> A. COLLOVALD, « Identités(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 73, 1988, p. 35

<sup>293</sup> J. FRETTEL, « Le parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notabilières des élus de l'UDF. », *Politix. Travaux de science politique*, n°65, 2004, pp. 45-72

<sup>294</sup> Entretien avec Paul R., 08/02/12.

De manière plus générale, le contact avec les leaders politiques UMP du département et du centre national passe entièrement par les relations interpersonnelles des uns et des autres. Ainsi, une grande partie de la visibilité de la circonscription, mais aussi des sections de ville, auprès de la fédération et au-delà, tient à l'étendue du capital politique du responsable de circonscription, du délégué de ville, ou de certains acteurs clés. Ainsi, le manque de « relations » et de visibilité, au sein de l'organisation partisane nationale, des délégués des deux villes communistes handicape lourdement les sections UMP balnéolaïse et malakoffiote dans leurs rapports aux instances supralocales, comme le reconnaît à demi-mot Rémi V. en entretien :

« C'est difficile entre guillemets de "pousser des portes", parce qu'on est pas toujours entre guillemets "reconnus" en tant que tels. Quand on est minoritaires dans... dans des départements.<sup>295</sup> »

A contrario, Guillaume E. bénéficie d'un réseau de relations intrapartisanes à la fois étendu et diversifié, du fait de sa double socialisation politique au sein de l'UNI<sup>296</sup> (dont il fut l'un des dirigeants nationaux) et au MIL<sup>297</sup>. Il sait aussi tirer profit des contacts qu'il a gardés de son passage à « la droite » et au cabinet de l'ancien ministre de la défense Charles Millon. Ses réseaux personnels en font un interlocuteur plus « prestigieux » et mieux doté en capital politique ou politico-partisan que les responsables de ville UMP Michel D. et Rémi V. :

*« CL : Est-ce que tu penses que ça t'apporte... des réseaux par exemple politiques, des liens avec des gens différents de quelqu'un qui aurait par ailleurs ton parcours politique, mais sans être au MIL ?*

GE : Etant donné que c'est les mêmes personnes depuis toujours, enfin depuis que moi je suis rentré au MIL, oui, si tu veux, dans une certaine mesure. Après, je sais pas. Ça fait plus de vingt ans que je fais de l'action militante,... on peut appeler ça un réseau, quoi. Oui, certainement, c'est un plus. Oui, clairement. Donc oui, par exemple, t'as des exemples concrets. Sur des choses très simples, hein, parfois. Hier, une de mes amies, qui vote à Lyon, et qui ne peut pas aller voter pour la présidentielle, cherche quelqu'un qui puisse voter à sa place, conclusion des courses... bon, j'aurais pu appeler l'UMP du Rhône, mais je suis passé par... j'en ai parlé à un des dirigeants du MIL qui m'a trouvé tout de suite une personne, dans son arrondissement lyonnais, pour voter à sa place. Ou quand j'ai quelqu'un qui déménage, ou qui va faire ses études, ou qui souhaite s'installer machin, et dans une région où il ne connaît pas grand monde, bah j'ai juste un coup de fil à donner, quoi. Et l'inverse est vrai aussi, s'ils ont besoin... ou sur des sujets précis, s'ils cherchent un intervenant sur tel ou tel sujet, pour animer une réunion, ou quelque chose, bah ils m'appellent, et moi je leur trouve. Voire même c'est moi qui y vais.<sup>298</sup> »

Les réseaux de l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> circonscription semblent ainsi correspondre peu ou prou aux réseaux de connaissances personnelles de ses acteurs. Nous ne prétendons pas que ce constat soit généralisable à l'UMP sur l'ensemble du territoire français ; néanmoins, c'est la situation qui semble prévaloir dans l'ensemble Hauts-de-Seine. Nos observations nous paraissent par ailleurs aller dans le

---

<sup>295</sup> Entretien avec Rémi V., 31/03/12.

<sup>296</sup> L'Union Nationale Interuniversitaire est une organisation étudiante proche de l'UMP.

<sup>297</sup> Le Mouvement Initiative et Liberté est une organisation gaulliste liée à l'UMP et à l'UNI ; elle représente une forme de résurgence du Service d'Action Civique dissous par François Mitterrand le 3 août 1982.

<sup>298</sup> Entretien avec Guillaume E, 19/03/12.

même sens que les analyses présentées par Anne-Sophie Petitfils au sujet de l'« affaire Vanneste<sup>299</sup> » : la capacité de Christian Vanneste à conserver ses soutiens partisans à l'UMP – malgré les condamnations du centre national et son exclusion à titre provisoire du parti – montre « en négatif » la forte personnalisation des réseaux partisans à l'UMP.

### 6.3.3 *Discrétion et cloisonnement dans l'engagement associatif*

L'enquête sur les liens existant dans la 11<sup>ème</sup> circonscription entre l'UMP locale et les associations s'est révélée particulièrement difficile. Notre première tentative d'obtenir quelque information sur le sujet au cours d'un entretien fut pour le moins inefficace : notre interlocutrice, Anne-Sophie T., parut déstabilisée par notre question. Elle nous confirma l'existence de liens avec des structures associatives, mais se montra relativement avare de précisions :

*« CL : Sinon, je voulais te demander : est-ce que à Montrouge il y a des formes de liens existant entre l'UMP et des organisations, associations, des clubs... j'ai vu qu'il y avait le Rotary et le Lion's club qui étaient présents à Montrouge... »*

AST : A ma connaissance... pas vraiment... en tout cas pas avec le Lion's et le Rotary. On a un lien avec le Racing Club de Montrouge, qui est le club de Rugby de Montrouge, parce que ce sont des jeunes de l'UMP qui sont à l'origine de... de ce club, on a des liens avec d'autres associations, mais euh...

*CL : De quel type ?*

AST : De quel type... alors, il y a une association pour les femmes, je ne me souviens plus du titre exact, je suis désolée... oui, des associations, mais je ne me souviens plus exactement lesquelles. Mais on a des liens avec d'autres associations. Dans des domaines... je dirais, qui vont se rapporter à des franges de la société.<sup>300</sup> »

Toutes nos autres tentatives, auprès de responsables comme auprès de simples militants, se sont heurtées aux mêmes difficultés, hésitations, voire même à des tentatives d'éluder purement et simplement la question. Nous avons dû renoncer, de guerre lasse, à questionner nos enquêtés sur ce sujet. Cependant, cette forme de « tabou » de l'engagement associatif nous a paru constituer un point d'investigation intéressant pour lui-même. Nous avons donc tenté de comprendre, de saisir les raisons de ce « tabou », pour voir ce qu'il pouvait nous enseigner sur la place de l'engagement associatif à l'UMP locale et, au-delà, sur le discours « officiel » véhiculé et valorisé par l'institution partisane à son sujet. Il est apparu rapidement, au vu des entretiens réalisés et des conversations menées au fil des jours avec l'un ou l'autre des militants de la circonscription, que nos questions sur l'engagement associatif se heurtaient à une rhétorique du rejet des liens entre parti et associations – et, au-delà, à un rejet de l'idée même d'une hétéronomie des organisations partisans. Pour les

---

<sup>299</sup> A.-S. PETITFILS, « Mobilisations et luttes internes autour des questions homosexuelles à l'UMP : l'« affaire Vanneste » », *Politix. Travaux de science politique*, n° 92, 2010, pp. 99-124

<sup>300</sup> Entretien avec Anne-Sophie T., 28/02/12.

militants de la 11<sup>ème</sup>, les interdépendances et les liens d'échange stabilisés entre associations et partis politiques n'existent que « du côté de la gauche qui noyauté tout » :

*« CL : Et sinon, je me demandais, est-ce qu'il y a des liens particuliers, privilégiés, du comité de ville UMP [de Bagneux] avec des associations dans la ville ?*

MD : Non, parce que les associations à Bagneux, elles sont noyautées, hein !

*CL : Toutes ?*

MD : Oui, enfin, à 95%, quoi ! Elles sont noyautées, oui ! Non non, alors là, les associations à Bagneux, c'est... c'est fermé ! Bien noyauté, la plupart des associations, le président d'honneur, c'est le maire, Donc vous voyez ! On va dans des... moi, je suis membre des amis de Bagneux, c'est une association d'histoire locale, et je vois bien... je vais à l'assemblée générale, je vois bien que c'est très... c'est fermé, quoi ! Il y a eu des élections internes au conseil d'administration, tout ça, on ne peut pas y aller ! On ne peut pas y aller, on nous empêche de... on nous empêche d'être candidats ! Non, les associations à Bagneux, c'est... très, très fermé ! Hm.<sup>301</sup> »

Au-delà de l'expression des difficultés à se « faire une place » dans un monde associatif polarisé à gauche, Michel D. exprime d'une certaine manière sa condamnation du système de relation aux associations que pratiquent la gauche en général et le PCF en particulier : si les organisations balnéolaises sont « noyautés », à l'UMP, en revanche, on ne noyauté pas ; les individus doublement engagés à l'UMP et dans le monde associatif le sont à titre personnel et individuel, et ils ne « mélangent pas les genres » :

*« Il n'y a pas... comment dirais-je... il y a pas d'identification pure et dure au fait d'aller dans une association, qu'elle soit sportive, culturelle et autre, en disant : « moi, je suis de l'UMP », machin. Elle existe dans les faits, les gens sont plus ou moins identifiés comme étant UMP, mais on ne mélange pas les genres. Autrement dit, il ya une forte implication dans le tissu associatif local, de la part de gens qui sont encartés à l'UMP, mais dans laquelle il n'y a pas de prosélytisme pur et dur qui est effectué ; en revanche le fait que les gens soient identifiés comme UMP fait que... de toute manière, le lien est fait, quoi, voilà. Voilà. On est pas... ce que ne fait pas la gauche, hein, la gauche, en général... ils mettent pas leur drapeau dans leur poche... c'est pas une question de mettre le drapeau dans leur poche, euh... dans notre poche, c'est le fait d'être un peu plus subtil que ça, quoi.<sup>302</sup> »*

Dans le cas des clubs services, très présents à Montrouge, à travers l'implantation du Rotary et du Lions clubs, le « tabou » associatif semble se doubler d'une forme de « discrétion bourgeoise » :

*« CL : Et les cas du Lions et du Rotary, c'est quand même assez particulier, non ?*

GE : Ouais, mais ça c'est autre chose. T'as de tout euh... t'as de tout. Alors c'est vrai qu'en général quand t'es membre du Lions, du Rotary, t'es plutôt dans la logique de notabilité, quoi. Et donc euh... on peut supposer que t'as... les types sont plus de droite. C'est vrai. C'est euh... ou pas. Ça dépend. Mais ici, sans doute.

*CL : Et donc concrètement, il y a des membres du Rotary et du Lions qui...*

---

<sup>301</sup> Entretien avec Michel D., 10/03/12

<sup>302</sup> Entretien avec Guillaume E., 19/03/12

GE : Qui sont encartés à l'UMP ? Ouais. Enfin... ou qui sont encartés UMP, ou qui sont proches de nos idées. Hein.

CL : *Mais il n'y a pas de lien par exemple sur l'organisation d'évènements... communs de discussion, ils ne vont pas inviter une personnalité de l'UMP pour parler dans une soirée... ?*

GE : Pas dans... alors. Ça peut arriver, mais... c'est pas parce que c'est un responsable de l'UMP, c'est parce que ça peut être un élu, qui est UMP, ou un ministre, ou quelqu'un... ou une personnalité qui est connue comme étant UMP, mais il n'intervient pas parce qu'il est UMP ; il intervient parce que... parce qu'il est... dans un domaine précis, il a une expertise. Voilà. Enfin je... j'ai pas de contre-exemple, quoi. Il y en a peut-être, mais je n'en connais pas. Voilà.<sup>303</sup> »

Notre entreprise visant à cerner les liens entre le parti et le monde associatif local par le biais d'entretiens qualitatifs était, dès le départ, vouée à l'échec ; il aurait fallu faire un travail d'enquête quantitatif, par questionnaire, sur l'engagement associatif des adhérents de l'UMP. Le questionnaire que nous avons construit (cf. annexe) allait dans ce sens, et comportait une série de questions sur les engagements « extérieurs » des adhérents. Malheureusement, comme nous l'avons signalé lors des chapitres préliminaires (chapitre 2), sa passation n'a pas pu être organisée, et notre analyse quantitative est, par voie de conséquence, demeurée à l'état de projet. Cependant, toutes nos questions ne sont pas restées sans réponse, et le silence – ou plutôt les esquives – de nos interlocuteurs fut, d'une certaine manière, riche d'enseignements concernant les liens entre l'UMP locale et les associations.

#### *6.3.4 Le Racing Club de Montrouge : un projet pour la ville*

Un phénomène particulier a cependant retenu notre attention : l'engagement d'une partie des jeunes UMP montrougiens dans un projet collectif visant à la création d'un club de rugby à Montrouge. Ce projet constitue en effet l'unique exemple d'engagement de type associatif – sportif, en l'occurrence – « transparent » et spontanément revendiqué par les militants UMP dans la 11<sup>ème</sup> circonscription.

Réunissant quelques-uns des adhérents « historiques » de la « section » UMP jeune de Montrouge, parmi lesquels Antoine B., le projet est présenté comme suit par son président sur le « blog » de l'association<sup>304</sup> :

Le Racing Club de Montrouge a été pensé un soir d'Avril 2011 autour d'une bière... ou deux ! Nous souhaitons, mes amis et moi, rejouer au rugby d'abord parce que nous sommes des passionnés et puis aussi, il faut l'avouer, parce que nous sommes en « léger » surpoids... Alors quoi de mieux que de créer sa propre équipe... Une équipe qui, comme toutes, partage des valeurs de solidarité, de fraternité, de respect de l'autre. Tout cela mixé à notre identité, à l'identité de la ville de Montrouge, avec un seul mot d'ordre : transmettre. Nous sommes quelques-uns à avoir pratiqué le rugby très jeunes, l'école de la vie, l'école du rugby comme disent les anciens. Aujourd'hui, notre principale

---

<sup>303</sup> *Idem*

<sup>304</sup> <http://rcmontrouge.blogspot.fr>

volonté est de partager tous les moments de bonheur que nous avons vécus. Les défaites, les victoires, les pleurs, les rires, les troisièmes mi-temps, les castagnes... et puis tout simplement le plaisir de se retrouver. No changing room, No rugby team! Voici notre devise. C'est avec un grand bonheur que nous vous accueillerons dans notre équipe.

Si le projet est né au sein du groupe des jeunes de l'UMP de Montrouge, le RCM ne se revendique pas d'une quelconque filiation partisane. Il accueille, comme nous l'ont assuré son président et Antoine B. lui-même, beaucoup de joueurs extérieurs à l'UMP, certains revendiquant même une appartenance politique adverse, socialiste par exemple. Cependant, l'appartenance partisane du groupe des « pionniers » est assumée et revendiquée au sein de l'association ; si le RCM n'est pas « un réseau militant de quarante personnes, capable de débarquer sur un marché, avec une pile de tracts<sup>305</sup> », il reste néanmoins le lieu et l'occasion d'une forme de prosélytisme voilé.

L'identité politique des fondateurs s'affiche d'autant plus naturellement que le projet valorise l'action locale de l'UMP, illustre son implantation et montre une volonté de mettre le politique au service des citoyens ; le Racing Club de Montrouge est un projet « politique » au sens noble du terme : c'est un projet pour la cité :

« C'est plus ... dans l'idée de se dire : voilà, on s'implique dans la ville, raison pour laquelle on ... on a aussi monté le club à Montrouge, alors qu'un certain nombre de joueurs ne sont pas montrougiens. C'est par volonté d'apporter quelque chose de plus à notre ville, comme la ville n'avait pas de ... de terrain de rugby. Euh ... d'équipe de rugby, pardon. Euh ... voilà.<sup>306</sup> »

A ce rôle s'ajoute une efficacité proprement politique de la structure du RCM, reconnue à demi-mot par les acteurs. Le club de rugby joue un puissant rôle en interne, concernant le « *teambuilding* » (pour reprendre l'anglicisme managérial d'Antoine B.) du groupe des jeunes :

« Il faut vivre des choses ensemble. Et effectivement, tu as raison, pas uniquement dans le cadre politique. D'où le fait que ... qu'on essaie d'organiser des rendez-vous autres, et qu'on essaie de se rencontrer dans d'autres contextes que dans le domaine purement politique. Bien sûr, on a parlé aux différentes personnes qui nous ont rejoints du RCM, il y en a un certain nombre qui ont fait le choix d'aller s'entraîner euh ... aux entraînements, etcetera, parce que ça leur faisait plaisir, parce qu'ils avaient envie de le faire, ce qui a permis de créer des liens qui étaient encore ... plus forts, euh ... ça n'a pas été le cas de tout le monde, raison pour laquelle il faut aussi créer d'autres projets, annexes. Alors là, encore une fois, on est en plein dans le ... dans la campagne présidentielle. Donc c'est pas évident de faire du team building, euh ... alors qu'on a tous des emplois du temps qui sont surchargés, et qu'on n'a pas ... forcément la capacité de dégager du temps pour aller se faire une après-midi paintball, ou ceci, ou cela, mais par contre, la logique n'est pas uniquement au RCM. C'est ... la logique est transverse, et il faut qu'on puisse intéresser tout le monde à des sujets divers et variés. Voilà.<sup>307</sup> »

L'accent porté sur les valeurs communes portées par l'UMP et le collectif rugbystique fait du RCM un puissant vecteur de mobilisation interne et un lieu privilégié de recrutement et d'intégration des nouveaux adhérents.

---

<sup>305</sup> Entretien avec Antoine B., 13/04/12.

<sup>306</sup> *Idem.*

<sup>307</sup> *Idem.*

L'investissement associatif des jeunes de l'UMP dans le Racing Club de Montrouge est donc à tous égards particulier. Les rapports entre parti et association sont grandement simplifiés par les origines (indirectement) partisans du projet associatif ; œuvre des militants au service de la collectivité, le Racing est une source de légitimité locale pour le parti, et il nous semble que c'est à ce titre qu'il échappe au « tabou » institutionnel porté sur les relations entre l'UMP et les associations.

### 6.3.5 *Frontières troubles du militantisme politique à droite dans les municipalités communistes*

Pour conclure ce chapitre, nous allons nous attacher à l'analyse d'un phénomène particulièrement prégnant dans les municipalités communistes de la circonscription : la participation systématique de citoyens « non-engagés » – et surtout non-encartés – aux activités partisans de la section UMP. Cette participation, qui passe par le biais de structures de type associatives, institue un type de lien spécifique entre parti politique et association citoyenne. Si de telles structures associatives sont monnaie courante à droite, notamment dans certaines des circonscriptions voisines<sup>308</sup>, elles prennent dans les villes d'opposition une forme et un rôle tout à fait originaux.

Dans un article consacré à « l'étude empirique d'une succession mayorale à Roubaix<sup>309</sup> », Rémi Lefebvre présente « l'apolitisme » comme la résultante d'un « incessant travail politique » de la part des équipes municipales et des élus locaux, source de légitimation « par le local » de la fonction mayorale<sup>310</sup>. Symétrique de cet « apolitisme municipal » comme ressource du pouvoir local, nous pouvons parler dans le cas qui nous concerne de construction d'un « apolitisme d'opposition », légitimant au contraire la lutte contre les politiques municipales trop « politiciennes », et fondant sur les ressorts de l'identité locale le travail militant nécessaire à l'alternance politique.

Tout part du constat, acté par les responsables UMP locaux, de la difficulté pour beaucoup de citoyens des deux villes de Bagneux et de Malakoff d'assumer une identité partisane droitrière, difficulté résultant des pratiques particulières du « communisme municipal » évoquées dans le chapitre 4<sup>311</sup>. Ainsi, Michel D., le délégué de ville de Bagneux, évoque le cas de citoyens de sa ville, déçus par l'équipe en place ou opposés au PCF de longue date, désireux de s'impliquer auprès de l'UMP pour l'alternance municipale, mais refusant toute appartenance, et, au-delà, toute identification même indirecte à un mouvement politique de droite :

---

<sup>308</sup> Pour ne prendre qu'un exemple, l'association « Union pour Châtillon » du député-maire châillonnais Jean-Pierre Schosteck relève du même mode de fonctionnement

<sup>309</sup> R. LEFEBVRE, « Etre maire à Roubaix. La prise de rôle d'un héritier », *Politix. Travaux de science politique*, n°38, Printemps 1997, pp. 63-87.

<sup>310</sup> *Idem*, pages 77 et suivantes.

<sup>311</sup> Au paragraphe 4.2.1 : « Ancrage local et force culturelle du communisme municipal »

« Il y a de l'anticommunisme, et puis c'est des gens qui voient que la ville, là, elle se paupérise, faut que ça bouge ! Ils me le disent, « mais c'est pas l'UMP qui va changer la ville, c'est pas le Nouveau Centre, c'est pas le PS... bon, les Communistes, bon, ils ont fait ce que... c'est le résultat... » Ils nous disent : « Ce qu'il nous faudrait, nous, c'est un grand rassemblement pour Bagneux. Apolitique. Au-delà des... des clivages. » Ils disent : « Les étiquettes, on met ça par-dessus. » Ils veulent euh... mais c'est vraiment une idée qui fait son chemin, hein ! Ils veulent plus entendre parler des étiquettes politiques sur Bagneux. Hm. [...] Beaucoup de personnes qui viennent de la gauche... qui se disent : « bon bah, c'est communiste, mais il y en a ras-le-bol, depuis soixante-dix ans, euh... il y a rien ! Donc... changer, changer Bagneux, mais... sans la droite. Enfin, euh... pas marqué à droite ! » Faut voir, hein, faut voir. Faut réfléchir.<sup>312</sup> »

Ce phénomène est commun à Malakoff et à Bagneux. Il se double d'une rareté des ressources militantes humaines à droite également ressentie par les deux villes. Il conduit les responsables partisans locaux à envisager les moyens de profiter de ces « bonnes volontés » extrapartisan<sup>313</sup>. Cela passe par la mise en place de structures associatives locales, qui se revendiquent d'une forme d'« apolitisme d'opposition » et ne sont formellement rattachées à aucun parti. A Bagneux, une telle structure n'existe pas, et le recrutement des « bonnes volontés apolitiques » se fait par le biais des réseaux personnels locaux de Michel D. :

*« CL : Et... vous me parliez à l'instant de... votre travail de votre côté, autonome. Et euh... de vos réseaux. C'est des réseaux au département, au national ? »*

MD : Ah non, c'est le plan local, toujours, hein. Je connais des gens sur le plan départemental, tout ça, il n'y a pas de problème, hein. Mais bon, sur le plan local, je connais beaucoup de monde, puis on travaille... ils sont pas adhérents à l'UMP, d'ailleurs, par exemple. Ils nous aident... ils nous aident, mais ils ne veulent pas adhérer, non, ça, ils ne veulent pas, hein. J'ai cinq, six personnes qui distribuent, j'ai une... je leur dis : « tu adhères à l'UMP », « Ah non, pas question, » non non.<sup>314</sup> »

Mais ce dernier nous avoue en entretien réfléchir sérieusement à la création d'une structure « plus neutre » que l'UMP en vue de rassembler les citoyens d'opposition en vue des municipales de 2014 :

« MD : A un moment donné, je pensais créer une association, euh... balnéolaise. « Apolitique » entre guillemets, quoi, bon, il y a toujours des arrières pensées politiques. Une association pour Bagneux.

*CL : Et pourquoi vous ne l'avez pas fait ?*

MD : Je... j'y pense très sérieusement, au jour d'aujourd'hui. Hm. [...]

*CL : D'accord. Et vous pensez que ce type de projet-là « passerait » mieux auprès de ces gens-là ?*

MD : Oui, c'est plus rassembleur. C'est plus rassembleur, parce que nous à Bagneux, j'entends bien, je rencontre des gens, « Ah oui, nous on voterait bien pour untel, mais bon... marqué à droite quand même... », même pas : « on veut pas de l'étiquette UMP, on veut pas de l'étiquette Nouveau Centre, on... » ils veulent une identité locale.

<sup>312</sup> Entretien avec Michel D., 10/03/12

<sup>313</sup> « T'as des gens qui vont pas prendre leur carte, qui ne vont pas s'afficher, mais qui vont faire un travail un peu souterrain, ou qui simplement vont accepter d'aller tracter leur immeuble, en boîte aux lettres, par exemple, ou de venir participer à des opérations, des actions qu'on va mener, typiquement des meetings, des réunions, des barbecues, des dîners-débats, des réunions d'appartement... parce qu'ils sont pas identifiés auprès de la gauche comme étant de droite. Voilà. »

*Entretien avec Guillaume E., 19/03/12*

<sup>314</sup> Entretien avec Michel D., 10/03/12

CL : *Même si de toute façon, l'association serait assez vite identifiée...*

MD : Oui, oui, oui, bah ce serait pas une association de gauche, euh... Ce serait une... mais balnéolaise. Présenter un projet. Pour Bagneux. Ouais. J'y pense très sérieusement. Sans quitter l'UMP, hein ! Je suis UMP, moi, il n'y a aucun problème !<sup>315</sup> »

Ajoutons ici que l'apolitisme affiché, affirmé et revendiqué par de telles structures tient davantage d'une « pure » rhétorique du rassemblement, de la proximité et du dévouement citoyen à la « cause » municipale – c'est-à-dire de la mise en valeur d'une *posture* apolitique politiquement valorisée et valorisante – que d'une *véritable* indépendance à l'égard des institutions partisanes. Les structures de l'UMP locale ne sont jamais loin. Ceci est particulièrement apparent à Malakoff, où Rémi V., lui, a créé une structure, l'association « Malakoff Avenir » :

« Mon prédécesseur avait créé une association, également, et... ce qui est vrai, c'est que, on s'aperçoit que finalement... moi, je trouve que c'est une bonne idée, c'est-à-dire que... on crée une association, où vous avez parallèlement l'UMP, tous les membres de l'association UMP, enfin du parti politique UMP, sont membres de l'association Malakoff Avenir, mais en fait... vous rassemblez et vous allez chercher des gens qui n'ont pas pour vocation d'avoir une étiquette politique. Et qui n'ont pas non plus envie, ce qui moi, d'ailleurs, m'a permis d'avoir un fichier... entre guillemets... de « militants » et de sympathisants et de gens encartés... qui est absolument énorme par rapport au nombre d'UMP. C'est de l'ordre de un à cinq ! [...] Avec l'association, on a des gens qui manifestaient entre guillemets un « soutien » à ce qu'on faisait, sans politique excessive, parce qu'ils n'avaient pas non plus « intérêt » entre guillemets à se faire voir avec un encartement politique, d'accord, dans une ville comme la nôtre, c'est pas forcément une bonne chose, d'accord, bon, quand on a des voisins qui sont communistes et qu'on habite dans les HLM et qu'on est de droite, on a pas forcément envie de se faire enquiquiner et d'avoir entre guillemets des « problèmes », parce que ça peut arriver. Et sur ma liste... il y avait à peu près la moitié des gens qui n'avaient pas de carte politique, et dont certains étaient même encartés, ou qui avaient été encartés, ou qui l'étaient encore, dans des syndicats style... CGT ! Et qui partageaient... notre combat... pour changer la ville, tout simplement.<sup>316</sup> »

Mais ce discours de l' « apolitisme d'opposition » produit néanmoins des effets *réels* en termes de mobilisation des citoyens. Rémi V., que nous interrogeons au sujet des liens entre UMP et associations à Malakoff, met en avant le rôle bénéfique de « Malakoff Avenir » dans ce domaine :

« RV : Bah... c'est-à-dire que... Il y a beaucoup beaucoup d'associations à Malakoff, toutes n'ont pas pour vocation de parler avec nous ; les liens, ils existent, mais ils existent de manière informelle. [...] Et Malakoff Avenir en a plus d'ailleurs que l'UMP en tant que tel.

CL : *De ce point de vue-là aussi, donc, la présence de cette association est plutôt bénéfique.*

RV : Voilà. Parce que sinon, ils n'auraient pas pu entre-guillemets « échanger » comme ils le font, si ça avait été un parti politique.<sup>317</sup> »

Ainsi, la création de ces ersatz « apolitiques » d'organisations partisanes permet à l'UMP de développer des liens souples – par leur truchement – avec le monde associatif local.

---

<sup>315</sup> Entretien avec Michel D., 10/03/12

<sup>316</sup> Entretien avec Rémi V., 31/03/12.

<sup>317</sup> *Idem.*

## **Chapitre 7 : « Etre à l'UMP » dans la 11eme circonscription : identité(s), motivation(s), rétribution(s)**

Ce chapitre devait être le moment d'une photographie sociologique du groupe des militants, établie sur les bases de données quantitatives recueillies par questionnaire, concernant les variables sociologiques « lourdes » classiques, comme le genre, l'âge ou le niveau de diplôme ; cette photographie devait également prendre appui sur des données plus spécifiquement liées à la pratique militante – au premier rang desquels le degré d'implication et les modes de participation à la vie militante. La réalisation d'un tel tableau instantané du groupe militant s'est néanmoins révélée impossible, des difficultés logistiques ayant entravé la passation de notre questionnaire (cf chapitre 1, « Questions de méthode »).

Nous allons donc nous intéresser dans ce chapitre à quelques « idéaux-types » wébériens – construits à partir de nos observations, de notre fréquentation quotidienne des enquêtés, et de nos dix entretiens – concernant le rapport à l'identité militante et le couple motivations militantes/rétributions partisans. Il ne s'agit pas dans notre esprit de réaliser une taxinomie exhaustive, ni de satisfaire à un quelconque impératif typologiste ; nous souhaitons seulement dégager quelques types marquants et discuter de leur pertinence et de leur spécificité pour notre terrain d'enquête particulier sans oublier – ni chercher à faire oublier – que les schémas d'engagement, de projection identitaire, de rétribution du militantisme réels des acteurs sont toujours composites. Ainsi, nous pourrions tenter de dégager quelques pistes de réflexion concernant la manière dont les spécificités du « terrain militant » (hostile) de la « onzième » influent sur les caractéristiques du collectif militant UMP.

### 7.1 Militants locaux et adhérents de l'UMP : jeux d'échelles identitaires

#### *7.1.1 Le cas particulier des jeunes de Montrouge*

Comme le soulignent Lucie Bargel et Anne-Sophie Petitfils, « les Jeunes populaires, l'organisation interne de l'UMP, tiennent une place particulièrement centrale dans [la] stratégie de valorisation de la "base" et d'affichage "militant"<sup>318</sup> » du parti depuis l'élection à la présidence de Nicolas Sarkozy en 2004. Cependant, selon nos enquêtés, le fonctionnement « habituel, normal » des

---

<sup>318</sup> L. BARGEL, A.-S. PETITFILS, « "Militants et populaires !" Une organisation de Jeunesse sarkozyste en campagne. L'activation périodique d'une offre organisationnelle de militantisme et ses appropriations pratiques et symboliques », *Revue française de science politique*, vol 59, 2009, pp. 51-75

« Jeunes Pop' » (comprendre : le fonctionnement des Jeunes à l'extérieur, en dehors de la circonscription) se caractérise dans les Hauts-de-Seine par une grande autonomie par rapport aux sections « séniors » de l'UMP<sup>319</sup> ; les Jeunes populaires y jouent bel et bien le rôle de force militante de campagne, « périodiquement réactivé », qu'analysent les deux auteurs. Mais le travail militant de terrain des « Jeunes Pop' » semble s'organiser de manière pour ainsi dire parallèle à celui des sections adultes, au niveau fédéral. Les Jeunes populaires des Hauts-de-Seine se caractérisent par un degré d'intégration verticale et horizontale beaucoup plus fort qu'à l'UMP : c'est le département, par le biais de son RDJ (responsable départemental des jeunes) qui impulse les actions militantes, les responsables jeunes de circonscription jouant un simple rôle de relais des consignes. Les différents groupes de jeunes organisés par circonscription coopèrent donc les uns avec les autres et s'associent pour prendre en charge « les actions départementales », à l'image de l'action de collage organisée sur toutes les stations de métro des Hauts-de-Seine (et, au-delà, toutes les stations du réseau RATP) la veille du *meeting* en plein-air à la Concorde du candidat Nicolas Sarkozy<sup>320</sup> - action à laquelle participaient, une fois n'est pas coutume, la majorité des jeunes de l'UMP montrougiennne.

L'organisation locale des Jeunes dans la 11<sup>ème</sup>, et plus précisément des Jeunes de Montrouge, présente de fortes particularités de fonctionnement – au regard du mode de fonctionnement général des sections Jeunes populaires du département. Le groupe des jeunes montrougiens est relativement important (sur le plan des effectifs et de l'activité partisane) par rapport à d'autres sections des Hauts-de-Seine<sup>321</sup>. Mais il ne participe que très peu aux activités fédérales, et, plus largement, à la vie du mouvement des Jeunes populaires. Les Jeunes de Montrouge, contrairement à leurs homologues du reste du département, travaillent en synergie avec les séniors de leur circonscription et avec Thierry Virol, dans le cadre restreint de la 11<sup>ème</sup> circonscription. Richard D. résume ainsi les rapports des jeunes de Montrouge avec la fédération départementale des jeunes :

« Alors... très clairement, on n'a pas de bons rapports avec la fédération Jeunes Pop du 92, euh... effectivement, parce qu'on... on ne se revendique pas comme « Jeunes Pop' » ; donc... moi, je t'avouerai que je ne suis quasiment jamais allé à une manifestation Jeunes Pop' depuis que je suis sur Montrouge ; donc je reçois les mails à chaque fois, etcetera, parce que jusqu'à trente ans... donc c'est plus mon cas, parce que j'en ai trente-et-un... mais jusqu'à trente ans t'as la double adhésion

---

<sup>319</sup> Dans ce sous-paragraphe, nous emploierons dorénavant le terme « UMP » pour désigner l' UMP « sénior », par opposition aux Jeunes populaires.

<sup>320</sup> Meeting du 15 avril.

<sup>321</sup> « Toujours est-il que ça commence ... on commence à avoir une dynamique qui se met en place ... et qui nous permet effectivement d'avoir des effectifs qui, en comparaison avec d'autres circonscriptions des Hauts-de-Seine, sont plutôt très bons, c'est-à-dire que ... au total, ça nous fait une quinzaine de militants actifs sur la circonscription, euh ... alors qu'on a deux villes communistes, je t'invite à aller voir en comparaison ce qui se passe ... à Nanterre, à Gennevilliers, ou dans d'autres villes des Hauts-de-Seine, et plus largement d'Ile-de-France, c'est rare d'avoir une équipe ... à ce point dynamique. »

*Entretien avec Antoine B., 13/04/12.*

automatique. Mais, bon, [...] les Jeunes pop', pour moi, c'est des pom-pom girls, quoi. C'est-à-dire que... c'est bien pour agiter les drapeaux, les pancartes et faire l'applaudimètre pendant les campagnes, mais en dehors de ça, ça ne sert à rien, quoi. [...] Je suis allé au meeting de la semaine dernière, le 31, Porte de Versailles [meeting de Sarkozy spécifiquement destiné à la jeunesse], je te dirai même qu'à un moment, je ne me suis pas senti à ma place. Parce que franchement, on aurait dit... un concert pour ados prépubères, quoi. Non, mais je veux dire, voilà, au bout d'un moment, il faut arrêter... enfin, voilà, pour moi, c'est pas du tout la conception donc... clairement, je ne suis pas Jeune Pop' et fier de l'être, quoi ».

Le caractère limité des rapports pratiques entretenus par les jeunes (responsables comme simples militants) avec la fédé se double donc d'un refus identitaire de l'étiquette « Jeunes pop' ». Les jeunes montrougiens se considèrent et se revendiquent comme « jeunes UMP ». De manière très symbolique, la page d'accueil du blog de la section<sup>322</sup> fait la part belle au logo de l'UMP, mais ne comporte ni le nom du mouvement « Jeunes populaires », ni ses symboles. Egalement symbolique, le refus de la désignation officielle d'un « responsable de circonscription des jeunes ». En inféodant la structure jeune à l'organisation locale sénior, l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> privilégie la légitimité locale par rapport à la légitimité « légale-rationnelle » octroyée au responsable jeune de circonscription lors de sa désignation par les instances fédérales des Jeunes populaires. Le responsable de fait, Antoine B., se démarque des autres responsables de circonscription par son refus de « jouer le jeu » de se rendre aux réunions organisées à Neuilly ou à « des débats avec des ministres et des députés<sup>323</sup> ».

La plupart des jeunes de la circonscription sont montrougiens ; à Bagneux, la section ne compte pratiquement pas de jeunes. Le cas de Malakoff est un peu différent. Les quelques jeunes de l'UMP à Malakoff se situent à part dans la circonscription, de par leur proximité beaucoup plus importante avec l'organisation des jeunes pop'. « Ils militent avec le département », c'est-à-dire : ils ne participent pas à la vie de la section « sénior » :

« Je veux dire... rares, très rares sont les « jeunes » entre guillemets qui font un travail entre guillemets « militant » sur le terrain. C'est-à-dire qu'ils vont participer à des meetings, au niveau départemental, ou à des gros meetings nationaux, etcetera, etcetera, ils font l'effort de le faire, mais pour faire un travail de militant et de tractage sur... une ville, de façon je veux dire régulière, c'est excessivement difficile et c'est excessivement rare. [...] Donc c'est surtout les gens qui sont à la retraite qui nous donnent un coup de main, et un coup de main régulier si je puis dire.<sup>324</sup> »

Les seuls « Jeunes pop' » véritables dans la circonscription se trouvent donc à Malakoff. Ceci explique en partie le « cas » S.-A. Tauthui (évoqué au chapitre 4) : nous pouvons faire l'hypothèse raisonnable que les instances départementales des Jeunes populaires ont vu dans ce responsable autoproclamé des jeunes de Malakoff un point d'appui pour reprendre une forme de contrôle sur les jeunes de la circonscription. Cette hypothèse rencontre en tout cas une forme d'approbation dans les propos de certains jeunes montrougiens, à l'image de Richard D. :

---

<sup>322</sup> <http://www.j-ump92-11eme.com>

<sup>323</sup> Entretien avec Antoine B., 13/04/12.

<sup>324</sup> Entretien avec Rémi V., 31/03/12.

« La preuve qu'il [S.-A. Tauthui] a des soutiens au sein de l'UMP du 92, c'est qu'un site internet et des affiches, ça coûte du fric, quand même. Ça, c'est personnel, mais je pense qu'il doit avoir des appuis... mais plus contre Antoine que pour Tauthui, en fait. Je pense qu'ils appuient plus Tauthui contre Nicolas que... que... parce que Antoine, il te le dira peut-être, mais je ne pense pas qu'il soit très proche... je pense pas qu'il soit allé très souvent à des réunions Jeunes Pop de la fédé du 92, quoi. Il te le dira peut-être, mais... moi, en tout cas, à ma connaissance, depuis que j'y suis, il n'y a jamais été. En tout cas, si... il y va, il ne nous en parle pas ».

Il existe certainement un faisceau de causes plus ou moins complexe qui concourent ensemble à expliquer la position particulière des « jeunes de Montrouge » vis-à-vis de la fédération des Jeunes populaires du 92. Parmi ce faisceau de causes, nous retiendrons ici deux facteurs explicatifs qui nous semblent particulièrement importants. Le premier tient au différend – de longue date – opposant les jeunes (et, notamment, les deux co-responsables actuels, Antoine B. et Thomas C.) à l'ancienne déléguée de circonscription Muriel Gibert. Le conflit remonte aux législatives de 2007, juste après le départ d'Olivier Sueur. Muriel Gibert défend l'idée d'une candidature UMP – la sienne propre – face à la liste conduite par le maire de Montrouge, M<sup>r</sup> Metton, et soutenue par le Nouveau Centre. Le groupe des jeunes, conduit par Antoine et Thomas, s'oppose à cette initiative, considérant que la droite ne peut que perdre à la dispersion de ses voix. Ce conflit originel, rapporté par Antoine B., conduit Muriel Gibert à tenter de faire jouer ses réseaux fédéraux pour écarter et exclure les deux jeunes. Antoine et Thomas échappent à l'exclusion, mais sont mis à l'écart de la vie partisane locale, et l'ensemble du groupe des jeunes subit les conséquences de cet ostracisme :

« Je passe de très mauvaises municipales forcément, parce que ... bah j'étais pressenti pour être présent sur les listes municipales, euh ... et que de ce fait-là, du fait de cette opposition, je n'y étais pas, donc ... donc là-dessus, ça a un petit peu compliqué notre action, un certain nombre de jeunes qui ... qui s'étaient battus pour la présidentielle et qui attendaient un peu, justement, les municipales pour avoir leur récompense, se sont rendu compte que je n'étais plus en capacité de défendre leurs ambitions, légitimes ou illégitimes d'ailleurs, mais en tout cas, que je n'étais plus en capacité de les défendre, et là-dessus, forcément, s'est posé un problème majeur, et ça a vraiment cassé la dynamique. Du coup, sur la dizaine de personnes actives ... il en est resté trois, quatre, max, et puis on tournait comme ça, on vivait, en essayant de faire la théorie de l'indien, en essayant de faire le maximum de bruit possible, alors qu'on n'était pas très nombreux.<sup>325</sup> »

Si les élections internes de 2008 mettent fin au mandat de Muriel Gibert à la tête du comité de circonscription, les jeunes semblent avoir gardé une forme de méfiance vis-à-vis des instances départementales qui avaient soutenu Muriel Gibert contre eux. *A contrario*, Antoine et Thomas sont dans un rapport d'allégeance inconditionnelle avec Thierry Virol, qui a permis, à l'occasion de ces mêmes élections internes, leur « retour dans le jeu » :

« Moi, mon discours est clair, et c'est le discours de Thierry Virol, et encore une fois, c'est lui le patron de la circonscription, donc charge à moi d'appliquer ses directives. [...] On a les liens que doit avoir une section euh ... Jeunes UMP avec ses ... avec son comité départemental, maintenant, euh ... effectivement, notre volonté politique à nous, euh ... compte aussi. C'est-à-dire que ... Thierry Virol est le responsable de circonscription,

---

<sup>325</sup> Entretien avec Antoine B., 13/04/12.

qu'il est chargé par l'UMP d'organiser au mieux son action militante pour remporter les échéances à venir, que dès lors, les militants lui ont fait confiance et le national lui a fait confiance.<sup>326</sup> »

Le second facteur explicatif des spécificités organisationnelles (et identitaires) des jeunes de Montrouge tient justement à l'originalité du rapport aux jeunes de Thierry Virol. Là où ses prédécesseurs, et une majorité de responsables locaux de l'UMP (à en croire les principaux intéressés) considèrent que les jeunes peuvent (et doivent) se contenter d'un rôle subalterne, logistique – c'est le cas par exemple de Muriel Gibert – ou bien même jouer un simple rôle « décoratif, » sans s'intégrer à la vie militante des équipes locales, Thierry Virol semble mettre la jeunesse au cœur de son projet militant :

*« CL : Et ... le rôle très particulier des jeunes à Montrouge, c'est toujours dû à la situation qui a découlé de l'élection, et au leadership de Thierry Virol ... »*

TC : Oui. Parce que Thierry, encore une fois, a cette culture militante, lui a été un militant extrêmement actif quand il était jeune, donc il aime retrouver ça chez ceux qui le représentent, parce qu'on le représente, et surtout ... il hait profondément les jeunes militants qui ne militent pas. Les jeunes militants qui sont extrêmement présents pour boire des coupes de champagne dans les ministères, mais ... qui n'ont jamais collé d'affiche. Et ... c'est quelque chose qui n'est pas sa conception des choses. Qui est même diamétralement opposé à sa conception des choses. Donc il insiste beaucoup là-dessus, et puis ... on lui doit beaucoup, il nous doit aussi, donc ... et puis on a ... on a ce souvenir, cette campagne qu'on a faite ensemble, et qui nous a liés, qui nous a profondément liés. Et il nous fait confiance.<sup>327</sup> »

La question ne se pose pas vraiment ici de savoir si ce rôle dévolu aux jeunes dans l'esprit de Thierry Virol relève de la posture rhétorique ou d'un engagement véritable, concret en faveur de l'implication des jeunes militants. L'essentiel est que les responsables de l'équipe jeune *croient* en la sincérité de ce projet, et que cette croyance produit des effets tangibles au sein du groupe des jeunes. La fidélité à Thierry Virol semble donc jouer contre l'intégration des équipes jeunes de la 11<sup>eme</sup> au sein de la « structure emboîtante » des Jeunes populaires des Hauts-de-Seine.

### *7.1.2 Des identités vécues sur le mode du cumul*

Au-delà du cas des jeunes, nous allons nous intéresser maintenant à la question des identités partisans, et plus précisément à la manière dont les militants de la 11<sup>eme</sup> circonscription définissent eux-mêmes, pour eux-mêmes et pour l'enquêteur, leur identité politique. Là où certains se considèrent avant toute chose comme des membres de l'UMP, d'autres mettent spontanément en avant leur identité de militant montrougien, malakoffiot ou balnéolais. Les matrices d'identification partisane des militants – sur le plan idéologique, par rapport aux grands courants de pensée internes au parti<sup>328</sup> comme sur le plan géographique – varient d'un individu à l'autre, voire même d'une

---

<sup>326</sup> Entretien avec Antoine B., 13/04/12.

<sup>327</sup> Entretien avec Thomas C., 23/04/12.

<sup>328</sup> La diversité des courants de pensée à l'intérieur de l'UMP est bien représentée au sein de la 11<sup>eme</sup> circonscription : nous avons pu discuter avec des militants se revendiquant du chiraquisme, du gaullisme social,

situation à l'autre. Anne-Sophie T., qui milite à Montrouge depuis quelques années, et qui vit dans cette ville depuis longtemps, ne se définit par exemple pas spontanément par son appartenance à l'UMP montrougeenne : « l'UMP n'a jamais été présent vraiment à Montrouge, donc je ne vois pas pourquoi je me présenterais comme étant d'abord de Montrouge ». Ce discours tenu en dehors du contexte partisan peut laisser la place à des propos différents, par exemple lors des distributions de tracts effectuées par la même Anne-Sophie T. sur le marché de Montrouge le dimanche.

D'une manière générale, il nous a semblé que le recours à une matrice d'identification locale allait de pair avec une implication forte dans les activités militantes locales (surtout à Bagneux et Malakoff). Le fait de se sentir avant tout militant de sa ville accompagne une volonté d'agir dans et pour sa ville. Ainsi, le responsable de ville de Malakoff, Rémi V., associe immédiatement la question de son engagement en politique à sa volonté d'agir pour sa ville :

*« CL : Pourquoi avez-vous voulu vous engager en politique ?*

RV : Parce que j'ai toujours aimé ça. Je pense que c'est quelque chose d'important de pouvoir anticiper, d'avoir une stratégie pour pouvoir faire des choses, et la politique dans la vie, euh... bah tout est politique, toute décision est politique, d'accord. Donc à partir du moment où on peut activement être... je dirais : acteur, c'est mieux que d'être passif. Donc c'est pour ça, et puis surtout, j'aime beaucoup la chose locale. C'est-à-dire que vraiment, au niveau local, quand on peut influencer... son quotidien, je trouve ça génial, quoi ».

Il semble par ailleurs plus facile d'adopter une matrice d'identification locale à Montrouge que dans les villes minoritaires. Ainsi, à Bagneux, le délégué de ville Michel D. est confronté à un phénomène inexistant à Montrouge : certains adhérents UMP de la commune refusent tout rapport avec la section, toute implication locale, et revendiquent leur statut d'adhérent UMP national « de passage » à Bagneux. Leur présence à Bagneux, assimilée à un accident de parcours, ne peut être le terreau d'une quelconque forme d'identification partisane.

« Je suis le plus... enfin le militant le plus ancien. Pas le plus vieux, hein, le plus ancien. Non, il y a beaucoup de gens qui militent... qui sont à Bagneux parce que... par accident, quoi. Par vie professionnelle, ils sont arrivés à Bagneux. Et il y en a beaucoup, leur seul but, c'est de quitter Bagneux. Et ça, je le déplore un peu, ça. Je le déplore. Pour eux, comme ils disent, « on est de passage à Bagneux ». Ça c'est le problème de la ville, les gens sont de passage, ils ne comptent pas y rester. Ça, c'est dommage. Même parmi les militants. Ils disent : « nous on est de passage à Bagneux ».

*CL : Et ça a une influence sur le militantisme, ça. La manière d'envisager...*

MD : Oui, oui. Parce que nous, on a des adhérents, qui seront pas militants, j'ai toujours fait la comparaison, on va leur dire de coller, distribuer, « oh non, non, non... », la personne a sa carte et c'est tout. Ils nous disent : « Non, on est UMP à Bagneux, parce qu'on y... mais notre but, c'est de partir ». ça, moi, je le déplore beaucoup. Encore la semaine dernière, j'ai appelé des gens, ils m'ont dit : « oh non, non non, on ne milite pas à Bagneux ».

---

du gaullisme, du libéralisme, de l'ancienne UDF, des idées de la « droite populaire » et, bien sûr, du sarkozysme.

CL : *Donc il n'y a aucune relation identitaire politique à la ville ?*

MD : Non, non non, non il n'y en a pas, là. Hm. Ça c'est... vraiment, c'est déplorable.

CL : *"On est de l'UMP « national »... à Bagneux."*

MD : Oui, oui, tout à fait, voilà.<sup>329</sup> »

Cependant, la conflictualité entre les différents niveaux d'identification partisane ne semble pas être une règle générale, et encore moins une nécessité. Les identités partisans nationales et locales sont plutôt vécues sur mode du cumul et du renforcement mutuel<sup>330</sup>.

## 7.2 Motivations militantes et diversité des rétributions du militantisme

Notre perspective d'étude de l'UMP au plan local appelle une analyse de la participation individuelle aux activités partisans locales. Or comprendre la participation politique des individus suppose de rendre compte des motivations qui lui sont sous-jacentes. Daniel Gaxie, dans deux articles successifs parus en 1977 et 2005<sup>331</sup>, s'est attaché à l'étude des modalités de l'intéressement à la vie partisane des militants de base dans les partis de masse. Il développe (dans le premier article) puis amende (dans le second) la notion de « rétributions du militantisme » : considérant, à la suite de Mancur Olson<sup>332</sup>, que la participation des individus à une quelconque forme d'action collective – la lutte partisane en est une, incontestablement – ne peut s'expliquer par la seule volonté désintéressée de « défendre une cause » (ou de contribuer à l'obtention d'avantages collectifs), Daniel Gaxie explique l'engagement partisan dans les « partis de masse » par l'existence d'un système de rétributions matérielles et symboliques au sein de l'organisation. Nous allons dans ce paragraphe tenter de comprendre ce que les spécificités du contexte local, dans le cas de l'UMP de la 11<sup>ème</sup> circonscription, font au couple motivations militantes/rétributions<sup>333</sup> du militantisme. La

---

<sup>329</sup> Entretien avec Michel D., 10/03/12.

<sup>330</sup> Pour ne prendre qu'un exemple, citons l'entretien réalisé avec le responsable des jeunes, Antoine B. :  
« CL : *Pour conclure, est-ce que tu dirais que tu te définirais avant tout comme ... un adhérent et militant de l'UMP ... tout court, ou un militant et adhérent de l'UMP de Montrouge ?*

AB : (Sourire, il réfléchit). Euh ... question compliquée, je pense qu'effectivement, je suis les deux. Euh ... à l'heure actuelle, je me définirais comme les deux, parce que je crois à la fois en notre projet national, et en notre projet local, le jour où le projet national change, ou le jour où le projet local change, effectivement, je me définirai d'une manière différente. »

<sup>331</sup> D. GAXIE, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, n°1, 1977. pp. 123-154 ; « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss political science review*, n°11, 2005, pp. 157-188.

<sup>332</sup> M. OLSON, *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978.

<sup>333</sup> Ces deux notions de motivation et de rétribution sont comme les deux faces d'une même pièce : si l'on accepte (avec Daniel Gaxie) l'idée qu'il n'existe pas de militantisme *purement* désintéressé (nous laissons de côté la question de « l'intérêt au désintérêt » soulevé par J. FRETTEL à propos de l'UDF), alors aux motivations (subjectives) des individus répondent nécessairement, de façon plus ou moins directe ou indirecte, consciente ou inconsciente, des rétributions (objectives) au sein de l'organisation partisane.

rétribution par les postes de pouvoir (qui constitue le mode le plus immédiat de gratification du militantisme, et l'aspect peut-être le plus consensuel de la théorie des rétributions de D. Gaxie) ne peut en effet y jouer le même rôle qu'ailleurs : la probabilité de gain par l'UMP d'un nombre de postes élevé lors des échéances électorales est faible. Partant, les chances subjectivement anticipées par les militants d'obtention d'un poste politique le sont également. Si les motivations carriéristes existent, si les rétributions matérielles correspondantes existent également, elles prennent une forme particulière, et jouent un rôle différent de celui qu'elles peuvent jouer dans certaines circonscriptions majoritaires, où l'abondance de postes constitue une motivation de premier ordre pour les militants. Nous allons donc tenter de confronter les idées directrices des deux articles de Daniel Gaxie à la réalité de notre terrain, pour dégager des types idéaux susceptibles de rendre compte de la spécificité des motivations militantes locales.

### 7.2.1 *Le combat idéologique contre le communisme*

S'il modère le rôle accordé aux idéologies partisans dans l'architecture des rétributions internes aux partis politiques<sup>334</sup>, Daniel Gaxie ne nie pas leur importance, et sa théorie des rétributions leur laisse une place conséquente, puisqu'il écrit que « l'attachement à la cause, la satisfaction de défendre ses idées, constituent ainsi des mécanismes de rétribution de l'activité politique au même titre que la rémunération financière ou l'obtention d'un emploi<sup>335</sup> ». Dans la 11<sup>ème</sup> circonscription, les motivations idéologiques prennent une importance et une consistance toute particulière. L'UMP se trouve en effet directement confrontée à un communisme municipal en situation quasi hégémonique. Tous les militants locaux interrogés s'accordent à faire du PCF et de son idéologie la quintessence et la caricature de « la Gauche » (prise en général, comme une abstraction) :

« J'ai la chance, ou la malchance, dirais-je, d'être dans une circonscription où il y a deux villes de... de gauche. Mais... communistes, vraiment ! Donc j'ai pu voir la gestion d'une ville communiste. Et... je crois que ça m'a vacciné à tout jamais, déjà contre le communisme, si ça n'était pas déjà fait. La gauche... un de mes problèmes avec la gauche... un des problèmes, parce que ça n'est pas le seul, c'est que... la plupart des personnes avec qui j'ai discuté ont quand même à long terme le communisme. Même si bien sûr, ça va pas être... même si dans leur idéal c'est un communisme qui a l'air beau, les personnes de gauche que je connais ont quand même comme idéal qu'un jour, le socialisme laisse la place au communisme. Donc déjà, j'avais un problème avec ça.<sup>336</sup> »

La violence du contraste idéologique entre les forces en présence donne aux motivations purement idéelles une importance cardinale dans le discours des militants sur leur engagement – et partant, sur les motivations sous-jacentes dudit engagement. De ce point de vue, nous pouvons rapprocher le « combat contre les communistes » des militants de la 11<sup>ème</sup> circonscription des Hauts-de-Seine de la

---

<sup>334</sup> Il écrit dans « Rétributions du militantisme et paradoxe ... », art. cit., p. 159 : « L'explication du militantisme par l'adhésion à une cause idéologique me paraissait sociologiquement douteuse, bien qu'elle fût alors, et qu'elle est sans doute toujours, "dominante" ».

<sup>335</sup> D. GAXIE, « Économie des partis et rétributions du militantisme », art. cit., p. 125.

<sup>336</sup> Entretien avec Anne-Sophie T, 28/02/12.

lutte contre « la droite » des militants socialistes du XVI<sup>ème</sup> arrondissement parisien décrite par Sylvain Crépon et Sébastien Mosbah-Natanson : « l'engagement militant est alors vécu par les acteurs comme une performance, un jeu où défier le "bourgeois" constitue un objectif en soi, voire une rétribution symbolique du militantisme<sup>337</sup> ». Pour le PS dans le XVI<sup>ème</sup> arrondissement comme pour l'UMP dans « la onzième » des Hauts-de-Seine, la clarté des clivages idéologiques et la radicalité des oppositions partisans est un puissant facteur mobilisateur. Il est significatif de ce point de vue que l'opposition au PCF soit mise en avant par les militants de Montrouge, au même titre que ceux de Bagneux ou de Malakoff, alors que c'est bel et bien le PS qui représente – de très loin – le premier parti politique de la gauche montrougienne.

La lutte idéologique est alimentée et constamment réactivée par l'entretien d'une mythologie centrée sur les pratiques frauduleuses du communisme municipal. Il nous faut peut-être ici clarifier le sens que nous souhaitons donner au terme « mythologie » : nous ne cherchons pas ici à infirmer ou à confirmer l'existence de telles pratiques frauduleuses (ce qui aurait exigé un travail en soi, tout entier consacré à la question) ; nous parlons de mythologie, dans la mesure où les histoires de malversations électorales du PCF semblent remplir pour les militants UMP une fonction qui se rapproche – à nos yeux – de celle du mythe<sup>338</sup>. Ravivant le souvenir des luttes passées, ces récits constituent le catalyseur d'une transformation de la lutte politique contre la gauche en combat contre la corruption, en affrontement moral où les militants UMP tiennent le « bon » rôle :

« Les choses avaient changé après, et les communistes ont utilisé évidemment les moyens de ... de la municipalité, pour faire campagne d'abord, et puis ... la politique de la carte a été très, très largement utilisée. Sans compter les problèmes liés à l'élection en elle-même, les bourrages d'urnes, etcetera, enfin ... quelques anecdotes croustillantes, on avait vérifié beaucoup de bureaux de vote à l'époque, parce que le département nous envoyait des renforts, parce qu'il y avait des faux électeurs, il y a eu tout le procès de l'INSEE, le procès de Jeanine Jambu, qui est d'ailleurs décédée il y a ... trois jours. Et euh ... bon, voilà, il y a eu beaucoup de ... beaucoup, beaucoup de choses, on a vu ... les tables sur lesquelles on comptait les bulletins, on dépouillait, étaient remplies d'encre, sous les tables, et dès que ... quelqu'un avait le dos tourné, ils voyaient un bulletin qui leur plaisait pas, les mecs mettaient leurs doigts sous la table, les remplissaient d'encre, et les posaient sur le bulletin pour qu'il soit nul, par exemple. Ça, on l'a vu, je l'ai vu de mes yeux. Et on les a fait constater, etcetera, on en a référé aux autorités compétentes, au préfet, c'était inscrit sur les ... sur les PV de bureaux de vote, mais ... c'était pas assez gros ... ça a suffi en 2001, parce que le score était tellement proche que ... parce que ça a fait la différence, mais ça a pas suffi ... il y avait tellement d'écart dans les élections qui ont suivi que ... ça a pas suffi pour faire bouger quoi que ce soit.<sup>339</sup> »

La mémoire des fraudes électorales, notamment à Bagneux, est assurée *via* la transmission continue par les « anciens » des récits et des anecdotes aux « nouveaux », aux jeunes. Ces récits se doublent

---

<sup>337</sup> . CREPON, S. MOSBAH-NATANSON, « Militer en milieu hostile ... », *op. cit.*, p. 233.

<sup>338</sup> Selon la définition du *Robert* : « Image simplifiée, souvent illusoire, que des groupes humains élaborent ou acceptent au sujet d'un individu ou d'un fait et qui joue un rôle déterminant dans leur comportement ou leur appréciation. »

<sup>339</sup> Entretien avec Thomas C., 23/04/12.

d'anecdotes liées aux affrontements physiques entre « gauchistes » et « militants de droite », tirées de la jeunesse – souvent étudiante – et des premières expériences militantes des « vieux » responsables. Beaucoup de ces anecdotes rappellent les oppositions musclées entre l'UNI et l'UNEF – ou d'autres organisations de jeunesse. D'autres sont plus directement liées à l'histoire même de la circonscription, à l'image des souvenirs évoqués par le responsable Balnéolais, Michel D. :

« CL : Avant, c'était vraiment...

MD : Ah, c'était dur ! C'était très dur ! Nan nan, il y a une... moi, je milite à Bagneux depuis soixante-seize, j'ai adhéré aux Jeunes RPR en... j'avais dix-huit ans, là c'était dur, c'était vraiment... c'était costaud, quand on voyait les nervis de la CGT arriver, on partait ! Non, dans les années quatre-vingts, fffiu, c'était pas de la rigolade, comme on dit ! Non, mais maintenant, bon, moi, je connais tout le monde à Bagneux, j'y suis né, donc... ça fait cinquante-quatre ans que j'y suis, on me connaît, je peux distribuer. Il y a... parfois des échauffourées, mais bon, ça se passe bien. On en vient plus aux mains, quoi ! il y a une époque, oui (sourire) ! (pensif) Je le regrette un peu... je regrette un peu ct' époque (rire) ! Mais bon, hm.<sup>340</sup> »

L'ensemble de ces récits – de fraude et de combats – contribue à former un imaginaire commun aux militants UMP de la 11<sup>ème</sup> circonscription, imaginaire de « croisade » contre le communisme, paré de tous les maux. A l'image des véritables « croisades » chrétiennes, où la simple participation constituait déjà une rétribution symbolique, la radicalité de la lutte idéologique contre le communisme donne une importance certaine aux rémunérations directement associées au « combat pour la cause ». Cependant, nous ne pouvons pas nous arrêter à cette analyse ; elle ne suffit pas à rendre intégralement compte de l'investissement consenti par les militants UMP. Pour reprendre les mots de Daniel Gaxie, « contrairement à la façon dont les partis présentent leur action, il est donc douteux que l'activité partisane s'explique uniquement par la volonté de défendre une cause ou, plus exactement, que cette volonté suffise à la soutenir. [...] Sans nier que les mobiles idéologiques puissent être dans certains cas un facteur de mobilisation politique, on peut s'attendre à ce que d'autres incitations viennent les appuyer et les renforcer et que ceux qui consacrent leur temps et leur énergie à un parti soient rétribués d'une manière ou d'une autre.<sup>341</sup> »

### 7.2.2 L'adhésion charismatique au leader

Max Weber écrit : « Nous appelons *charisme* la qualité extraordinaire d'un personnage, qui est, pour ainsi dire, doué de forces ou de caractères surnaturels [...], qui est considéré comme un exemple, et en conséquence considéré comme un "chef". Bien entendu, conceptuellement, il est tout à fait indifférent de savoir comment la qualité en question devrait être jugée correctement sur le plan objectif [...] ; ce qui importe seulement, c'est de savoir comment la considèrent effectivement

---

<sup>340</sup> Entretien avec Michel D., 17/3/12.

<sup>341</sup> Daniel GAXIE, « Economie des partis et rétributions du militantisme », art. cit., p. 128.

ceux qui sont dominés charismatiquement, les *adeptes*.<sup>342</sup> » Nous pouvons voir dans la relation *réelle* existant entre le délégué de circonscription UMP de la 11<sup>ème</sup>, Thierry Virol, et certains des militants qui l'accompagnent, une forme d'adhésion charismatique<sup>343</sup> à ses qualités particulières supposées. Le charisme de Thierry Virol constitue pour certains militants une motivation en soi ; leur participation à ce que Weber nomme la « communauté émotionnelle » des « adeptes » du *leader* est une rétribution particulière de leur militantisme, que nous estimons légitime de constituer en type idéal.

La première marque, le premier indice de la domination charismatique de T. Virol sur le groupe des militants réside dans la déférence avec laquelle les militants s'adressent à lui, ou évoquent son action auprès d'un tiers. Les termes de « chef », de « *leader* » sont ainsi généralement préférés à son titre « officiel » : délégué de circonscription.

« On a l'absolution, donc la crédibilité pour faire cette action-là [le comité exécutif], parce qu'on a l'absolution si j'ose dire du grand chef, auquel on l'a présentée le premier samedi du mois, à la permanence.<sup>344</sup> »

Cette déférence particulière est la marque d'un prestige qui dépasse celui de la fonction de délégué de circonscription : cette fonction correspond en effet au plus faible degré de la hiérarchie des responsabilités partisans internes, au sein d'un parti qui les valorise peu. L'« aura » dont bénéficie T. Virol tient moins à son poste qu'à ses qualités de *leadership*, réelles ou supposées, en tout cas reconnues telles par les militants. Ainsi, Thomas C. raconte son intégration à l'équipe constituée par les jeunes (Antoine B. et lui-même) en vue de participer au scrutin interne de 2008 précédemment évoqué :

« TC : [...] Notre attention se porte sur ce type qui s'appelle Thierry Virol.

*CL : Qui à l'époque n'a pas de responsabilité à l'UMP ...*

TC : Aucune responsabilité militante. Il est président d'une fédération pro de l'UMP, puisqu'il travaille dans l'audit à l'époque ... enfin, toujours aujourd'hui, mais dans une structure différente maintenant ... il travaille dans un cabinet d'audit, et ... donc il est responsable de la fédération professionnelle des métiers de l'audit et du conseil, mais ... rien de très ... mais il s'avère que ... coup gagnant, puisqu'on découvre en fait complètement ce mec, qui ... est extrêmement ... qui a des appuis extrêmement haut placés à l'UMP, qui connaît beaucoup de monde, qui est un professionnel reconnu, brillant, intelligent, qui a des qualités de *leadership* extraordinaires ... et on tombe sur ce type, et ni une, ni deux, on se dit : "c'est lui la tête de notre équipe."<sup>345</sup> »

Cette description des qualités « extraordinaires » de Thierry Virol entre en résonance avec de nombreux autres récits ; la condition de *leader* « naturel » de T. Virol est l'objet d'un consensus au sein du groupe militant. Ce consensus semble même en dépasser les frontières ; Thierry Virol est

---

<sup>342</sup> M. WEBER, *Economie et Société*, Plon, 1971, p. 320-321.

<sup>343</sup> Bien éloigné néanmoins du type « pur » de la domination charismatique wébérienne.

<sup>344</sup> Entretien avec Paul R., 08/02/12.

<sup>345</sup> Entretien avec Thomas C., 23/04/12.

(re)connu pour ses qualités politiques au-delà de la communauté des adhérents de l'UMP, et sa personnalité joue – selon Guillaume E. – un rôle non négligeable dans la participation des « non-inscrits » à certains aspects de la vie partisane locale :

« [Les non-inscrits], c'est l'électorat qui va se porter sur nous... soit parce qu'ils sont de droite soit parce que... ça arrive parfois, ça arrive même souvent, euh... par sympathie ou par adhésion à une personne, à un candidat ou à un représentant d'un mouvement politique, même si ils ne partagent pas toutes les idées, ils décident de suivre... son panache blanc, quoi. C'est typiquement le cas d'un Thierry Virol. T'as des gens de gauche qui soutiennent Thierry. Qui voteront à gauche à des élections où lui n'est pas candidat, mais le jour où il est candidat, ou qu'il est sur une liste, comme par exemple aux municipales, vont voter pour la liste parce qu'il y a Thierry Virol dessus. Pour prendre un exemple concret.<sup>346</sup> »

Au-delà de la figure charismatique locale de T.Virol, le charisme du candidat à la présidentielle N. Sarkozy joue, lui aussi, un rôle important – mais plus attendu – dans les motivations militantes. Certains font même spécifiquement le lien entre Virol et Sarkozy, mettant les qualités supposées de l'un en perspective avec celles de l'autre, et faisant de T.Virol une incarnation locale du *leader* national. Ce rapprochement est facilité par la proximité objective entre les deux hommes, T. Virol étant membre de l'équipe de campagne de N. Sarkozy, en qualité de conseiller aux questions sociales (cf. chapitre 6). La volonté de se mettre au service de l'un comme de l'autre (de l'un et de l'autre, pour beaucoup de militants), de « suivre leur panache blanc » constitue en soi-même une motivation militante, et la satisfaction d'être intégré à cette sorte de « communauté émotionnelle », une forme de rétribution du militantisme.

### 7.2.3 « Gagner sa place » : les motivations carriéristes

Daniel Gaxie constate que « la définition même des partis comme entreprise de conquête du pouvoir suggère que l'occupation des postes de direction de l'appareil d'Etat est le premier bénéfice non collectif que les dirigeants retirent de leur activité.<sup>347</sup> » Transposé à l'échelle locale, cette affirmation fait des postes de direction dans les collectivités territoriales, ainsi que des fauteuils de député, le premier bénéfice (dans une hiérarchie théorique des rétributions) de l'action politique locale. Si les dirigeants politiques locaux peuvent œuvrer pour conquérir (pour eux-mêmes) un poste de maire ou de député, les simples militants, eux, peuvent par exemple viser une place éligible (ou non éligible) sur la liste présentée aux élections municipales de leur localité.

Nous avons cependant annoncé que ces rétributions matérielles, dont l'importance n'est pas à remettre en cause dans le cas général, ne pouvaient jouer leur rôle habituel pour l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> circonscription. En effet, le nombre de postes au sein de l' « appareil d'Etat » que l'UMP peut envisager de remporter à court terme lors des joutes électorales est faible : dans les deux villes

<sup>346</sup> Entretien avec Guillaume E., 31/03/12.

<sup>347</sup> D. GAXIE, « Economie des partis et rétributions du militantisme », art. cit., p. 128.

communistes, le siège du maire semble inaccessible<sup>348</sup> ; l'UMP ne peut guère espérer qu'une poignée de conseillers municipaux. Le poste de député est également promis à leurs adversaires. Néanmoins, les motivations de type « carriéristes<sup>349</sup> » jouent un rôle certain à l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> circonscription. Elles semblent tout d'abord bénéficier – à Montrouge, Bagneux et Malakoff comme ailleurs – de ce que nous pourrions qualifier d'*acceptation culturelle* du carriérisme à l'UMP. Daniel Gaxie remarque que « les univers militants sont *officiellement* "désintéressés", [...] [valorisant] la gratuité, le dévouement, le bénévolat, la générosité, le don de soi, le libre choix, l'altruisme, la solidarité et l'intérêt général.<sup>350</sup> » Ce constat, qui semble prévaloir pour une large majorité des organisations militantes, de type partisane ou non partisane, s'applique mal à l'UMP. Les militants ne semblent pas s'encombrer d'une forme de mythologie, ou de discours officiel (et officiellement valorisé) du désintéressement militant. Lucie Bargel et Anne-Sophie Petitfils le montrent bien (en ce qui concerne les jeunes) dans leur article sur l'organisation des Jeunes populaires<sup>351</sup>.

Au sein de la structure partisane locale, certains assument très directement leurs ambitions ; d'autres taisent leurs velléités carriéristes, mais elles sont néanmoins connues et tacitement admises par le groupe militant :

« Voilà, enfin je veux dire... Antoine a des ambitions aussi au niveau municipal... au moins entrer au conseil, je pense... Thomas pareil... enfin voilà ! Je veux dire, bon, après, on sait... Guillaume, je pense, se verrait bien à la place de Thierry si Thierry va plus haut... enfin, je veux dire, bon, tu vois ? C'est sous-entendu, mais on le sait ! Enfin, on le sait... voilà ! On sait chacun pourquoi on est là, euh... enfin, pourquoi certains sont là, et voilà... moi, je... enfin bon. Après, ça, je te le dirai en *off*, peut-être. Parce que j'allais dire un truc, mais... (sourire). Euh... je ne sais plus où j'en étais, du coup.<sup>352</sup> »

Si leur verbalisation à l'extérieur du groupe militant paraît délicate (notre enquêté hésitant à préciser ses déclarations, puis refusant de le faire devant le dictaphone ouvert), l'acceptation des ambitions carriéristes au sein du groupe militant ne semble pas faire problème outre mesure. Bien plus, celles-ci sont sciemment utilisées par les responsables militants pour mobiliser leurs troupes. Le rôle de conseiller municipal constitue la fonction politique la plus accessible (et donc la chance de rémunération matérielle la plus probable) au niveau local. Dans le discours des responsables locaux, le groupe militant est régulièrement associé à l'idée de « vivier de talents » pour la constitution des équipes municipales :

« Ça sert aussi, d'un point de vue purement... comment dirais-je... UMP, en tant que structure, une élection présidentielle, une élection législative, mais surtout la présidentielle, permet d'attirer vers soi de nouvelles personnes, parce que c'est le temps fort d'un pays comme la France, euh... et donc, de

<sup>348</sup> A tout le moins, il est considéré comme tel par les militants.

<sup>349</sup> Entendus comme : *les motivations liées à la conquête de positions politiques (partisanes ou extrapartisanes) associées à des rétributions matérielles non collectives.*

<sup>350</sup> D. GAXIE, « Rétributions du militantisme et paradoxe ... », art. cit., p. 164.

<sup>351</sup> L. BARGEL, A.-S. PETITFILS, « "Militants et populaires !" ... », art. cit., notamment pp. 69-75.

<sup>352</sup> Entretien avec Richard D., 07/04/12.

renforcer nos équipes, et de voir émerger de nouveaux talents. Euh... hommes et femmes. Qui permettront, le cas échéant, d'avoir un vivier pour constituer nos listes aux prochaines municipales. Alors il faut savoir quand même malgré tout que, ça c'est par expérience... t'as toujours un reflux, après l'élection. Ce qui est parfaitement compréhensible, pour une élection présidentielle. A nous aussi de savoir gérer ce reflux, et de capter, et de garder ceux... ceux qui ont un réel potentiel, quel qu'il soit d'ailleurs. Pour apporter du sang neuf, pour renforcer nos équipes, etcetera, voilà.<sup>353</sup> »

Ce discours d'institution<sup>354</sup>, au-delà de sa sincérité, fonctionne comme une invitation permanente à destination des militants, sommés d'approfondir leur investissement militant pour « émerger en tant que nouveau talent ». Nous verrons plus loin (chapitre 10) comment la perspective des municipales de 2014 et la promesse d'opportunités pour les militants actifs d'intégrer la liste UMP/Nouveau Centre à Montrouge furent longuement évoquées lors d'une réunion des jeunes pour tenter de pallier le risque de démobilitation post-campagne présidentielle.

Du point de vue des carrières militantes des individus, enfin, à plus long terme, la particularité et l'intérêt de la circonscription réside justement dans son caractère hostile et « minoritaire » (du point de vue de l'UMP) : la conquête des postes y est difficile, mais l'intérêt du militantisme en milieu hostile pour les carrières militantes ou politiques n'est pas à démontrer : le fait de « faire ses preuves » dans un contexte difficile est reconnu et apprécié par l'institution partisane centrale ; la victoire en circonscription difficile (voire même : la défaite « honorable », avec un score supérieur aux anticipations des observateurs), est bien mieux valorisée que la victoire dans une circonscription « facile ». Ainsi, un jeune militant montrougien nous confie un jour dans le courant d'une conversation informelle : « Le jour où on gagne à Bagneux, on a toutes les portes grandes ouvertes ! ».

#### 7.2.4 *La valorisation en propre de l'entre soi et le militantisme comme rétribution*

Le simple fait de militer au sein d'un groupe partageant des valeurs, des espoirs et des craintes communes constitue pour beaucoup de militants une forme de rétribution en soi. Nous n'approfondissons pas ici le traitement de cette modalité de rétribution ; elle se rattache en effet aux aspects « communautaires » de l'expérience partisane, qui seront analysés dans le chapitre 9. Nous souhaitons simplement indiquer ici que la valorisation en propre de l'entre soi militant et le sentiment subjectif d'appartenance au groupe constituent bien un « couple » motivation/rétribution. Daniel Gaxie ne semble d'ailleurs pas dire autre chose quand il écrit : « Si certaines organisations de base se réunissent si souvent et si longtemps sans parvenir à des décisions concrètes n'est-ce pas la preuve que ces réunions fournissent *en elles-mêmes* certaines satisfactions aux participants ?<sup>355</sup> ».

---

<sup>353</sup> Entretien avec Guillaume E., 19/03/12.

<sup>354</sup> Prononcé à deux reprises par la même personne, pour ainsi dire au mot près, à deux semaines d'écart.

<sup>355</sup> D. GAXIE, « Economie des partis et rétributions du militantisme », art. cit., p. 148 (c'est nous qui soulignons).

## **QUATRIEME PARTIE : Interactions militantes, activité partisane et dynamique de campagne**

Après avoir en quelque sorte « posé le décor » en présentant les « écosystèmes politiques locaux » au sein desquels les sections UMP de la 11<sup>ème</sup> circonscription se trouvent intégrées, nous avons, au fil des chapitres précédents, analysé la structure partisane locale sous différents aspects. Dans cette quatrième et dernière partie, nous approfondissons l'étude de l'activité militante « à droite » dans « la onzième » – à partir du cas particulier et singulier, imposé par les contraintes du calendrier, de la campagne pour les élections présidentielles de 2012 –, en tentant de rattacher les pratiques militantes quotidiennes au fonctionnement des structures partisans de la circonscription et aux contraintes spécifiques du contexte politique local.

Le chapitre 8 présente les « pratiques militantes à droite » dans la 11<sup>ème</sup> circonscription ; il s'attache à mettre en relation ces pratiques militantes avec un cadre précis : la circonscription, envisagée comme l'espace des luttes où prennent place les « échanges de coup » constitutifs du « jeu » militant. Il envisage enfin l'activité militante comme une expérience communautaire, pour montrer la manière dont le vécu militant partagé enrichit la dynamique du groupe partisan.

Le chapitre 9, quant à lui, se donne pour objectif de resituer, dans le « tableau » général de la campagne électorale pour les présidentielles de 2012, les pratiques militantes observées dans la 11<sup>ème</sup> circonscription. Il nous offrira l'opportunité de nous interroger sur les effets du contexte proprement local des actions militantes sur une campagne « nationale ».

## Chapitre 8 : Pratiques militantes « à droite » dans la 11<sup>eme</sup> circonscription

### 8.1 Les modalités du « militantisme à droite » dans la 11<sup>eme</sup>

#### 8.1.1 *Entre transposition directe et réinterprétation des techniques militantes « de gauche »*

Nous souhaitons ici, en fait de point d'entrée dans cette partie consacrée à l'action militante, rendre compte de ce que nous avons pu observer des modalités du « militantisme à droite » dans « notre » circonscription. Nos observations vont à l'encontre d'une forme de lieu commun – profane et scientifique. Celui-ci entre en résonance avec un usage appauvri et réifiant du diptyque parti de masse/parti de cadres proposé par Maurice Duverger, cet usage qui identifie de manière exclusive le militantisme au parti de masse, ou « parti de militants », lui-même associé aux formations politiques de recrutement le plus populaire, issues du mouvement ouvrier. Ce lieu commun scientifique prend acte de l'existence d'un militantisme « à droite », mais en fait une forme de concession marginale aux impératifs de la compétition entre partis, un militantisme sans culture militante<sup>356</sup>. Selon ses principes, dans les partis de droite, et à l'UMP au premier chef, l'action militante « de terrain » est envisagée comme un mal nécessaire, une tâche ingrate et dévoyée, devant être dévolue aux éléments partisans les moins dotés en capitaux politique et militant. Or, dans la 11<sup>eme</sup> circonscription, les « militants » UMP revendiquent fièrement le qualificatif de militants « de terrain », et semblent de plus, au regard de nos observations, en mériter le titre.

A l'inverse de ce que montre Sabrina Weymiens au sujet du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris – où les membres de la section UMP, en l'absence de concurrence véritable susceptible de mettre en danger leur monopole de la représentation politique, se limitent à des formes bourgeoises de « militantisme de salon » intégrées à leurs sociabilités quotidiennes<sup>357</sup> –, les militants UMP locaux de la 11<sup>eme</sup> se sont réapproprié l'ensemble des techniques militantes que nous appelons ici par raccourci techniques militantes « de gauche », parce qu'associées prioritairement dans l'imaginaire politique collectif aux organisations partisans issues du mouvement ouvrier. Ces techniques militantes « classiques », et très étudiées dans les travaux de science politique consacrés aux campagnes des partis « de gauche », sont réinterprétées ou directement transposées pour constituer un « répertoire

---

<sup>356</sup> « Par rapport [aux] débats sur la participation partisane, les partis politiques de droite français sont d'autant plus intéressants à observer que des travaux anciens avaient déjà conclu à leur « faiblesse » organisationnelle et militante endémique – à l'aune des partis de gauche et plus spécialement du PCF. » avancent L. BARGEL et A.-S. PETITFILS dans « "Militants et populaires !" ... », art. cit. (p. 52).

<sup>357</sup> S. WEYMIENS, *Les militants UMP...*, op. cit., not. pp. 118-121 : « Division sexuelle du travail militant et militantisme de salon »

d'action<sup>358</sup> » propre au collectif militant. Nous n'avons pas observé, ni constaté au cours de nos conversations avec les enquêtés, de rejet spécifique de telle ou telle forme d'action particulière ; nous n'avons pas plus trouvé trace, dans la 11<sup>ème</sup> circonscription, du « mépris » pour le militantisme décrit par Lucie Bargel et Anne-Sophie Petitfils dans leur article consacré aux Jeunes populaires. Dans leur travail, les deux auteurs observent que si le militantisme, « longtemps resté le monopole des entrepreneurs de gauche, est [...] aujourd'hui revendiqué par les partis conservateurs, en l'occurrence l'UMP, l'appropriation d'un lexique et d'activités militantes [...] traduisant une tentative de réappropriation de symboles et de pratiques traditionnellement connotés à gauche », la « division intra-organisationnelle du travail [à l'UMP] permet tout autant de valoriser le dynamisme de l'UMP que d'éviter que les activités partisans les moins qualifiées ne portent atteinte à l'image du parti dans son ensemble.<sup>359</sup> » Ainsi, Lucie Bargel et Anne-Sophie Petitfils rendent compte d'une assignation quasi systématique par l'UMP des tâches militantes « de terrain » aux jeunes du parti. Elles notent enfin que « ce type d'activité ne va pas de soi dans une organisation de jeunesse de droite. [Les Jeunes populaires] laissent transparaître un sentiment d'étrangeté initiale, voire de défiance, à l'égard de ces activités de terrain.<sup>360</sup> »

Ces constats ne semblent dans leur ensemble pas applicables aux militants de l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> circonscription<sup>361</sup>. Tout d'abord, les jeunes n'y sont pas les seuls à militer, et ce malgré l'existence d'une forme de division du travail partisan fondée également sur l'âge. Cependant, cette division consiste davantage en une spécialisation par type d'action : alors que les « jeunes » paraissent spécialisés dans les activités de collage, surtout quand elles sont nocturnes, les « seniors » sont plus nombreux à répondre présent aux séances de « tractage » – ce qui se vérifie tout particulièrement dans le cas des séances matinales<sup>362</sup>. Ensuite, et de manière plus générale, nous n'avons pas perçu, ni par les entretiens, ni lors de nos observations, cette « réticence », cette défiance à l'égard des activités militantes de terrain évoquées par Lucie Bargel et Anne-Sophie

---

<sup>358</sup> Au sens de C. TILLY.

<sup>359</sup> L. BARGEL, A.-S. PETITFILS, « "Militants et populaires !" ... », art. cit., p. 60 (c'est nous qui soulignons).

<sup>360</sup> Idem, p. 61

<sup>361</sup> Nous ne nous hasarderons pas à discuter la validité « au plan national » des résultats de Lucie Bargel et Anne-Sophie Petitfils ; l'incompatibilité que nous observons entre notre terrain et leurs conclusions semble davantage montrer le caractère exceptionnel de la vie militante de l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> circonscription que remettre en cause le produit de leur étude « nationale ».

<sup>362</sup> « Oui, effectivement, aujourd'hui, l'objectif, c'est de ne pas faire la distinction entre les jeunes et les non jeunes. Euh ... force est de constater, effectivement, que ... premièrement, par affinité ... c'est-à-dire que demain ... bon, on peut demander aux jeunes ce qu'ils en pensent, hein ! Mais ils ont peut-être moins l'envie ou moins le souhait ... ou en tout cas ça se passera dans une ambiance qui sera différente ... d'aller faire une action collage, etcetera, avec des plus anciens ... par ailleurs, il y a une question de capacité aussi, à savoir qu'en général, les jeunes ont plus de dynamisme, euh ... on est plus efficaces, on est plus rapides, et traditionnellement, c'est un job qui est ... les collages notamment ... qui est associé à la jeunesse. »

Entretien avec Antoine B., 13/04/12.

Petitfils. Nous avons au contraire pu observer un usage massif et diversifié des différentes modalités d'action militante qui constituent le répertoire classique des organisations partisans : tractage, collage, « officiel » et « sauvage », boîtage, etc. Cet usage massif va de pair avec un discours militant tantôt « officiel », tantôt informel, valorisant les actions militantes et, par ricochet, les adhérents qui y participent :

« AST : Les tractages, ça sert. Ça sert énormément. Je crois que c'est l'approche la plus... efficace, parce que c'est une approche de terrain. On voit les gens, on est confrontés aux gens. On est confrontés à ce qu'ils pensent, de notre parti, de l'UMP, et d'habitude ils n'en pensent pas forcément du bien d'ailleurs. Et donc on a des retours qui sont très divers, on a l'occasion de convaincre du contraire, de parler, de dire : « oui, mais... », de dire : « oui, mais est-ce que ça, vous l'avez vu ? », on a l'occasion de voir comment les gens voient les choses, pour leur montrer ce qu'ils n'ont pas vu. [...] ce qui n'est pas possible avec une permanence, puisque ce n'est pas nous qui allons à la rencontre des gens, c'est aux gens de venir à la permanence.

*CL : Donc il y a une sélectivité préalable...*

AST : Voilà, c'est ça. Il faut que les gens soient prédisposés à venir à la permanence. Alors que les tractages on va les rencontrer là où ils sont. Donc les tractages sur le marché, c'est le dimanche, c'est un jour où les gens se reposent, en profitent pour faire leurs courses, ils sont dans leur environnement quotidien, ils ne sont pas spécialement venus pour découvrir la politique ou je ne sais quoi, ils sont là d'abord pour acheter leurs légumes, leurs fruits, comme moi je l'étais le jour où j'ai poussé la porte de la permanence. Et d'ailleurs c'est pour ça qu'il est important que la permanence soit à côté du marché. Au plus proche des choses qui ont un intérêt pour les gens. Et le tractage, c'est vrai que ça permet d'avoir des contacts avec les personnes, et de voir comment elles ressentent les choses.<sup>363</sup> »

Nous avons remarqué une exception notable à la panoplie militante de l'UMP locale durant cette campagne présidentielle de 2012 : le porte-à-porte. Sans être rejetée dans l'absolu, la technique du porte-à-porte semble en effet considérée à l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> comme inefficace dans le contexte des présidentielles, alors qu'à gauche, et tout particulièrement au PS, il fut très utilisé par les équipes de François Hollande.

### *8.1.2 Ce que le « militantisme à droite » doit aux spécificités de la structure partisane et de la « culture d'organisation » UMP*

L'organisation partisane locale de l'UMP, dans la 11<sup>ème</sup> circonscription, valorise les initiatives individuelles et l'autonomie, laissant toute latitude aux militants locaux dans la détermination de leur degré d'engagement et des modalités de leur implication. Ce mode de fonctionnement pèse fortement sur les formes et l'intensité du militantisme. La participation des militants aux actions partisans est marquée du sceau de l'irrégularité et de l'imprévisibilité : les « écarts » n'étant guère sanctionnés par le groupe, rares sont les adhérents présents à toutes les actions et honorant tous leurs engagements. Ce « trait culturel » de l'UMP locale amoindrit les capacités de mobilisation de la

---

<sup>363</sup> Entretien avec Anne-Sophie T., 28/02/12.

structure partisane et occasionne quelques discordances. Ainsi, nombreux sont les militants (Richard D., Paul R., etc.) qui nous ont fait le récit de « leurs » séances de tractage « en sous-effectif » sur le marché de Montrouge, subissant seuls ou à deux les railleries et les quolibets des militants du PS, du front de gauche, d'Europe-écologie-les verts présents quant à eux en masse :

« Moi ça m'est arrivé une fois d'être le seul à tracter ici ! Je ne l'ai pas oublié ! Ça a été le déclic d'ailleurs. Quand j'ai fait dans ma tête ce groupe exécutif, je me suis dit : « ça suffit ! Je ne vais pas faire ça tout seul !<sup>364</sup> »

Nous avons également eu l'occasion à plusieurs reprises, durant la campagne, d'assister à de telles séances de tractage, où deux militants UMP tentaient de se rendre visibles et de se faire entendre au milieu d'une dizaine ou d'une quinzaine de militants « adverses ». A d'autres occasions, c'était le contraste entre la « vague bleue » promise et planifiée par les responsables UMP et les forces militantes effectivement présentes sur le marché quelques jours plus tard qui interpellait.

Au-delà de la mobilisation pour les tractages, les difficultés posées par cette culture de l'autonomisation et de la responsabilisation des militants touchent à de nombreux domaines de la « vie » partisane. Ainsi, nous avons pu constater des dysfonctionnements structurels concernant la session de permanence des jeunes au local de Montrouge. La permanence de l'avenue Henri Ginoux est ouverte sous la responsabilité des jeunes chaque jeudi soir de 19h à 20h30. La « tenue » de la permanence s'effectuait dans les premiers mois de l'année 2012 sur la base du volontariat, chacun étant invité à se rendre autant que possible chaque semaine à la permanence. Ce mode de fonctionnement très libre et flexible « fonctionnait » mal : il est arrivé que la permanence des jeunes reste fermée (faute de ... permanent) jusqu'à trois semaines d'affilée en février-mars<sup>365</sup>. Un jeune nous confiait quelque temps plus tard : « si on dit : "chacun vient quand il peut, soyez le plus nombreux possible chaque jeudi", bah il y a personne ! Il faut faire un programme en assignant la responsabilité de la permanence à chacun par plages ».

L'organisation des collages au sein de l'équipe des jeunes de Montrouge fut également révélatrice. Les responsables Antoine B. et Thomas C. convoquèrent une réunion au mois de mars pour mettre en place un « système » de collage susceptible de permettre la plus grande efficacité d'action au parti (compte tenu des moyens humains disponibles) ; ils proposèrent l'idée d'une organisation très souple, où chaque militant aurait seul la responsabilité d'un seul panneau électoral près de son domicile. Muni du matériel adéquat, chacun fut donc chargé de « prendre en charge » son panneau, de coller les nouvelles affiches au fur et à mesure de leur publication et de « recoller »

---

<sup>364</sup> Entretien avec Paul R., 08/02/12.

<sup>365</sup> Le 16 février, 23 février et 1<sup>er</sup> mars.

en cas d'intervention des militants adverses. Ce mode d'organisation fut rapidement abandonné, en raison de son inefficacité, comme nous l'expliquait Richard D. en entretien :

« C'est-à-dire que c'est... c'est du bénévolat, c'est vrai que généralement c'est organisé au dernier moment, euh... voilà, par exemple au PS, l'histoire de... enfin, ce qu'on a fait... récemment, c'est-à-dire en gros : vous avez des pots de colle et des affiches disponibles à la permanence, au local, on se répartit géographiquement Montrouge... bah t'as eu le mail, hein, je pense, puisque tu les as toujours en copie... de façon à ce que n'importe qui puisse coller n'importe quand, en gros quand il a envie, ou quand il a le temps, etcetera, ça, t'as jamais ça au PS.<sup>366</sup> »

Au-delà de ces problèmes logistiques, c'est bel et bien une question de « culture d'organisation » qui est en jeu ; les militants UMP mettent d'eux-mêmes en exergue un défaut non seulement d'efficacité, mais également de « culture militante » de leur parti par rapport à la gauche :

« Euh... je me souviens, on avait quand même eu des relations avec le directeur de cabinet du Ministère de l'Intérieur à l'époque, et d'autres ministères, où on était allés leur expliquer qu'il fallait une vraie culture de la reconquête de terrain, d'accord ? Et une vraie culture de proximité. Sans quoi, on risquait de perdre un certain nombre d'élections... majeures... faute de relais sur le terrain. Et c'est ce que je reproche un peu aujourd'hui de manière générale, c'est que... cette culture-là, je pense que la droite l'a perdue. On fait plus dans le média immédiat et dans ce qui est... tous les relais sociaux, voilà, et puis ce qui peut être vécu comme des... des interventions médiatiques, hein, des grands meetings, etcetera, mais très franchement, on voit bien qu'il y a une grosse différence à ce niveau-là. Entre la gauche et la droite.<sup>367</sup> »

« La gauche va gagner, parce qu'ils ont des militants. Et le ... la problématique du Front de Gauche de l'entre-deux-tours, elle n'est pas uniquement sur le report de voix. Elle est sur le report de militants. Et ça va avoir une influence déterminante. C'est-à-dire que Hollande a plus besoin des militants de Mélenchon que de ses voix. Parce que ... c'est une force militante extraordinaire. C'est la culture de la gauche populaire. Pas du tout de la droite. Donc ... et un peu de la même manière sur l'extrême droite. Qui ont cette culture militante, beaucoup plus que les partis ... plus recentrés.<sup>368</sup> »

Ainsi, Richard D., un jour de marché, pointe – en aparté – la constance des « vieux » militants du PCF et la pose en exemple à suivre. Le défaut de « culture militante » ressort aussi, dans les entretiens, de la comparaison avec certaines organisations de droite qui en sont plus imprégnées, à l'image des organisations étudiantes. Ainsi, Anne-Sophie T., doublement adhérente de l'UMP et du Mouvement Etudiant, pointe un différentiel d'intensité entre les activités militantes de l'une et de l'autre :

« CL : Et au niveau des pratiques militantes, tu n'as pas été dépaysée ?

AST : Non. Les pratiques militantes sont toujours à peu près les mêmes. Puis c'est vrai qu'au MET, on milite énormément, énormément, de manière j'allais dire bien plus soutenue qu'à l'UMP, et euh... quand on milite, on peut dire : on le fait bien. C'est beaucoup plus... intense, parce que les jours d'élections, d'élections étudiantes, ça forge énormément, il n'y a pas d'élections étudiantes bien sûr dans le cadre de l'UMP, donc c'est difficile d'avoir ce genre de formation, c'est deux configurations qui ne sont pas les mêmes donc on ne peut pas vraiment comparer, mais une journée d'élection étudiante, on est à sept heures sur le terrain à l'université, on a en face de nous des gens qui vont tracter, mais qui sont du bord opposé, on passe la journée à militer... on ne se repose pas à midi pour prendre un repas par exemple, on milite, on milite, on milite, toute la journée, on va chercher les gens,

<sup>366</sup> Entretien avec Richard D., 07/04/12.

<sup>367</sup> Entretien avec Rémi V., 31/03/12.

<sup>368</sup> Entretien avec Thomas C., 23/04/12.

on tracte, et tout, et tout, c'est un rythme qui est très soutenu. Le soir, il y a dépouillement, et euh... bon, quand on rentre, généralement, on est crevés, mais il n'y a rien de mieux pour former quelqu'un au militantisme que d'avoir un militantisme pareil. Enfin... un militantisme de ce genre là, ça forme, énormément, beaucoup plus que dix sessions de tractage, sur un marché, entre onze heures et midi. Voilà. Donc c'est vrai que... de ce côté-là, le MET m'apporte énormément, parce qu'il m'apprend à perfectionner mon militantisme qui me resservira aussi à l'UMP.<sup>369</sup> »

Cependant, la latitude laissée aux initiatives individuelles ne produit pas uniquement des handicaps pour l'organisation partisane ; elle favorise également l'émergence de techniques militantes nouvelles, originales et spécifiquement adaptées aux qualités du groupe militant, à l'image du « militantisme téléphonique » pratiqué par la section UMP balnéolaise durant la campagne pour les élections municipales de 2008 :

« TC : On avait instauré quelque chose que je trouvais très, très bien, qui était l'idée de Napoléone, c'est pour ça que j'ai adhéré un peu à son projet, au départ, euh ... on installe un call center à la permanence ... on prend quinze lignes de téléphone, et on fait une permanence tournante, de ... phoning de tous les Balnéolais. Pour les appeler, pour leur parler de ... l'élection municipale.

*CL : J'ai lu des articles là-dessus dans les archives de presse ...*<sup>370</sup>

TC : Voilà. On fait ça ... ce que je trouvais assez intéressant, c'était moderne, c'était un nouveau moyen, ça a touché les gens, ça les surprenait, ça faisait parler ... on avait ... bon, ça nous donnait quelque chose. »

Le défaut de « culture militante » de l'organisation peut se transformer, dans certaines conditions, en atout, dans la mesure où le « répertoire d'action » au sein duquel les militants puisent outils et techniques militantes se trouve peut-être plus souple, plus plastique, moins contraignant que dans d'autres partis, où certaines pratiques anciennes, parfois inefficaces ou obsolètes, demeurent néanmoins indiscutables et incontournables du fait de leur « poids » symbolique<sup>371</sup>.

## 8.2 La circonscription comme espace agonistique

L'influence des facteurs internes – fonctionnement de la structure partisane, culture d'organisation – sur les modalités du militantisme se double du poids des facteurs externes, liés à la morphologie spécifique de l'environnement politique immédiat – des écosystèmes politiques locaux – au sein duquel l'organisation partisane se trouve prise. La circonscription, envisagée comme espace de lutte et comme espace des luttes, constitue une configuration de jeu particulière qui pèse sur les

---

<sup>369</sup> Entretien avec Anne-Sophie T., 28/02/12.

<sup>370</sup> Notamment celles du quotidien *Le Parisien* : <http://elections.leparisien.fr/elections-municipales-2008/hauts-de-seine-92-municipales/4086-frederic-napoleone-fait-campagne-au-telephone.php>

<sup>371</sup> Voir ce que dit R. LEFEBVRE du porte-à-porte, et plus généralement de toute technique militante dans « S'ouvrir les portes de la ville. Une approche ethnographique des porte à porte de Martine Aubry à Lille », (in Lagroye J., Lehingue P., Sawicki F., *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF-CURAPP, 2005) : Alors même que de nombreux indices concourent à montrer que le porte-à-porte n'est pas une technique « rentable », son usage perdure au PS lillois, pour différentes raisons, parmi lesquels il faut compter la forte « inertie » qui caractérise l'évolution des répertoires d'actions.

modalités comme sur les finalités de l'action militante. Ce poids s'exerce sur l'UMP local par le biais des stratégies et des stratagèmes déployés dans l'arène par les adversaires.

### 8.2.1 *Agir en réagissant : le militantisme des adversaires comme déterminant de l'action*

La 11<sup>ème</sup> circonscription est marquée, nous l'avons vu, par la domination de la gauche et des forces partisans de gauche. Le Parti Communiste Français est présent à la tête de deux mairies, et entretient dans ses municipalités des sections importantes (au plan du nombre de cartes) et actives. Le Parti Socialiste, quant à lui, lutte pour se faire une place dans la circonscription, en contestant simultanément la prédominance de la droite modérée à Montrouge et les positions des Communistes à Bagneux et à Malakoff<sup>372</sup>. Il y engage des moyens importants, et les sections socialistes montrougiennes, malakoffiennes et balnéolaises sont relativement bien dotées en ressources financières et matérielles. Les sections de ville des deux principaux partis de la gauche sont donc très fortement structurées, possèdent des ressources abondantes, et militent activement, dans les trois villes – même si le PCF est moins présent à Montrouge. Ces atouts partisans accompagnent autant qu'ils déterminent la domination sans partage de la gauche sur les joutes électorales locales et nationales dans la 11<sup>ème</sup>.

Face au constat de cette domination, l'alternative se présente aux militants UMP entre deux attitudes possibles : ou bien abandonner le terrain militant aux forces dominantes de la gauche, ou bien consentir un effort dans l'action militante pour se hisser à la hauteur de leurs concurrents, malgré un triple handicap (en termes de structure, de capacités de mobilisation, de chances de victoire électorale – et donc de rétribution). Il semble qu'à Montrouge, et dans une moindre mesure à Bagneux, les militants de l'UMP ont fait le choix de la lutte :

« C'est vrai que le PS ils ont des permanents-colleurs d'affiches, c'est d'ailleurs pour ça que nos affiches ne tiennent pas longtemps, même si on est tout contents quand elles tiennent une demi-journée, parce qu'en fait... le PC je pense que ça doit être pareil mais j'en sais rien, mais par contre le PS je suis sûr, je le sais, qu'ils ont des gens qui sont payés, ce qu'on appelle des « permanents », qui sont indemnisés pour... faire que ça. C'est-à-dire qu'ils tournent avec des voitures, des pots de colle toute la journée, puis qui collent par-dessus. Donc c'est vrai que c'est pas vraiment... bah t'as déjà pu constater que c'était un peu... des fois c'était un peu amateur, ce qu'on faisait nous, hein... des fois c'est coup de téléphone et mails à 18 heures 30 pour dire : « on colle ce soir à 20 heures ou à 22 heures, » ceux qui peuvent viennent, c'est... voilà. C'est un peu... c'est ça qui est bien aussi, mais tu vois, je pense que c'est ça aussi qui fait qu'on a une équipe très soudée.<sup>373</sup> »

L'activisme des militants de gauche – du PS à Montrouge et du PCF à Bagneux – oblige les militants UMP à adopter une stratégie de réplique « au coup par coup », en adaptant au mieux leurs

---

<sup>372</sup> Même si dans ces deux dernières villes, le travail d' "opposition" des socialistes se doit de prendre des formes plus souterraines et indirectes, étant donné la participation du PS à la majorité municipale en compagnie du PCF.

<sup>373</sup> Entretien avec Richard D., 07/04/12.

ressources disponibles pour être en capacité de produire une réponse. Les sections UMP montrougiennes et balnéolaises sont donc davantage dans une posture de réaction militante que dans l'action militante. Ainsi, il est arrivé à plusieurs reprises, durant la campagne électorale pour les élections présidentielles, qu'un « collage » soit organisé en catastrophe par l'un des responsables jeunes, en fin de soirée ou même en début de nuit, pour « répondre » à une action en cours des militants socialistes. Le décalage entre les ressources partisanses à gauche et à l'UMP fait des militants du PS et du PCF les *maitres du jeu* militant, capables d'imposer leur rythme et leur calendrier. Les militants de l'UMP en sont parfois réduits à suivre le *tempo* imposé par leurs adversaires, en improvisant une forme de « bricolage » militant destiné à les maintenir en jeu.

Au-delà de cette influence d'ordre « tactique », l'hégémonie locale du Parti Socialiste et (surtout) du Parti Communiste, la lutte militante quotidienne face à ces deux partis conduit les membres actifs de l'UMP à interroger en permanence le mode d'organisation, les stratégies militantes des organisations partisanses de gauche, pour comprendre les raisons de leur succès, et tenter de les reproduire efficacement :

« Mais euh... ce qui est un point positif peut-être chez les autres partis, qu'on n'a pas forcément, parce que c'est bien aussi de voir ce qu'il y a de bien ailleurs et de s'en inspirer, c'est que... bon, c'est surtout le Front de Gauche qui fait ça si je me souviens bien... Mais... il y a une certaine constance dans leur tractage sur le marché. C'est-à-dire que même quand ils ne sont pas en période électorale, ils sont habitués à tracter. Et euh... on entend souvent la critique de : « Oui, oh, c'est toujours le même vieux qui tracte. » Oui, peut-être, mais en attendant, il est là. Voilà. Donc s'il y a un point positif dans les autres partis, je noterai peut-être que c'est une certaine constance. Bon, d'un autre côté, leur permanence est jamais ouverte, alors que la permanence de l'UMP, elle est ouverte.<sup>374</sup> »

Les militants, et plus encore les responsables UMP, comparent en permanence leur parti au PS et au PCF : les deux grands partis de la gauche représentent à la fois le principal adversaire et l'unique point de comparaison pour l'UMP local. Le militantisme « à gauche » est ainsi érigé en horizon de l'action militante, « modèle » à l'aune duquel les militants UMP se doivent de réviser pour ainsi dire quotidiennement leur stratégie, et de réévaluer en permanence les modalités de leur action. La réaction des appareils militants communistes et socialistes locaux joue également un rôle important dans le processus continu d'auto-évaluation de l'action partisane à l'UMP. Tout se passe comme si la sanction des communistes ou des socialistes était un élément nécessaire de l'appréciation (au sens presque scolaire de jugement porté sur la valeur du travail) de la stratégie militante adoptée par l'UMP. Il en va (par exemple) ainsi de la méthode de collage « sauvage »<sup>375</sup> mise en œuvre par les

---

<sup>374</sup> Entretien avec Anne-Sophie T., 28/02/12.

<sup>375</sup> Interdit par le code électoral, le collage « sauvage » consiste à recouvrir d'affiches électorales le mobilier urbain, en des emplacements stratégiquement situés. Cette méthode étant sanctionnée par des amendes qui pèsent sur les comptes de campagne des partis fautifs, les militants ne peuvent utiliser le matériel de campagne « officiel » de l'UMP pour réaliser leurs actions « sauvages » : ils risqueraient de pénaliser financièrement leur propre parti. Les jeunes responsables du collage utilisent donc à cette fin des affiches peu

jeunes UMP montrougiens. Le collage sauvage est rétrospectivement considéré par les jeunes comme un succès, du fait qu'un dépôt de plainte a été effectué à son sujet par les socialistes auprès du maire. La lettre de plainte, dont le maire a fourni une copie aux jeunes responsables du collage, est fêtée à la permanence jeune comme un titre de gloire et une marque de reconnaissance : « Quand on énerve les socialistes, c'est qu'on est sur la bonne voie, et qu'on a fait ce qu'il fallait » (Antoine B.). De la même manière, Thomas C., répondant en entretien à une question sur les rapports entre majorité communiste et opposition UMP à Bagneux, fait du degré d'animosité des communistes un indice de l'efficacité militante de la section UMP balnéolaise :

*CL : Et ... toujours pour rester dans ces questions d'évolution à ... disons moyen terme de la situation pour l'UMP à Bagneux, dans les rapports avec la majorité communiste, sur le terrain, au jour le jour, et de manière plus globale ... comment ça se passait, comment ça se passe ?*

TC : Alors ... l'analyse que j'en fais. C'est un point de vue personnel, hein, parce que ... comme tu le sais, aujourd'hui, je suis un peu sorti du jeu de Bagneux. Mais j'ai bien connu ce terrain. Les rapports avec les communistes ont été extrêmement mauvais jusqu'à 2008. C'est-à-dire que c'était une ... détestation malade, de leur part, de nous. Evidemment, on incarnait ... tout ce qui existe de mal sur cette terre, hein ! Euh ... ils se sont adoucis ... à mesure que notre score baissait. Parce qu'on ne leur faisait plus peur. C'est-à-dire que ... sans déconner, en 2001 ... 2001-2002 ... on se faisait crever les pneus ... dès qu'on était sur le marché ... on planquait nos bagnoles à un kilomètre. Et on allait au marché à pieds. On se faisait taper dessus. Physiquement. Par les communistes. Enfin c'était de la folie furieuse. A partir de 2008, ils nous accueillaient avec le sourire et ils se foutaient de notre gueule. Donc ... donc voilà, [...] entre les militants ... et les appareils, c'était la guerre. [...] Aujourd'hui, les relations ... en fait, les relations sont bonnes ... parce qu'ils nous prennent vraiment pour des branques. Donc ils ont pas peur de nous. Exactement de la même manière qu'à Montrouge, les relations sont bonnes avec le PS, parce qu'on les prend totalement pour des branques. Et qu'ils nous font pas peur une seule seconde. Voilà. En gros ... les relations avec les communistes. C'est toujours un signe ... quand les communistes se mettent à taper, c'est qu'on ... c'est qu'on est sur la bonne voie. Dès qu'ils se radoucissent, ça veut dire qu'il faut changer de stratégie, parce que ... on leur fait plus peur.<sup>376</sup>

Ce « comparatisme indigène » permanent, qui fait du militantisme à gauche la norme de l'efficacité militante, induit à l'UMP une forme de contagion des méthodes et des modalités de la gauche, à plus ou moins long terme, laquelle contagion explique en partie le paradoxe de cette structure UMP mobilisée pour une victoire improbable : les militants de la droite ne sont pas tant mobilisés *pour* la victoire électorale dans la 11<sup>ème</sup> que *contre* la gauche, et, plus encore, *comme* la gauche, par mimétisme :

---

équivoques du MIL et de l'UNI. Les deux organisations, complices, sont seules responsables des affichages, et se trouvent très rarement sanctionnées. A Montrouge, le collage « sauvage » revêt une importance considérable du fait du faible nombre de « panneaux d'affichage libre » (seuls emplacements de collage légalement autorisés) : la commune ne compte qu'une petite dizaine de ces panneaux. L'affichage sauvage permet de plus de toucher d'autres zones que celles qui se trouvent concernées par l'affichage « officiel », comme la route Nationale 20, notamment à la hauteur du carrefour de la Vache Noire, stratégiquement situé à la limite séparant Montrouge de Bagneux.

<sup>376</sup> Entretien avec Thomas C., 23/04/12.

*« CL : J'ai l'impression que la présence dans la circonscription, et même dans chacune des trois villes, certes dans une moindre mesure à Montrouge, mais néanmoins, d'une gauche qui milite ... vous force un peu, par une forme de contagion, par effet de compétition, à militer, à vous structurer, à sublimer votre potentiel militant ...*

TC : Complètement. Complètement. Et ... et c'est en ça qu'on se différencie énormément de la plupart des villes de notre département. Parce que ... en fait, on vient un peu tous, si tu fais le bilan de notre équipe de jeunes aujourd'hui, euh ... Antoine et moi avons commencé à Bagneux, Romain F. était dans le sud-ouest ... c'est pareil, c'est une culture ... bon, c'est un militantisme différent, mais ... beaucoup de terrain. Beaucoup, beaucoup de terrain. Richard vient de Marseille. Ils sont très nombreux ... on est très nombreux à venir de terrains souvent difficiles ... et souvent militants. Et je pense que c'est ce qui nous réunit aussi, et qui fait l'unité de notre équipe. Euh ... et c'est ce que j'essaie d'inculquer à ceux qui arrivent, c'est qu'on est une équipe de militants. Et ... et c'est parce qu'on est militants ... il y en a beaucoup qu'ont de l'ambition, aujourd'hui, dans l'équipe, et c'est très bien. L'ambition sublime. Mais ... j'essaie de leur expliquer, et je crois que le message est bien passé, et en tout cas, c'est ... l'impression que j'ai, par les faits, euh ... que c'est parce qu'on est militant qu'on devient bon. Que c'est parce qu'on est militant qu'on progresse, et qu'on comprend ce qui se passe sur le terrain. *Et effectivement, le fait qu'on soit tous issus de terres un peu ... difficiles, où il y a une tradition de gauche militante, c'est-à-dire de villes communistes, hein, nous ... nous force à ... à employer les mêmes méthodes. Nous inspire, et nous force ... parce qu'on doit rivaliser. Et que si on veut gagner ... quelle que soit l'élection, hein ! Si on veut gagner, il faut être meilleur sur tous les terrains. Et que ... si traditionnellement, on n'est pas les meilleurs sur le terrain militant, eh bien on va le devenir.* Et ... la campagne d'Olivier Sueur ... municipale ... était une campagne résolument militante. Résolument. Il a été partout. Il n'y a pas une porte d'immeuble qu'il n'ait franchie pendant la campagne. C'était du militantisme. C'est comme ça qu'on gagne des élections, hein !<sup>377</sup> »

S'ils ne peuvent à court terme contester à leurs adversaires l'hégémonie dans les urnes, à tout le moins les militants UMP tentent de s'aligner, de se montrer « au niveau » dans l'arène militante locale.

### *8.2.2 Stratégies militantes pour l'hégémonie*

Les caractéristiques géographiques de l'espace des luttes – c'est-à-dire la morphologie de la circonscription – pèsent également sur la compétition militante et sur les modalités de la participation de l'UMP à ladite compétition. L'exiguïté de l'espace accentue l'intensité des luttes militantes. La configuration spatiale du marché de Montrouge, qui constitue à bien des égards le point nodal de la compétition partisane dans la « onzième », est exemplaire de ce phénomène. Disposé sur toute la longueur de la petite rue Victor Hugo, ce marché ne « propose » que deux emplacements « stratégiques » – c'est-à-dire : suffisamment rentables – pour la distribution de tracts, aux deux extrémités de la rue. Les militants de toutes tendances se trouvent par conséquent concentrés en quelques mètres carrés à peine. Cette configuration physique exacerbe les tensions interpersonnelles entre militants (les échanges verbaux vifs, à la limite de l'insulte parfois, sont monnaie courante). Elle rend de même particulièrement visibles – aux yeux des militants comme des électeurs potentiels – les différentiels de mobilisation entre les partis : tout déséquilibre entre les effectifs de la droite et de la gauche interpelle immédiatement le regard du passant.

---

<sup>377</sup> *Idem.* (c'est nous qui soulignons).

Les sessions de collage montrougiennes reflètent également l'influence de la configuration locale sur le militantisme (nous nous cantonnons ici volontairement à l'exemple de Montrouge ; en effet, à Bagneux, et plus encore à Malakoff, l'UMP a pour ainsi dire abandonné à l'adversaire le terrain du collage). Nous avons vu plus haut que le nombre d'emplacements – le nombre de panneaux municipaux d'affichage libre – disponibles pour les collages est très limité ; ajoutons ici qu'il en va de même pour les « spots » d'affichage libre (généralement des barrières ou des palissades de chantier stratégiquement situées). De plus, les plages horaires retenues pour les actions de collage sont relativement « standardisées », et communes à tous les partis : l'UMP, le Parti Socialiste, le Verts, le Front de Gauche, tous « collent » le soir, après les horaires de travail, à l'heure où les rues se vident et où les risques d'interaction houleuse avec des passants sont minimisés. Les partis politiques montrougiens se retrouvent ainsi tous à « coller » en même temps, à partir de 22 ou 23 heures. En fin de campagne, quand le rythme des actions militantes s'accélère, il n'est ainsi pas rare que trois équipes militantes, issues de partis différents, se disputent le contrôle des quelques panneaux de la ville. Le « collage » s'apparente alors au châtiment de Sisyphe : chaque équipe militante décollant après quelques minutes seulement les affiches de l'équipe du parti rival, une session de collage consiste en réalité à recoller de nombreuses fois, toute la nuit durant, les affiches décollées par l'adversaire. Le « collage » se trouve ainsi transformée en épreuve d'endurance : la première équipe à « baisser les bras » abandonne à l'autre un monopole de l'affichage aussi absolu que provisoire, tout étant remis en question la nuit suivante<sup>378</sup>.

---

<sup>378</sup> Les quelques tentatives de sortir de cette logique furent vouées à l'échec. Ainsi, Paul R. raconte en entretien avoir réussi à négocier, lors d'un collage, un partage des panneaux avec le PS et un respect mutuel des affiches adverses :

« Je vais vous dire... la première fois que je suis arrivé là, j'ai dit, à la personne qu'il y avait en face : "on va tracter pour le maire". Alors on va tracter pour le maire. "Tiens ! Tiens tiens ! Regarde ce qu'ils ont fait, les socialistes ! Il y a quatre emplacements, ils ont tout déchiré !" "Ah bah attendez les gars, je leur dis, je pense qu'on va faire un essai, ça va être très intéressant, on va en remettre que deux !" "Et qu'est-ce que tu vas faire après ?" "Vous allez voir, on va en mettre que deux". On ne met que deux affiches, on respecte deux de leurs affiches. Et puis euh... "Tiens, les voilà, les voilà, à la voiture !" je dis : "non non ! Allez plus loin !" "Mais... fais gaffe !" "Oh... on n'est pas à Bagneux, chez les communistes marchands d'armes !" Donc en fait ils arrivent... je vais doucement vers leur voiture, les mains en évidence, et je leur dis : "eh ! venez !" C'était bien, je n'avais pas d'armes et eux non plus, non mais ! Le langage, il est avec les mains, pourquoi on se serre la main, c'est pour montrer qu'on a pas d'arme. Et donc en fait... j'ai dit : "regardez là ! Il y avait quatre affiches ! Quand on est arrivé il y avait quatre... nous avant on avait collé nos quatre affiches UMP. Maintenant il n'y en a plus que deux... affiches UMP et deux socialistes. Moi... vous faites comme vous voulez, hein, mais moi, pour mes convictions écologiques, le respect des forêts, du papier, etcetera, c'est plus intelligent de faire ça, parce que sinon, on joue aux petits cons, regardez, on défait tout, on recolle, alors c'est du papier, de la colle, du truc, et je pense que la première chose quand même, c'est, pourquoi je le fais, on a de la chance d'être en démocratie, sur notre petite planète c'est minoritaire, si on faisait aussi le signe qu'on respecte la démocratie, ce serait quand même bien entre nous". Alors ils discutent. Je leur dis : "allez-y, je vous laisse discuter", ils me disent : "on respecte, on respecte." »

*Entretien avec Paul R., 08/02/12.*

Pour faire face à l'impossibilité d'évaluer l'efficacité des stratégies mises en place, l'impact des actions militantes étant par essence difficile, voire impossible à estimer, les responsables UMP locaux s'imposent une forme d'« obligation de moyens ». Tout est ainsi organisé pour l'hégémonie militante, et finalement c'est moins une introuvable « efficacité électorale » qui est visée que la démonstration de force militante, la capacité à submerger l'adversaire dans une logique de domination territoriale. Le militantisme est ainsi posé comme fin en soi, et l'hégémonie militante, comme la finalité de l'action partisane, l'impact électoral des actions se trouvant relégué au second plan, comme une conséquence positive éventuelle de l'hégémonie. C'est dans ce cadre logique que le responsable Malakoffiot Rémi V. peut nous dire en entretien :

« C'est que... on a vraiment très très bien bossé, avec des résultats qui étaient peut-être un peu décevants par rapport... au niveau électoral, hein, je parle, par rapport au niveau d'investissement des gens, mais c'est vrai qu'on avait une base de militants et de gens absolument incroyables, quoi. On avait vraiment, vraiment... moi, je me souviens d'avoir fait des tractages, sur le marché, avec 25 personnes. 25 personnes qui osent se montrer à Malakoff, c'est absolument étonnant.<sup>379</sup> »

Ce mode de raisonnement traduit une forme d'autonomisation du jeu militant par rapport au jeu électoral. L'impératif de « faire une bonne campagne » en vient à dépasser en signification celui de « faire un bon score » – ce sur quoi le « parti au local » a finalement moins de maîtrise.

*« CL : Au jour d'aujourd'hui, donc ... lendemain du premier tour, quel regard tu portes sur la campagne dans la 11<sup>ème</sup> circonscription, jusqu'à présent ? »*

TC : Alors ... sur la campagne dans la 11<sup>ème</sup> circonscription, la première chose qui me vient, c'est une profonde fierté. Parce que ... on vit une campagne qui est difficile. Que nos électeurs sont silencieux, contrairement à 2007. Euh ... qu'on se sent parfois seuls. Et qu'on a une équipe qui est extrêmement mobilisée, qui est ... pour certains, c'est des nouveaux, pour d'autres, c'est des anciens, mais que tout ce monde-là se retrouve, s'apprécie ... je n'ai jamais entendu qui que ce soit critiquer, ou même remettre en cause quoi que ce soit, vraiment, ça se fait dans une ambiance sympathique, et surtout, ils sont extrêmement présents, on est extrêmement présents. Sur des actions qui ne sont pas faciles, qui demandent ... de l'investissement, et ... et pour l'instant, je crois que c'est un modèle de campagne qu'on est en train de faire. Et d'ailleurs, tout le monde en parle. Donc ... je crois qu'en tout cas, et c'est le message que je leur ai fait passer hier, ce premier tour n'est pas nécessairement le score qu'on pouvait espérer, mais on a rien à regretter. Tout ce qu'on pouvait faire, on l'a fait, et on a été irréprochables. J'espère qu'on le sera tout autant pour le second tour. Parce que ... perdre une élection nationale, ça fait mal, c'est dur, mais... la perdre en se disant qu'on aurait pu la gagner, c'est ce qu'il y a de pire. Et si on continue comme ça, quel que soit le résultat, je sais qu'on pourra dire le 6 mai qu'on aura fait tout ce qu'on a pu. Et qu'on aura fait une belle campagne. Finalement, c'est notre objectif. C'est de faire une belle campagne.<sup>380</sup> »

---

Si la solution qu'il proposait fut acceptée par les militants socialistes, l'accord ne fut que provisoire, et la logique de l'affrontement reprit ses droits lors des sessions de collage suivantes. Nous pouvons dire des règles de la compétition pour les panneaux de collage à Montrouge qu'elles représentent une forme de consensus au sens de Michel Dobry : si elles ne font pas l'unanimité, elles tiennent lieu de position d'équilibre, dans la mesure où tous les acteurs du jeu font le calcul qu'il leur en coûterait de s'en écarter (M. DOBRY, « Le jeu du consensus », *Pouvoirs*, n° 38, 1996, p. 47-66).

<sup>379</sup> Entretien avec Rémi V., 31/03/12

<sup>380</sup> Entretien avec Thomas C., 23/04/12

### 8.3 L'activité militante, expérience communautaire ; militantisme et dynamique de groupe

#### 8.3.1 *Des liens interpersonnels qui débordent l'action politique*

Max Weber définit dans *Economie et Société* deux types idéaux de relations sociales : la *communalisation* et la *sociation*. Une relation sociale doit être considérée comme une *sociation* « lorsque, et tant que, la disposition de l'activité sociale se fonde sur un *compromis* d'intérêts motivé rationnellement (en valeur ou en finalité) ou sur une *coordination* d'intérêts motivée de la même manière.<sup>381</sup> » Tout parti politique, en tant qu'entreprise visant à la conquête du pouvoir politique, constitue une forme de *sociation*, et peut être étudié à partir de ce concept : les divers adhérents d'une organisation partisane quelconque sont avant tout réunis par des intérêts et des objectifs communs<sup>382</sup>. Cependant, le concept de communalisation peut également se montrer utile pour éclairer sous un autre jour la réalité partisane<sup>383</sup>. Weber l'utilise pour désigner la relation sociale quand elle est fondée « sur le sentiment *subjectif* (traditionnel ou affectif) des participants *d'appartenir à une même communauté*<sup>384</sup> ». L'auteur précise : « une *communalisation* peut se fonder sur n'importe quelle espèce de fondement affectif, émotionnel ou traditionnel, par exemple une communauté spirituelle de frères, une relation érotique, une relation fondée sur la piété, une communauté « nationale » ou bien un groupe uni par la camaraderie<sup>385</sup> ». Le groupe militant UMP présente des caractéristiques qui en font une forme de communalisation : les liens entre les individus qui en sont membres débordent largement le cadre strict de la « coordination d'intérêts » politiques.

Ces caractéristiques sont particulièrement visibles dans le cas du groupe des jeunes montrougiens ; au-delà de leur action politique, les différents membres du groupe, et tout particulièrement les membres les plus actifs, sont liés entre eux par des relations d'amitié, dont certaines sont antérieures à l'engagement politique, mais qui toutes jouent un rôle moteur pour l'action partisane :

« ce groupe, non seulement on est vraiment amis, mais donc en plus on se voit en dehors de... c'est d'ailleurs ce qui fait que le lien est naturel, et qu'on est vraiment devenus amis. On se voit en dehors de ce qui est politique, on a des plaisanteries, on a des... pleins de choses qui ne sont pas du tout politiques. On a des discussions qui ne sont pas politiques. On a un lien qui n'est pas... qui dépasse largement le cadre de la politique.<sup>386</sup> »

---

<sup>381</sup> M. WEBER, *Economie et société*, op. cit., p. 78.

<sup>382</sup> Même si ces intérêts communs peuvent être réduits à leur plus petit dénominateur, dans certains contextes conflictuels intrapartisans.

<sup>383</sup> Prenons soin de préciser ici que l'usage conjoint des deux concepts n'est absolument pas contradictoire ; sociation et communalisation sont des types purs, et les relations sociales réelles, Weber le précise, participent dans leur grande majorité des *deux* formes pures, ayant « *pour partie* le caractère d'une communalisation, *pour partie* le caractère d'une sociation. » (*Idem*, p. 79)

<sup>384</sup> *Idem*, p. 78

<sup>385</sup> *Idem*, p. 79.

<sup>386</sup> Entretien avec Anne-Sophie T., 28/02/12.

Au-delà du groupe des jeunes, l'ensemble du groupe militant (ou plutôt des groupes militants attachés aux sections locales) est traversé et structuré par des relations de camaraderie, d'amitié, mais aussi d'inimitiés, voire même de haines. Les militants, regroupés autour de valeurs politiques, rapprochés par une volonté commune de combattre pour ces valeurs, tissent entre eux des liens sociaux qui doivent parfois peu à la politique. Ces liens de type communautaire se forment en grande partie spontanément, au fil du temps. Mais ils sont également l'objet d'un véritable travail partisan :

« [Le rôle des responsables] c'est aussi... c'est créer ce lien, qui a forcément une connotation philosophico-politique ou idéologique, forcément, mais pas que. Donc euh... il y a aussi tous les aspects convivialité, rapports humains qui sont vachement importants. C'est-à-dire qu'il faut créer une ambiance agréable, qui donne envie de se voir même quand il ne se « passe » rien ... quand l'actualité politique est assez plate.<sup>387</sup> »

La permanence joue un rôle important de ce point de vue : lieu presque symbolique de l'entre-soi, elle est aussi le point de rencontre des membres de la communauté. Son rôle politique se double d'un rôle presque mondain : on s'y retrouve pour partager un café le matin, un apéritif le soir ; les permanences jeunes du jeudi soir se transforment souvent en dégustation de vin et de saucisson. Beaucoup de militants, mais aussi de simples sympathisants s'y arrêtent, poussent la porte, pour parler un moment, pas toujours de politique, ou se faire offrir un café par le permanent. Au-delà de l'action militante, au-delà du débat politique, le parti au local est également une forme de sous-monde social, une communauté affective, réunie autour de la politique dans une circonscription où assumer son identité « de droite » ne va pas de soi.

### 8.3.2 *Le « vécu » militant partagé, catalyseur des relations*

L'action militante, en tant qu'activité de groupe, joue un rôle décisif pour le renforcement de ces liens partisans communautaires. Dans la 11<sup>ème</sup> circonscription, les militants UMP affrontent un terrain qui leur est en grande partie défavorable, voire hostile. Certaines actions militantes s'apparentent à de véritables épreuves : les militants sont souvent pris à partie, parfois menacés. Les expériences difficiles soudent le groupe militant ; c'est dans l'adversité que les liens interpersonnels se renforcent le mieux, si nous en croyons nos enquêtés, à commencer par Antoine B. :

« Comme tu as pu le constater, l'intégration, ma vision de l'intégration dans le groupe, c'est ... c'est voilà, il faut qu'on crée un groupe de potes. Pour la simple et bonne raison que ... les gens avec lesquels je travaille depuis longtemps et avec lesquels je travaille encore, sont d'abord des amis. Les gens qui sont capables, dans les moments difficiles, de faire preuve de fidélité, ce ne sont pas des ... connaissances politiques. Ce sont des amis. Il y a une grosse nuance entre les deux. Pour devenir amis avec quelqu'un, bien sûr il faut avoir des intérêts communs et des valeurs communes, maintenant, on est dans le même parti politique, donc a priori on a une certaine vision ... identique, sur un certain

---

<sup>387</sup> Entretien avec Guillaume E., 08/02/12.

nombre de sujets, même si c'est pas sur tous, euh ... et par ailleurs, il faut ... il faut vivre des choses ensemble.<sup>388</sup> »

Les récits de nos enquêtés rencontrent en écho les propos de Rémi Lefebvre, propos fondés sur son observation du porte-à-porte de Martine Aubry à Lille pour la campagne des municipales de 2001 : « Faire campagne en participant au porte-à-porte c'est avant tout pour les militants l'occasion de participer à une aventure collective où les relations interpersonnelles, les liens émotionnels et la convivialité sont particulièrement intenses, où les occasions de se retrouver sont répétées. [...] Dans le continuum des pratiques partisans, les campagnes constituent des moments forts et privilégiés qui restent ancrés dans la mémoire des adhérents en ce qu'elles consacrent l'entre-soi militant et éprouvent la communauté partisane.<sup>389</sup> »

Nous pouvons même, en allant plus loin, voir dans la militance des membres de l'UMP « en milieu hostile » une forme de « rite de passage<sup>390</sup> » : dans la confrontation au terrain se joue un processus d'agrégation au groupe, qui change le statut du nouveau militant. C'est seulement après avoir participé à une action militante, de préférence délicate, que le nouvel arrivant est pleinement intégré au groupe, considéré par ses pairs comme « un des leurs ». Nous avons pu assister, le 19/04/12, à l'« initiation » d'Edouard, fils de l'un des responsables de l'UMP locale par les jeunes de la section montrougiennaise. « Confié » par son père aux « animateurs » de l'équipe jeune Antoine B. et Thomas C. pour qu'ils lui « apprennent le métier », Edouard participe ce soir-là pour la première fois à une action militante – en l'occurrence, une session de collage. Il est abondamment moqué par les militants présents sur le thème de sa « virginité militante ». Le « collage » est mouvementé : le responsable local du PS, surprénant un groupe de jeunes au milieu d'une séance de collage « sauvage », appelle la police ; c'est le premier acte d'une longue nuit de course-poursuite avec les équipes du PS, ponctuée d'arrêts au bar voisin de la permanence. L'attitude des militants vis-à-vis d'Edouard évolue sensiblement à mesure que la soirée avance ; tout se passe comme si sa participation à cette soirée militante, « difficile » de l'avis de tous, modifiait presque mécaniquement son statut aux yeux des autres militants, l'assurant du respect dû aux égaux. La participation à une activité militante constitue le rite de passage qui permet à Edouard d'intégrer véritablement le groupe militant, de se fondre dans le collectif partisan local. Conséquence de ce phénomène : les simples sympathisants et les adhérents encartés qui n'ont jamais « franchi le pas » de la militance ne peuvent bénéficier du même statut, ni prétendre à une place identique au sein du groupe.

---

<sup>388</sup> Entretien avec Antoine B., 13/04/12.

<sup>389</sup> R. LEFEBVRE, « S'ouvrir les portes de la ville. Une approche ethnographique des porte à porte de Martine Aubry à Lille », in Lagroye J., Lehingue P., Sawicki F., *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF-CURAPP, 2005.

<sup>390</sup> Au sens de Van Gennep, *Les rites de passage*, Paris, 1909

## Chapitre 9 : Recontextualiser l'action militante : les spécificités de la campagne « locale » pour les présidentielles de 2012

Si nous n'avons pas souhaité retenir les élections présidentielles de 2012 comme thème central de notre travail, la campagne électorale, considérée dans sa déclinaison locale à l'échelle de la 11<sup>ème</sup> circonscription, s'est imposée à nous, dans la mesure où toute l'énergie militante de nos enquêtés s'y concentrait, et où tous les domaines de la vie partisane en étaient imprégnés, durant les quelques mois de notre présence sur le terrain. Notre enquête ethnographique sur les structures partisanes locales de l'UMP intégrait donc l'observation « localisée » d'une campagne électorale nationale, menée par l'UMP et ses alliés pour la réélection du président sortant. Elle nous a offert un point de vue particulier, « par le bas », sur cet événement que l'on étudie rarement au niveau local : si les études sociologiques sur les campagnes électorales pour les élections présidentielles dans leurs divers aspects (la couverture médiatique, l'émergence des enjeux nationaux, le rôle des partis, les instituts de sondage, ...) sont relativement nombreuses, le point de vue local est rarement convoqué au sujet de cette élection « nationale ». Or sa convocation, pour peu intuitive qu'elle soit, se montre néanmoins très instructive : l'étude par le local de la campagne des élections présidentielles permet d'étudier la réception de la campagne nationale, sa retraduction par les sections locales des divers partis politiques en présence et la manière donc l'élection se trouve localement investie d'enjeux et de calculs politiques proprement locaux. Ensuite, cette étude permet de saisir le collectif partisan local *en action* : les élections présidentielles, moment fort de la vie politique nationale sous la V<sup>ème</sup> république, représentent l'acmé de la vie militante d'une section. L'accélération du calendrier des actions, la mobilisation accrue des militants, l'enchaînement des *meetings*, tous ces éléments fournissent une occasion privilégiée pour l'enquêteur d'observer les rouages de la structure et de l'action militante, qui se révèlent bien souvent d'autant plus visibles que l'activité partisane est plus intense.

### 9.1 La valorisation « par le haut » de l'activité militante, terreau de la mobilisation

Dans leur article consacré à l'organisation des Jeunes populaires<sup>391</sup>, Lucie Bargel et Anne-Sophie Petitfils montrent que l'assignation, quasi systématique à l'UMP, des tâches militantes « de terrain » aux jeunes du parti résulte de la faible valorisation de ces tâches au sein du collectif partisan. Les « séniors » du parti, mieux dotés en capitaux militants, refusent de s'y impliquer. Les

---

<sup>391</sup> L. BARGEL, A.-S. PETITFILS, « "Militants et populaires !" ... », art. cit.

deux auteurs notent même que les cadres de l'organisation de jeunesse, RDJ, RDJA, DN<sup>392</sup>, interrogés par questionnaire, déclarent moins souvent une implication dans les activités militantes de « terrain » (comme le tractage ou le collage) que les simples militants, et définissent plus volontiers leur militantisme par des tâches d'encadrement et d'organisation.

A ce titre, l'UMP de la 11<sup>ème</sup> circonscription semble faire exception. Les tâches militantes sont réparties entre tous (même si un « tropisme » dirige les jeunes vers les tâches de terrain les plus ardues et les plus « connotées », comme le collage), et les responsables militent autant, voire plus que les simples militants<sup>393</sup> (surtout chez les jeunes). Ce mode de fonctionnement, singulier au regard des observations de Bargel et Petitfils, résulte d'une forme de « culture » locale de la valorisation « par le haut » de l'activité militante, qui consiste tout d'abord en une reconnaissance du caractère primordial du militantisme par Thierry Virol et ses « lieutenants » :

« Thierry a une grande expérience de la politique, et il sait qu'un mouvement politique efficace passe par un chef fort. Et donc il décide de s'inspirer d'autres circonscriptions des Hauts-de-Seine, qui ... ont un fonctionnement ... très centralisé. Je pense notamment à Levallois ou à Boulogne. Avec ... un chef qui ... un chef qui prend les décisions, et une équipe de militants ... qui est récompensée pour son militantisme. Thierry est quelqu'un ... et c'est pour ça, c'est ce qui fait la force de notre circonscription aujourd'hui, hein, c'est quelqu'un qui a le militantisme au cœur. Et il récompense ceux qui militent. Donc ... il fait bien passer ce message ...<sup>394</sup> »

Cette valorisation du militantisme de terrain par cadres UMP de la « onzième » tient certainement en grande partie à des considérations d'efficacité de l'action partisane locale ; nous sommes néanmoins tenté de voir, dans le passé militant des responsables eux-mêmes, l'une des explications de ce renversement des valeurs partisans :

« Bah ... [Militant], je crois qu'on le reste toujours. Au fond de soi. Thierry, aujourd'hui, il ne colle pas d'affiches, mais c'est un militant. Ça se ressent tout de suite. Guillaume E., pareil. Bon, Guillaume, il milite encore, mais ...<sup>395</sup> »

L'engagement passé des responsables, à un moment ou à un autre de leur « carrière » militante, dans des organisations plus tournées vers le terrain que l'UMP (à l'image des organisations étudiantes de droite, comme l'UNI, ou du MIL) pèse dans leur vision du militantisme et de l'action partisane. Le cas Guillaume E., ancien membre du bureau national de l'UMP, adhérent du MIL,

---

<sup>392</sup> Respectivement : Responsable départemental des jeunes, Responsable départemental des jeunes-adjoint, Délégué national.

<sup>393</sup> A l'exception notable de Thierry Virol, que son emploi du temps professionnel ne semble pas laisser libre de militer.

<sup>394</sup> Entretien avec Thomas C., 23/04/12.

<sup>395</sup> *Idem.*

régulièrement mobilisé pour faire partie du service d'ordre des *meetings* de l'UMP<sup>396</sup>, constitue à cet égard un exemple topique.

Cette « valorisation culturelle » du militantisme se traduit par des incitations matérielles à la militance : le système des gratifications intrapartisanes local (cf. chapitre 7) fait une place importante à la rétribution des militants « actifs ». La ligne de conduite de T. Virol est clairement exprimée et constamment rappelée par ses « lieutenants » : les membres les plus impliqués sont et seront les premiers récompensés par des postes, en interne (au sein de la structure partisane) et à l'extérieur (sur les listes municipales, par exemple). Cette posture n'est pas seulement rhétorique, elle se traduit réellement par des promotions « au mérite » qui lui donnent de la consistance. Ainsi, Thomas C. raconte systématiquement, pendant la campagne, à chaque réunion jeune comment il fut récompensé par Thierry Virol pour son activisme en étant présenté aux militants pour être conseiller national UMP, et facilement élu « grâce au soutien de Thierry ». Les tâches militantes n'étant pas considérées comme des formes « inférieures » de participation partisane, le militantisme actif s'en trouve fortement encouragé, soit que la participation aux activités résulte d'une adhésion à « l'esprit de groupe » et d'une volonté de se fondre au sein du collectif militant (cf. chap. 8), ou qu'elle découle de calculs proprement carriéristes :

« Et c'est le facteur [explicatif de l'intensité particulière du militantisme dans la circonscription] ... il y en a d'autres, hein, mais le numéro un absolu, c'est la mentalité de Thierry Virol par rapport à ce qu'est un parti politique local. C'est-à-dire ... de mettre le militantisme au cœur ... des problématiques ; et tout ça vient de là, parce que le militantisme ... est un effet d'entraînement. Quand deux personnes se mettent à militer ... on entraîne le reste. Ce que je m'entends répéter, à longueur de journée aujourd'hui [le 23 mai, lendemain du premier tour], par Guillaume, par Thierry, par ... les Jeunes des Hauts-de-Seine, c'est : « Vous avez bossé comme des dingues depuis trois mois, et vous avez donné envie aux autres de le faire. » Et c'est pour ça qu'on nous encourage, et c'est pour ça qu'on nous remercie. Donc ... il y a un appel d'air du militantisme. Et la position de Thierry là-dessus a été absolument déterminante. Parce que ... on avait décidé de mettre le militantisme au cœur de notre action. C'était le ... le ... la ligne de notre action, c'était : militer. Et pas : aller boire des coups au conseil général, ou pas ... voilà.<sup>397</sup> »

Les responsables de la structure partisane semblent savoir tirer parti de toutes les formes de motivation militante pour accentuer la mobilisation des individus et l'intensité des activités partisans, sans jamais pour autant « perdre le contrôle » de leurs militants ; les comportements carriéristes sont ainsi valorisés tant qu'ils travaillent dans le sens de l'« intérêt général » du groupe militant, et plus particulièrement dans l'intérêt bien compris de ses cadres. Mais les ambitions trop visibles, ou trop menaçantes pour les responsables installés, peuvent être durement sanctionnées.

---

<sup>396</sup> Traditionnellement pris en charge pour partie par le MIL. Guillaume E. participe ainsi (par exemple) à l'encadrement du *meeting* de Rueil-Malmaison, le 24/03/12.

<sup>397</sup> Entretien avec Thomas C., 23/04/12.

## 9.2 Une mobilisation qui va crescendo ?

Le processus de mobilisation des militants pour une campagne électorale est souvent présenté comme un effort au long cours, devant donner lieu à une montée en puissance, laquelle passe autant par une accélération du rythme des actions que par une augmentation des effectifs mobilisés, pour atteindre l'apogée de l'action militante au moment même du scrutin. Le discours tenu au début de campagne par les responsables militants sur la mobilisation locale correspond assez fidèlement à cette image d'Épinal de la « montée en puissance » :

« Au niveau national, le candidat Sarkozy est passé de ..., alors évidemment c'était théorique, mais au moment de son entrée en campagne on était à deux déplacements par mois. Autrement dit, un déplacement = un meeting le soir, ou dans la journée, etcetera. Là on est à cinq par semaine ! Ce, en moins d'un mois ! C'est tout à fait considérable, c'est lié à deux choses particulières, d'abord, parce qu'une campagne, c'est une dynamique, donc tu montes *crescendo* pour euh... pour être présent pour le premier tour et être qualifié pour le second. Pour te permettre d'avoir suffisamment d'élan, ou de... pour être qualifié pour le second. On l'a vu, ce que ça pouvait donner quand c'est pas le cas, avec Jospin en 2002. Qui n'a même pas été au second tour. Et puis qui peut te permettre aussi de faire le maximum de voix pour ensuite pouvoir euh... remporter le second. Mais ça, on y reviendra peut-être ou pas d'ailleurs, parce que là, c'est vraiment un truc bien particulier. Euh... concrètement, euh... le fait d'avoir cette accélération à la fois de la présence du candidat, partout sur le territoire, qui à chaque fois décline des messages, euh... fait des propositions, ça implique quoi ? Ça implique pour nous... aussi... de se mettre au diapason... Euh... en clair, dès qu'un document, dès qu'un... dès qu'un argumentaire ou dès qu'un thème est abordé, on doit être capable localement d'en faire état sous différentes formes... euh... pratiquement de manière concomitante.<sup>398</sup> »

L'accélération du rythme des actions sur le plan local, et l'accentuation de la mobilisation au niveau de la circonscription doivent permettre d'accompagner la dynamique de campagne nationale du candidat. Ce discours théorique sur la dynamique de campagne est-il réellement suivi d'effets ? Peut-on observer, au niveau local, une accélération sensible de la fréquence des actions et une augmentation progressive des effectifs militants mobilisés ? Pour le déterminer, nous avons recensé les effectifs militants présents sur le marché de Montrouge chaque dimanche, entre le début de la campagne menée sur le terrain par l'UMP, début janvier, avant même la déclaration de candidature de Nicolas Sarkozy<sup>399</sup>, et le deuxième tour du scrutin présidentiel, le 6 mai<sup>400</sup>.

---

<sup>398</sup> Entretien avec Guillaume E., 19/03/12.

<sup>399</sup> Intervue le 15/02/12.

<sup>400</sup> Le choix du marché de Montrouge s'est imposé de lui-même : rendez-vous militant récurrent pour tous les partis de Montrouge et de la circonscription, la présence de l'UMP y est plus fréquente qu'à Bagneux ou à Malakoff, où la décision d'investir le terrain du marché relève d'une décision pour ainsi dire exceptionnelle, prise éventuellement une ou deux fois dans une campagne.

Tableau : Présence militante au marché de Montrouge, observations effectués entre 11 heures et 11 heures 30

	PS	UMP	FN	EELV	Front de Gauche	MoDem	Extr. gauche
22/01*	0	6	1	3	1	0	1
05/02	0	0	0	2	5	0	0
19/02	5	2	0	1	2	0	0
26/02	6	2	3	3	1	0	0
18/03	5	6	0	2	3	4	3
01/04	10	7	0	2	1	0	0
15/04	10-12	4	2	3	5	2	0
29/04	19-20**	5**					

\* Les dates correspondent aux dimanches de notre période d'observation, entre fin Janvier et fin Avril. Les dimanches « manquants » correspondent soit à des déplacements pour des meetings, soit à des observations effectuées dans les deux autres villes de la circonscription, qui ne nous ont pas permis certaines semaines d'assister à la session de tractage du marché de Montrouge.

\*\* Pour ce dernier dimanche de la campagne, tous les militants tractant pour le candidat socialiste ont été rassemblés dans la colonne « PS », pour plus de clarté ; le candidat de l'UMP n'ayant enregistré aucun ralliement, les militants comptabilisés « UMP » sont tous issus de ce parti, ou adhérents de formations alliées comme le Nouveau Centre.

Ce recensement des effectifs militants met clairement en évidence un écart quantitatif entre les effectifs mobilisés pour le tractage au mois de février – qui ne dépassent jamais 2 militants – et le nombre de militants présents pour les « tractages » des mois de mars et d'avril – jamais inférieur à 4. Mais le tableau fait aussi ressortir une inconstance dans la mobilisation (si l'on compare aux effectifs du PS, qui, eux, augmentent par paliers réguliers jusqu'à la fin de la campagne) et une capacité limitée de surmobilisation – toujours par rapport aux socialistes qui, de 5 militants à leur entrée en campagne le 9 février, parviendront à augmenter leurs effectifs jusqu'à atteindre une douzaine de militants à une semaine du premier tour (contre 4 à l'UMP) et une vingtaine, avec les « ralliés » de l'entre-deux-tours, le 29 avril. De ces limites qui entravent la mobilisation à l'UMP, il résulte que, sur le marché de Montrouge, les militants sarkozystes sont, après l'entrée en campagne des socialistes, quasiment toujours en sous-effectif par rapport au PS, et, *a fortiori*, par rapport à l'ensemble de la gauche.

Si l'UMP locale peine à augmenter les effectifs de ses militants présents sur le terrain à mesure que le calendrier de la campagne se déroule, il n'en va pas de même pour ce qui concerne le rythme des actions militantes. Pour prendre un seul exemple, celui du collage, l'évolution du nombre d'actions menées à Montrouge et sur la circonscription (actions dites « transversales ») est éloquente : aucun collage ne fut effectué au mois de février avant la candidature de Nicolas Sarkozy. De fin février à fin mars, les jeunes montrougiens « assuraient » environ un collage par semaine. Puis deux, début avril. Les deux semaines qui précédèrent le premier tour virent s'organiser un collage tous les deux jours. Interrogé en entretien au lendemain du premier tour, le responsable des jeunes Thomas C. nous affirmait sa volonté de poursuivre et d'intensifier l'effort de collage :

« Ouais, on passe clairement ... un cap supérieur, parce que ... on s'est rendu compte que notre capacité de mobilisation était grande, que ... il nous reste quinze jours, que les gens ont conscience que ça va se jouer à rien, et qu'il va falloir y aller comme des fous, donc nous, pour les jeunes, moi l'objectif que j'ai fixé, il est très simple : c'est au minimum une action par jour. Aujourd'hui, on a créé comme tu le sais un rétro planning, sur les quinze jours qui nous séparent du second tour, avec la présence de chacun pour ... chaque événement en particulier, et à l'heure actuelle je peux affirmer que sur aucun événement, il n'y a personne. C'est-à-dire qu'il y a chaque fois au moins deux personnes. Par événement. Sachant qu'il y a des jours où il peut y en avoir trois ou quatre. Qui se sont engagées à être présents sur ce truc-là. On va recevoir en plus maintenant le support de nos amis Jeunes ... Jeunes des Hauts-de-Seine, euh ... que je vois ce soir pour ... pour organiser ça, donc ça va nous donner un peu d'air aussi nous, et puis ... nous permettre ... une motivation supplémentaire, je pense ... c'est-à-dire de montrer aussi notre force de frappe à ceux qui sont plus en vue que nous, dans des villes plus ... plus d'actualité ... et puis la nouvelle organisation qu'on va mettre en place, la nouvelle organisation ... communication entre les jeunes et les moins jeunes qu'on va mettre en place dans les ... tout prochains jours, c'est-à-dire ... demain, après-demain ... pour favoriser la communication entre nous, donc ... aussi intégrer des moins jeunes à ... à nos actions. Donc clairement, passer un cap pour le prochain tour, et lancer une dynamique de campagne de fou. Et je ... je suis très confiant là-dessus.<sup>401</sup> »

Si l'objectif fixé (« minimum une action par jour ») ne fut pas tout à fait atteint, force nous a été de constater qu'un nouveau cap fut effectivement franchi pour la campagne d'entre-deux-tours. Si nous devons donc tirer des conclusions de nos observations concernant la dynamique de mobilisation, nous dirions volontiers que l'UMP dans la 11<sup>ème</sup> rencontra des difficultés pour mobiliser des militants en nombre (et en nombre croissant) sur les activités partisans, mais que le petit nombre de ceux qui se mobilisèrent effectivement autorisa néanmoins une véritable montée en puissance sur le plan du rythme des actions partisans, et notamment des collages.

### 9.3 Le rôle mobilisateur des « jalons » événementiels nationaux

Les grands événements militants qui jalonnent la campagne nationale du candidat Sarkozy, auxquels participent les militants locaux, ont des répercussions sensibles sur la mobilisation du collectif partisan local. Ils jouent un double rôle : mobilisateurs de l'ensemble de la « communauté partisane nationale », ils conduisent à la réaffirmation physique de l'intégration du groupe local à la

---

<sup>401</sup> Entretien avec Thomas C., 23/04/12.

structure nationale ; mobilisateurs de la section elle-même, par elle-même et pour elle-même, ils l'amènent à (ré)affirmer sa force militante singulière par rapport aux autres sections.

Nous fonderons ici notre analyse sur le cas particulier du *meeting* organisé le 11 mars 2012 au centre de congrès de Villepinte. Premier grand *meeting* de la campagne, cette grand'messe partisane était supposée accompagner autant que favoriser la montée en puissance de Nicolas Sarkozy, amorcée le 15 février avec sa déclaration de candidature. Les militants UMP se sont déplacés en masse ; de nombreuses personnalités du parti sont présentes pour « chauffer la salle », depuis la fin de la matinée jusqu'à l'intervention de Nicolas Sarkozy lui-même, prévue pour 15 heures 30. Le « casting » illustre la communion de tous les courants de l'UMP et, au-delà, des partis alliés, autour de la candidature de Sarkozy : Laurent Wauquiez représente la droite sociale, Christian Estrosi la droite populaire, Hervé Novelli les libéraux, Jean-Pierre Raffarin les humanistes. Hervé Morin et Christine Boutin, fraîchement retirés de la course à la candidature, jouent le jeu du rassemblement. Jean-Marie Bockel, quant à lui, tient le rôle du socialiste repent. Le succès du *meeting* (qui a su rassembler entre 40 000 et 60 000 personnes – les chiffres font débat) résulte d'un effort logistique important de l'équipe de campagne du candidat et de l'UMP, qui s'est matérialisé par de nombreux autocars et trains spécialement affrétés pour l'évènement. La 11<sup>ème</sup> circonscription put revendiquer 150 participants environ. Une soixantaine fut emmenée de Montrouge par un car « du parti », le reste arrivant à Villepinte par ses propres moyens.

Le *meeting* est un moment de communion partisane. Le groupe militant de la 11<sup>ème</sup> circonscription se fond dans la masse des participants, « venus de toute l'Île de France et d'ailleurs », participe pleinement au *jeu* de la salle, dans cette « discipline de la spontanéité » qui caractérise les *meetings* de la campagne et qui fait des interventions du parterre une part intégrante du discours du candidat<sup>402</sup>. La musique et les vidéos diffusées sur les écrans, qui déclinent les thématiques sonores et visuelles de la campagne pour « la France forte<sup>403</sup> », impulsent une ambiance de lutte et de combat : le *meeting* est l'occasion d'une « réinjection » de « haute » politique, d'une « revaccination » sur les grands enjeux (métaphores médicales fréquemment relevées dans les propos de nos enquêtés) avant le retour aux réalités prosaïques du combat sur le terrain<sup>404</sup>.

---

<sup>402</sup> Le nom de F. Hollande est systématiquement hué, les « Nicolas président ! » profitent des pauses étudiées du discours de N. Sarkozy pour fuser de toute part, les arrêts plus long sont ponctués de « on va gagner, on va gagner », etc.

<sup>403</sup> Selon le slogan retenu par l'équipe de campagne.

<sup>404</sup> « Quand on voit les *meetings*, et l'ambiance qu'il y a dans un *meeting*... Quand on sort d'un *meeting*, on est dix fois plus motivés que quand on sort... d'avoir tenu la permanence pendant deux heures. Et c'est normal ! C'est normal ! Parce qu'on se sent soutenu, parce qu'on sait qu'il y a d'autres personnes qui ont la même préoccupation. »

Entretien avec Anne-Sophie T., 28/02/12.

Mais c'est aussi pour montrer sa force aux autres circonscriptions que le groupe militant se mobilise en nombre autour de l'évènement. Le placement physique dans la salle, qui regroupe spatialement les militants originaires d'une même circonscription géographique, et, au-delà, d'une même fédération, autorise une forme de compétition pour la ferveur, et attise les rivalités entre sections pour la conduite de l'animation – un peu à la manière des rivalités entre tribunes de supporters d'un même club, lors d'un match de football disputé « à domicile ». Le jeu des applaudissements aux orateurs – accueillis différemment par les diverses « régions géographiques » de la salle, en fonction de leur territoire de rattachement – participe également de cette compétition : le « score à l'applaudimètre » obtenu par les personnalités du parti<sup>405</sup> mesure autant leur popularité que l'importance numérique des militants en provenance de *leur* circonscription ou de *leur* fédération. Avant même le début du *meeting*, le voyage en car représente déjà un moment de communion pour l'UMP locale : communion *inclusive*, autour du soutien à Nicolas Sarkozy et de la défense du bilan gouvernemental, qui dominent les conversations. Mais également communion *exclusive*, qui construit la cohésion du groupe social contre l'« extérieur » : les jeunes brocardent les autocars affrétés pour les autres fédérations UMP et incidemment rencontrés sur l'autoroute, au gré des échangeurs, faisant jouer leur identité territoriale du « 92 » contre le « 93 »<sup>406</sup>, contre « les Parisiens », contre les « ploucs de province » ... cette forme de communion exclusive se fait certes sur un mode humoristique, mais elle ne doit pas pour autant être négligée et considérée comme anodine. La rivalité entre circonscriptions, qui entre dans le cadre du climat concurrentiel instauré à l'UMP depuis l'arrivée de N. Sarkozy à la présidence du parti, en 2004<sup>407</sup>, le désir de se montrer « à la hauteur », voire « supérieurs » aux sections des circonscriptions voisines ou lointaines, constituent l'un des moteurs de la mobilisation partisane locale.

#### 9.4 Un scrutin aux enjeux multiples

L'élection présidentielle de 2012 se trouve investie de multiples enjeux par les acteurs partisans locaux. Au-delà de son enjeu principal, national, savoir la désignation du nouveau président de la République, l'élection présidentielle éclaire les rapports de force partisans locaux, en offrant une forme de photographie instantanée du poids électoral des différentes formations dans la circonscription :

« Les enjeux locaux de la présidentielle sont ... à la fois importants, et en même temps, à relativiser. Euh ... importants, parce que ça nous donne une photographie à l'instant t, des forces en présence.

---

<sup>405</sup> Au-delà des « têtes d'affiche », Jean-François Copé, François Fillon, Alain Juppé, assez uniformément applaudies.

<sup>406</sup> Soit : des Hauts-de-Seine contre la Seine-Saint-Denis

<sup>407</sup> A-S. PETITFILS, « L'institution partisane à l'épreuve du management ... », art. cit.

C'est clair. C'est clair. Nous, aujourd'hui, on est une section UMP, on a un candidat qui est Nicolas Sarkozy, euh ... et le pourcentage de suffrages qu'on fera au premier et au second tour seront ... sont directement en lien avec notre action sur le terrain. A relativiser, pourquoi ? Parce qu'encore une fois, le débat national n'est pas le débat local. Et ... et le jugement qui sera fait, positivement et négativement, en mai prochain, sur l'action du gouvernement, parce qu'on a un bilan à assumer, parce que le gouvernement a un bilan à assumer, et ... et sur le projet de Nicolas Sarkozy, nous implique indirectement parce que nous sommes membres de l'UMP, mais ne nous implique pas directement dans la gestion de la ville.<sup>408</sup> »

Les scores de la présidentielle dans la circonscription n'ont jamais, par le passé, prédit de manière précise le comportement qu'auront les électeurs lors des consultations locales des années suivantes ; les responsables politiques locaux de l'UMP en ont pleinement conscience, comme le montrent les propos d'Antoine B. Néanmoins, ils croient fermement à l'importance de ces scores pour mesurer l'évolution de la place de leur parti dans la hiérarchie des forces politiques locales. A leurs yeux, « faire un bon score » aux présidentielles, c'est amorcer une dynamique locale, dynamique qui doit conduire le parti et ses alliés à mieux figurer lors des échéances électorales suivantes.

L'action militante de l'UMP dans la circonscription, au-delà des élections présidentielles, prend sens par rapport à une date-repère (laquelle fonctionne également comme un horizon de pensée) : le scrutin municipal de 2014. Les militants ne croient pas à la possibilité de faire chuter le Parti Communiste à Malakoff ; à leurs yeux, l'incertitude du scrutin se limite aux villes de Bagneux et de Montrouge. Le score du candidat Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle dans ces deux villes est, dès lors, examiné comme un indice des chances futures de concourir avec succès dans la compétition municipale. A Bagneux, selon le délégué de ville, Michel D., le renversement de la majorité municipale exige un renforcement de la légitimité locale de l'UMP, qui passe par un score le plus élevé possible aux élections présidentielles. Mais, paradoxalement, alors que l'UMP balnéolaise tirerait profit d'un score élevé de Sarkozy *sur la commune*, certains militants considèrent que l'alternance politique à Bagneux n'est pas envisageable en cas de victoire *nationale* du candidat de l'UMP :

« Je pourrais te donner une réponse très honnête ... qu'est-ce qu'il faudrait pour faire repartir les choses à Bagneux ? Une défaite de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle. C'est la condition absolument nécessaire à un quelconque redressement de nos scores à Bagneux. Absolument nécessaire. C'est impossible de gagner Bagneux tant que le gouvernement, et le président de la République, et l'Assemblée Nationale sont de droite. Ça ne peut passer que par un désaveu complet de la gauche. Comme dans beaucoup d'endroits, hein ! Mais ... spécifiquement à Bagneux. Voilà.<sup>409</sup> »

A Montrouge, l'objectif pour 2014 est de conserver la mairie à droite. Selon les conjectures des responsables UMP locaux, cela suppose de contenir la progression du score local des socialistes aux

---

<sup>408</sup> Entretien avec Antoine B., 13/04/12.

<sup>409</sup> Entretien avec Thomas C., 23/04/12.

élections présidentielles. Ainsi, « l'objectif » défini par les responsables<sup>410</sup> – Thierry Virol, Guillaume E. – est d'amener Nicolas Sarkozy en tête à Montrouge, aux deux tours de l'élection. L'ampleur du score de l'UMP doit enfin peser sur la décision de contester – ou non – la mainmise du Nouveau Centre sur la mairie de Montrouge. Ainsi, l'élection présidentielle ne livre pas simplement un instantané des rapports de forces partisans ; les scores locaux des différents candidats entrent en ligne de compte dans les calculs et les stratégies à long terme des acteurs, et définissent ainsi l'espace du possible et du pensable de l'action partisane locale.

---

<sup>410</sup> Sur lequel les militants n'ont finalement que bien peu de prise.



## Conclusion

Lorsque nous avons débuté notre travail de terrain, à la fin du mois de décembre 2012, nous redoutions de nous trouver confrontés à une structure UMP de circonscription sans militants, sans activité, dont la présence dans les villes de Montrouge, Bagneux et Malakoff se réduirait à un local de permanence ouvert une fois le mois. Ces présupposés résultaient d'un préjugé à l'encontre des partis de droite relativement commun : l'UMP, l'UDF, le Nouveau Centre sont encore aujourd'hui bien souvent présentés comme des partis de cadres, ou d'élus, sans force militante, et surtout sans ancrage sur le terrain. Les modalités de l'implantation locale de l'UMP, en banlieue parisienne et ailleurs, restent très peu étudiées.

Les premiers temps de notre travail d'observation nous ont d'emblée permis de mettre radicalement en doute ces présupposés : l'UMP, dans la 11<sup>ème</sup> circonscription des Hauts-de-Seine, n'est pas une structure résiduelle ou dormante, périodiquement réactivée au gré des campagnes électorales. Bien au contraire, l'UMP locale se caractérise par une présence pérenne, structurée, active ; ses militants « actifs », moins nombreux que dans d'autres sections ou d'autres partis, sont présents sur les marchés, à l'entrée des gares et des stations de métro, et ce tout au long de l'année, pour ainsi dire indépendamment de l'intensité de l'activité électorale. Ils tiennent des permanences, organisent des réunions publiques et des diners-débats, distribuent des tracts, collent des affiches ... en bref : ils militent, tout comme leurs adversaires de gauche, socialistes ou communistes. Les disparités entre les sections UMP des trois villes de la circonscription sont néanmoins marquées : les structures militantes sont considérablement plus développées à Montrouge qu'à Bagneux ou à Malakoff, et les militants montrougiens se montrent plus actifs.

Les chances de victoire de l'UMP à un scrutin local paraissent, à court terme, extrêmement faibles ; ce constat est renforcé par les scores obtenus par Nicolas Sarkozy et Jean-Loup Metton, candidat d'Union de la droite issu du Nouveau Centre, respectivement aux élections présidentielles et législatives : largement distancé dès le premier tour à Bagneux et Malakoff, le candidat Sarkozy n'était pas même en tête à Montrouge, ni au premier, ni au second tour. Jean-Loup Metton, lui, dut se contenter de la troisième place au premier tour des législatives, et ne parvint pas à mettre en danger la candidate socialiste Julie Sommaruga au second, après le retrait de la députée sortante communiste Marie-Hélène Amiable. La 11<sup>ème</sup> circonscription semble devoir connaître, dans les années qui viennent, une compétition acharnée entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français pour la prédominance à gauche. L'UMP, quant à lui, ne paraît pas être en mesure de rivaliser véritablement avec ses deux adversaires de gauche.

Les rétributions du militantisme directement liées à la conquête du pouvoir local et à la participation à la compétition électorale ne peuvent ainsi jouer qu'un rôle marginal dans l'explication du militantisme UMP dans cette 11<sup>ème</sup> circonscription des Hauts-de-Seine : les ressorts et les motivations prédominants de l'action militante sont à rechercher ailleurs. L'enquête de terrain nous semble avoir apporté un certain nombre d'éléments de réponse à cette question. Aucune d'entre elles ne se montre pleinement satisfaisante et suffisante par elle-même : le militantisme *réel* des individus résulte d'une combinaison des diverses motivations et effets de structure que nous avons tenté de mettre au jour.

Les motivations d'ordre idéologiques semblent jouer un rôle primordial dans la circonscription : c'est dans l'opposition à la gauche et à l'« hégémonie des communistes » que les militants UMP de « la onzième » paraissent s'accomplir pleinement. L'idéologie ne suffit pas, ici plus qu'ailleurs, à rendre entièrement raison du militantisme des individus ; simplement, l'importance du clivage idéologique avec le PCF nous a paru majorer le rôle de la lutte contre la gauche, voire de la résistance contre l'ennemi, dans l'économie cognitive des militants de l'UMP. Certains d'entre eux se considèrent comme des résistants, opposés à une pensée politique archaïque et dangereuse. Leur engagement ne peut dès lors se réduire à des considérations d'efficacité électorale et des calculs rationnels sur les rétributions de leur militance. Dans ces conditions particulières, faire vivre des idées minoritaires représente en soi une gratification importante. Dans la 11<sup>ème</sup> circonscription des Hauts-de-Seine, plus qu'ailleurs, l'activité militante, envisagée par les acteurs comme un activisme résistant, est à elle-même sa propre rétribution.

Le militantisme dans la 11<sup>ème</sup> circonscription revêt également un aspect communautaire important : militer à droite, à Montrouge, à Bagneux ou à Malakoff, c'est aussi se retrouver entre soi, s'agréger à une communauté qui dont on partage les valeurs politiques, et, bien souvent, au-delà, certaines caractéristiques sociologiques, dans un territoire géographique globalement hostile, où les idées de droite comme les individus qui les portent sont minoritaires. Le collectif partisan fonctionne ainsi comme un sous-monde social relativement clos, une communauté de valeurs et de sentiments au sens de Max Weber. L'institution partisane joue un rôle important dans la structuration des liens communautaires, et la participation aux actions militantes permet la réactivation permanente du sentiment d'appartenance au groupe.

Les membres « actifs » de l'UMP montrougienne, balnéolaise et malakoffiote militent également par réaction *pure* à l'activisme partisan de gauche ; tout se passe comme si les responsables UMP, conscients de l'impossibilité de rivaliser à court terme avec la gauche sur le plan électoral, refusaient de rendre les armes sur le terrain militant, et transformaient la compétition pour

l'hégémonie militante sur la circonscription en *jeu* partisan autonome. L'hégémonie militante et la visibilité locale de la marque partisane sont ainsi recherchées essentiellement *pour elles-mêmes*, et contribuent à donner du sens aux engagements individuels.

Tous ces éléments contribuent à faire vivre un militantisme à droite relativement détaché des exigences de la compétition électorale et des chances immédiates de succès de l'UMP locale. Si les revers électoraux – à Bagneux ou à Malakoff – et la subordination au Nouveau Centre – à Montrouge – font perdre des adhérents à la structure partisane, ceux qui restent, ceux qui militent, se trouvent confortés dans leur position et leurs convictions de résistants.

Si l'engagement à droite dans la 11<sup>ème</sup> circonscription paraît paradoxal, parce que voué à l'échec à court terme, les options restent ouvertes dans le temps politico-électoral long – domaine d'incertitude *quasi* radicale, par essence. Dans l'esprit des responsables militants, le maintien, puis le développement d'une structure militante, stable, visible, active, à Montrouge d'abord, à Malakoff et à Bagneux ensuite, doit fournir les bases d'une « bascule » à long terme de la circonscription, sur le modèle de la conquête progressive des bastions communistes du sud des Hauts-de-Seine par la droite dans les années 1980 (Châtillon, Antony, Le Plessis-Robinson, etc.). Cette perspective fournit un cadre de pensée d'autant plus stimulant qu'elle n'est pas absolument improbable : l'amorce d'un tel basculement a failli se produire, de peu, au début des années 2000, avec la candidature d'Olivier Sueur aux élections municipales de Bagneux, qui échoua, pour quelques centaines de voix, à « prendre la mairie ». Cette vision à long terme est implicitement présente dans tous les mots d'ordre, toutes les actions organisées, tous les messages envoyés par les responsables militants aux adhérents. C'est encore elle qui transparait dans le SMS envoyé par Thomas C. à l'ensemble du groupe jeune au lendemain du second tour des élections législatives :

Bonsoir à tous, sans surprises, Julie Sommaruga est élue députée de la 11<sup>ème</sup> circo 92, avec 64,22% des suffrages. A Montrouge, le résultat est un peu moins mauvais que prévu puisqu'elle ne réalise "que" 54,56%. Mais notre mission ne fait que commencer ce soir, soyez-en sûr. Vous aurez très vite de mes nouvelles. Bonne nuit à tous, et bonne chance à nos futurs bacheliers. Amitiés militantes.

Thomas C.

Nos observations de terrain nous ont conduit à « suivre », presque « de l'intérieur », aux côtés des militants de la 11<sup>ème</sup> circonscription, la campagne présidentielle menée par l'UMP pour amener Nicolas Sarkozy à un second mandat à la tête de l'Etat. Les élections présidentielles constituent l'un des scrutins dont les enjeux sont *a priori* le plus éloignés des problématiques

« localisées » de la vie politique de tel ou tel territoire particulier. Néanmoins, la campagne qui précède ce scrutin national n'est pas menée par les partis et les acteurs politiques de manière uniforme sur tout le territoire. Elle donne lieu à une multiplicité de micro-campagnes locales, que nous pouvons chacune qualifier de « campagne nationale "ancrée" localement », ou de déclinaison locale d'une campagne nationale. Plus précisément, elle donne lieu à deux formes de campagnes qui se superposent, se complètent, se nourrissent l'une l'autre : d'un côté, la campagne du candidat, à l'organisation centralisée, contrôlée par un équipe restreinte de conseillers, plus ou moins uniformément relayée par le biais de support médiatiques déterritorialisés comme internet ou la télévision ; de l'autre, la campagne du parti – des structures locales du parti – décentralisée, moins médiatisée<sup>411</sup>, menée sur chaque territoire, dans chaque circonscription, dans chaque ville par les collectifs partisans locaux. C'est cette seconde campagne que nous avons eu l'opportunité de suivre jour après jour, à Montrouge, à Bagneux et à Malakoff. La campagne joue le rôle de révélateur des structures locales et des réseaux d'acteurs qui donnent corps au parti local : dans la mobilisation, le parti se donne à voir entièrement à l'enquêteur. Notre travail de terrain nous a ainsi permis d'observer *en acte* les structures et le collectif partisan que nous nous étions fixés pour objectif d'analyser.

Notre étude « par le bas » des structures et des pratiques militantes de l'UMP dans la 11<sup>eme</sup> gagnerait à être mise en regard, dans une perspective comparative, avec d'autres enquêtes sur l'ancrage local de la droite républicaine en banlieue parisienne. Sans point de comparaison, une enquête « localisée », menée dans une seule et unique circonscription, ne renseigne en rien sur les pratiques « communes », « habituelles », « générales » d'implantation du parti ; les observations effectuées ne sont guère généralisables, et ne valent que dans le cadre géographique étroit sélectionné pour l'enquête. Les travaux localisés sur la droite partisane – en banlieue parisienne et ailleurs – manquent. Pour approfondir notre étude et jeter les bases d'une sociologie de l'ancrage

---

<sup>411</sup> Sauf dans certains territoires particuliers, choisis par les médias pour illustrer la campagne nationale, comme l'observe R. LEFEBVRE au sujet des élections législatives : « Le suivi de quelques campagnes locales (construites comme des « tests » ou non), à travers l'image du candidat sur le terrain, est devenu une des figures imposées du traitement journalistique. En contrepoint des analyses nationales, parfois abstraites et désincarnées, la presse écrite, comme les médias audiovisuels, offre des éclairages rapides sur les candidats confrontés au sacro-saint « terrain », condamnés au « parler-vrai », « à l'écoute du citoyen » sur fond de délégitimation du personnel politique. Une certaine représentation du local se trame dans ce traitement médiatique. » (in « Le temps d'une campagne. Une approche ethnographique de la campagne socialiste dans la première circonscription du Nord », in Dolez (B.), Laurent (A.), Wallon-Leducq (C.M.), dir., *La revanche de la gauche, Les élections législatives de 1997 dans la région Nord-Pas-de-Calais*, Presses du Septentrion, Lille, 1998, p. 37).

partisan local à droite, il faudrait pouvoir mener une enquête de plus grande ampleur, dans des « sites d'interaction<sup>412</sup> » finement choisis, en faisant varier les caractéristiques des écosystèmes politiques locaux (UMP majoritaire/challenger/distancé), les critères sociodémographiques et socio-urbain (ville « bourgeoise »/ville « populaire », « grands ensembles »/ « pavillons »/ « petits immeubles », etc.) ... L'étude fine des modalités de l'ancrage local de l'UMP dans ces différents « sites », ainsi que de ses effets sur les pratiques militantes, permettrait de faire émerger par la comparaison une sociologie des différentes formes d'implantation locale de la droite partisane en banlieue parisienne.

---

<sup>412</sup> Pour reprendre le terme de F. Sawicki, *Les réseaux ...*, op. cit., introduction, p. 31



# Bibliographie

## Partis politiques : généralités

Duverger M., *Les partis politiques*, Armand Colin, 1977, 1<sup>ère</sup> édition 1951.

Fretel J., Lefebvre R., « La faiblesse des partis politiques français : retour sur un lieu commun historiographique » in Offerlé M., Rousso H., dir., *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes, PUR, 2008

Haegel F., « Le parti cartel : de la logique interne à la validité empirique », in Aucante Y., Dézé A., dir., *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 113-126

Haegel F., « Les droites en France et en Europe », in Perrineau P., Rouban L., dir., *La politique en France et en Europe*, Paris, Presses de sciences-po, 2007, pp. 363-390

Haegel F., « Les droites en fusion. Comment l'UMP a transformé la droite partisane », Intervention au séminaire du CEE, 10 avril 2012.

Katz R. S., Mair P., « Changing Models of Party Organisation and Party Democracy : the Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, n°1, 1995.

Offerlé M., *Les partis politiques*, PUF, « Que sais-je ? », 1987.

Offerlé M., Leca J., « Un "Que sais-je ?" en questions. Un débat avec Michel Offerlé et Jean Leca », *Politix. Travaux de science politique*, n°2, Printemps 1988, pp. 46-59.

Sawicki F., « Les partis comme entreprises culturelles », in Cefaï D., dir., *Cultures politiques*, Paris, PUF, « La politique éclatée », 2001, pp. 191-212.

Sawicki F., « La science politique et l'étude des partis politiques », *Cahiers Français*, « Découverte de la science politique », n°276, mai-juin 1996, pp. 51-59

## Analyses « localisées » des partis et des objets politiques

Briquet J-L., Sawicki F., « L'analyse localisée du politique : lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix. Travaux de science politique*, n°7/8, 1989, pp. 6-16

Crépon S., Mosbah-Natanson S., « Militer en milieu hostile. La campagne des socialistes dans le XVI<sup>ème</sup> arrondissement », in Agrikoliansky E., Heurtaux J., Le Grignou B., *Paris en campagne. Les*

*élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Paris, Editions du Croquant, 2011.

Fourcaut A., « Les historiens et la monographie, l'exemple de la banlieue parisienne. », *Politix. Travaux de science politique*, n°7/8, 1989, pp. 30-34

Fourcaut A., *Bobigny, Banlieue rouge*, Paris, Les Editions Ouvrières – Presses de la FNSP, 1986

Fretel J., « L'UDF au prisme du jeu d'échelle », in Haegel F., *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007

Fretel J., « Le parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notablières des élus de l'UDF. » *Politix. Travaux de science politique*, n°65, 2004, pp. 45-72.

Le Beguec G., « L'élus local », in *La France d'un siècle à l'autre*, Paris, Hachette, 1999, pp.544 à 552

Lefebvre R., « Le temps d'une campagne. Une approche ethnographique de la campagne socialiste dans la première circonscription du Nord », in Dolez (B.), Laurent (A.), Wallon-Leducq (C.M.), dir., *La revanche de la gauche, Les élections législatives de 1997 dans la région Nord-Pas-de-Calais*, Presses du Septentrion, Lille, 1998

Lefebvre R., « S'ouvrir les portes de la ville. Une approche ethnographique des porte à porte de Martine Aubry à Lille », in Lagroye J., Lehingue P., Sawicki F., *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF-CURAPP, 2005

Lefebvre R., « Etre maire à Roubaix. La prise de rôle d'un héritier », *Politix. Travaux de science politique*, n°38, Printemps 1997, pp. 63-87.

Mischi J., « Les militants ouvriers de la chasse. Éléments sur le rapport à la politique des classes populaires », *Politix. Travaux de science politique*, n°83, 2008, pp. 133-153

Mischi J., « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste. », *Politix. Travaux de science politique*, n°63, 2003, pp. 91-119

Sawicki F., « Questions de recherche. Pour une analyse locale des partis politiques », *Politix. Travaux de science politique*, n°2, printemps 1988, pp. 13-28

Sawicki F., « Les politistes et le microscope », in Bachir M., dir., *Les méthodes au concret*, Paris, PUF, CURAPP, 2000, pp. 143-164.

Sawicki F., *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 1997, not. Introduction et conclusion.

## Études sur les structures et l'engagement partisan

Bargel L., Dechezelles S., « L'engagement dans des partis politiques de droite », *RFSP*, 2009, vol 59, pp. 5-6

Bargel L., Petitfils A-S., « "Militants et populaires !" Une organisation de Jeunesse sarkozyste en campagne. L'activation périodique d'une offre organisationnelle de militantisme et ses appropriations pratiques et symboliques », *Revue française de science politique*, vol 59, 2009, pp. 51-75

Bizeul D., *Avec ceux du FN. Un sociologue au front national*, Paris, La Découverte, 2003, not. chapitre 1.

Fillieule O., Pudal B., « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », in Agrikoliansky E., Sommier I., Fillieule O., (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, coll. Recherche, 2010

Fretel J., « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une illusio paradoxale et du passage à l'acte chez les « militants » de l'UDF », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, pp. 76-89.

Fretel J., « Des militants catholiques en politique. La nouvelle UDF », thèse pour le doctorat en sciences politiques (sous la direction de Lagroye J.)

Fretel J., « Habiter l'institution » in Lagroye J., Offerlé M., *Sociologie de l'institution*, Belin, 2011

Gaxie D., « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, n°1, 1977. pp. 123-154

Gaxie D., « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss political science review*, n°11, 2005, pp. 157-188

Haegel F., « La mobilisation partisane de droite. Les logiques organisationnelles et sociales d'adhésion à l'UMP », *Revue française de science politique*, n°59, 2009, pp. 7-29

Haegel F., « How to Manufacture Party membership? The case of the French UMP », in *Party membership in Europe – exploration into the anthills of party politics*, Brussels University Press, 2009

Haegel F., « Le pluralisme à l'UMP. Structuration idéologique et compétition interne », in Haegel F., dir., *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de sciences-po, 2007, pp. 219-254

Matonti F., Poupeau F., « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, pp. 4-11

Petitfils A-S., « Mobilisations et luttes internes autour des questions homosexuelles à l'UMP : l' "affaire Vanneste" », *Politix. Travaux de science politique*, n° 92, 2010, pp. 99-124

Petitfils A-S., « L'institution partisane à l'épreuve du management. Rhétorique et pratiques managériales dans le recrutement des "nouveaux adhérents" au sein de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) », *Politix. Travaux de science politique*, n°79, 2007, pp. 53-76

Petitfils A.-S., « La "seconde" fondation de l'UMP : techniques de recrutement et sociologie des nouveaux adhérents », *Mouvements*, n°52, 2007, pp. 57-63

Sawicki F., « Partis politiques et mouvements sociaux : des interdépendances aux interactions et retour... », in Luck S., Dechezelles S. (dir.), *Partis et mouvements sociaux*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011

Sawicki F., « L'homme politique en campagne. L'exemple de l'élection municipale de Dunkerque en mars 1989 », *Politix. Travaux de science politique*, n°28, 1994, pp. 127-139

Sawicki F., Siméant J., « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 51(1), 2009, pp. 97-125.

Weymiens S., *Les militants UMP du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris*, l'Harmattan, coll. Logiques sociales, 2010

## L'approche ethnographique en sciences sociales : « classiques » et ouvrages de méthode

Aït-Aoudia M. *et al.*, « Enquêter dans les partis politiques. Perspectives comparées », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 17, 2010, pp. 7-13

Aït-Aoudia M. *et al.*, « Franchir les seuils des partis. Accès au terrain et dynamiques d'enquête », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 17, 2010, pp. 15-30

Beaud S., Weber F., *Guide de l'enquête de terrain*, coll. Guides repères, Paris, La Découverte, 2010

Becker H. S., *Outsiders. Etude de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985, not. les chapitres 3 (« Comment devient-on fumeur de marijuana ? ») et 10 (« La théorie de l'étiquetage : une vue rétrospective (1973) »), ainsi que la préface à l'édition française de J-M. Chapoulie.

Becker H. S., *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, coll. Guides repères, Paris, La Découverte, 2002

Corbin J., Strauss A. L., *Grounded Theory in Practice*, SAGE publications, inc., 1997

Chamboredon H. *et al.*, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, 16, 1994, pp. 114-132.

Van Gennep A., *Les rites de passage*, Paris, 1909

Glaser B. G., Strauss A. L., *The Discovery of Grounded Theory. Strategies for Qualitative Research*, 1967

Humphreys L., *Le Commerce des pissotières : Pratiques homosexuelles anonymes dans l'Amérique des années 1960*, Paris, La Découverte, 2007

Olivier de Sardan J.-P., « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, n° 1, 1995, pp. 71-109

Weber F., *Le travail à-côté. Etude d'ethnographie ouvrière*, Paris, Editions de l'EHESS, 1989

Whyte W. F., *Street Corner Society*, Paris, La Découverte, 1995 (préface de H. Peretz)

## Autres références théoriques

Bailey F. G., *Les règles du jeu politique*, Paris, PUF, 1971

Bourdieu P., *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2000

Bourdieu P., « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 36-37, 1981, pp. 3-24

Bourdieu P., « Le mort saisit le vif. Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée. », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 32-33, 1980, pp. 3-14

Chamboredon H. et alii, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, 16, 1994, pp. 114-132

Collovald A., « Identités(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 73, 1988, pp. 29-40

Dobry M., *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 3<sup>ème</sup> édition, 2009, not. chapitre 1, « L'hypothèse de continuité », pp. 1-44

Dobry M., « Le jeu du consensus », *Pouvoirs*, n° 38, 1996, p. 47-66

Elias N., *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Pocket, 1993

Lagroye J., Offerlé M., « Introduction générale : pour une sociologie des institutions », in Lagroye J., Offerlé M., *Sociologie de l'institution*, Belin, 2011

Lemieux C., « Problématiser », in Paugam S. (dir.), *L'Enquête sociologique*, Paris, PUF, coll. « Quadriges-manuels », 2010, pp. 27-51

Meimon J., « Sur le fil. La naissance d'une institution », in Lagroye J., Offerlé M., *Sociologie de l'institution*, Belin, 2011

Rémond R., *Les droites aujourd'hui*, Louis Audibert, 2005

Weber M., *Economie et Société*, Plon, 1971

Weber M., *Le Savant et le Politique*, Plon, 1959

## Autres ressources

Site de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) : <http://www.insee.fr/>

Site du Centre de données socio-politiques (CDSP) : <http://cdsp.sciences-po.fr/>

Site de l'UMP : <http://www.u-m-p.org/>

Site de campagne de Nicolas Sarkozy – élection présidentielle de 2012 : <http://www.lafranceforte.fr/>

Site de la fédération UMP du 92 : <http://www.ump92.net/>

Site des Jeunes populaires : <http://www.jeunesump.fr/>

Site des Jeunes populaires du 92 : <http://www.jeunespop92.fr/>

Site de l'UMP- Jeunes actifs : <http://www.jeunesactifs-ump.fr/>

Site du *Parisien* – édition du 92 : <http://www.leparisien.fr/hauts-de-seine-92/>

Site du *Figaro* : <http://www.lefigaro.fr/>

Site du responsable UMP de la 11<sup>ème</sup> circonscription : <http://www.thierryvirol.fr/>

Blog des Jeunes populaires de Montrouge : <http://www.j-ump92-11eme.com/>

Site de la mairie de Montrouge : <http://www.ville-montrouge.fr/>

Site de la mairie de Bagneux : <http://www.bagneux92.fr/>

Site de la mairie de Malakoff : <http://www.ville-malakoff.fr/>